



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECEMBRE 2020

N°203

SOMMAIRE
RAA DECEMBRE 2020
N°203

	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 17 décembre 2020</i>)	2
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 17 décembre 2020</i>)	412
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	592
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	619

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIER	9
ANIMATION DU TERRITOIRE	62
ATTRACTIVITE	110
CYCLES DE L'EAU	160
ENVIRONNEMENT	190
HORS COMMISSION	226
RESSOURCES	260
SOLIDARITES	345

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
M2020-465	Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention financière d'études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 1 - Autorisation de signature	10
M2020-466	Logistique Urbaine - Convention d'expérimentation d'un nouveau concept de véhicule avec le Groupe RENAULT - Avenant de prolongation n°2 - Autorisation de signature	14
M2020-467	Re Cycle & Vous - La Guitoune à Vélo - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	17
M2020-468	Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°3 - Autorisation de signature	20
M2020-469	Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué relatif à l'exercice 2019 - Examen	24
M2020-470	Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de Service Public - Rapports Annuels des Délégués relatifs à l'exercice 2019 - Examen	29
M2020-472	Nouveau projet de renouvellement urbain Mosson/Cévennes - Etudes de préfiguration - Convention financière Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	34
M2020-473	Commune de Montpellier - SCPI PF LE GRAND PARIS - Immeuble le Parthéna I et II sis 145 et 205 rue de l'Acropole - Convention de tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Acquisition des lots de copropriété - Approbation	37
M2020-474	Commune de Pérols - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Approbation	40
M2020-475	Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefrais - Rachat d'une propriété foncière acquise par l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de la Métropole – Approbation	43
M2020-476	Dalle du Triangle - Réfection de l'Allée Jules Milhau à Montpellier - Convention d'offre de concours financier de la SNC du Polygone - Approbation - Autorisation de signature	46
M2020-477	Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	49
M2020-478	Travaux de réseaux sur la commune de Sussargues - Route de Saint Drézéry - Approbation de l'opération de travaux et demande de subventions Hérault Energies - Autorisation de signature	52
M2020-479	Convention de gestion entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour le débroussaillage des routes départementales transférées relevant du schéma Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) - Approbation - Autorisation de signature	55
M2020-480	Avenant n°2 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Exonération partielle des exploitants des lots n°1 et 2 - Demande de prorogation de la concession - Autorisation de signature	58

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2020-495	Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Convention de dénomination - Attribution - Autorisation de signature	63
M2020-496	Complexe sportif Yves-du-Manoir - GGL Stadium - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby - Avenant relatif aux espaces mis à disposition - Autorisation	66
M2020-497	Équipement Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 – Examen	69
M2020-498	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2020 - Convention d'attribution - Autorisation de signature	74
M2020-500	Soutien à la Création et la Diffusion Culturelle - Attributions des aides pour le 4ème trimestre 2020 - Approbation	77
M2020-501	Partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète - Convention - Autorisation de signature	80
M2020-502	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de partenariat artistique et pédagogique avec le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal (CRI) de Sète Agglopol Méditerranée - Approbation - Autorisation de signature	83
M2020-503	Prise en charge des frais de déplacement dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2021 – Approbation	86
M2020-504	Procédure de rupture conventionnelle avec la Directrice de l'EPIC du Domaine d'O - Approbation	90
M2020-505	Associations Occitanie en scène et Les Amis du château de Castries - Adhésion - Approbation	93
M2020-506	Rencontres d'auteurs dans le réseau des médiathèques et du livre - Prise en charge des frais - Approbation	96
M2020-507	Musée Fabre - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'Antiquité ' 2021-2023 - Autorisation de signature	98
M2020-508	Attribution de subventions 2020 - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	101
M2020-509	Planetocéan - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 – Examen	105
N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2020-464	Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°2 à la convention d'attribution de subvention au CHU de Montpellier pour le projet CYBORG - Autorisation de signature	111
M2020-535	Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) AxLR - Versement du solde d'un apport en compte courant - Approbation	115
M2020-536	Convention de partenariat avec l'association French Tech Méditerranée - Avenant - Autorisation de signature	119
M2020-537	Attribution de subvention à l'association IDATE - Convention de partenariat - Autorisation de signature	121

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	ATTRACTIVITE (SUITE)	PAGE
M2020-538	ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Programme des Équipements Publics – Approbation	124
M2020-539	Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Pass numérique - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature	128
M2020-540	Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant n°2 à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature	131
M2020-541	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Délibération pour une attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet BNIF - Autorisation de signature	134
M2020-542	Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°3 à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature	137
M2020-543	Corum - Palais des Congrès - Opéra - Zénith Sud - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué à l'exercice 2019 - Examen	140
M2020-544	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	145
M2020-545	Association Occitanie Europe - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation	150
M2020-546	Association Occitanie Coopération - Adhésion - Désignation de représentants – Approbation	154
M2020-547	Relations Internationales - Affectation de subventions 2020 - Autorisation de signature	157
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2020-456	Mise à l'étude du choix du mode de gestion de l'assainissement - Approbation	161
M2020-457	Station de traitement des eaux usées MAERA - Mise à jour du programme des travaux de modernisation et de l'enveloppe financière affectée - Marché Global de Performances - Approbation	166
M2020-489	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rue Saint-Louis sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	170
M2020-490	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rues de la Valfère et Saint-Sépulcre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	173
M2020-491	Convention de mandat pour des études et travaux de recherche d'eau entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable (SIAE) du Salaison et le Département de l'Hérault - Avenant de transfert à la Métropole - Autorisation de signature	176
M2020-492	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir - Convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	179

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	CYCLES DE L'EAU (SUITE)	PAGE
M2020-493	Commune de Saint-Drézéry - ZAC Les Mazes - Programme des équipements Publics relatif à la desserte en eaux usées - Avenant n°1 à la convention de financement des équipements - Autorisation de signature	182
M2020-494	Projets de Solidarité internationale Eau - Convention de coopération décentralisée avec l'Établissement de Coopération Intercommunale de la vallée de l'Arghen au Maroc - Convention programme et conventions financières dans le cadre du projet de mobilisation des eaux souterraines pour Zahlé (Liban) - Mission à Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre du projet Kiffa Eau - Approbation - Autorisation de signature	185
N°DELIB	ENVIRONNEMENT	PAGE
M2020-511	Ressources en eau et agroécologie - Étude de besoin d'une ligne de triage collective de céréales bio et légumineuses sur le secteur Ouest de la Métropole - Convention de projet tutoré d'étude d'élèves ingénieurs de l'Institut Agro de Montpellier - Autorisation de signature	191
M2020-512	Agroécologie et alimentation - Modification de la délibération n°M2020-284 - Partenariats 2020 - Avenant à la convention Let's Food Cities - Autorisation de signature	195
M2020-514	RMCF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen	198
M2020-515	ENEDIS-EDF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 – Examen	203
M2020-516	Réseau de distribution publique de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 – Examen	208
M2020-517	Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°11 - Approbation	214
M2020-518	Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen	217
M2020-520	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - CRAC 2019 - Avenant n°4 - Approbation	222
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2020-471	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Transports - Exercice 2021	227
M2020-488	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2021	230
M2020-499	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	233
M2020-510	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021	237
M2020-513	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique - Exercice 2021	240
M2020-519	Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries - Acquisition du terrain d'assiette et passation d'un protocole transactionnel avec le Groupement Foncier Agricole du domaine de Ferrières - Lieudit les Arbousiers - Parcelle cadastrée D163 - Autorisation de signature	243

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION (SUITE)	PAGE
M2020-548	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Développement Économique - Exercice 2021	247
M2020-549	Règlement intérieur du Conseil de Métropole - Mandat 2020-2026 - Approbation	250
M2020-550	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	252
M2020-551	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modifications - Approbation	256
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2020-454	Budget - Clôture du Budget annexe transport - Approbation	261
M2020-455	Budget principal et budgets annexes - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2021 - Autorisation	264
M2020-481	Contrat territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2020 - Approbation	270
M2020-482	Épidémie de Covid-19 - Étalement des charges pour les dépenses exceptionnelles relatives à la crise sanitaire - Approbation	273
M2020-483	Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	276
M2020-484	Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel - Adhésion 2020 - Approbation	333
M2020-485	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Reconduction des Services Communs - Conventions - Autorisation de signature	336
M2020-486	Réforme des congés bonifiés - Approbation	339
M2020-487	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	342
N°DELIB	SOLIDARITES	PAGE
M2020-458	Logement d'abord - Etude-action pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale aux fins de loger les ménages en difficulté - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ADAGES pour l'année 2020 - Autorisation de signature	346
M2020-459	Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 1 Ouverture d'un lieu d'accueil de jour multi partenarial à destination des familles - Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature	350
M2020-460	Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Conventions avec trois structures proposant un service de douches - Pause/Issue, Secours Catholique de l'Hérault et Croix Rouge de l'Hérault - Autorisation de signature	353
M2020-461	Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation	356
M2020-462	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier pour la gestion financière et comptable du FSL - Autorisation de signature	359
M2020-463	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement - Avenant à la convention 2020 avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Autorisation de signature	362

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	SOLIDARITES (SUITE)	PAGE
M2020-521	Villes et Territoires Occitanie - Mise en place d'une démarche évaluative expérimentale - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	366
M2020-522	Avenants n°2 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Approbation	369
M2020-523	Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2021 - Approbation - Autorisation de signature	373
M2020-524	Complexe funéraire - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen	376
M2020-525	Logement - Observatoire Local des Loyers (OLL) - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	381
M2020-526	Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Le Clos de la Licorne ', rue Antoine Rédier à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	384
M2020-527	Construction de 9 logements sociaux - Résidence Art campus - 235 avenue Paul Binguier à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	387
M2020-528	Construction de 17 logements locatif sociaux - Résidence ' Clinique Saint-Jean ' - 36 avenue Buisson Bertrand à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	390
M2020-529	Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' NEW 123 ' - Avenue de Palavas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la société FDI Foncière - Délibération n°14969 du 2 novembre 2017 - Modification - Autorisation de signature	393
M2020-530	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Impulse ', 1 rue François Mireur à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	397
M2020-531	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' LORCAËE ' - 705 rue de Saint-Hilaire à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	400
M2020-532	Construction de 32 logements sociaux - Résidence ' La Coustaude ', Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	403
M2020-533	Construction de 90 logements sociaux - Résidence ' La Fabrique ' - Lotissement "La Fabrique" à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	406
M2020-534	Construction de 7 logements en location-accession - Résidence ' Simone Veil ', ZAC des Saurèdes lot V à Castries - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature	409

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention financière d'études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 1 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse partiellement mixte (voyageurs et fret), entre Montpellier et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du CNM a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés (dont les communes situées entre Saint-Brès et Montpellier). Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, aussi bien que des trains nationaux ou européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnaud-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

En 2000, le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est qualifié de Projet d'intérêt général (PIG) afin de réserver des emplacements dans les documents d'urbanisme. En mai 2005, le CNM est déclaré d'utilité publique. Parallèlement, les projets de développement du réseau ferroviaire espagnol avancent, avec notamment la réalisation de la section internationale Perpignan-Figueras, inaugurée le 27 janvier 2011.

En 2006, le Ministre des Transports a relancé le processus d'études d'une liaison nouvelle entre Montpellier et Perpignan en vue de la tenue d'un débat public. Il s'agissait de re-questionner les objectifs du projet face à l'évolution des déplacements régionaux de voyageurs et à l'accroissement des flux de marchandises nationaux et européens (notamment les échanges avec la péninsule ibérique). Un vaste débat public plébiscitant les principes du projet a eu lieu en 2009.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- les gares nouvelles : Béziers-Est et Narbonne-Ouest ;
- le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet PIG par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientation des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

À ce stade, l'estimation prévisionnelle des études et travaux est de 5,56 Md € (estimations de 2014), dont 1,855 Md € (estimations de 2014) pour la première phase (tronçon LGV mixte de Montpellier à Béziers sans la création de la gare nouvelle, prévues pour la seconde phase).

Le besoin de financement de la procédure d'enquête d'utilité publique jusqu'à la déclaration d'utilité publique de la Phase 1 du projet LNMP est évalué à 10 M€. L'Etat puis la Région Occitanie se sont d'ores et déjà engagés chacun sur 3,33 M€ pour le financement de cette phase de la procédure.

La présente délibération porte sur la convention n°5, relative aux 3,33 M€ restant à financer à parts égales (10) entre les conseils départementaux et établissement publics de coopération intercommunale concernés, soit 333 333,30 € HT par chacun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la réalisation des études et procédures complémentaires rendues nécessaires par l'enquête d'utilité publique, aux dépenses relatives à l'enquête publique et aux frais de maîtrise d'ouvrage associés et estimés jusqu'à la déclaration d'utilité publique de la Phase 1 de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ;
- d'autoriser le financement des études et procédures complémentaires ;
- d'approuver le projet de convention relative aux modalités de participation financière entre le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées-Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération de Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Métropole Perpignan Méditerranée, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le versement de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 333 333,30 € HT courants ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LNMP - Convention financière Etudes et Procédures préalables à la DUP Phase 1
- LNMP - Annexe 1 Convention financière Etudes et Procédures préalables à la DUP Phase 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Aménagement durable - Logistique Urbaine - Convention d'expérimentation d'un nouveau concept de véhicule avec le Groupe RENAULT - Avenant de prolongation n°2 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2019-353 du 25 juin 2019 et n°V2019-304 du 18 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagés dans un partenariat à titre gratuit avec Renault qui s'inscrit dans le cadre des feuilles de route « *logistique urbaine et transport de marchandises en ville* » et « *Cité intelligente* » de la Métropole. Il s'agit de tester sur le territoire de la Métropole un tout nouveau concept de véhicule électrique modulaire pour la logistique urbaine, le EZ FLEX, construit par Renault Recherche et Développement.

Cette expérimentation permet à Montpellier Méditerranée Métropole et à la Ville de Montpellier d'identifier des solutions optimisées pour livrer le centre-ville : réduction de l'occupation de l'espace viaire, réduction des nuisances sonores, réduction des émissions de CO2 et de polluants locaux, optimisation des tournées, facilité d'usages pour les livreurs et amélioration des conditions de travail des agents, notamment en s'appuyant sur un véhicule électrique.

L'expérimentation du véhicule qui devait initialement se dérouler de septembre 2019 à avril 2020, puis étendue par avenant n°1 jusqu'en décembre 2020, a pris du retard notamment en raison de la situation sanitaire. Il convient de prolonger la durée de l'expérimentation pour la mener à son terme, à savoir jusqu'au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention d'expérimentation avec le Groupe Renault pour l'expérimentation du véhicule ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150719-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 2_contrat de prêt_ Renault - Metropole Montpellier VD-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :
Stéphanie JANNIN

Aménagement durable - Re Cycle & Vous - La Guitoune à Vélo - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le président de la République, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat.

Au titre de ses compétences en matière de politique de la ville et d'insertion économique et sociale ainsi que de développement économique, il est proposé de soutenir un nouveau projet, qui fera l'objet d'une participation de l'Etat à hauteur de 50% qui sera reversée à la Métropole (selon les modalités de paiement définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi) : le projet « *la Guitoune à vélo* » porté par l'association « *Re Cycle & Vous* ».

L'association « *Re Cycle & Vous* » a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi en proposant la mise en place d'action d'insertion professionnelles relevant de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique).

En 2019 et 2020, l'association « *Re Cycle & Vous* » porte un nouveau chantier d'insertion autour d'une activité de recyclage, de maintenance et de commerce de cycles. Les activités du chantier sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi. Ces dernières vont se concentrer sur l'achat et la récupération de vélos d'occasion, la réparation et la remise en état de ces derniers, la vente des vélos réhabilités, la sous-traitance pour des magasins partenaires, l'entretien de parcs à vélos d'entreprises ou d'administration et la location d'une flotte de vélos à vocation événementiel.

Le chantier d'insertion est composé de 8 postes de travail. Les bénéficiaires sont recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois.

Dans le cadre du développement de l'activité du chantier d'insertion, l'association souhaite créer une flotte de quatre ateliers itinérants dénommés « *la Guitoune à vélo* ». Ces derniers seront installés quotidiennement, sur des emplacements précis de la Métropole, pour effectuer des opérations de dépannage « *minute* », gratuitement, auprès des cyclistes.

Il est proposé, pour l'exercice 2020, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, par une subvention d'investissement de 10 000 € sur un budget de 17 150 € pour mener à bien cette action.

Le plan de financement du projet d'investissement est décomposé comme suit :

- Montpellier Méditerranée Métropole / plan pauvreté (50% Etat) : 10 000 €
- Dons privés : 3 000 €
- Fonds propres : 4 150 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention avec l'association « *Re Cycle & Vous* » ;
- d'approuver l'attribution à « *Re Cycle & Vous* » d'une subvention d'investissement de 10 000 €, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150104-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention2020_3M_Les guitounes à vélo_VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Aménagement durable - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « Transdev Mobilités Montpellier Métropole », pour la période 2019-2024. Cet avenant n°1 était sans impact financier.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et d'investissements du délégant. Cet avenant n°2 avait un impact financier de +13,36 M€ sur l'ensemble du contrat (2018-2024), soit une augmentation de +2,1% par rapport au contrat initial.

Le nouvel exécutif de la Métropole, issu des élections municipales de mars et juin 2020, porte le projet de mise en œuvre d'une gratuité totale du réseau de transport urbain à l'horizon du mi-mandat, au bénéfice des résidents de la Métropole. Une première étape a été franchie avec la délibération n°M2020-100, en date du 31 juillet 2020, visant la mise en œuvre de la gratuité le week-end à compter du 5 septembre 2020, puis la délibération n°M2020-172, en date du 15 septembre 2020, visant à faire bénéficier les abonnés métropolitains d'une réduction de 10% du prix de leur abonnement. En application des articles 64, 65 et 79.1 du contrat de DSP, dans l'hypothèse d'une évolution des tarifs décidée par le Délégrant, la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) peut être révisée par accord des Parties. Les titres de transport, à tarifs réduits ou gratuits, donnent lieu à des compensations tarifaires versées par le Délégrant.

Dans le même temps, le réseau de transport urbain de Montpellier Méditerranée Métropole a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2. Les impacts de cette crise sont multiples pour le délégataire : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; remboursement des abonnements pour la période du premier confinement, du 17 mars au 11 mai 2020 ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée.

La crise liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L.6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°3 au contrat de DSP afin de :

- Prendre en compte les impacts contractuels de la mise en œuvre de la gratuité le week-end pour les résidents de la Métropole (hors abonnés) : mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel (annexe 29), modification de la grille tarifaire (annexe 30), modification des modalités de calcul des compensations tarifaires (annexe 31) et versement anticipé d'une compensation tarifaire s'élevant à 0,45 M€ TTC (en valeur 2020) pour la période du 5 septembre au 31 décembre 2020 ;

- Prendre en compte les impacts contractuels de la baisse de 10% appliquée aux abonnements de transport des résidents de la Métropole : mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel (annexe 29), modification de la grille tarifaire (annexe 30), modification des modalités de calcul des compensations tarifaires (annexe 31) et versement anticipé d'une compensation tarifaire s'élevant à 0,55 M€ TTC (en valeur 2020) pour la période du 17 septembre au 31 décembre 2020 ;

- Prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2, résultant de discussions avec le Délégué sur l'imputation de ces impacts : versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 6,80 M€ HT (en valeur 2020) pour le délégué TaM et 0,68 M€ HT (en valeur 2020) pour le subdélégué T3M, pour la période du 17 mars au 31 décembre 2020. Il est par ailleurs à noter que cette crise sanitaire générera également une économie sur la SFE, à percevoir pour la Métropole en 2021, aujourd'hui estimée à 1,5 M€ HT mais pouvant encore évoluer car liée à la non-réalisation de l'offre de transport nominale pendant les périodes de confinement ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la pérennisation au-delà du 31 décembre 2020 d'une partie des kilomètres du réseau de bus urbain, mis en œuvre au 1^{er} septembre 2019 ou au 1^{er} février 2020 et s'élevant à +0,64 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Prendre en compte l'impact financier de la non-réalisation du réseau cible tel que prévu à la signature du contrat, s'élevant à +2,40 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2021 du service de location de vélos en libre-service VéloMag, s'élevant à +0,44 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Mettre à jour les annexes en application des dispositions du présent avenant.

Le principe étant celui d'une compensation tarifaire (pour la gratuité) et d'une indemnisation exceptionnelle (pour la crise sanitaire) à l'euro près, faisant l'objet d'un versement anticipé, ces sommes seront précisées et ajustées consécutivement à la clôture de l'exercice social du Délégué et du Subdélégué, arrêtés au 31 décembre 2020, selon apport des justificatifs afférents en début d'année 2021.

En synthèse, l'impact financier de l'avenant 3 est : une compensation tarifaire de 1 M€ TTC en 2020 concernant les mesures tarifaires au bénéfice des résidents métropolitains ; une indemnité d'imprévision exceptionnelle de 7,48 M€ au titre de la crise sanitaire ; une modification des services de transport à hauteur de +3,48 M€ sur la SFE en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 65 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150106-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 3 DSP_v12.docx
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 3_v2.pdf
- Annexe 31_Compensations tarifaires_avenant 3_v6.pdf
- CEP TaM Annexe 29 BIS.pdf
- CEP Subdélég.T3M_Annexe 29 TER.pdf
- CEP total DSP ANNEXE 29.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM, l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} juillet 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP des transports publics urbains portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 9 décembre 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Mr Jean-François AUDRIN, en date du 14 décembre 2020.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société, inchangé en 2019, s'élève à 4 286 K€.

Dans le cadre de l'avenant n°1 au contrat, l'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdéléguée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

La délégation s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2019 porte donc sur la 1^{ère} année pleine de la délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Les kilomètres 2019 s'élèvent à 13.9 millions, soit +2% par rapport à 2018, notamment suite à la mise en place du nouveau réseau de bus en septembre 2019 et malgré les impacts exceptionnels relatifs aux mouvements sociaux (« gilets jaunes » et grèves SNCF).

Parallèlement, avec 50 millions de déplacements, le nombre de validations baisse pour la 2^e année consécutive (-1.9%). Outre le contexte lié aux mouvements sociaux, s'ajoutent les impacts travaux relatifs aux réseaux, et une baisse de validation des abonnés. Le nombre de voyages redressé des non-validations et de la fraude (d'après enquête fraude réalisée en décembre 2019 par la Métropole) augmente quant à lui de 1.5% pour atteindre 84 millions en 2019. (NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

	Km	Evol	Déplacements	Evol	Voyages	Evol
Tramway	5 402 238	-0,5%	38 490 517	-3,5%	67 265 478	1,4%
Bus urbain	4 715 092	2,9%	9 338 973	4%	13 458 656	2,6%
Bus suburbain	3 764 161	4,5%	11 836 044	6%	3 151 405	2,9%
<i>Dont TAD</i>	810 598	-6,1%	144309	-8,7%	144 309	-8,7%
Pénétrantes LiO			346 322	-18,4%	489 490	-18%
TOTAL	13 881 491	2%	50 011 855	-1,9%	84 365 029	1,5%

L'offre tramway concerne 39% de l'offre kilométrique mais 77% des déplacements.

Grâce au nouveau réseau mis en place en septembre 2019, la fréquentation du réseau bus urbain s'affiche en hausse de +4%, (34% de l'offre kilométrique pour 18% des déplacements) ; celle du réseau suburbain de 1.2% (4.4% des déplacements).

B/ La qualité du service rendu aux usagers :

1. Les effectifs :

L'effectif de l'activité transport est de 1 043.6 équivalents temps pleins (ETP) de la SAEML TaM, auquel s'ajoutent 3.1 ETP du subdélégataire T3M et 136.18 ETP des sous-traitants. Au total 1 182.88 ETP représentent l'effectif attiré à la DSP Transport.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92% pour l'activité transport et 8% pour l'activité stationnement, (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

2. Qualité de service :

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2019 11 950 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit +4% ; au nombre de 2 812 en 2019, les réclamations pour PV sont en forte baisse (-38%).

La tarification, le service VéloMag et la ponctualité restent les principaux items.

Après l'amélioration constatée depuis 2015, l'année 2019 voit pour la 2^e année consécutive une recrudescence des incidents par rapport à 2017 (année la plus faible) marquée notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux, avec 1116 atteintes et incivilités contre 1 082 en 2018 (+3.1%).

A noter qu'en termes de qualité de service, la Métropole se dotera en 2021 d'un prestataire pour réaliser des mesures de la qualité de service *in situ*, de type « visites client mystère ». Ces mesures porteront sur la propreté, l'identité et l'image du réseau, la relation clientèle, la disponibilité des équipements, l'information aux voyageurs et la sécurité. Elles feront l'objet d'un reporting trimestriel à la Métropole.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2019, le résultat s'élève à 215 K€, (en baisse de 48,7% par rapport à 2018 soit -151 K€) ; réparti pour 157 K€ à la SAEML TaM et 58 K€ à T3M.

Les produits s'élèvent à 107 942 K€ dont notamment 56% proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 60.5 M€ HT, et 42% de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recette liés aux ventes de titres 39.6 M€ (96,7% TaM, 3,3% T3M),
- Produits des amendes 0.9 M€
- Recettes parkings d'échanges 0.9 M€
- Recettes publicitaires 0.3 M€
- Recettes VéloMag 0.1 M€

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 60,5 M€ auquel s'ajoute 1,3 M€ de TVA soit 61,9 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 45,3 M€ (33,9 M€ TaM, 11,4 M€ T3M),
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€,
- Des compensations scolaires et sociales pour 12,2 M€ HT
- Des services éducatifs et occasionnels pour 1 M€ HT

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80% des dépenses prévues au programme soit 3,9 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 107 727 K€, en hausse de 1 % par rapport à 2018. Elles se composent pour 52,7 % des frais de personnels (56,8 M€) ; pour 25 % des charges directes transport (26,9 M€) ; 7,8 % des frais généraux et 5% des dotations amortissements et GER.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80 % par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 5,8 M€ à fin 2019. Le délégataire a réalisé 2,4 M€ de dépenses à fin 2019, principalement sur l'entretien tramway (76 %) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes ; soit 41% de réalisation du programme à fin 2019.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 49 M€ sur la totalité du contrat, 80% subventionnés par la Métropole. A fin 2019 5,4 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 4,1 M€ sur 2019, principalement liés aux travaux d'infrastructures, remplacement d'appareils de voie et d'antennes.

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2019, 1^{re} année pleine de la délégation a vu la mise en œuvre du nouveau réseau urbain et la mise en place de la relation avec le subdélégataire T3M.

Malgré le contexte marqué par les mouvements sociaux et les impacts en termes de travaux, le résultat net de la délégation s'est maintenu en bénéfice.

Une vigilance particulière est aujourd'hui apportée sur l'équilibre économique 2020, dans le contexte de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. Par ailleurs, la mise en place de la gratuité le week-end à partir du 5 septembre 2020 pour tous les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole est un événement majeur dans l'évolution du service public des transports. Un avenant contractuel est envisagé pour prise en compte de ces différents impacts sur le contrat.

Dans le cadre des perspectives, la phase 2 de la gratuité souhaitée par Montpellier Méditerranée Métropole, pour les seniors et les jeunes est actuellement à l'étude.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149797-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de Service Public - Rapports Annuels des Déléataires relatifs à l'exercice 2019 - Examen

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétence relative aux parcs de stationnement de la Ville de Montpellier vers la Métropole.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ces rapports doivent donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux 9 parcs de stationnement portant sur l'année 2019 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 9 décembre 2020 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14 décembre 2020.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

D) Rappel des principales modalités des contrats :

Les contrats de délégation de service public relatif aux parcs de stationnements relèvent de quatre délégataires différents.

Les parcs de stationnement suivants sont gérés par la SAEML TaM :

- Parcs de stationnement Antigone et Comédie (2014-2023),
- Parc de stationnement Corum (2020-2027),
- Parc de stationnement Europa (1994-2035),
- Parc de stationnement Gambetta (1985-2029).

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société inchangé en 2019 s'élève à 4 286 K€.

Le parc de stationnement du Corum est géré en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events, délégataire du Corum et du Zénith Sud.

- Parc de stationnement St Roch (2015-2030)

Ce parc de stationnement est géré par le délégataire SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de la SAEML TaM.

Au cours de l'année 2020, suite notamment à la crise sanitaire, il a été approuvé le transfert du patrimoine et du contrat de DSP de la société St Roch vers la société mère TaM et sa dissolution.

- Parc de stationnement Pitot (1991-2056),

Ce parc est géré par la SARL SAPM, filiale à 100% de la société INDIGO.

- Parcs de stationnement Foch-Préfecture et Arc-de-Triomphe (2013-2025),

Ces parcs de stationnement sont gérés par la SAS EFFIA Stationnement, filiale à 100% de la société EFFIA.

Avec ces 9 parcs de stationnement, la capacité globale s'élève à environ 5270 places.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

La fréquentation horaire sur l'année 2019 se stabilise (+0.6%) avec une moyenne de 7 061 véhicules / jours ouvrables.

6 parcs sont en hausse (Comédie, Pitot, Corum, Gambetta, Arc-de-Triomphe, Antigone), alors que 3 affichent une baisse (Saint Roch, Foch Préfecture, Europa).

Les manifestations des gilets jaunes ont impacté défavorablement la plupart des parcs de stationnement en centre-ville, à l'exception du parc Pitot, qui a vu sa fréquentation augmenter étant situé au point de départ de la plupart des manifestations.

Au regard du contexte de ces mouvements sociaux et dans le cadre de la redynamisation du centre-ville, la Métropole a offert 2h de gratuité sur 13 journées au cours de l'année 2019.

La fréquentation des abonnés affiche une légère hausse de 2.4% après une baisse de -1.8% en 2018. Cette hausse est cependant limitée à quelques parcs de stationnement seulement (Saint Roch, Pitot, Europa, Antigone) et à imputer notamment aux nouveaux abonnements de Montpellier Méditerranée Métropole.

La fréquentation des abonnés peut être une variable d'ajustement en fonction de l'évolution de la fréquentation horaire ; pour Saint Roch la baisse de fréquentation horaire a permis d'accepter plus de demandes d'abonnés, alors qu'à l'inverse sur Gambetta, la fréquentation horaire en hausse a réduit les acceptations de dossiers de demande d'abonnement.

2) L'organisation et la qualité du service public

L'organisation est différente selon les parcs de stationnement.

Les parkings TaM sont gérés avec du personnel présent 24h/24 à l'exception du parking Antigone, géré à distance via le PC Europa.

Les parkings gérés par EFFIA sont depuis 2019 reliés à un centre de pilotage à distance au niveau national, permettant ainsi de répondre aux sollicitations des usagers en dehors des heures de présence du personnel sur chaque site.

Enfin, en ce qui concerne le parking Pitot, en dehors des heures de présence du personnel sur site, la télésurveillance du parking est assurée depuis le parking du Triangle.

Les effectifs propres des sociétés sont accompagnés par des effectifs de sociétés sous-traitantes pour des missions de nettoyage, gardiennage et surveillance.

La qualité de service est mesurée via des enquêtes de satisfaction, de contrôle qualité et de conformité, des enquêtes « client mystère » ; mais également par le suivi des réclamations et la mise en places d'action correctives.

Les points à améliorer sont souvent l'accès, la propreté et la signalétique interne.

L'ensemble des parcs d'EFFIA est certifié ISO 9001 – management de la qualité.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : tri sélectif des déchets, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat écoresponsable notamment pour les tickets parking...

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité déléguée.

La loi du 17 mars 2014 relative à la consommation introduit l'obligation de la tarification au quart d'heure dans les parkings publics à partir du 1^{er} juillet 2015, ce qui a entraîné une refonte de la tarification.

Les parcs de stationnement sont classifiés en trois catégories :

- Parcs de l'hyper centre : Comédie, Corum, Foch Préfecture, Arc-de-Triomphe, Gambetta ;
- Parcs de périphérie : Pitot, Europa, Antigone ;
- Parc du pôle d'échange multimodal : Saint Roch.

Au 1^{er} janvier 2019, les parcs de stationnement Foch Préfecture, Arc-de-triomphe (EFFIA) et Pitot (INDIGO) ont augmenté leurs tarifs, les tarifs pratiqués dans les parkings TaM sont quant à eux restés stables en 2019.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 13 994 K€, soit +2.4%, +324 K€ par rapport à l'exercice 2018.

Ils se composent principalement du chiffre d'affaires horaires (72%) qui s'élève à 10 257 K€ en hausse de 2.4% par rapport à 2018. Ce chiffre d'affaires intègre les compensations versées par la Métropole suite aux heures de gratuité offertes aux usagers pour 132 K€ HT.

La hausse tarifaire pour les parcs de stationnement d'EFFIA et INDIGO a permis d'atténuer la baisse des recettes liées à la baisse de fréquentation pour EFFIA et d'augmenter les recettes au-delà de la hausse de la fréquentation pour INDIGO.

Les recettes abonnés, 23% des produits, sont également en hausse de 2.3% par rapport à 2018 pour atteindre 3 232 K€, grâce à une fréquentation en hausse.

Les autres recettes, pour 464 K€ concernent les places privatives louées ou amodiées (Saint Roch, Foch Préfecture, Pitot, Europa), les recettes publicitaires et les prestations diverses.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 12 517 K€, en légère hausse de 1%, soit +109 K€ par rapport à 2018. Elles se composent pour 10% des frais de personnels (1 110 K€) ; 10.4 % de charges communes et frais de structure (1 307 K€) ; 11% frais de surveillance et gardiennage (1 344 K€) ; 8 % de frais d'entretien et réparations (963 K€) ; 31% de redevances (3 883 K€) et 13% de dotations amortissements et provisions (1 637 K€).

Des redevances pour un total de 3 630 K€ soit 27.8% du chiffre d'affaires, sont versées à la Métropole et 253 K€ au délégataire Montpellier Events pour le parking du Corum subdélégué.

Pour l'exercice 2019, le résultat net s'affiche à hauteur de 859 K€, soit +41%, +252 K€ par rapport à 2018.

Ce résultat est cependant différent selon les parcs de stationnement.

Le délégataire TaM et sa filiale Saint Roch Stationnement, affichent un résultat de 869 K€, en hausse de + 388 K€ qui concerne tous les parcs (Saint Roch 46 K€ ; Europa 162 K€, Gambetta 318 K€, Antigone -23 K€) à l'exception de Comédie en baisse de -5% soit -10 K€ (Comédie 176 K€) ;

Le délégataire EFFIA affiche une baisse de -186 K€ avec un résultat déficitaire de -131 K€ (Foch Préfecture -47 K€ ; Arc-de-triomphe -83 K€)

Le délégataire INDIGO avec le seul parc Pitot, affiche une hausse de 50 K€, soit +70% avec un résultat bénéficiaire à hauteur de 121 K€.

Sur l'année 2019, les dépenses d'investissements s'élèvent à 867 K€ dont 793 K€ pour les parcs de stationnement d'EFFIA pour des travaux de désenfumage de Foch Préfecture ainsi que des travaux de sécurisation et contrôle d'accès des deux parcs.

IV) Conclusion et perspectives

Si l'année 2019 a été impactée par les mouvements sociaux, les parkings ont globalement affiché une stabilité de leurs recettes ; certains parkings ont modifié la structuration de leurs équilibres avec un recours plus affirmé aux abonnés avec de nouveaux contrats. Les rentabilités ont pu être globalement assurées avec des progressions pour tous les parkings sauf Comédie. Toutefois, on notera 3 parkings en déficit, dont le parking Foch Préfecture pour la première fois et les parkings Antigone et Arc de Triomphe pour la 3ème année consécutive, même si Antigone voit son résultat s'améliorer

L'année 2020 est fortement marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Les différents impacts sur la fréquentation et les résultats des parcs de stationnement seront analysés au cours de l'année 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen de ces rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Nouveau projet de renouvellement urbain Mosson/Cévennes - Etudes de préfiguration - Convention financière Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Le 16 décembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont signé aux côtés de l'ANRU, le protocole de préfiguration ayant permis d'engager les phases d'études préalable à l'élaboration des projets urbains, dans la perspective d'une contractualisation avec l'ANRU pour déterminer les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes. Par cette même délibération, il a décidé de confier à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat pour la réalisation des études relevant du protocole sur les quartiers précités.

Pour rappel, les co-financements étaient répartis de la manière suivante :

- ANRU : 50% sur les opérations d'ingénierie et la conduite de projet,
- ANAH : 50% sur les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC),
- Caisse des Dépôts et Consignations : 25% sur les POPAC et 50% sur les études liées au développement économique et à l'activité commerciale.

La Ville de Montpellier, quant à elle, participait à hauteur de 407 400 € sur les dépenses liées au quartier Mosson et 125 100 € au quartier Cévennes.

Dans la mesure où des études complémentaires ont été nécessaires, des avenants aux mandats d'études passés entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ont été signés, induisant une augmentation de la rémunération du mandataire. Quatre avenants sont ainsi venus modifier les mandats initiaux.

Dans le cadre du bilan d'opération du protocole et des mandats d'études, il est proposé une convention financière entre la Ville de Montpellier et la Métropole, pour réajuster le montant de participation de la Ville, en tant que commune d'implantation directement intéressée par les nouveaux projets de renouvellement urbain.

La contribution initiale de la Ville était de 30% des études et rémunérations. Aussi, aux vues des évolutions engendrées par les différents coûts supplémentaires correspondant aux avenants aux mandats et sur la base des bilans financiers des dépenses réelles, le montant global de la Ville s'élève à 921 747 €. Sachant que la commune a déjà versé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 512 839 €, le solde de sa contribution est de 408 908 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention financière à intervenir entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148932-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention financière Ville-Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

**Aménagement durable - Commune de Montpellier - SCPI PF LE GRAND PARIS
- Immeuble le Parthéna I et II sis 145 et 205 rue de l'Acropole - Convention de
tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- Acquisition des lots de copropriété - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, depuis sa création par décret du 23 décembre 2014, est titulaire du droit de préemption urbain qu'elle a délégué à la Ville de Montpellier par décision du 4 janvier 2016.

Dans ce cadre, deux déclarations d'intention d'aliéner ont été notifiées à la Ville le 5 août 2020 concernant la vente de différents lots de copropriété composés de locaux professionnels et de parkings, propriétés de la SCPI PF GRAND PARIS, situés 145 et 205 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 398 et 401, aux prix respectifs de 830 655,44 € et de 829 344,56 € auxquels s'ajoutent les charges augmentatives de 5 068,58 € pour chaque vente en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts.

Ces locaux professionnels, en pied d'immeuble et accessibles, situés à proximité immédiate de l'Hôtel de Métropole sont un véritable atout pour permettre une implantation des services publics et constituent une offre complémentaire et nécessaire de locaux. Leur situation géographique, entre l'Hôtel de Ville et le siège la Métropole est idéale pour envisager le redéploiement de certains services métropolitains à proximité de la place Zeus, dès que ces locaux seront libérés. La Métropole a donc souhaité se porter acquéreur de l'ensemble des lots de copropriété.

La Ville a exercé le droit de préemption par décisions du 27 octobre 2020 aux prix proposés par le vendeur, la SCPI PF LE GRAND PARIS dans les déclarations d'intention d'aliéner, conformément aux évaluations des Domaines.

Sur le fondement des dispositions des articles L. 213-14 et R. 213-12 du Code de l'urbanisme, l'acte authentique d'acquisition devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption, soit avant le 27 janvier 2021 et le prix payé dans les quatre mois suivant cette décision soit avant le 27 février 2021.

Afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par la Métropole en qualité d'acquéreur de "*deuxième main*", une convention est nécessaire entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole.

La rédaction de l'acte d'acquisition par la Ville sera confiée à Maître Olaf DECHIN, notaire à PARIS, qui a déposé les déclarations d'intention d'aliéner pour la SCPI PF Grand Paris, en participation avec Maître André BONNARY, notaire à Montpellier.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé une convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole prévoyant l'acquisition des lots de copropriété n°256-257-258-259-260-261-262-263-266-267-268 et n°965-966-968-956-957-958-962, composés de locaux professionnels et de parkings, propriétés de la SCPI PF GRAND PARIS, pour un montant de 830 655,44 € auxquels il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts et de 829 344,56 € auxquels il faut ajouter la charge augmentative de 5 068,58 € en cas de non application de l'article 257 bis du Code général des impôts, acquisition que la Métropole financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la SCPI PF GRAND PARIS et la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de tiers-payeurs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit de la Métropole, opérant compensation entre le prix payé par la Métropole en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à la Métropole par la Ville suivant acte à régulariser par devant Maître André Bonnary, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150253-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_Ville_3M PF GRAND PARIS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Pérols - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

A la demande de la commune de Pérols, Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune. Cette procédure consiste à corriger des dispositions mineures d'ordre réglementaire :

1. Suppression partielle d'un emplacement réservé (ER) destiné à l'élargissement et à l'aménagement d'une voie partagée. L'emprise existante répond aux besoins et il n'est plus nécessaire de conserver l'ER dans sa totalité.
2. Suppression totale d'un emplacement réservé destiné à une liaison cyclable qui, suite à une relecture des logiques de déplacement, n'est plus nécessaire de conserver.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2019.

Par délibération n°2020-04-02/8 en date du 4 février 2020, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de la Ville de Pérols a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°6, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 8 juin 2020, la modification simplifiée n°6 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, cette modification n'étant pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Il a été porté à la connaissance du public, par publication dans un journal diffusé dans le département en date du 5 septembre 2020, que le projet de modification simplifiée n°6 du PLU de Pérols serait mis à disposition, du 14 septembre 2020 au 16 octobre 2020 inclus, en Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que sur leurs sites internet respectifs.

Au vu des éléments du dossier, le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable à la modification simplifiée n°6. Aucune autre Personne Publique Associée n'a émis d'observation.

Aucune observation n'a été consignée aux registres mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Pérols ;
- d'approuver le projet de modification simplifiée n°6 du PLU de la commune de Pérols ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 janvier 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2020-474.pdf
- Dossier_PLU.pdf
- Notice.pdf
- Plan de zonage.pdf
- Liste des emplacements.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraisie - Rachat d'une propriété foncière acquise par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de la Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait appel à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) pour réaliser le portage foncier des acquisitions à réaliser sur divers sites stratégiques de développement de son territoire. Une convention d'anticipation foncière puis opérationnelle, en date du 23 juin 2018, a été signée avec l'EPF Occitanie sur le secteur de Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Védas.

Dans un souci de bonne gestion du budget de Montpellier Méditerranée Métropole, en anticipation sur des postes de dépenses importants au terme des conventions de portage, il est proposé de procéder au rachat anticipé de certains fonciers en permettant ainsi de lisser d'une part les dépenses et, d'autre part, de se rendre propriétaire au moment opportun de biens dont l'acquisition est rendue nécessaire afin d'accélérer les opérations.

Dans ce cadre, le Conseil de Métropole en date du 23 novembre 2020, s'est prononcé sur le rachat de la parcelle cadastrée section BB 23 d'une superficie de 5 390 m². Le prix de rachat de ce foncier, calculé conformément aux termes de la convention opérationnelle, est de 172 889,21 € HT. L'EPF Occitanie avait précisé que cette parcelle était soumise à une TVA sur marge, soit un prix TTC de 175 090,05 €.

Or, il s'avère que l'EPF Occitanie a rectifié le montant de TVA et a précisé qu'une TVA sur prix total était *in fine* due en lieu et place d'une TVA sur marge.

Le prix de rachat TTC de la parcelle BB23 n'est donc pas de 175 090,05 € TTC mais de 207 467,05 € TTC. Les prix de cession de cet ensemble de parcelles sont conformes à l'évaluation domaniale.

Il est précisé que ces prix sont calculés en fonction des frais supportés par le vendeur à la date du 13 octobre 2020. Si des frais complémentaires, notamment de fiscalité, devaient être supportés par le vendeur avant la signature de l'acte authentique prévu en décembre 2020, les prix de revente seraient ajustés en conséquence en conformité avec les termes des conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la modification du prix et son acquisition, auprès de l'EPF Occitanie de la parcelle cadastrée BB 23 d'une superficie cadastrale de 5 390 m², sise Commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 207 467,05 € TTC au lieu de 175 090,05 € TTC prévu initialement dans la délibération du 23 novembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de missionner l'office notarial à désigner par l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour la régularisation de cet acte authentique afférent ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150358-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Dalle du Triangle - Réfection de l'Allée Jules Milhau à Montpellier - Convention d'offre de concours financier de la SNC du Polygone - Approbation - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

L'allée Jules Mihau, communément appelée « Dalle du Triangle » est un espace appartenant aux parties communes de la copropriété privée de l'immeuble du Triangle cadastrée HM 487, ouverte au public sur la base d'une servitude de passage public accordée à la Ville de Montpellier par la copropriété le 10 avril 1975 dans le cadre de la vente des lots nécessaires à la réalisation de l'ancienne ZAC Michelet-Paladium.

Cette allée constitue le maillon principal de l'axe piétonnier urbain entre le cœur de ville historique, la place de la Comédie et le quartier d'Antigone. Elle dessert également directement l'entrée principale du centre commercial du Polygone. Permettant le passage de l'ordre de 100 000 piétons par jour. La dalle du Triangle n'a pas fait l'objet de travaux lourds de reprise depuis l'ouverture de l'ensemble immobilier en 1977.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole et le transfert associé de la compétence « espace public-voiries » a entraîné la reprise des droits et obligations de la Ville par la Métropole tirés de la servitude de passage du 10 avril 1975. Le droit de passage piétons, opérant sur les différents niveaux des parties communes du Triangle, et le droit de passage pour les véhicules de secours et de service exclusivement dévolu au niveau 35.30 NGF dit « Triangle haut », sont notamment consentis moyennant l'entretien, la réfection et l'éclairage des parties grevées.

La copropriété de l'ensemble immobilier du Triangle conserve pour sa part l'ensemble des obligations liées aux travaux, à l'entretien et à la gestion de tout autre espace, en ce compris toutes les sous-faces du revêtement de l'allée Jules Milhau. Face au constat de l'usure des dispositifs d'étanchéité de la dalle dont l'entretien lui incombe, la copropriété a commencé à étudier en 2017 des solutions techniques en vue de réaliser d'importants travaux de reprise.

Cependant, à ce jour, compte tenu de la dégradation rapide de l'état du revêtement de la Dalle du Triangle et de l'inauguration au printemps prochain du Centre commercial du Polygone rénové, il y a lieu de réaliser des travaux de reprise du revêtement supérieur de cette dalle. Ces travaux consisteront notamment en la réalisation d'un ragréage du revêtement de la dalle dans la limite des obligations de la servitude de passage public, soit environ 1 350 m². Par ailleurs, un traitement végétal des jardinières existantes sera opéré et de nouvelles jardinières d'une dimension inférieure seront posées. De plus, afin de dynamiser cet axe piétonnier et de marquer l'entrée du Centre commercial du Polygone, des œuvres d'art seront peintes sur la dalle dans le cadre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine Sud Gare-Méditerranée.

Le montant total prévisionnel de l'opération est estimé à environ 250 000 € HT.

Le coût de ces travaux devrait être entièrement à la charge de la Métropole. Ils seront réalisés sous couvert d'une décision favorable de la copropriété de l'ensemble immobilier Le Triangle et du cofinancement de la SNC du Polygone, intéressée par une réalisation rapide. La SNC Le Polygone a ainsi proposé à la Métropole son offre de concours financier à hauteur d'au moins 50 % du montant des travaux à réaliser, soit une participation d'au moins 125 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accepter l'offre de concours financier proposée par la SNC Le Polygone d'au moins 50 % du montant prévisionnel des travaux de l'opération de réfection de la Dalle du Triangle conformément aux termes du projet de convention ;
- d'approuver les termes de la convention d'offre de concours ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150158-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention offre de concours TRIANGLE 2020 version corrigée 17.12.2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone souhaite apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements de voies. La commune soumettra prochainement l'approbation de ces fonds de concours à son Conseil municipal.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Littoral

Villeneuve-lès-Maguelone :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Aménagement, chaussée et giratoire Boulevard Poitevin	86 843,50 €	72 369,58 €	49,90%	36 112,42 €
Aménagement et Chaussée Boulevards des Salins et Carrière Poissonière et Rue des Aigrettes	89 335,16 €	74 445,96 €	49,90%	37 148,53 €
Aménagement de la Rue des Chaumières	74 187,60 €	61 823 €	43,26%	26 744,63 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- d'approuver les termes de la convention définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150671-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexes
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Travaux de réseaux sur la commune de Sussargues - Route de Saint Drézéry - Approbation de l'opération de travaux et demande de subventions Hérault Energies - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux.

Le Syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications sur le pôle Cadoule et Bérange :

Commune de Sussargues – Route de Saint-Drézéry.

Montant prévisionnel total des travaux : 408 196,84 € TTC

Dont travaux d'électricité : 193 157,49 € TTC

Dont travaux d'éclairage public : 134 247,67 € TTC

Dont travaux de télécommunications : 80 791,68 € TTC

Subventions potentielles Hérault Energies : 50 000 € TTC

TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 31 224,71 € TTC

Montant à charge de la Métropole : 326 972,13 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de travaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications à Sussargues – Route de Saint-Drézéry pour un montant prévisionnel global de 408 196,84 € TTC ;
- d'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;
- de solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;
- de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOL, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Joël RAYMOND, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149782-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention de gestion entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour le débroussaillage des routes départementales transférées relevant du schéma Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

L'article 90 de la loi NOTRe a conduit au transfert à Montpellier Méditerranée Métropole de la gestion de l'ensemble des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires sur son périmètre.

En matière de politiques publiques de prévention des feux de forêt (compétence départementale), il est indispensable que les voies Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) empruntées par les véhicules de prévention et de lutte soient débroussaillées selon les normes afin d'assurer la sécurité.

L'organisation actuelle du Département en matière de travaux de débroussaillage des pistes et des routes relevant du schéma stratégique départemental DFCI porte sur 2 020 km de voies concernées par les obligations légales de débroussaillage, dont 42,19 km transférées à la Métropole.

Compte tenu des obligations de chaque collectivité, des enjeux de sécurité sur le territoire et de la superposition des activités, il a été proposé, lors du transfert des routes départementales, la poursuite des opérations d'entretien en débroussaillage par le Département au profit de la Métropole sous couvert d'une convention de gestion pour débroussaillage des routes départementales transférées et relevant du schéma stratégique DFCI départemental, en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Cette convention ayant expiré le 7 juillet 2020, il est nécessaire de passer une nouvelle convention avec le Conseil Départemental de l'Hérault ; cette convention prendra acte à compter de la date de signature des deux parties et sera renouvelable par tacite reconduction sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Les frais engagés par le Département pour le compte de la Métropole seront remboursés à l'euro près sur la base d'un état récapitulatif semestriel des prestations effectuées. Le montant annuel des travaux est estimé à 30 000 € nets de taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention relative au débroussaillage des abords des routes départementales avec le Conseil Départemental de l'Hérault ;
- de dire que les dépenses seront inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Geniès BALAZUN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149220-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Avenant n°2 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Exonération partielle des exploitants des lots n°1 et 2 - Demande de prorogation de la concession - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

L'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques) pour répondre aux besoins du public qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire. Ces concessions peuvent ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation dont l'activité principale reste la location de matériel et comme activité accessoire la restauration avec ou sans service de table.

L'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit que la Métropole est dorénavant l'autorité compétente en lieu et place des communes pour la gestion des concessions de plage dans les conditions définies à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier par l'Etat, la concession de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Pour application de ces dispositions, Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018, a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Montpellier Méditerranée Métropole, par délibération n°M2020-08 du 10 février 2020, a approuvé le choix des titulaires de chacune des sous-concessions d'exploitation, ainsi que leurs conventions d'exploitation afférentes.

Cependant, par courrier du 16 avril 2020, Monsieur le Préfet a notifié à Montpellier Méditerranée Métropole son accord préalable à la signature des conventions d'exploitation des lots n°1 et 2 mais a refusé son accord pour les lots n°3 et 4, au motif que les projets de conventions ne correspondent pas aux aménagements légers prévus dans les espaces remarquables par décret du 21 mai 2019.

L'attribution du lot 1 a été notifiée le 28 avril 2020 et celle du lot 2 le 4 mai 2020, avec un début d'exploitation par les concessionnaires, respectivement au 8 juin pour le lot 1 et au 20 juin pour le lot 2.

En conséquence, la Métropole a aussitôt interpellé les services préfectoraux pour engager une négociation afin de d'ajuster les projets rejetés aux normes réglementaires des aménagements prévus par décret.

Par la suite, dans le contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-9, et dans le cadre de la gestion des conventions d'exploitation accordées, Monsieur le Préfet, par courrier du 28 mai 2020, propose de considérer cette année de Covid-19 comme une année « blanche », en appliquant des exonérations sur les redevances perçues auprès des titulaires de sous concession, et conséquemment offre la possibilité de proroger d'une année supplémentaire la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

En effet, les acteurs économiques n'ont pas pu exploiter leurs concessions aux dates prévues par les traités d'exploitation induisant une saison touristique réduite, et les conditions d'exploitation respectant les règles de distanciation inférant une perte de 40% de la capacité de clientèle attendue en restauration et à 50% sur la location de matelas.

Par conséquent, en application de l'article L.3135-1 du Code de la commande publique qui prévoit la possibilité de prendre un avenant dans plusieurs conditions dont les modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues, il convient de mettre en place un dispositif d'aide et d'exonération exceptionnelle des redevances sur les lots n°1 et 2, attribués sur la saison estivale 2020 en lien avec la politique d'aide de soutien à l'économie locale de la Métropole, notamment pour compenser les pertes liées aux conditions d'exploitation dégradées par la fermeture partielle des plages en début de saison et du respect des règles de distanciation.

Les modalités d'application de cette exonération se déclinent comme suit :

Rappel :

- La partie fixe est constituée d'un coefficient monétaire multiplicateur appliqué à la surface occupée,
- La partie variable est constituée d'un pourcentage retenu sur le chiffre d'affaires de l'exploitant avec un seuil minimal pour le lot 1,
- La partie variable est fixée sur le lot 2 à hauteur de 10 000 euros suite aux négociations,
- L'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) se voit attaché à un loyer fixe annuel initial de 100 000 euros, lequel sera diminué à 50 000 euros.

	Redevance initiale	Exonération partielle proposée
Lot n°1		
Part fixe	8 000 €	4 000 €
Part variable	10% avec seuil minimal (30 000 €)	10% sans seuil minimal
Lot n°2		
Part fixe	1 200 €	600 €
Part variable	10 000 €	9 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les mesures proposées concernant l'exonération des redevances dues par les titulaires des lots n°1 et 2 ;
- de solliciter les services de l'Etat pour prolonger d'un an la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et les sous-traités d'exploitation afférents ;
- de solliciter les services de la Préfecture afin de minorer la redevance domaniale due par Montpellier Méditerranée Métropole au regard de l'exonération appliquée aux titulaires des lots de plage ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-145177-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avt lot 1

- Avt lot 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Convention de dénomination - Attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques-Cartier à Montpellier est un équipement sportif inauguré en 1996 d'une superficie de 10 000 m² qui accueille des compétitions nationales, européennes et internationales.

Ce bâtiment de verre et de métal conçu par Ricardo Bofill comprend un bassin olympique (« Vénus ») entouré de gradins d'une capacité d'environ deux mille spectateurs, un bassin de loisirs (« Aphrodite ») couvert par un toit mobile, un gymnase (« Olympie ») de 850 m² pour la pratique des sports collectifs, et plus de 1 000 m² d'espaces exploitables.

Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°2228 en date du 22 décembre 1993, le Conseil du District a acté la dénomination « Piscine Olympique d'Antigone » pour désigner cet équipement sportif.

L'objet de la présente convention est de conférer au bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, l'usage du patrimoine public immatériel aux fins de dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone.

Dans ce cadre, cette pratique permet d'associer ou substituer une dénomination ou marque pour former une appellation qui devient la désignation officielle exclusive et unique du patrimoine public immatériel attaché à la propriété de la Piscine Olympique d'Antigone. Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 16 septembre 2020 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics dématérialisés, sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans des périodiques.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 28 octobre 2020.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

La date de prise d'effet de la convention d'occupation du domaine public est fixée au 1^{er} janvier 2021, et son échéance au 31 décembre 2026. La durée d'exécution de ladite convention est donc de six ans.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société Holding LPA (société mère du Groupe Immobilier Angelotti) représentée par M. Louis-Pierre ANGELOTTI, agissant en qualité de Président, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

Caractéristiques de la future convention :

La nouvelle dénomination proposée pour la Piscine Olympique d'Antigone est « Piscine Olympique Angelotti », pour une durée de six ans, et pour un montant annuel de redevance s'élevant à 120 000 € HT.

Dans le cadre de la future convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à ce que cette dénomination soit, sur toute la durée de la convention, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le choix de la société Holding LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone ;
- d'approuver le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention d'occupation ;
- d'approuver le projet de convention d'occupation à conclure avec la société Holding LPA ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 18 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148183-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2020POA3 - Projet de convention vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - GGL Stadium - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby - Avenant relatif aux espaces mis à disposition - Autorisation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Rugby, vice-champion de France 2017-2018, évolue au plus haut niveau du championnat de France, le Top 14, et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au GGL Stadium, terrain d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir qui est la propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Hérault Rugby répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole fait bénéficier, à chaque saison sportive, la société du Montpellier Rugby Club d'espaces, définis par convention au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir dont elle est propriétaire.

Cette convention prévoit notamment la mise à disposition temporaire du terrain d'honneur du complexe sportif – le GGL Stadium – ainsi que certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeu et au sein des bâtiments du stade, afin de permettre au club d'assurer l'organisation de l'ensemble des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Hérault Rugby.

Dans le cadre de cette occupation du stade, les jours de matchs, la société Montpellier Rugby Club est autorisée à faire apposer des panneaux publicitaires sur des espaces limitativement déterminé par la convention, et dans le respect d'un certain nombre de prescriptions.

Suite aux mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19, les rencontres de la saison 2020-2021 du championnat de France – Top 14 – de rugby se tiennent à huis clos.

En l'absence de public *in stadia*, le Montpellier Rugby Club souhaite proposer à ses partenaires de nouveaux espaces de visibilité, face caméras, sur les tribunes du bâtiment Ellis Park afin de compenser les pertes de visibilité engendrées par l'absence de public dans l'équipement.

Dans ce contexte, il est proposé de modifier la convention d'autorisation d'occupation du domaine public du stade et d'élargir la liste des espaces de visibilité pour lesquels les partenariats publicitaires sont autorisés.

Cette autorisation sera valable uniquement lors des matchs organisés à huis clos pour les raisons sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant relatif à la convention de mise à disposition du GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT SASP MRC 2018-2021 - Avenant n° 2.docx

- Annexe 3 huis clos.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Équipement Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Idéalement située au cœur d'Odysseum, la patinoire Végapolis offre depuis vingt ans un service public sportif en mettant à la disposition du public une piste ludique de 1 330 m² couplée à une piste sportive de 1 800 m².

Outre l'ouverture au public, cette patinoire accueille chaque année les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entraînements et les compétitions du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Par délibération n°14404 en date du 25 janvier 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion et l'exploitation de la Patinoire Végapolis de Montpellier, ainsi que le choix du délégataire, la SARL VM34000, filiale à 100% de la SAS Vert Marine, pour une durée de 6 ans à compter du 1er mars 2017. Cette convention arrivera à échéance le 28 février 2023.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

En outre, ce rapport annuel des délégataires doit être examiné par la Commission Consultative des Service Public Locaux (article L.1413-1 du CGCT) et par la Commission de Contrôle des Comptes (articles R.2222-1 et suivants du CGCT).

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public de la Patinoire Végapolis portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par une délibération en date du 31 juillet 2020,
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 10 décembre 2020,
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes en date du 8 décembre 2020.

I) Rappel des principales caractéristiques du contrat.

A la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, la patinoire Végapolis est ouverte au public 12 mois de l'année, 7 jours sur 7.

Dans ce contexte, le délégataire assure la gestion de l'équipement au travers des missions suivantes :

- ✓ L'accueil du public,
- ✓ L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole),
- ✓ L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré,
- ✓ La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition,
- ✓ La gestion technique, administrative, financière et commerciale,
- ✓ L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement,
- ✓ L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements,
- ✓ Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L.1224-1 du Code du travail (reprise du personnel),
- ✓ Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Le délégataire a notamment pour objectif de développer la notoriété de la patinoire et d'en maximiser la fréquentation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué.

A/ Analyse des éléments relatifs à l'activité.

En 2019, la Patinoire Végapolis recense 307 141 entrées dont 150 066 dans le cadre des séances grand public (48,86%), 73508 visiteurs en événementiel (23,93%), 49 644 passages clubs pour 766 licenciés (16,16), 28 071 passages scolaires (9,14%), 5 054 stagiaires de l'école de glace (1,65%), 571 entrées karting (0,19%) et 227 entrées anniversaires (0,07%).

La fréquentation grand public est en hausse de 8 869 entrées, soit +6,28%. La part des utilisateurs du Pass'Métropole dans cette catégorie est de 24,43%.

La fréquentation globale, en évolution de +4 841 entrées, soit +1,6%, place la patinoire Végapolis en tête des patinoires nationales en termes de fréquentation.

Le nombre d'entrées « scolaires » est en légère baisse de 1 814 entrées (-6%) et correspond en totalité à des écoliers scolarisés sur le territoire de la Métropole. Sous le cadre d'un projet pédagogique en collaboration avec l'inspection académique, les écoles de la Métropole bénéficient d'un apprentissage du patinage sous forme de modules de 8 séances, sous l'égide d'un éducateur diplômé.

Les 382 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey-Club (MMMHC), les 265 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et les 119 licenciés du Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace bénéficient de locaux mis à disposition gratuitement par la société et de créneaux d'heures de glace planifiés et contractualisés chaque année.

Chaque match de l'équipe 1^{ère} du MMMHC évoluant en Division 1 du championnat de France de Hockey sur Glace attire plus de 1 000 spectateurs, plaçant le club dans le Top 10 des meilleures affluences nationales.

B/ Principaux moyens mis en œuvre.

1. Les effectifs.

L'effectif de la société est de 22 personnes au 31 décembre 2019 pour une moyenne de 14,12 ETP pour l'année 2019.

2. Les investissements.

Les investissements portés par la Métropole au titre de 2019 se sont montés à 30K€, correspondant à la mise en place de profiles aluminium autour de la piste sportive pour sécurisation et protection des spectateurs en périphérie de l'aire de jeu.

Le délégataire VM34000 a réalisé pour 28 K€ d'investissements, soit 4 K€ au-delà de son engagement contractuel pour cette année, et affiche un léger recul (13 K€) par rapport à son engagement contractuel d'investissement cumulé au 31 décembre 2019 (204 K€).

Le Gros Entretien et Renouvellement (GER) représente 94 K€ en 2019, (au-delà de l'engagement contractuel pour l'année 2019). En cumulé sur les trois premières années du contrat, cette dépense engagée par le délégataire représente 324 K€, soit 82 K€ au-delà de l'engagement contractuel (243 K€). Les travaux réalisés dans ce cadre sur l'année 2019 ont essentiellement porté sur le bâtiment et le matériel d'exploitation.

C/ La qualité du service public.

Sur l'année 2019, la patinoire a été ouverte 362 jours du fait de la fermeture de 3 jours générée par l'incendie survenu dans les locaux d'un restaurant mitoyen.

Pour satisfaire aux conditions du contrat ainsi qu'aux usagers, un point restauration rapide est géré en subdélégation au sein de la patinoire Végapolis.

Une importance particulière est portée à l'entretien, l'hygiène et la modernisation de l'équipement quant à l'importance des investissements contractuels à réaliser par le délégataire.

L'équipement est très apprécié du grand public et se classe parmi les équipements de loisir Montpelliérains les mieux notés du site internet « Trip Advisor », avec une note de 4 sur 5.

Par ailleurs, il est constaté la mise en place d'une stratégie d'optimisation énergétique qui passe par baisse de la production d'électricité qui émane d'un suivi énergétique journalier de la production frigorifique et par la mise en place de lampes à éclairage LED sur l'ensemble du site (hors aire de jeux).

D) La grille tarifaire.

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité déléguée.

Les modalités d'indexation de la grille tarifaire sont prévues à l'article 33 de la convention de service public. Les tarifs sont indexés au 1^{er} septembre de chaque année d'après une formule d'indexation contractuelle basée sur différents indices. Ils ne peuvent excéder une évolution supérieure à 2% par an.

Les principaux tarifs au 1^{er} septembre 2019 sont les suivants :

TYPES D'ENTREES	Tarif normal	Tarif Pass'Métropole
Entrée publique Adulte	5,75 €	5,00 €
Entrée publique Enfant	4,70 €	3,95 €
Entrée Etudiant	4,90 €	4,40 €
Location Patins	3,35 €	3,10 €
Clubs	144,65 €	114,35 €
Scolaires / Classe	178,55 €	133,70 €

III) Présentation et analyse du compte rendu financier.

En 2019, le résultat net global lié à l'exploitation du site est bénéficiaire de 177 K€ pour un prévisionnel au contrat de 41 K€.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 1 373 K€ en hausse de 54 K€ par rapport à 2018 (soit +4 %) mais en deçà 99 K€ par rapport au contrat. Il est composé à 59 % (815 K€) par les recettes grand public, à 14% (187 K€) par les recettes issues des clubs, à 12 % (164 K€) par les recettes scolaires et à 6% (83 K€) par la contribution financière forfaitaire.

Les produits totaux se montent à 1 400 K€ (en hausse de +72 K€, soit +5 %)

Les charges d'exploitation se montent à 1 059 K€ (en baisse de 52 K€ par rapport à 2018). Elles sont composées à 36% (386 K€) par les charges de personnel, à 35 % (370 K€) par les achats de fluides et à 20% (214 K€) par les charges externes.

Les charges totales s'élèvent à 1 223 K€ (soit -110 K€, -8 % par rapport à 2018).

Les redevances pour frais de contrôle et d'occupation du domaine public versées à Montpellier Méditerranée Métropole sont correctement comptabilisées pour 3,5 K€ et 10 K€ contrairement à la redevance variable qui n'est pas comptabilisée en charge (74K€) et dont la présence générerait une baisse du bénéfice à 103 K€ au lieu des 177 K€ affichés. Ces redevances représentent globalement 6.7 % des charges et 6.3 % du CAHT

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 154 K€.

IV) Conclusion et perspectives.

Malgré quelques difficultés rencontrées par des perturbations liées aux « Gilets Jaunes », nous constatons que l'équipement est attractif pour les publics. La fréquentation globale du site reste en progression et la patinoire Végapolis culmine toujours en tête des patinoires les plus fréquentées de France.

Nous constatons que l'équipement, qui fête cette année son vingtième anniversaire, reste un équipement moderne et attractif qui offre un service public de qualité aux usagers.

Une vigilance particulière sera à observer pour l'année 2020 dans le cadre des conséquences de l'état de crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 sur l'équilibre économique de la DSP, notamment au regard de la fermeture totale de l'équipement du 17 mars 2020 au 7 juillet 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2019,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149466-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2020 - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
MONTPELLIER BASEBALL UC LES BARRACUDAS	Fonctionnement	Subvention complémentaire au titre de la saison 2020-2021. Aide financière liée aux bons résultats sportifs du club et à l'organisation de compétitions de niveau européennes.	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148710-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°1 MONTPELLIER BASEBALL U.C. Les Barracudas.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Soutien à la Création et la Diffusion Culturelle - Attributions des aides pour le 4ème trimestre 2020 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306, lors de sa séance du 12 octobre 2020, les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire métropolitain, à condition qu'elles soient programmées dans la métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au spectacle vivant aux 9 compagnies suivantes pour les projets ci-dessous énoncés qui correspondent aux critères suivants pour un montant total de 20 810 € :

- intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- rédaction d'un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire métropolitain ;
- forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- l'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Lieu de diffusion	Commune	Dates	Titre du spectacle	Compagnie	nb de représentations	Nature de la représentation	montant proposé
Chai du Terral	Saint Jean de Vedas	15 au 18 dec	<i>Billy la Nuit</i>	Cie Les Nuits claires	7	spectacle	9 000 €
Bulle Bleue	Montpellier	du 22 sept au 2 oct	<i>le Bal</i>	cie Satellite	1	spectacle participatif	1 000 €
Théâtre la Vista	Montpellier	25-sept	<i>King of the kingdom</i>	Cie Bruitquicourt	1	spectacle	690 €
Théâtre la Vista	Montpellier	10-oct	<i>Ulysse</i>	Cie Rhapsodies Nomades	4	spectacle	2 000 €
Théâtre la Vista	Montpellier	17-oct	<i>Chandelle</i>	Cie Caracol Théâtre	4	spectacle	920 €
Théâtre la Vista	Montpellier	24-oct	<i>Des yeux pour te regarder</i>	Cie Méli Mélodie	2	spectacle	1 200 €
Hangar Théâtre	Montpellier	16-17 oct	<i>de la farine invisible de l'air</i>	Cie Doré	2	spectacle	1 000 €
Kiasma	Castelnau-le-lez	03-oct	<i>Strip -</i>	Cie Libre cours	1	chantier	1 000 €

Jérôme Savary	Villeneuve-lès-Maguelone	08-oct	Billy la Nuit	Cie Les Nuits claires	1	spectacle	2 200 €
Jérôme Savary	Villeneuve-lès-Maguelone	18-juin	Aux cavaliers seules	Ramblin Bastringue qui porte le groupe Skeleton band	1	spectacle	1 800 €
TOTAL							20 810 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 9 compagnies listées ci-dessus ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150977-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoires à Rayonnement Régional (CRR). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner des étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'école du spectateur.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire pour le CRR de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales les plus prestigieuses (Opéra Orchestre National, Festivals, Etablissements Culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, Scènes nationales, etc...).

Dans le cadre du développement du Pôle Théâtre du Conservatoire, un partenariat se met en place avec le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète afin de permettre aux élèves du CRR de Montpellier Méditerranée Métropole de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant majeur et de s'approprier ainsi les savoir-faire de professionnels.

Ce partenariat vise à créer des liens artistiques et pédagogiques entre les professionnels du Théâtre Molière et les étudiants des classes préparatoires à l'enseignement supérieur (CPES) du CRR dans le cadre de leur formation. Pour ce faire, la convention entre le CRR et le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et précise les engagements respectifs des partenaires.

Le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète s'engage à :

- Mettre en place (sous réserve de possibilité) des rencontres avec les artistes programmés ;
- Mettre à disposition occasionnellement et gratuitement des locaux pour présenter le travail des étudiants et élèves du CRR, ou à leur proposer un levé de rideau, une présentation de travaux avant un spectacle.

Le CRR s'engage à :

- Valoriser pédagogiquement dans ses cursus, les actions initiées par le Théâtre Molière (études de textes, d'auteurs, de metteurs en scène, etc.) ;
- Mettre en place un parcours du spectateur (accompagnement de l'ensemble des étudiants à trois spectacles de la programmation du Théâtre Molière – après validation commune des dates) ;
- Dans l'optique d'impliquer les étudiants à ces échanges : désigner des référents « étudiants/culture » (élus par leurs pairs au sein des promotions) dans une mission de coopération avec le service des Relations Publiques du Théâtre Molière ;
- Dans le cadre d'artistes invités par le Théâtre Molière, les coûts induits par des actions pédagogiques (outre la gratuité qui peut être proposée par les artistes eux-mêmes) seront pris en charge par le CRR en fonction de sa grille tarifaire ;
- Prendre en charge les coûts induits par des actions pédagogiques selon la grille tarifaire du CRR (outre la gratuité qui peut être proposée par les artistes eux-mêmes).

En concertation avec les services du Théâtre Molière et du CRR, selon les critères pédagogiques qui prévalent et en fonction des capacités d'accueil du Théâtre :

- Les deux partenaires s'entendent sur la mise à disposition de quotas de places à 8 euros pour les spectacles programmés par le Théâtre Molière, pour permettre aux enseignants qui effectuent un travail en lien avec la programmation du Théâtre d'accompagner un groupe d'élèves ;
- Les enseignants du CRR informent leurs élèves de ce dispositif. Le CRR s'occupe des réservations avec la billetterie du Théâtre. Le ou les professeurs accompagnants des élèves pourront bénéficier d'invitations délivrées par le Théâtre.

Ces modalités énoncées, la présente convention est conclue pour une durée de trois années, soit jusqu'au 31 décembre 2023. Elle pourra être actualisée annuellement par le moyen d'avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et le Théâtre Molière Scène Nationale de Sète ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole à cet effet, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention CRR Theatre Moliere Sete V6.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de partenariat artistique et pédagogique avec le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal (CRI) de Sète Agglopôle Méditerranée - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des missions des Conservatoires labellisés par l'État (*Conservatoires à Rayonnements Régional CRR, Départemental CRD et Intercommunal ou Communal CRI/C*), du maillage territorial régional et compte tenu de la proximité géographique des conservatoires des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de Sète et de Montpellier, il apparaît pertinent de formaliser, via la présente convention, les échanges entre le CRI de Sète Agglopôle Méditerranée et le CRR de Montpellier Méditerranée Métropole en matière :

- de projets artistiques et pédagogiques (concerts, master-classes et autres) ;
- d'offre pédagogique à destination des élèves en cycle spécialisé.

Concernant les projets artistiques et pédagogiques, les deux établissements peuvent produire, organiser et accueillir des événements dans le cadre de leur saison culturelle et pédagogique associant leurs élèves et leurs enseignants.

Concernant le cycle spécialisé (CS), selon l'arrêté du 15/12/2006 relatif aux classements des établissements d'enseignement spécialisé, le CRI de Sète, grâce à la présente convention, peut poursuivre la prise en charge de ses élèves en cycle spécialisé, sous la tutelle pédagogique du CRR de la Métropole.

Le CRR s'engage ainsi :

- à inscrire en son nom, aux concours d'entrée en CS et aux examens de Diplôme d'Etudes Musicales (DEM) les élèves désignés par le CRI ;
- à accueillir, si nécessaire, les élèves du CRI dans les disciplines complémentaires et optionnelles ;
- à mettre à disposition, si nécessaire (absence de Professeur d'Enseignement Artistique – PEA - dans la discipline) et sous condition financière, des PEA pour assurer un tutorat pédagogique, ;
- à inviter le Directeur du CRI lors des réunions (conseils et autres) ayant pour objet le CS.

Le CRI s'engage :

- à fournir la liste annuelle des disciplines et des enseignants impliqués dans le CS ;
- à accueillir, si nécessaire, les élèves du CRR dans les disciplines complémentaires et optionnelles, à respecter le règlement pédagogique du CRR concernant le CS (concours d'entrée, contenu, DEM) ;
- à gérer la scolarité de ses élèves inscrits en CS en lien avec la direction des études du CRR ;
- à garantir la présence du professeur principal et/ou de la direction lors des concours d'entrée en CS et examens de DEM organisés par le CRR ;
- à participer, à titre consultatif, aux réunions organisées par le CRR ayant pour objet le CS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre le CRR de Montpellier Méditerranée Métropole et le CRI de Sète Agglopôle Méditerranée ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149605-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention CRI sète CRR montpellier.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Prise en charge des frais de déplacement dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2021 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

I - Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2021 sa programmation riche d'expositions et d'événements au fil des collections ainsi qu'au département des arts décoratifs – hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

Certains événements organisés nécessiteront la prise en charge de déplacements de co-commissaires d'exposition ou d'intervenants. C'est le cas pour :

- Les expositions 2021 grands formats et « au fil des collections » :

- *Stéphane Bordarier, André-Pierre Arnal, Pierrette Bloch, une collection* du 13 février au 9 mai 2021 ;
- *Hommage à Bruyas* à partir de décembre 2021 ;
- *United States of Abstraction – Artistes américains en France* du 3 juillet au 17 octobre 2021, en co-organisation avec le musée d'Arts de Nantes, au sein du réseau franco-américain FRAME ;
- *Acquisitions du musée Fabre*, du 3 décembre 2021 au 14 mars 2022.

- Les événements 2021 organisés par le service des publics :

Tout au long de l'année, le service des publics organise une série de conférences et d'événements (Nuit européenne des musées, François-Xavier n'est pas couché, Journées du Patrimoine etc.) afin de valoriser les collections permanentes, l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, département décoratif du musée et les expositions temporaires auprès d'un public le plus large possible. Dans ce cadre, le musée Fabre est amené à solliciter des intervenants extérieurs dont les frais restent à la charge du musée.

- La préparation des expositions 2022

- *Un voyage en Italie : Louis Gauffier* : 6 mai – 4 septembre 2022 ;
- *Djamel Tatah* – 6 octobre – 4 janvier 2023 ;
- *Germaine Richier*, 12 juillet – 5 novembre 2023, en co-organisation avec le Musée National d'Art Moderne.

II – Le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole développe une programmation riche et éclectique composée d'expositions temporaires, de conférences, d'événementiels en lien avec l'archéologie et le patrimoine, et de manifestations culturelles.

Certains événements organisés nécessiteront la prise en charge de déplacements des commissaires d'exposition, de conférenciers, d'intervenants ou de journalistes. C'est le cas pour :

- Les expositions 2021 :

- Exposition *En route ! La Voie Domitienne du Rhône aux Pyrénées* (qui sera inaugurée dès que les conditions sanitaires le permettront à nouveau), coproduite avec le Service régional de l'archéologie – DRAC Occitanie, elle inaugure par ailleurs un cycle d'expositions consacré à l'actualité de la recherche archéologique en Occitanie ;
- Exposition *Circulation et échanges chez les Gaulois. Volques et Éduens* (titre provisoire), initialement prévue entre juillet 2021 et février 2022 ;
- Exposition d'art contemporain, en partenariat avec le MO.CO Montpellier Contemporain.

- Les événements 2021 :

Des manifestations seront également programmées au musée Henri Prades tout au long de l'année prochaine, pour lesquelles il sera fait appel à des intervenants ou pour lesquelles des prises en charge de déplacements seront à prévoir dans le cadre de contrats de cession de spectacle vivant, de coproduction ou de partenariat :

- Nuit européenne des musées (mai 2021),
- Journées nationales de l'archéologie (juin 2021),
- Fêtes des fouilles (juillet 2021),
- Journées européennes du patrimoine (septembre 2021),
- Journées nationales de l'architecture (octobre 2021),
- Fête de la science (octobre 2021),
- Lattara'péros (juillet-août 2021) et autres manifestations.

- La mission de conseil dans le cadre de la mise en valeur du site archéologique :

Dans le cadre du projet de mise en valeur du site archéologique de Lattara, en vue d'une ouverture au public, une première phase de travaux est prévue en 2021. Celle-ci concernera la restauration de maçonneries antiques sur deux zones méridionales de la cité et s'accompagnera d'une mission de conseil impliquant le déplacement l'hébergement et la restauration pour deux personnes sur une durée d'une semaine.

- La préparation des expositions temporaires 2022-2023 :

- Statues-menhirs ;
- Septimanie. Antiquité tardive et haut Moyen Âge en Bas-Languedoc (V^e – X^e s.).

Il est proposé que les frais de déplacement (transport, hébergement, restauration), en France et à l'étranger, d'une part, pour les commissaires ou co-commissaires d'expositions, conférenciers, journalistes, artistes, auteurs, et toute autre personne présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements, et d'autre part, pour la conservatrice et tout autre personnel du site archéologique Lattara –musée Henri Prades présentant un intérêt pour la bonne marche de ces projets et événements, soient pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette prise en charge se fera, sur présentation de pièces justificatives, pour :

- les agents de la Métropole selon les modalités définies par les textes applicables en matière de frais de mission (frais réels pour les déplacements et indemnités journalières forfaitaires pour l'hébergement et la restauration) ainsi que l'arrêté de 2006 actualisé fixant, pays par pays, le montant forfaitaire des indemnités journalières applicables ;
- les intervenants extérieurs aux frais réels.

L'ensemble de ces frais sera pris en charge dans la limite des montants prévisionnels mentionnés ci-dessous :

- Exposition d'art contemporain : 750 € ;
- Exposition *En route ! La Voie Domitienne du Rhône aux Pyrénées*: 1 000 € ;
- Exposition *Les Gaulois* (titre provisoire) : 1 000 € ;
- Événements divers : 1 000 € ;
- Mission de Conseil dans le cadre de la mise en valeur du site archéologique : 1 300 € ;
- Préparation des futures expositions : 1 000 € ;
- Déplacements à l'étranger de la Directrice du site archéologique Lattara - musée Henri Prades, de cadres du musée et de tout autre agent utile à la bonne marche des projets : 4 000 €.

Soit un total de : 10 050 €.

III – Le service Coordination des Lieux d'art et d'histoire

Au sein de la Direction mutualisée de la Culture et du Patrimoine, le service Coordination des lieux d'art et d'histoire conduit des opérations prospectives de préparation des programmes d'exposition de ses propres établissements, de conférences autour de ces expositions, ainsi que des actions de recherche de débouchés pour la diffusion à l'étranger des expositions qui sont conçues et produites en interne par ses établissements. Des représentants du service Coordination des lieux d'art et d'histoire, de la Direction de la Culture, et de la Direction Générale Adjointe Culture, Sports, Jeunesse et Zoo pourront être amenés à effectuer des déplacements en France et à l'étranger pour rencontrer les représentants d'institutions culturelles produisant des expositions dont l'accueil dans un des établissements du service serait envisagé, ou pouvant accueillir une des expositions conçues et produites par le service.

Il est prévu les missions suivantes à l'international en 2021:

- Une mission à La Jonquère et Barcelone en Espagne (avec étape préalable en France au Mémorial du Camp de Rivesaltes) : en vue d'une exposition au Pavillon Populaire à l'été 2023 sur une collection photographique témoignant de la Guerre d'Espagne, prise de contact avec les institutions et musées envisagés comme partenaires ainsi qu'avec le commissaire d'exposition envisagé (Mémorial du Camp de Rivesaltes, Musée Mémorial de l'Exil à La Jonquère, Université de Barcelone), échanges exploratoires sur la faisabilité et le contenu de l'exposition. Parmi les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission sera assurée sur une durée de trois jours par le chef du service Lieux d'art et d'histoire et le Directeur Général Adjoint des Services, pour une dépense globale de 1 500 € maximum.

- Une mission à Vienne en Autriche : en vue d'une exposition de photographies sur l'histoire et la vie de Dora Kallmus (1881-1963), photographe portraitiste et de mode autrichienne, prise de contact avec l'institution envisagée comme partenaire et prêteuse de l'exposition (Photoinstitut Bonartes), ainsi qu'avec la commissaire de l'exposition envisagée, échanges exploratoires sur la faisabilité et le contenu de l'exposition. Parmi les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission sera assurée sur une durée de deux jours par le chef du service Lieux d'art et d'histoire, pour une dépense globale de 900 € maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole des frais de déplacement (transport, hébergement, restauration), en France et à l'étranger, d'une part, pour les commissaires ou co-commissaires d'expositions, conférenciers, journalistes, artistes, auteurs, et toute autre personne présentant un intérêt pour la préparation et le suivi de ces événements, et d'autre part, pour les conservateurs et tout autre personnel de ces structures présentant un intérêt pour la bonne marche de ces projets et événements ;
- d'approuver que cette prise en charge se fera sur présentation de pièces justificatives, selon les modalités définies par les textes applicables en matière de frais de mission (frais réels pour les déplacements et indemnité journalières forfaitaires pour l'hébergement et la restauration) ainsi que l'arrêté de 2006 actualisé fixant, pays par pays, le montant forfaitaire des indemnités journalières applicables ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149577-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Procédure de rupture conventionnelle avec la Directrice de l'EPIC du Domaine d'O - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O, a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Conseil Départemental de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application de la loi NOTRe et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O.

Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé les nouveaux statuts de l'EPIC du Domaine d'O. Ces statuts prévoient, notamment, que : *« Le Directeur de l'Epic du Domaine d'O désigné par le Conseil de la Métropole sur proposition de son Président, est nommé par le Président du Conseil d'Administration de l'EPIC du Domaine d'O. Il peut être relevé de ses fonctions dans les mêmes conditions »*.

A ce titre, il est aujourd'hui proposé de procéder à une rupture conventionnelle avec la directrice actuelle, Madame Valérie DAVENEAU.

Cette rupture conventionnelle s'inscrit dans une volonté de changement du projet artistique et culturel de cet équipement.

Dans cet objectif, le Département de l'Hérault sera étroitement associé à la réflexion et au projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la procédure de rupture conventionnelle avec Madame DAVENEAU qui sera menée par le Président de l'EPIC ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 22 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150575-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Associations Occitanie en scène et Les Amis du château de Castries - Adhésion - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1) Occitanie en scène

Occitanie en scène est l'association régionale de développement du spectacle vivant en Occitanie. Créée à l'initiative conjointe de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, elle reçoit le soutien des Départements de l'Aude, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales, et a pour but de contribuer au développement artistique et culturel en Occitanie, dans l'objectif d'en faire une région dynamique pour les créateurs et créatrices qui y vivent, et une terre d'émergence de nouvelles formes artistiques, dans une perspective d'aménagement culturel du territoire et de réduction des inégalités d'accès à la création artistique.

Ses domaines d'intervention couvrent l'ensemble du champ des arts vivants : le cirque, la danse, la musique, le théâtre et leurs formes associées et croisées, pour la scène, l'espace public ou la piste.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association lui permettra d'intégrer et de participer aux travaux du collège des collectivités et territoires partenaires, et ainsi de s'inscrire dans une démarche d'échanges et de réflexions partagées autour des politiques et de l'aménagement culturels du territoire.

Les membres du collège des collectivités et territoires partenaires de l'association sont dispensés de cotisation financière.

2) Les Amis du château de Castries

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la française dessiné par André LE NÔTRE, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul RIQUET, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain.

L'association Les Amis du château de Castries a été créée en 2014, suite au rachat du château par la commune de Castries. Elle a pour but la sauvegarde, la mise en valeur, la promotion et le rayonnement du château ainsi que du patrimoine architectural et historique qu'il représente.

Forte de plus d'une centaine d'adhérents, elle intervient notamment dans le domaine de la communication et de l'organisation d'événements et d'activités culturelles divers au sein du château et de son parc (visites, conférences, expositions, concerts etc.).

L'adhésion à l'association est pour Montpellier Méditerranée Métropole l'occasion de poursuivre et renforcer son soutien à la valorisation de cet ensemble architectural remarquable, Montpellier Méditerranée Métropole participant par ailleurs à hauteur de 1 million d'euros à l'opération de réhabilitation du château actuellement en cours.

Le coût annuel de l'adhésion à l'association s'élève à 10 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie en scène ;
- d'approuver l'adhésion à l'association Les Amis du château de Castries, pour un montant annuel de 10 € TTC ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Rencontres d'auteurs dans le réseau des médiathèques et du livre - Prise en charge des frais - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de son programme annuel de cycle littéraire et des rencontres d'auteurs en direction de son public et des scolaires, la Direction des médiathèques et du livre souhaite accueillir plusieurs auteurs qui interviendront en 2021 au sein du réseau des médiathèques. Les frais inhérents à la venue de chaque auteur feront l'objet d'une prise en charge par la collectivité.

Cela concerne notamment les intervenants suivants (liste d'auteurs non-exhaustive et modifiable en fonction du contexte sanitaire et de tout autre événement susceptible d'empêcher leur venue) :

- Arnaud CATHRINE (auteur) ;
- Jo WITEK (auteure) ;
- Vincent VILLEMINOT (auteur) ;
- Sara (auteure/illustratrice) ;
- Isabelle SIMLER (auteure/illustratrice).

Il est proposé une prise en charge aux frais réels des frais de transport, stationnement, hébergement et restauration liés à la venue de ces auteurs, pour un montant maximum de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la prise en charge des frais liés à l'accueil de ces auteurs, dans les conditions exposées ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148365-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Musée Fabre - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'Antiquité ' 2021-2023 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Afin de faire connaître et diffuser auprès d'un large public les avancées de la recherche en archéologie de la Méditerranée antique, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM3) organise depuis plusieurs années, en partenariat avec le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le musée Fabre, un cycle annuel de conférences intitulé « *Les mercredis de l'Antiquité* », ouvert au grand public, et auquel sont conviés des historiens et archéologues de référence, en provenance de France mais aussi de toute l'Europe.

La convention a vocation à définir les modalités et conditions générales de collaboration entre le site archéologique Lattara-musée Henri Prades, le musée Fabre, et l'UPVM3. Les partenaires organiseront dans le cadre d'un comité de Direction et d'un comité Scientifique trois cycles de conférences, composé en moyenne de neuf à onze conférences par an.

Dans ce cadre, le musée Fabre s'engage à mettre à disposition gracieusement son auditorium, de 18h00 à 20h00, aux dates convenues entre les parties, à organiser une conférence par cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant), à prendre en charge les frais de bouche, de transport et de logement du conférencier retenu dans le cadre de la conférence qu'il organise et, d'autre part, à prendre en charge quatre retransmissions radiophoniques des conférences (coût prévisionnel des retransmissions 2 000 €).

Le site archéologique Lattara-musée Henri Prades s'engage à organiser deux des conférences du cycle annuel (choix du thème et de l'intervenant, prise en charge du transport, hébergement et frais de bouche de ce dernier).

La prise en charge des frais de transport et d'hébergement des intervenants du musée Fabre et du musée Henri Prades se fera dans les conditions et limites définies par la délibération dédiée intitulée « Culture - Musée Fabre - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Service Coordination des lieux d'art et d'histoire - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2021 ».

L'UPVM3 s'engage quant à elle à organiser les conférences en collaboration avec les différents partenaires (proposition de thème, coordination du calendrier et de l'accueil des conférenciers). Les frais de transport, hébergement et restauration des conférenciers seront financés par l'UPVM3, à l'exception des trois conférences annuelles organisées par le musée Fabre et le musée Henri Prades.

L'UPVM3 s'engage également à prendre en charge quatre retransmissions radiophoniques des conférences (coût prévisionnel des retransmissions : 2 000 €).

La convention est conclue pour 3 ans, elle prendra effet à compter de la date de sa signature et prendra fin le 30 septembre 2023. A l'issue de cette période, elle pourra être reconduite de manière expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149624-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention mercredis de l'Antiquité 2021 3 ans

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Attribution de subventions 2020 - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

1. Affectation de subventions de fonctionnement

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Compagnie Autre Mina	Projet	5 000 €
Les Nuits claires	Projet	3 000 €
Cabo Mundo	Projet	3 000 €
Perles de verre	Projet	2 000 €

2. Affectation de subventions d'équipement et d'investissement à des structures associatives

Compte tenu de la qualité de leur projet artistique et du rayonnement de leurs activités sur le territoire, il est également proposé d'attribuer des subventions d'investissement aux structures suivantes :

Nom de la structure	Type d'opération	Montant
Uni'sons	Modernisation des studios d'enregistrement	7 500 €
L'Atelline	Aménagement des nouveaux locaux de la structure	5 000 €
Association des pupilles de l'enseignement public Hérault	Achat et installation d'un gradin pour le chai de la Bulle bleue	5 000 €
Zepetra	Acquisition de matériel technique	3 000 €

3. Affectation d'une subvention d'équipement à la commune de Vendargues

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique forte et volontariste sur son territoire en matière de lecture publique, s'appuyant sur le réseau des 15 médiathèques métropolitaines, et proposant notamment une programmation riche d'animations, de conférences et d'expositions, ainsi que le développement des e-services mis à disposition des usagers dans le cadre du label ministériel « Bibliothèque Numérique de Référence ».

Le réseau des médiathèques métropolitaines contribue par ailleurs à une politique dynamique de partenariats avec les bibliothèques et médiathèques municipales du territoire, au travers d'un certain nombre de dispositifs transversaux : catalogue collectif, passeport multimédia, formations communes, manifestations « Festi'petits » ou « La Métropole en jeux » etc.

La commune de Vendargues, qui s'inscrit pleinement au sein de l'ensemble de ces dispositifs de coopération et de mutualisation proposés par la Métropole, porte actuellement un projet de construction d'une nouvelle médiathèque municipale, dont le coût prévisionnel total est estimé à 1 374 000 € HT, et le coût prévisionnel subventionnable à 1 160 000 € HT. Elle a sollicité auprès de la Métropole un soutien financier afin de permettre sa réalisation.

Au vu de cette collaboration fructueuse avec la commune, et de l'intérêt de ce projet en termes de renforcement du maillage des établissements de lecture publique sur le territoire métropolitain, il est proposé de lui attribuer dans ce cadre une subvention d'équipement d'un montant de 50 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149808-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Investissement 2020.doc
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2020.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Planetocéan - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13676 en date du 24 février 2016 le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public (DSP) unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, ainsi que le lancement d'une procédure de mise en concurrence.

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée, devenu Planetocéan Montpellier, ainsi que le choix du délégataire PLANETOCEANWORLD pour une durée de 10 ans et 2 mois à compter du 2 janvier 2017.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Planetocéan portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Métropolitain prenant acte de sa réception par délibération du 31 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 9 décembre 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif à l'équipement PlanetOcéan Montpellier.

Le délégataire est la société dédiée PLANETOCEANWORLD filiale du groupe international espagnol ASPRO-OCIO spécialisé dans le loisir et exploitant des parcs aquatiques, des parcs de loisirs, des aquariums, des parcs zoologiques et des delphinariums.

L'équipement situé sur le quartier Odysseum, présente une offre culturelle et scientifique unifiée.

La délégation s'étend du 02/01/2017 au 28/02/2027, soit une durée d'exploitation de 10 ans et 2 mois. L'exercice 2019 est le 3^{ème} exercice de la délégation et afin d'être en cohérence avec les procédures comptables du groupe espagnol, il débute le 01/11/2018 pour se clôturer le 31/10/2019.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

301 999 visiteurs payants ont été accueillis pendant l'exercice 2019, soit +1% par rapport à 2018 dans les proportions suivantes :

- 52,2% sont des entrées « publics » ;
- 23,4% sont liés aux tarifs « promotion » (tarifs réduits, PMR, tickets de réduction) ;
- 8,7% sont des billets « internet » ;
- 7,2% viennent du réseau ;
- 7,9% sont des scolaires et centre de loisirs ;
- 0,6% sont des abonnements ;
- 0,2% sont des séances du planétarium.

La fréquentation totale s'est élevée à 339 124 soit +2.8% par rapport à 2018.

36% sont des visiteurs du département de l'Hérault.

Les scolaires ont toujours la possibilité de visiter indépendamment les deux équipements ou l'offre globale. Cette dernière les séduit à 65.5%, dont 53.5% sont des classes de la Métropole (118 classes dans 18 communes dont 66% pour la Ville de Montpellier).

Depuis le début d'année 2019, une séance animée au planétarium est proposée tous les 3eme jeudi du mois à 19h30. Ces séances s'adressent à un public passionné ou plus averti. En 2019 11 séances ont eu lieu au total.

Planetocéan participe au programme « la science par 4 chemins » mené en synergie avec les structures culturelles de la Métropole (musée Fabre, Ecoothèque, musée Lattara, parc zoologique du Lunaret). Des événements ponctuels ont également lieu tels que la fête de la science, la journée mondiale de l'océan, les 17^{èmes} rencontres Argonautica (projet du Centre National d'Etudes Spatiales qui utilise des données de localisation Argos et océanographiques), l'anniversaire des 50 ans de l'homme sur la Lune, la nuit des étoiles...

De plus, Planetocéan a participé à différents congrès et colloques : colloque annuel des Planétariums de langue française, congrès européen des conservateurs d'aquarium.

2) La qualité du service public

L'effectif de la société dédiée Planetocceanworld est de 35.5 ETP, dont 2 personnels détachés de la Métropole et 3 saisonniers.

L'équipe animation est composée de 4 personnes formées et dédiées aux ateliers.

Une convention de partenariat lie l'Education Nationale à Planetocéan Montpellier et permet le détachement ½ journée par semaine d'un enseignant de physique chimie sur la thématique astronomie. Depuis janvier 2020 une autre enseignante de SVT est aussi détaché ½ journée par semaine sur la thématique biodiversité. Leur objectif est de concevoir des activités scientifiques adaptées aux besoins d'un public scolaire et de conseiller les enseignants.

Planetocéan concentre une grande diversité d'espèces (plus de 420) soit près de 6 000 individus.

En 2019, des fluctuations d'animaux ont eu lieu :

- Décès d'une femelle requin taureau, de 2 raies guitare à nez rond ;
- Naissance de 2 manchots du cap, de raies d'eau douce, raie perlée et raie de la rivière Xingu, ainsi que de chimères avec un taux de survie jamais atteints jusque-là dans toute la profession.

L'équipement a un très bon retour auprès des visiteurs qui apprécient le parcours de visite immersif avec des espèces variées et des espaces ludiques. Le prix et le manque d'animation restent les principaux points d'amélioration attendus des visiteurs.

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité déléguée.

La grille tarifaire initiale offrait la possibilité de visiter indépendamment l'aquarium et le planétarium ou de faire une visite combinée. Cependant il a été constaté après un 1^{er} exercice le manque de clarté de l'offre et le peu de visiteurs pour le planétarium, équipement encore méconnu.

En 2018 il a donc été décidé de rendre le parcours « entre ciel et mer » systématique en offrant un produit unique, en rajoutant 1€ de plus au coût de l'entrée aquarium.

La cible scolaire a conservé sa tarification préférentielle et le planétarium, un créneau hebdomadaire pour un public averti.

Les tarifs pour l'exercice 2019 ainsi que celui de 2020, n'ont pas été modifiés et restent conformes aux dispositions de l'avenant n°1 du contrat de DSP.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 901 K€, soit +3.8%, +178 K€ par rapport à l'exercice 2018. Ils se composent principalement des recettes billetterie pour 82%, des recettes boutique 9.4% et des recettes snack pour 4%. Le panier moyen par visiteur s'élève à 15.52 €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 4 285 K€. Elles se composent pour près de 33% des frais de personnels (1 402 K€, -1%) et 14.5% des fluides (621 K€, +2.3%) ; pour 8.3% des frais de communication et publicité ; 3.8% des frais d'entretien et maintenance et 5.7% des frais de siège.

Une redevance de 184 K€ est versée à la Métropole soit 3.8% du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice 2019, le résultat net s'affiche à hauteur de 411 K€.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 160 K€ par an soit 1 600 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 479 K€ de dépenses depuis le début de la DSP dont 208 K€ sur l'année 2019 (renouvellement d'enseigne, remplacement d'éclairage, de revêtement sol, de matériel électrique, de matériel informatique, ...).

Le programme prévisionnel d'investissements fait état d'1.5 M€ sur la totalité du contrat.

La mise en œuvre de la mutualisation des deux équipements s'est déroulée de façon satisfaisante, sur les deux premières années du contrat de DSP.

Les dépenses d'investissements 2019, à hauteur de 162 K€ concernent : l'aménagement zone d'accueil groupe (scolaires et séminaires) ; le déplacement des terrariums et l'introduction d'un nouveau bassin d'eau douce ; des agencements et matériels pour le snack.

En cumulées, les dépenses d'investissements s'élèvent à 1 226 K€ soit 82% de réalisation du plan prévisionnel.

Afin de pouvoir créer des nouveautés pour attirer les visiteurs, une partie du plan prévisionnel d'investissements est conservé pour les années restant à courir de la DSP.

IV) Conclusion et perspectives

Cette troisième année de contrat a vu le renforcement du concept de visite sur l'exploration des océans et de l'espace.

Des comités entre les équipes de Montpellier Méditerranée Métropole et de Planetocéan se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

L'équilibre économique bénéficiaire du contrat est également observé, permettant par ailleurs l'assurance d'une correcte rémunération pour la Métropole de 184 000 euros cette année (le modèle économique qui précédait celui de la DSP actuelle représentait un coût annuel de 800 000 euros pour la Métropole).

Une vigilance future est à observer compte tenu des différents impacts de la crise sanitaire actuelle liée à la pandémie de Covid-19, sur la fréquentation de l'équipement et sur les équilibres économiques qui seront observés au regard de la clôture comptable au 31/10/2020. Le délégataire semble avoir toutefois maîtrisé la majeure partie de ses charges afin de compenser la perte de recettes liée à la fermeture de l'équipement, ou à la baisse de fréquentation ; par ailleurs l'équipement affichait une fréquentation record les deux premiers mois de l'année 2020. Dans l'attente de la clôture comptable définitive, il semblerait que le résultat net ait réussi à s'afficher en bénéfice de 125 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du rapport du délégataire de service public relatif à la gestion de l'équipement Planetocéan Montpellier au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149508-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUÏ, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Attractivité - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°2 à la convention d'attribution de subvention au CHU de Montpellier pour le projet CYBORG - Autorisation de signature

Madame Brigitte DEVOISSELLE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'État début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé. Ce sont ainsi 8,3 M€ de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation. Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local - FSIL) et cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole. Le projet CYBORG, porté par le CHU de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le projet consiste en la création d'un bio-incubateur « CYBORG » pour l'implantation de startups dans le champ des biotechnologies associé à une plateforme de transposition et de production de premier niveau de biothérapies de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) au sein de l'Institut de Recherche en Médecine Régénératrice et Biothérapies (IRMB) du CHU de Montpellier.

Ce projet vise à stimuler l'innovation thérapeutique en concentrant l'ensemble des ressources publiques et privées et en combinant l'ingénierie cellulaire, les matériaux et la robotique pour créer la médecine régénérative de demain.

Pour la concrétisation de ce projet, il est nécessaire de réaliser un projet immobilier d'environ 800 m² par extension de l'actuel IRMB dont les capacités sont déjà saturées.

La réalisation de ce projet permettra de conforter la position de leader de Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine des biotechnologies. C'est un enjeu fort de positionnement sur un marché émergent à fort potentiel et créateur d'emplois à haute valeur ajoutée sur le territoire.

Ce projet bénéficie d'une subvention de l'Etat à hauteur de 1 695 000 € et de la Métropole à hauteur de 805 000 €. Une première convention a été conclue en mai 2017. Cette convention a été prolongée par avenant couvrant jusqu'à fin 2020. Du retard a été pris à cause de la crise sanitaire ce qui mènerait à une livraison définitive des équipements prévus dans le projet au 1er trimestre 2022. Aussi il est proposé de prendre un avenant n°2 à la convention de financement du projet CYBORG couvrant les années 2021 et 2022. Il est sans incidence financière.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation, la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 805 000 €, conformément à la délibération n°14289 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016 relatif à la signature du Pacte Métropolitain d'Innovation et à la délibération n°14521 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 relatif à la signature de l'avenant au Pacte, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 4 400 000 euros TTC et une assiette éligible de 3 333 334 € HT, cet avenant n°2 à la convention de financement se substitue donc à cette dernière et à son avenant n°1 conclu en novembre 2019 dans ses effets pour l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention d'attribution de subvention ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150630-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n2 CYBORG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) AxLR - Versement du solde d'un apport en compte courant - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques, et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national. Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé.

Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité. Leur mission est de :

- sensibiliser les chercheurs académiques au monde économique, et détecter des projets d'inventions dans les laboratoires susceptibles de donner lieu à des applications industrielles ;
- financer les travaux de recherche supplémentaires pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique via le Fonds National de Valorisation ;
- accélérer et développer le transfert des brevets et savoir-faire des laboratoires vers les entreprises.

En 2019, comme l'autorisent les lois MAPTAM et NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie ont décidé conjointement d'entrer au capital de la Société d'Accélération de Transfert Technologique AxLR à hauteur de 5.035 % pour chacune des entités.

Afin de poursuivre et renforcer son engagement auprès de la SATT AxLR, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer une aide financière à la SATT sous forme d'apport en compte courant associé comme le prévoit le pacte d'associés à hauteur de 5.035 % de la tranche triennale versée par l'Etat plafonnée à 1 million d'euros. Cette contribution permet d'investir durablement dans les projets de maturation à forte valeur technologique qui favorise la création d'entreprises innovantes sur le territoire et le développement de l'emploi. De plus, l'attribution d'une aide financière en apport en Compte Courant d'Associés confère de droit un siège à Montpellier Méditerranée Métropole au conseil d'administration de la SATT AxLR.

Le 26 mars 2019, le Premier ministre, au vu du comité de pilotage de l'action « fonds national de valorisation » du programme d'investissement du 18 janvier 2019 et du Secrétariat général à l'Investissement, a autorisé l'Agence Nationale de la Recherche à financer le Projet SATT AxLR pour une troisième période triennale dans la limite d'une participation des Investissements d'avenir à hauteur de 22 000 000 €.

Le versement en compte courant d'associé d'une première tranche d'un montant de 500 000 € a été approuvé par délibération n°M2019-579 du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, conformément à la convention du 31 janvier 2020 signée avec la Région Occitanie, autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à verser cette avance en compte courant dans la limite d'un million d'euros.

Il est désormais proposé un nouveau versement en compte courant du solde, soit la somme de 500 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le versement en compte courant d'associé de la SATT AxLR du solde de l'aide économique prévue, soit la somme de 500 000 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149880-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de partenariat avec l'association French Tech Méditerranée - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes et innovantes sur le territoire.

Des partenariats sont mis en œuvre avec des structures qui proposent une complémentarité dans les actions permettant ainsi d'assurer une offre complète d'accompagnement des entreprises sur le territoire. La récente association French Tech Méditerranée fait partie des structures qui œuvrent en ce sens.

La French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes a pour objectif d'accompagner les champions de demain en levant les freins au développement des start-ups notamment dans le domaine du financement, de l'internationalisation, du recrutement et du transfert de technologie. Pour cela, la French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes développe des actions en partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire local tels que les incubateurs, accélérateurs, universités, centres de recherche, grands groupes etc... avec pour objectif de faciliter la croissance des start-ups du territoire. Pour constituer un écosystème complémentaire et de taille internationale, la French Tech Méditerranée Montpellier-Nîmes regroupe l'ensemble des acteurs des territoires du Gard, de l'Hérault et du Sud Aveyron tout en restant ouvert à tous les acteurs qui souhaiteraient apporter leur contribution.

L'association a sollicité les entités publiques pour le financement de la structure, sous la forme d'une subvention ou d'une adhésion.

L'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole se sont engagés sur un financement à hauteur de 100 000 € chacun sur la période d'octobre 2019 à décembre 2020, pour un total de 300 000 € (amorçage pour l'Etat, subventions pour Région et Métropole). Cet engagement s'est traduit, pour Montpellier Méditerranée Métropole, par la signature d'une convention de partenariat pour la période septembre 2019-décembre 2020.

L'année 2020 a évidemment impacté la feuille de route de l'association qui a décidé d'agir pour soutenir les start-ups et entreprises innovantes les plus fragilisées par la crise sanitaire. A titre d'exemple, une commission Covid a été lancée avec les membres clés et partenaires de l'association pour mettre en place des actions concrètes visant à accroître la visibilité des solutions développées par ces entreprises et leur faciliter l'accès aux marchés publics et grands groupes.

D'autres actions prévues en 2020 seront reportées en 2021, à l'instar d'un voyage d'affaires dans la Silicon Valley pour mettre en relation des start-ups montpelliéraines avec des grands noms de la tech américaine.

Afin de permettre à l'association d'équilibrer son budget, celle-ci sollicite les 3 principaux financeurs pour que la convention de partenariat, devant initialement être échue au 31 décembre 2020, soit prolongée jusqu'au 31 mars 2021. Ce prolongement permettra de mettre en œuvre des actions pour lesquelles la part des contributions en nature de la part des membres de l'association est conséquente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le prolongement de la convention de partenariat avec la French Tech Méditerranée jusqu'au 31 mars 2021 ;
- d'approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149593-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention FTMed mars 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Attribution de subvention à l'association IDATE - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et des Industries Culturelles et Créatives (ICC) et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans les secteurs du numérique et des ICC.

L'IDATE est une association spécialisée dans les télécoms, les médias, Internet, présente sur le territoire depuis plus de 40 ans. A la fois cabinet d'études et « think tank » (groupe de réflexion d'entrepreneurs), l'IDATE organise une conférence annuelle, le *Digiworld Summit*, mobilisant les plus grands décideurs des secteurs du numérique et des technologies de l'information.

Jusqu'en 2018, le *Digiworld Summit*, réunissait pendant 2 jours les grands acteurs internationaux du numérique (plus de 1 300 décideurs et 120 intervenants internationaux) pour débattre des enjeux économiques, stratégiques et industriels des secteurs télécoms, Internet, médias et verticaux. Depuis 2019, le format de l'événement a été revu pour inciter à une meilleure interaction entre les participants nationaux et internationaux et les acteurs locaux concernés par les thématiques.

Pour 2020, la conférence montpelliéraine, désormais baptisée *Digiworld Session*, est organisée sur une journée unique à Montpellier, avec des ateliers en matinée et une séance plénière dans l'après-midi, sur les thèmes des métiers de demain, de l'inclusion et du développement des quartiers.

En parallèle, l'IDATE a conforté le *Digiworld Summit* en tant que rendez-vous annuel à Paris pour faciliter les échanges avec ses membres installés au sein même de la capitale. Ainsi, les mêmes thèmes seront au cœur des échanges du rendez-vous parisien qui, lui, sera organisé sur 2 journées pleines début décembre.

Outre l'organisation de ces temps forts en France, l'IDATE agit pour inciter à la coopération internationale et en particulier sur le pourtour méditerranéen. La conférence est ainsi également déclinée au Maroc qui accueille le *Digiworld4Africa* depuis 2018. L'enjeu est fort pour les entreprises locales et surtout les start-up qui ont ainsi l'opportunité de développer de nouveaux marchés auprès d'une clientèle internationale difficilement accessibles pour elles. Le *Digiworld4Africa* vise à créer une plateforme d'échanges entre acteurs publics et privés de Montpellier et du Maghreb autour de problématiques de développement économique, de formation, d'innovation. Au regard du contexte sanitaire international, l'édition 2020 du *Digiworld4Africa* n'a pas pu être maintenue.

Dans le cadre de ces événements, l'IDATE sollicite le soutien de la Métropole à travers l'attribution de subventions. Montpellier Méditerranée Métropole est un partenaire historique de l'IDATE qui reste un acteur majeur de l'écosystème numérique et innovant local et dont l'événement offre une visibilité importante de la dynamique locale. Le soutien financier par la collectivité permettrait à la structure de conforter l'intérêt que la Métropole porte aux actions et événements en faveur de la visibilité de l'écosystème du numérique, secteur d'activité et de croissance clé pour le territoire.

Pour l'exercice 2020 et au regard du programme de la *Digiworld Session*, il est proposé d'attribuer à l'IDATE, pour l'organisation de la *Digiworld Session* à Montpellier et du *Digiworld Summit* à Paris, une subvention de 15 500 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 15 500 euros à l'association IDATE ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, M. Arnaud MOYNIER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149131-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_IDATE_2020 DWS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Programme des Équipements Publics - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

En continuité du secteur d'activités existant Larzat - Charles Martel, l'aménagement du Parc d'Activités Economiques « Charles Martel Extension » sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, déjà prévu au SCoT de 2006, a été conforté par le SCoT révisé en 2019. Il s'inscrit dans le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole et permettra l'accueil d'une vingtaine d'entreprises représentant près de 500 emplois.

Ce Parc d'Activités Economiques permettra de répondre aux nombreuses demandes d'installation de "PME, TPE" productives (artisanat, petite industrie) et de petite logistique et, est complémentaire aux parcs d'activités économiques environnants de la Lauze et Marcel Dassault. Enfin, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable à travers l'obtention du label « HQE Aménagement » délivré par Certivéa et s'attachera à promouvoir les modes actifs et la mutualisation des stationnements.

La ZAC Charles Martel extension, a été créée par une délibération du 24 décembre 2014. En date du 21 juillet 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) comme aménageur de cette ZAC à la suite d'une procédure de consultation. Les études d'aménagement ont été confiées à l'agence d'architecte-urbaniste Format 6. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé au Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Avant d'engager les travaux, il convient d'approuver le Programme des Équipements Publics de l'opération (article R.311-8 du Code de l'urbanisme) qui comprend :

- voiries comprenant des itinéraires modes actifs (piétons et cycles), places de stationnement, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public ;
- réseau d'eaux pluviales et ouvrages de compensation hydraulique ;
- réseau d'eaux usées et poste de refoulement ;
- réseau d'eau potable et dispositif de défense incendie ;
- réseaux secs ;
- espaces verts.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée. Le Programme des Équipements Publics précise la nature des équipements publics réalisés et identifie les bénéficiaires et gestionnaires des futurs équipements : au regard de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole sera bénéficiaire et gestionnaire des équipements publics, à l'exception des réseaux d'eau potable (Régie des Eaux), de gaz (GRT Gaz) et d'électricité (ENEDIS).

Le cout prévisionnel total HT du programme des équipements publics (hors acquisitions foncières) s'élève à 5 447 000 € HT dont 295 K€ de travaux de raccordement situés hors du périmètre de la ZAC. Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable à réaliser sous domaine public à l'extérieur du périmètre de la ZAC, le financement des extensions et renforcements des réseaux projetés sur la ZAC Charles Martel Extension sera pris en charge à 100 % par l'aménageur : les montants des participations de la ZAC ont été évalués par Montpellier Méditerranée Métropole à 155 252 euros HT pour la part afférente à l'eau potable (y compris frais d'étude et aléas). Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux.

Un projet de convention est à établir entre la Régie des Eaux et la SERM pour préciser les conditions de reversement des participations financières liées aux volets eau potable (renforcement du réseau situé avenue du Moulin en DN 250 Fonte sur 230 ml et extension de réseau sur 45 ml sous le futur giratoire d'accès à la ZAC d'activité), ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages.

Conformément à l'article L. 1331-7 du Code de la santé publique, la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Le montant des travaux d'assainissement réalisé dans le cadre de la ZAC est estimé à 341 000 euros HT. Le montant total de la PFAC calculée pour 44 300 m² de SDP de locaux d'activités s'établit à 417 749 euros d'après les taux en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Le montant des travaux à la charge de la ZAC étant inférieur à la PFAC estimée, une PFAC résiduelle d'un montant total de 76 749 euros, soit 19,25 % du montant total initial, sera perçue auprès de tous les pétitionnaires de permis de construire soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement collectif et intervenants dans le périmètre de la ZAC.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicités requises (affichage pendant un mois au siège de la Métropole, et en commune, avec une mention de cet affichage dans la presse).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- de dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture au public ;
- de dire que le taux de PFAC résiduelle appliqué dans le périmètre de la ZAC Charles Martel Extension s'élève à 19.25 % des taux de PFAC en vigueur à la date du recouvrement ;
- de dire que cette délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148207-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PEP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Pass numérique - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

A la lumière de la numérisation progressive de la société et des événements sanitaires actuels plus particulièrement, il apparaît de plus en plus qu'il n'est pas de ville numérique et intelligente sans réelle citoyenneté numérique pour ses citoyens.

On désigne par citoyenneté numérique la capacité de chacune et chacun à profiter pleinement des opportunités offertes par le numérique, ce grâce à un accès aux outils numériques ainsi qu'à une certaine autonomie d'usage. Elle repose sur deux piliers :

- l'inclusion : le numérique devient progressivement un facteur excluant pour les citoyens les plus fragiles. Avec la dématérialisation, notamment, de l'accès aux droits, le numérique bouscule l'accompagnement social et devient un sujet incontournable pour l'action sociale de la Métropole et l'ensemble des acteurs de la solidarité ;
- le pouvoir d'agir : la citoyenneté numérique inclut l'ensemble des publics et des structures du territoire, sans se limiter au sujet de l'inclusion. Il faut que chacun ait les aptitudes et la compréhension nécessaire afin d'engager des démarches, d'exercer ses droits et d'interagir avec les institutions.

On ne peut donc pas développer de services numériques sans pour autant ne pas envisager l'accompagnement nécessaire des populations. Une personne sur six en France n'utilise pas Internet et une personne sur trois manque de compétences numériques de base.

En projetant les ratios d'usage et d'inclusion numérique nationaux (40 % de la population selon une étude CREDOC de 2019), on obtient environ 155 000 personnes sur la Métropole qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des outils numériques

- 27 000 personnes (7%) ont besoin d'un accompagnement renforcé afin de réaliser les démarches en ligne « avec » l'usager ;
- 74 000 personnes (19%) ont des besoins de formation aux compétences numériques de base ;
- 54 000 personnes (14%) ont besoin d'un « coup de pouce » pour se rassurer quant à leurs usages numériques.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans l'établissement d'une stratégie en faveur de la citoyenneté numérique qui préfigure un schéma directeur d'inclusion numérique.

Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté à l'appel à projets « Pass numériques » et vient d'en être lauréat. L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires financera ainsi le projet de déploiement de PASS numérique permettant « l'accompagnement des citoyens à l'acquisition de nouvelles compétences numériques » à hauteur de 50% du montant global du projet qui s'élève à 120 000 euros.

Le dispositif de Pass numérique répond aux objectifs d'universalité, d'équité territoriale et de lutte contre les inégalités d'accès au numérique. Il offre à des publics vulnérables identifiés la possibilité d'accéder - dans des lieux préalablement qualifiés - à des services d'accompagnement numérique avec une prise en charge totale ou partielle par un tiers-payeur.

Le Pass Numérique est donc un dispositif qui permet aux collectivités territoriales d'organiser leur réseau de distribution de pass numériques auprès des publics éloignés du numérique, afin que ceux-ci puissent échanger leur Pass numériques contre des heures d'apprentissage, dans des lieux qualifiés.

Le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires entend contractualiser avec la Métropole pour ce soutien financier de l'Etat. La présente convention est conclue pour une durée maximale de 27 mois avec une fin de la mise en œuvre de l'action prévue le 31 décembre 2022 au plus tard.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de subventionnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148571-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant n°2 à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2019 un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants qui ont permis d'identifier 10 projets d'entreprises/associations susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité autour des thématiques suivantes : la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, les temps dans la ville...), l'IOT, le socle numérique, la culture, l'inclusion numérique, la valorisation de l'espace public....

Les projets sélectionnés sont accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation et font pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et développement avec la Métropole.

Le calendrier des expérimentations a été modifié en raison de la crise sanitaire. Après le premier confinement, un premier avenant a été signé par les lauréats pour prolonger l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2020. Eu égard le second confinement, il s'agit de prolonger à nouveau les conventions de recherche et développement avec les 10 lauréats pour leur permettre de mener à leur terme les expérimentations, et ce jusqu'au 30 juin 2021.

Les lauréats signataires d'une convention de recherche et développement avec Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- Mobilité :
 - Amaplace : Conciergerie connectée de quartier ;
 - VOP Galago : Solution technique de gestion de l'autopartage en péri-urbain ;
- Energie :
 - Shunny Shark : l'intelligente artificielle au service de l'optimisation énergétique des piscines publiques ;
- Espace public et inclusion numérique :
 - ESII : Plateforme de gestion de l'accueil du public hybride (présentiel et virtuel) ;
- Inclusion numérique :
 - Reconnect : Solution de cloud solidaire ;
- Environnement :
 - Compostons : Service de collecte et de compostage des bio déchets en centre-ville ;
- Internet des Objets (IOT) / Capteurs :
 - Cyleone : Système innovant de mesures environnementales de la qualité de l'air extérieur ;
- Environnement (bâtiments) /Socle numérique :
 - SITOWIE : Technologie de simulation de la dégradation des constructions ;
- Culture :
 - Re(compose et danse (ici) : Espaces publics, identité chorégraphique et expériences citoyennes ;
- Vivre en ville :
 - Les petits mandarins : Application ludique d'apprentissage des langues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des avenants n°2 aux conventions sur un programme de recherche et développement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mathilde BORNE.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2 à la convention RD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Délibération pour une attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet BNIF - Autorisation de signature

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet BNIF (BioNanoImaging Foundry) porté par l'Université de Montpellier.

Ce projet, très fortement multidisciplinaire, regroupe des chercheurs issus d'horizons variés (physiciens, électroniciens, chimistes, informaticiens, biologistes, agronomes, médecins, etc.), et présente une forte implication de partenaires privés (fabricants d'équipements et éditeurs de logiciels).

La plateforme proposera à la communauté scientifique académique ou privée, une offre aussi complète que possible d'innovations et de services en imagerie du vivant. La mutualisation des équipements lourds et des compétences sur la plateforme de services permettra de garantir une optimisation des moyens matériels et humains.

BNIF sera également complémentaire des plateformes biologiques d'imagerie cellulaire et moléculaire (MRI, PHIV et RHEM) organisées dans l'UMS BioCampus et dont elle sera le versant macroscopique. Elle s'articulera en outre avec les plateformes amont pour les études longitudinales in vivo d'animaux (RAM) et de végétaux (Agropolis International).

BNIF aura deux activités : d'une part, celle d'une plateforme de service en imagerie afin de répondre à une question biologique, d'autre part celle de démonstrateur, par le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies d'imagerie.

L'ambition de BNIF est de favoriser la recherche translationnelle, « de l'éprouvette au lit du patient, du spin à la plante », ce qui se traduira par un impact significatif en termes de développement économique et de création d'emplois. Les entreprises de biotechnologie, utilisatrices des services de BNIF, bénéficiant d'une large gamme de prestations et d'expertises de haut niveau, seront mieux à même de procéder au développement et à la validation de leur produit, ceci se traduisant par des gains substantiels en matière de compétitivité.

Les entreprises associées impliquées dans le développement de technologies d'imagerie trouveront sur BNIF un environnement intégré unique, apte à faciliter leur R&D et à raccourcir leur cycle de validation. Elles bénéficieront également d'une visibilité accrue auprès des utilisateurs et des partenaires de BNIF. Ainsi, en améliorant la compétitivité et les capacités d'innovations des entreprises et en favorisant les transferts technologiques, BNIF contribuera de manière indéniable à la création de valeurs et d'emplois et par là-même au renforcement de l'attractivité du territoire.

La plateforme BNIF agit en prestataire auprès des laboratoires de recherches. Elle propose ainsi des services de pointe à la recherche métropolitaine. Les méthodes d'imageries utilisées permettent la réduction du nombre de manipulation concernant les animaux (rats, souris, microcèbe) et contribuent à l'avancée de recherches en santé (maladie d'Alzheimer, restauration de l'audition...). L'obtention de la norme « CE A2-SPF animal housing » et les protocoles qui en découlent, autorisent aux animaux, qui sont anesthésiés lors des prises d'images, de retourner ensuite dans leur environnement de stabulation au sein des centres de recherches. Les prises d'images peuvent être ainsi répétées au fil des expérimentations. En conséquence, les recherches nécessitent moins d'animaux et moins de transferts d'animaux.

Ce projet de recherche, suivi depuis 2015, fait partie de l'écosystème Santé Montpellierain et intègre la dynamique Med Vallée que Montpellier Méditerranée Métropole engage.

En 2017, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet BNIF s'élevait à 200 000 € pour un coût global de 2 006 000 € d'acquisition d'équipements. La Région contribuant à hauteur de 411 000 €, l'Etat 200 000 €, le FEDER 656 000 € et autres financements 538 000 €.

En 2019, il a été attribué un second financement de 200 000 € pour l'acquisition d'équipements scientifiques complémentaires dont 60 000€ ont été payés en 2019, le solde de 140 000 € restant à affecter.

En 2020, il conviendrait de clôturer cette opération dans le cadre du CPER 2015-2020 en versant une dernière subvention de 140 000 €. Toutefois, du fait de la crise sanitaire, du retard a été pris dans pour la réalisation des derniers investissements La livraison définitive des équipements est prévue dans le courant du premier trimestre 2021. Il est proposé de prendre un avenant n°2 à la convention de financement du projet BNIF couvrant l'année 2021 qui permettra de clôturer le projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 140 000 € pour le projet BNIF ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 de la convention permettant de clôturer ce projet en 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet avenant n2 3M UM - BNIF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°3 à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'État début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé. Ce sont ainsi 8,3 M€ de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation. Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local - FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole. Le projet REDSAIM, porté par l'Université de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le développement des maladies infectieuses à l'échelle mondiale rend aujourd'hui indispensable la mise en place de nouveaux moyens de prévention et la découverte de nouvelles molécules thérapeutiques. Les infrastructures de confinement contrôlées permettant la manipulation des agents infectieux en laboratoire et sur des animaux modèles sont un maillon clé de la chaîne de création d'anti-infectieux.

REDSAIM a pour objet de reconfigurer la structure A3/L3 (Animalerie/Laboratoire de niveau 3 de confinement) de l'Université de Montpellier et d'augmenter les prestations de la plateforme CEMIPAI (Centre d'études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuses) afin de les intégrer dans la structuration d'un réseau montpellierain pour le développement de solutions préventives ou thérapeutiques contre les agents infectieux. Pour répondre à la demande d'établissements et d'industriels, cette reconfiguration proposera deux niveaux de confinements de contraintes différentes : un niveau A3/L3 et un niveau A2/L2 (Animalerie/Laboratoire de niveau 2 de confinement) dont l'offre sur Montpellier est actuellement très insuffisante.

Ce projet est conforme à la réglementation en vigueur sur l'expérimentation animale avec notamment les agréments adéquats délivrés par la Direction Départementale de la Protection des Populations, services expérimentation animale et faune sauvage captive. Par ailleurs une Structure du Bien-Etre animal (SBEA), structure réglementaire chargée du bien-être animal, a bien été mise en place et a publié un livret du bien-être animal, qui sert de référentiel au personnel concerné. Enfin, la limitation de l'utilisation des animaux se fait autant que possible dans le cadre des protocoles de recherche.

Ce projet est co-financé par l'Etat (858 000 €) et Montpellier Méditerranée Métropole (322 000 €) dans le cadre de ce Pacte Métropolitain d'Innovation. Il est également co-financé par des fonds FEDER (700 000 €), via la Région Occitanie.

Dans ce cadre, une convention de financement a été signée en mai 2017. Cette convention a été prolongée à 2 reprises (avenant n°1 et n°2 pour se caler sur le calendrier d'avancement du projet, l'avenant n°2 ayant prolongé la convention de financement du projet jusqu'au 31 décembre 2020).

Du retard a été pris à cause de la crise sanitaire ce qui mènerait à une livraison définitive des équipements prévus dans le projet à la fin du 1er trimestre 2021. Aussi il est proposé de prendre un avenant n°3 à la convention de financement du projet REDSAIM couvrant l'année 2021. Il est sans incidence financière.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation, la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 322 000 €, conformément à la délibération n°14289 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016 relatif à la signature du Pacte Métropolitain d'Innovation et à la délibération n°14521 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 relatif à la signature de l'avenant au pacte, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 3 570 000 € TTC et une assiette éligible de 2 308 380 € TTC, cet avenant n°3 à la convention de financement se substitue donc à cette dernière et à son avenant n°2 conclu en mars 2019 dans

ses effets pour l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention d'attribution de subvention ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-147504-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n°3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Corum - Palais des Congrès - Opéra - Zénith Sud - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire à l'exercice 2019 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération en date du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SAEML Enjoy Montpellier, devenue Montpellier Events l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2009. Cette délégation a été prolongée d'un an par délibération en date du 3 décembre 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP d'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 10 décembre 2020 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Comptes en date du 8 décembre 2020.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public relatif aux équipements que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le délégataire est la société MONTPELLIER EVENTS, SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole est présidente et actionnaire à 35.54%, au côté de la Région Occitanie ainsi que de la ville de Montpellier.

La délégation s'étend du 01/01/2009 au 31/12/2019, soit une durée d'exploitation de 11 ans.

L'exercice 2019 est donc le dernier exercice du contrat de délégation de service public qui avait été prolongé d'un an par avenant n° M2018-629 du 3 décembre 2018 afin de conduire valablement la procédure de renouvellement du contrat par Montpellier Méditerranée Métropole.

Une nouvelle délégation de service public a été signée avec la SAEML, par délibération M2019-714 en date du 18 décembre 2019. Elle s'étend du 01/01/2020 au 31/12/2027, soit une durée d'exploitation de 8 ans.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Avec 303 sessions et 431 179 participants, l'année 2019 s'est montrée en léger retrait par rapport à 2018 respectivement de -1 session et -6 537 participants.

Le Corum avec 241 sessions, représente 80% des sessions et 65% des participants.

Le nombre de manifestations, comme le nombre de participants sont stables par rapport à 2018, mais la répartition par marché est différente :

- Le marché du MICE (Meetings, Incentives, Congress, Events) affiche une hausse de 11.9% en terme d'évènements mais une légère baisse des participants avec -1.2% ; des congrès exceptionnelles et importants en terme de fréquentation ont eu lieu au cours de l'été 2018, période d'habitude très basse, la hausse du nombre d'évènements en 2019 n'a pas permis d'égaliser la fréquentation 2018.
- Le marché du spectacle affiche une baisse de -9.2% compensé par une légère hausse des participants de 1.1%. Les spectacles des associations culturelles accueillies (OONMO, Festival Radio France, Montpellier Danse) concernent 37% des sessions.

De ce fait, le chiffre d'affaires du Corum reste stable. Le taux d'occupation de l'équipement reste relativement stable avec 34.8%

Le Zénith Sud avec 62 manifestations reste stable. Il représente 20% des évènements mais 36% des participants.

Principalement à vocation de spectacles (93.5%), 4 manifestations MICE se sont également tenues au Zénith Sud en 2019 (-2 / 2018). Les spectacles ont augmenté tant en nombre de sessions que de participants. Malgré cela le chiffre d'affaires est en baisse. Le taux d'occupation du Zénith Sud s'élève à 25%.

2) L'organisation et la qualité du service public

L'effectif de la société est de 54.25 ETP.

L'année 2019 a été une année de transition pour le délégataire, avec le passage de la gestion de deux délégations de service public pour la gestion de quatre équipements, dont ceux de la Région Occitanie, à une seule convention gérant deux équipements métropolitains ; l'arrivée de la nouvelle direction de Montpellier Events et des modifications d'organigramme.

Les équipements Corum et Zénith Sud, ont de très bon retour auprès des visiteurs et des organisateurs qui apprécient le professionnalisme des équipes, la situation géographique ainsi que la capacité d'accueil. La modernisation des espaces, les tarifs et la sortie du parking du Zénith Sud restent les principaux points d'amélioration attendus.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : tri sélectif des déchets, dématérialisation, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat eco-responsable, ...

3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Les devis clients devant être envoyés plusieurs mois avant les dates prévues des manifestations, les tarifs d'une année considérée doivent impérativement être établis deux années civiles auparavant. Au 1er janvier de chaque année sont donc déterminés les tarifs applicables à l'année N+2 selon une formule d'indexation inscrite au contrat.

La grille tarifaire a été revue en 2014 afin d'inclure une modulation permettant une plus grande variété de prix adaptée à tous les besoins avec un positionnement sur l'ensemble des segments de marché et une activité de tourisme d'affaires mieux répartie dans l'année.

Les tarifs pour l'exercice 2019 ainsi que celui de 2020, ont été définis lors de la délibération M2020-629 du 3 décembre 2018 et restent conforme aux dispositions du contrat de DSP, avec une évolution de 1.65% par rapport aux tarifs 2018.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 12 520 K€, soit +1.2%, +149 K€ par rapport à l'exercice 2018. Ils se composent principalement des recettes du Corum (87.6%) mais également de celles du Zénith Sud (12.4%). Le marché du MICE représente 47% du chiffre d'affaires avec 5 914 K€. Stable par rapport à 2018, ces recettes concernent principalement le Corum pour 97%.

Le marché des spectacles, 1 550 K€, en hausse de 3% représente 12% du chiffre d'affaires dont 70% au Zénith Sud.

A cela s'ajoutent les recettes liées à l'accueil des associations culturelles, qui représentent 32.8% des produits d'exploitation ; ainsi que 477 K€ de recettes liées aux réservations de la ville de Montpellier.

Pour finir 421 K€ proviennent des activités accessoires (bar, brasserie) et du parking du Corum en subdélégation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 11 647 K€, en hausse de 3.9% par rapport à 2018. Elles se composent pour 32% des frais de personnels (3 729 K€) et 30% de sous-traitance générale (3 518 K€) ; pour 11% de la redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole (1 320 K€) ; pour 7% des autres achats et charges externes ; 6.7% de charges liées aux fluides ; 3.1% de frais d'entretien et réparation.

Des redevances pour un total de 1 320 K€ sont versées à la métropole soit 10.9% du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice 2019, le résultat net s'affiche à hauteur de 772 K€, soit -2.9%, -23 K€ par rapport à 2018.

Ce résultat prend en compte 250K€ de participation versée aux salariés, il s'agit de la première année de versement conformément à l'accord d'entreprise.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 300 K€ par an soit 3 300 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 566 K€ de dépenses sur la dernière année du contrat pour des équipements techniques (398K€), des équipements scéniques (165 K€) et du bâtiment. Les dépenses sur la durée totale du contrat se sont élevées à hauteur de 3 510 K€ (83% Corum ; 17% Zénith Sud), au-delà de l'engagement contractuel.

Le programme prévisionnel d'investissements en biens de retour fait état d'1.5 M€ sur la totalité du contrat.

En cumulées, les dépenses d'investissements s'élèvent à 1 385 K€ (69% Corum et 31% Zénith Sud) soit 93% de réalisation du plan prévisionnel.

Les biens de reprise s'élèvent à 1 127 K€ principalement du matériel informatique du siège (répartis à 50% sur les deux DSP de 2009 à 2018)

Il n'y a pas eu de dépenses d'investissements en biens de retour en 2019, seulement 41 K€ de matériel informatique en biens de reprise.

IV) Conclusion et perspectives

L'année 2019 a vu le contrat de DSP se prolonger d'un an afin de permettre la mise en œuvre de la procédure de renouvellement de la DSP. Cette dernière année de contrat a été également marqué en termes d'organisation pour les équipes du délégataire par la scission de la gestion des équipements de la Région Occitanie et par l'arrivée d'une nouvelle direction générale en juin.

En 2019, l'activité s'est globalement stabilisée avec l'affichage d'un bénéfice de 772 K€ en légère diminution. Des comités techniques entre les services de Montpellier Méditerranée Métropole et de Montpellier Events se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

Une nouvelle DSP pour une durée de 8 ans est mise en œuvre au 1^{er} janvier 2020 avec le même délégataire. Les objectifs contractuels sont de 225 sessions en moyenne pour un CA annuel moyen de 12.2 M€ et des redevances versées à la Métropole de 500 K€ en moyenne. De nombreux investissements sont prévus à hauteur de 6 M€ sur la durée du contrat et 351 K€ par an d'opérations de GER.

Cependant l'année 2020 est fortement marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. La fragilité du secteur entraîne l'absence de visibilité pour les deux prochaines années, compte tenu des délais de programmation et d'organisation. Les différents impacts sur l'attractivité des équipements et les équilibres économiques risquent de perdurer au-delà de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2021, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Global Food Security

L'association Agropolis International, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Eric FARGEAS, organise une manifestation en ligne intitulée « Global Food Security ».

Cette conférence internationale vise à rassembler la communauté scientifique autour des questions de la sécurité alimentaire. En vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, cette manifestation offre une occasion majeure de mobilisation des communautés scientifiques et de structuration de leur contribution à la préparation du sommet.

Environ 500 participants, dont des chercheurs et des étudiants, sont attendus.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Symposium Métropoles du Sud 2021

L'association Métropoles du Sud, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Coline GIARDI, organisera le 15 janvier 2021, à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, une manifestation intitulée « Symposium Métropoles du Sud 2021 ».

Ce symposium organisé depuis 12 ans, est suivi par les étudiants de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM), des architectes et des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme. La thématique abordée vise à interroger la question des métropoles contemporaines. Son objectif est de définir la localité, comme valeur d'ancrage dans les villes relevant des dynamiques métropolitaines. Cette recherche s'appuie sur l'hypothèse que reconnaître et valoriser cette spécificité est un levier d'ancrage dans un territoire.

Environ 150 participants, des intervenants de renommée européenne et internationale, sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Symposium Brin de Forêt : Forêts vierges : mythe ou réalité ?

L'association Brin de Forêt, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Charlotte GUICHARD, organisera le 18 janvier 2021, à l'Institut Botanique de Montpellier, une manifestation intitulée « Symposium Brin de Forêt 2021 ».

Ce colloque réunit à la fois le grand public montpelliérain et les professionnels de l'écologie afin de promouvoir la diffusion des savoirs relatifs à l'écologie et amener une réflexion sur la place des sociétés humaines au sein des écosystèmes à travers le monde. Suite au cycle de conférences, une table ronde apportera de nouvelles pistes de réflexions sur les stratégies actuelles de gestion de l'environnement et plus particulièrement des écosystèmes forestiers.

Environ 150 participants dont des chercheurs, des professionnels de l'écologie et des étudiants de nationalité française sont attendus.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

39^{ème} Congrès annuel de l'ADARPEF

L'association des Anesthésistes Réanimateurs Pédiatriques d'Expression Française (ADARPEF), sous l'autorité de sa Directrice Associée, Madame Mathilde DE QUEIROZ, organisera du 20 au 21 mars 2021 au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 39^{ème} Congrès de l'ADARPEF ».

Ce congrès a pour but de réunir des médecins venant de toute la France ainsi que certains pays francophones comme la Suisse, le Canada, la Belgique et l'Afrique, afin d'échanger sur leurs pratiques quotidiennes. Le CHU de Montpellier sera fortement présent avec une intervention du directeur.

Environ 200 participants, dont des médecins et chercheurs, sont attendus.

Une subvention de 2 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

35^{ème} Congrès National du SNES-FSU

Le Syndicat National des Enseignements de Second degré (SNES), sous l'autorité de sa Trésorière académique, Madame Mireille GUIBBERT, organisera du 29 mars au 02 avril 2021 au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 35^{ème} Congrès National du SNES-FSU ».

Ce congrès sera l'occasion d'échanger sur les valeurs portées par le syndicat, les annonces gouvernementales et la crise sanitaire.

Environ 600 participants dont des professionnels de l'éducation, des professeurs et instituteurs sont attendus.

Une subvention de 15 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

8^{ème} Congrès International de la Division Européenne de la Fédération Mondiale de Médecine Dentaire Laser

L'International New Technology Institute, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard REY, organisera du 27 au 29 mai 2021, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 8^{ème} Congrès International de la Division Européenne de la Fédération Mondiale de Médecine Dentaire Laser (WFLD) ».

Ce congrès a pour but de réunir les professionnels de ce domaine pour échanger sur les pratiques de la médecine dentaire laser.

Environ 500 participants, dont des chirurgiens dentaires, des chercheurs, des étudiants et des intervenants de renommée internationale, sont attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

1^{er} Congrès Francophone de Musicothérapie

La Fédération Française de Musicothérapie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mikaël GENGUELOU, organisera du 24 au 25 juin 2021, à l'Université Paul Valéry 3 de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès Francophone de Musicothérapie ».

L'organisation du Congrès Francophone de Musicothérapie est une première pour la Fédération Française de Musicothérapie. Elle traduit la demande forte des acteurs de la profession de pouvoir échanger entre eux et avec les autres professionnels de santé. Ce congrès est une occasion de faire rayonner le savoir-faire de Montpellier et de mettre en avant le leadership de la Métropole concernant l'intégration de cette discipline dans les structures médico-sociales.

Environ 250 participants, dont des musicothérapeutes professionnels, des chercheurs et des étudiants venant de France, Belgique, Canada, Liban, Suisse, et Tunisie sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

52^{ème} Congrès International Francophone de Médecine Légale

L'association de Médecine Légale et de Toxicologie Clinique de Montpellier, sous l'autorité de son Président le Professeur Éric BACCINO, organisera du 28 juin au 2 juillet 2021, à la Faculté de médecine et sur le Campus Arnaud de Villeneuve de Montpellier, une manifestation intitulée « 52^{ème} Congrès International Francophone de Médecine Légale ».

Ce congrès international annuel est le seul organisé dans la francophonie concernant l'ensemble des professionnels en lien avec les thématiques de la médecine légale.

Cette édition amènera une réflexion sur certaines zones frontalières, marginales, voire méconnues de cette spécialité. Il sera question également de développer les thématiques actuelles comme les personnes âgées victimes de maltraitance, les migrants, la thanatologie, la démographie médicale et l'absence de textes réglementaires concernant les autopsies.

Environ 500 participants dont des professionnels de la médecine légale, des étudiants et des magistrats sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149432-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Métropoles du Sud
- Convention Brin de Forêt
- Convention ADARPEF
- Convention WFLD
- Convention Musicothérapie
- Convention Médecine Légale
- Convention SNES - FSU
- Convention Agropolis GFS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Association Occitanie Europe - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'association Occitanie Europe, a été créée afin d'affirmer la place de la Région Occitanie et de ses collectivités adhérentes au sein de l'espace européen et de promouvoir au plan européen l'ensemble des intérêts régionaux. Elle a pour objet de représenter la région Occitanie auprès de l'Union européenne, notamment à travers un bureau de représentation situé à Bruxelles qui a plusieurs vocations :

- optimiser la captation de financements européens liés aux politiques sectorielles de la Commission européenne ;
- contribuer à la promotion des politiques et des actions menées par ses membres auprès des Institutions et organes européens ;
- favoriser une participation des membres au processus décisionnel bruxellois à travers un dialogue constant avec les représentants des institutions et organes européens ;
- assurer une dimension européenne à des projets stratégiques pour le territoire régional et les membres de l'association.

L'association Occitanie Europe regroupe aujourd'hui vingt membres : la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, les Conseils départementaux de l'Ariège, de l'Aude, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, de l'Hérault, du Lot, du Tarn, du Tarn et Garonne, Toulouse Métropole, la Communauté d'Agglomération du SICOVAL, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération d'Alès, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Occitanie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la COMUE Languedoc-Roussillon Universités et l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole est justifiée par l'activité menée par la collectivité depuis de nombreuses années au niveau européen. Elle concerne de nombreuses actions portées par la collectivité et financées dans le cadre des fonds structurels européens (FSE, FEDER, FEADER) : BIC de Montpellier, Programmes de luttes contre les inondations (PAPI), mesure agri environnementales...

Par ailleurs des actions font l'objet de réponse à des appels à projets européens, comme par exemple en 2020 :

- la réponse à l'appel à projets Life – outil financier de la commission européenne pour les projets innovants dans le cadre de l'environnement et du climat – avec le projet « Recycled Water for Life » dont l'objectif est de limiter les prélèvements d'eau douce naturelle en rendant viable un projet de réutilisation d'eaux usées traitées (REUT). Ce projet est lauréat de la 1^{ère} étape de sélection ;
- le projet MH2 Montpellier Horizon Hydrogène. Il consiste en la production d'hydrogène à partir d'énergie photovoltaïque, en vue d'alimenter des bus de nouvelle génération. Ce projet a été déposé à l'appel à projets CEF (Connecting Europe Facility – Mécanisme d'interconnexion en Europe) Transport Blending Facility.

Au vu de l'accroissement de l'activité de la collectivité dans le domaine des relations européennes et de la mobilisation des financements pour conduire des projets innovants et diffuser nos compétences, il devient nécessaire qu'elle s'entoure de toutes les compétences requises.

Pour répondre à ces multiples enjeux, les services rendus par l'équipe « Occitanie Europe » se structurent autour de quatre axes :

- une diffusion de l'information sur les appels à projet et possibilité d'aides financières pour nos projets ;
- une interaction avec les institutions européennes et les acteurs du processus décisionnel bruxellois ;
- un accompagnement ciblé ;
- la promotion et la visibilité des politiques que nous conduisons.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole adhérer à Occitanie Europe c'est :

- accéder aux réseaux européen développés par l'antenne à Bruxelles, notamment en rencontrant les différents membres ;
- rencontrer des partenaires européens, associer, mutualiser les diverses compétences en vue de réponses communes aux appels à projets européens ;
- bénéficier de l'expertise technique de la Commission et des réseaux, faire du lobbying.

La cotisation annuelle pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 20 000 € par an.

Il est par ailleurs proposé de désigner deux personnes, un titulaire et un suppléant, élus ou techniciens, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose les candidatures de Madame Clare HART en qualité de titulaire et Monsieur Frédéric LAFFORGUE en tant que suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie Europe ;
- d'acquitter le montant de la cotisation annuelle s'élevant à 20 000 € ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- de désigner Madame Clare HART en qualité de titulaire et Monsieur Frédéric LAFFORGUE en tant que suppléant pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole, au sein de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-147073-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- statut Occitanie Europe
- services rendus Occitanie Europe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Association Occitanie Coopération - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans diverses actions de solidarité internationale depuis de nombreuses années : c'est un vecteur de son développement territorial et elle participe de ce fait à l'atteinte de l'équilibre mondial par le respect des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par les États membres des Nations unies en septembre 2015.

Les projets relatifs à l'eau et à l'agriculture sont au cœur des préoccupations et plusieurs missions répondant aux enjeux de développement du territoire ont été menées, telles que le « *projet eau potable pour Kiffa en Mauritanie* » actuellement en cours d'instruction auprès de l'AFD (Agence Française de Développement) ou la mise en place du programme « *Partenariat de coopération décentralisée entre la Métropole de Montpellier (France) et le Conseil départemental de Rufisque (Sénégal)* », projet lauréat de l'appel à projets franco-sénégalais du Ministère des Affaires Étrangères.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et préciser son engagement à l'international en s'appuyant sur l'association Occitanie Coopération.

En sa qualité de réseau régional multi-acteur des coopérations et des solidarités internationales Occitanie Coopération a pour vocation de :

- assurer un rôle d'observatoire régional des coopérations et des solidarités internationales ;
- optimiser les pratiques et œuvrer à la qualité des actions menées par accompagnement rapproché auprès des porteurs de projets, la mise en place de formations, la diffusion de l'information et la valorisation des actions ;
- mettre en lien et favoriser les synergies : organisation de rencontres et de temps de concertation, mise en relation, mise en place de dynamiques de territoire ;
- concourir à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale par une sensibilisation la plus large possible sur les enjeux du développement, la promotion de l'engagement citoyen et solidaire, le développement de la mobilité des jeunes ;
- contribuer à l'émergence de stratégies régionales en matière de coopération et de solidarité internationales ;
- assurer l'interface entre le ministère des affaires étrangères et du développement international et les acteurs régionaux.

Occitanie Coopération déploie ses missions en lien étroit avec les collectivités territoriales et établissements publics qu'elle accompagne dans leur réflexion et la mise en œuvre de leurs projets de coopération ou de solidarité internationale.

Le réseau compte à ce jour 180 structures adhérentes réparties au sein de trois collèges de représentation : collectivités et établissements publics, structures à but non lucratif et acteurs économiques.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à cette structure en qualité de collectivité locale.

La cotisation annuelle est calculée, pour les collectivités de plus de 500 habitants, sur une base forfaitaire de 150 € à laquelle s'ajoute 1 centime d'euro multiplié par le nombre d'habitants. Ce montant est toutefois plafonné à 1 500 €, soit 1 500 € par an pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est par ailleurs proposé de désigner deux personnes, un titulaire et un suppléant, élus ou techniciens, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix.

Monsieur le Président propose les candidatures de Madame Clare HART en qualité de titulaire, et de Madame Catherine RIBOT en tant que suppléante.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association « Occitanie Coopération » pour l'année 2021 ;
- d'acquitter le montant de la cotisation annuelle s'élevant 1 500 € ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- de désigner Madame Clare HART en qualité de titulaire, et de Madame Catherine RIBOT en tant que suppléante, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-146613-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- formulaire d'adhésion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Relations Internationales - Affectation de subventions 2020 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre du budget primitif 2020 et pour soutenir les actions de structures œuvrant dans le domaine de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole et plus particulièrement en matière d'attractivité du territoire et de sa politique d'internationalisation, il est proposé l'affectation des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Code Association	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	20 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	5 000 €
6666	GEMINI WAY	6 000 €
	TOTAL	31 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation de subventions à des associations telles que décrites ci-dessus ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-146518-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement métropole 2020.pdf
- Convention subvention inférieure ou égale à 5 000 € 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Cycles de l'eau - Mise à l'étude du choix du mode de gestion de l'assainissement - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence assainissement collectif dans le cadre de trois contrats de délégation de service public (DSP) dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2021 :

- l'exploitation de la station d'épuration de MAERA qui traite les effluents de 19 communes (14 de la Métropole et 5 autres communes du bassin versant), dont le contrat de DSP est confié à VEOLIA EAU ;
- l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées du bassin versant de la station d'épuration MAERA, déléguée à la société VEOLIA Eau ;
- l'exploitation du réseau des secteurs Est et Ouest, raccordés à 12 stations d'épuration, déléguée à la société AQUALTER.

Ces 3 délégations de service public ont pris effet au 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une réflexion sur le mode de gestion du service de l'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2023. Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que cette réflexion globale (technique, financière, organisationnelle...) aboutisse à la mise en place, dans un contexte budgétaire contraint, d'une organisation cohérente et efficiente des services rendus.

Les collectivités territoriales et leurs groupements disposent, du fait du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, de la liberté du choix du mode de gestion pour exploiter leurs services publics.

Ainsi, pour exploiter un service public, Montpellier Méditerranée Métropole peut recourir à différents modes de gestion dont l'opportunité peut être appréciée au regard de différents critères notamment le niveau de contrôle de la puissance publique et de portage du risque d'exploitation, les besoins de mutualisation des moyens (humains, techniques et financiers), les capacités de portage financier mais aussi au regard des objectifs spécifiques définis par la Métropole.

Dans le cadre de cette réflexion, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les enjeux de son service de demain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que le prochain mode de gestion permette :

- une plus large gestion démocratique,
- une gestion optimisée des investissements,
- une gestion écologique et solidaire prenant en compte les enjeux climatiques,
- une gestion financière simplifiée.

Le mode de gestion retenu devra, en outre, permettre de mettre en œuvre les travaux de modernisation et d'extension de la station de MAERA afin de faire face, à brève échéance, à des obligations réglementaires.

Dans le cadre de cette analyse, Montpellier Méditerranée Métropole a également souhaité s'interroger de manière plus large sur une gestion intégrée du cycle de l'eau dans son ensemble prenant en compte un manque constaté de mutualisation entre la gestion du petit cycle de l'eau, la gestion du pluvial et des milieux aquatiques appartenant au grand cycle de l'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi avoir une vision globale du cycle de l'eau afin d'élaborer une politique cohérente et volontariste pour la préservation des ressources en eau et de la qualité du milieu naturel voir de la gestion du milieu aquatiques désormais dévolues à la Métropole.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité dans son analyse avoir un point d'attention sur la gestion du personnel tant pour ce qui concerne le devenir du personnel des délégataires actuels que de l'organisation de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole.

Ainsi une analyse comparative a été réalisée sur des scénarios qui, à des degrés divers, répondent aux objectifs poursuivis.

Trois scénarii ont ainsi été analysés de façon approfondie :

- La création d'une Régie unique eau potable et assainissement collectif ;
- Une solution mixte avec gestion en régie pour la station Maera au travers d'un marché global de performance (MGP) et d'une concession de service sur le reste du service assainissement ;
- La création d'une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP).

La gestion et l'approvisionnement en eau étant gérés depuis 2014 par la Régie publique des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît que son élargissement à l'assainissement collectif pourrait constituer une solution naturelle et pertinente, nécessitant d'être approfondie. Parallèlement à cette régie, un MGP serait lancé début 2021 pour profondément rénover la Station MAERA

Ce schéma nécessite un complément d'études sur au moins trois aspects :

- les conditions d'articulation de l'exploitation d'un côté de la station de Maera en MGP et de l'autre des réseaux de collecte en régie, du fait de la nécessité de pouvoir gérer de manière dynamique l'ensemble fonctionnel collecte + traitement
- les conditions d'articulation des stratégies et des travaux liés au réseau d'assainissement pluvial d'un côté (compétence 3M) et au réseau d'assainissement des eaux usées de l'autre (future compétence Régie), du fait des nombreuses adhérences entre les 2 systèmes de collecte
- la définition du périmètre exact d'activités de la future régie au regard des compétences qui resteront à la Métropole, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés.

Comme l'exigent les textes, cette affaire a déjà fait l'objet d'un premier examen en Comité Technique (CT) le 4 décembre 2020, et en Commission Consultative des Services Publics Locaux le 10 décembre 2020.

Ces deux instances seront à nouveau saisies pour avis sur la base de ces nouveaux éléments, préalablement à la délibération du Conseil de Métropole qui arrêtera le dispositif final.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'engager une étude des conséquences économiques, techniques, financières et démocratiques d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif, afin que le Conseil de Métropole se prononce définitivement dans les trois mois à compter de cette délibération sur le mode de gestion de l'assainissement collectif à partir du 1^{er} janvier 2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150210-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport sur le choix du mode de gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Cycles de l'eau - Station de traitement des eaux usées MAERA - Mise à jour du programme des travaux de modernisation et de l'enveloppe financière affectée - Marché Global de Performances - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La station de traitement des eaux usées Maera traite aujourd'hui les effluents de 19 communes dont 14 communes appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole (Castelnau-Le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-Le-Lez, Saint Jean de Vedas, Vendargues) et 5 communes hors Métropole (Saint-Aunes, Mauguio-Carnon et Palavas-les-Flots de la communauté d'agglomération du Pays de l'Or, et Assas, et Teyran de la Communauté d'agglomération du Grand Pic Saint Loup).

Elle dispose d'une capacité de 130 000 m³/j pour 470 000 EH. Depuis quelques années, la capacité hydraulique de la station est régulièrement dépassée et les charges en entrée de station sont proches de la capacité nominale. Sur la base de ce constat, de la prise en compte des réglementations récentes, mais aussi de sa volonté de poursuivre la protection des milieux naturels (Lez, étang, mer Méditerranée), Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans un projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera.

Par délibération n°12433 du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé le principe d'extension et d'adaptation de la station de traitement des eaux usées Maera puis par délibération n° 14828 du 26 juillet 2017 le programme des travaux de cette modernisation.

Les études techniques, environnementales et réglementaires réalisées depuis 2015 ont abouti, après une enquête publique en 2019, à l'obtention en avril 2020 de l'arrêté d'autorisation préfectorale n°DREAL/DMMC-34-2020-002 portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement concernant le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées sur la commune de Lattes.

Parallèlement, une déclaration sans suite de la procédure d'appel d'offres relatif au marché global de performances lancée en mai 2018, a été actée par décision n°MD2019-1211 du 3 décembre 2019. A la suite de cette décision, des études complémentaires ont été réalisées afin de donner au programme de modernisation de Maera une ambition supérieure en termes de protection des milieux naturels et de développement durable.

Ainsi, le projet de modernisation modifié prévoit un dimensionnement de la station Maera à horizon 2040 qui prend en compte :

- la collecte et le traitement d'un volume journalier correspondant à une pluie théorique bimestrielle (pluie de période de retour 2 mois), visant à réduire le nombre de déversements au Lez par temps de pluie (diminution de 50 à 75% du nombre de déversements selon les années), le projet initial prévoyait la prise en charge d'une pluie mensuelle ;
- les perspectives de croissance à horizon 2040 des communes raccordées : aucun élargissement du périmètre n'est prévu, il s'agit juste de faire face à l'augmentation des populations des communes déjà raccordées à MAERA, conformément au projet initial ;
- l'amélioration des niveaux de traitement afin de préserver les milieux naturels principaux, le Lez et la mer, conformément au projet initial ;
- la création d'une station à énergie positive, c'est-à-dire qui produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme grâce à la production combinée d'électricité, biogaz naturel et chaleur.

Pour y répondre, la capacité de la station sera portée à 215 000 m³/j pour 695 000 EH (contre 175 000 m³/j et 660 000 EH dans le projet initial). Ces valeurs sont des valeurs maximales intégrant l'horizon 2040. L'augmentation du débit d'entrée et de charge polluante reçue sont en lien avec l'augmentation des volumes d'eaux de pluie et de ruissellement reçues chargées en pollution et non une augmentation de la population raccordée.

Les débits admis en entrée vont passer de 4 à 7 m³/s maximum avec l'utilisation des bassins de stockage existants, d'un volume de 25 000 m³, et la création d'un bassin d'orage supplémentaire de 10 000 m³, permettant également de contenir les eaux plus importantes reçues par temps de pluie qui seront stockées avant d'être restituées sur la filière de traitement.

La filière de traitement des eaux usées sera doublée, passage de 1,5 m³/s d'eau traitée à 3 m³/s en pointe avec un niveau de rejet amélioré sur les paramètres DBO₅, DCO et MES.

Comme pour le projet initial, le projet modifié prévoit l'augmentation du débit transitant dans l'émissaire jusqu'à 4 m³/s maximum en pointe pour un rejet des eaux usées traitées à plus de 11 km en mer et à plus de 30 mètres de profondeur. En moyenne, ce débit de rejet sera plutôt de l'ordre de 1,8 m³/s, et se verra réduit du débit destiné aux usages de réutilisation des eaux usées mis en œuvre. L'amélioration des performances épuratoires de MAERA concomitante à son augmentation de capacité permettra de maintenir les flux maximums de pollution résiduelle rejetée en mer au niveau actuel.

Au travers de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage aussi dans une politique volontariste en matière de développement durable. Ainsi, au-delà de l'objectif annoncé dès le projet initial, de station à énergie positive, le projet modifié prévoit :

- la réutilisation des eaux usées traitées au-delà des seuls usages internes prévus dans le projet initial. Ainsi, le nouveau programme intègre la valorisation des eaux usées traitées pour des usages agricoles à proximité de la station et pour des usages divers interne et externe (fourniture d'eaux usées traitées pour l'arrosage de blé, d'oliveraies, cultures de blé ou d'orge..., arrosage d'espaces verts,...) ;
- l'installation d'un pilote de traitement des micropolluants permettant d'étudier les technologies les plus performantes et les mieux adaptées aux effluents du système Maera ;
- l'installation d'un pilote de méthanation. L'épuration du biogaz, issu de la digestion des boues et prévue dans le projet initial, produit du biométhane mais également du CO₂ qui pourrait être valorisé. La méthanation est un procédé qui valorise le CO₂ en l'associant à de l'hydrogène afin de créer du méthane de synthèse.

Le projet modifié conserve les modalités du projet initial en matière de traitement et de valorisation des boues et maintient l'objectif « zéro nuisances ».

Le montant des travaux a été réévalué à 145 M€ HT afin de prendre en compte, d'une part l'augmentation générale constatée depuis 3 ans, à l'échelle de l'ensemble du territoire français, de ce type d'appel d'offres (+ 15% à 20%) et d'autre part les modifications apportées au programme de travaux (+ 15 M€ HT).

Pour réaliser ces travaux, il est proposé, comme cela avait été délibéré en 2017, de recourir à une procédure globale (Marché Global de Performances) permettant de mener conjointement la conception, la réalisation mais également l'exploitation et la maintenance de la station.

Le nouveau planning de l'opération prévoit le lancement de l'appel à candidatures dès fin janvier 2021. L'opération pourra démarrer en 2022 et pourra permettre ainsi la mise en service des premiers ouvrages au 1^{er} semestre 2024. En effet, l'emprise du chantier se faisant sur le site de l'installation existante, cette opération se fera en plusieurs étapes : construction sur le foncier disponible, puis mise en service puis démolition des ouvrages les plus anciens rendus non nécessaires pour permettre la finalisation des constructions sur le foncier libéré. La réception définitive devrait se faire fin 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le programme de travaux modifié et son enveloppe financière de 145M € HT ;
- d'autoriser le lancement de l'appel d'offres négocié en vue de la désignation du groupement d'entreprise en charge de la conception/réalisation/exploitation et maintenance du projet de modernisation de MAERA ;
- de dire que ce marché global de performances sera attribué par la Commission d'Appel d'Offres composée en jury ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix
Contre : 0 voix
Abstentions : 27 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20201217-149996-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rue Saint-Louis sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute détenue jusque-là par Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux.

Montpellier Méditerranée Métropole prévoit un réaménagement et une requalification de la rue Saint-Louis dans le cœur de ville de Montpellier. Au préalable, le renouvellement des réseaux vétustes de cette rue sont nécessaires. Ils concernent le remplacement du réseau d'assainissement unitaire (cadre vétuste présentant des zones d'effondrement et des difficultés d'exploitation) mais également les canalisations d'eau potable anciennes.

Compte tenu de la localisation de ces travaux, dans le cœur de ville de Montpellier, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le coût estimé de l'opération (études, investigations complémentaires et travaux) s'élève à 1 753 400 € HT avec la répartition suivante :

- 616 690 € HT pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 1 139 710 € HT pour la part eaux usées à la charge de la Métropole (budget assainissement).

Dans la perspective de la réalisation de cette opération, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole délègue à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans la convention, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

Les études et travaux seront menés entre 2020 et les travaux en 2021. La Métropole sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de prestations topographiques, géotechniques, etc. mis à la charge de chaque entité. La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Le montant de la rémunération du mandataire est fixé à 5% HT du montant HT de la part eau potable de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole relative au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Saint-Louis sur la commune de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150014-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Co-MOA rue Saint-Louis MPL_VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rues de la Valfère et Saint-Sépulcre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute détenue jusque-là par Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux.

Des travaux de renouvellement des réseaux vétustes sont nécessaires rues de la Valfère et du Saint-Sépulcre et rue de la Rochelle sur la commune de Montpellier. Ils concernent le remplacement du réseau d'assainissement unitaire (bâti vétuste présentant des zones d'effondrement et des difficultés d'exploitation) mais également les canalisations d'eau potable anciennes.

Compte tenu de la localisation de ces travaux, dans le cœur de ville de Montpellier, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le coût estimé de l'opération (études, investigations complémentaires et travaux) s'élève à 715 000 euros HT avec la répartition suivante :

- 235 950 euros HT pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 479 050 euros HT pour la part eaux usées à la charge de la Métropole (budget assainissement).

Dans la perspective de la réalisation de cette opération, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole délègue à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans la convention, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

Les études et travaux seront menés entre 2020 et 2022. La Métropole sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de prestations topographiques, géotechniques, etc. mis à la charge de chaque entité.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Le montant de la rémunération du mandataire est fixé à 5 % HT du montant HT de la part eau potable de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rues de la Valfère, du Saint-Sépulcre et de la Rochelle, sur la commune de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150003-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de co-MOA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Convention de mandat pour des études et travaux de recherche d'eau entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable (SIAE) du Salaison et le Département de l'Hérault - Avenant de transfert à la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable (SIAE) du Salaison, dissous le 30 juin 2013, et le Département de l'Hérault ont signé le 20 avril 2005 une convention de mandat portant sur des études et des travaux de recherche d'eau sur la commune de Vendargues, dans le secteur de Meyragues.

Dans le cadre de cette convention, des prospections géophysiques et des travaux de forage de reconnaissance ont ainsi été réalisés, ils ont été infructueux, et donc ils n'ont pas abouti à des travaux mise en exploitation de la ressource en eau.

La convention n'a pas été soldée avant la dissolution du SIAE du Salaison et lors de la dissolution du SIAE du Salaison et la reprise de sa compétence par Montpellier Méditerranée Métropole, le transfert de cette convention de mandat n'a pas été effectuée.

Afin de régulariser administrativement cette opération, et la solder, il est nécessaire de prendre acte, par voie d'avenant à la convention de mandat, du transfert de la maîtrise d'ouvrage vers la Métropole. Celui-ci permettra l'exécution des missions d'achèvement suivantes :

- Mise à disposition des ouvrages réalisés dans le cadre de la convention (forage de recherche) ;
- Remise des rapports d'études et de l'ensemble des documents techniques et administratifs ;
- Etablissement du bilan général et définitif et régularisation des comptes ;
- Prise de la délibération actant le transfert des biens et délivrant le quitus.

La participation financière de la Métropole s'élève à un montant prévisionnel 5 980,58 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'acter le transfert de la maîtrise d'ouvrage de cette opération votée antérieurement par le SIAE Salaison à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits du budget annexe de l'eau potable, chapitre 11 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149836-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de transfert

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Max LÉVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir - Convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. L'article 3 des statuts dispose que la Régie « *a notamment la charge de (...) la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de la Métropole* ». Conformément à la convention d'objectifs et à la convention cadre de mandat approuvées par délibération n°134554 du 16 décembre 2015 par le Conseil de Métropole, la mise en œuvre des opérations du schéma directeur d'eau potable est assurée par la Régie, assistée par la Métropole.

L'opération du renforcement du stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir est une des actions prioritaires du schéma directeur d'eau potable qui entre dans ce cadre.

La convention a pour objet de confier à la Métropole, par le biais d'une convention subséquente à la convention cadre de mandat (délibération n°134554), une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, dans les conditions prévues aux articles L.2422-5 et suivants du Code de la commande publique, relative au renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez.

La commune de Prades-le-Lez est alimentée par l'usine Arago via le DN1000 qui alimente le syndicat du Pic Saint-Loup. Cette commune ne dispose pas d'alimentation de secours et sa capacité de stockage actuelle de 1 000 m³, est insuffisante pour couvrir les besoins de la population actuelle et future. L'opération de renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez vise donc à porter la capacité totale à 2 800 m³ par la construction d'un nouveau réservoir de 1 800 m³, capacité totale qui permettra de couvrir les besoins actuels et futurs de la population et d'atteindre une autonomie de 24h en cas de problème d'alimentation depuis l'usine Arago.

Le montant de l'opération (études et travaux) est estimé, au stade faisabilité, à 1 490 000 € HT, soit 1 788 000 € TTC. La durée totale de l'opération est estimée à 3 ans, avec un démarrage des études en 2021.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement, soit 1 an après la réception sans réserve des ouvrages.

Ce mandat sera rémunéré à hauteur de 5% du montant total des dépenses à engager pour l'opération, soit un montant d'honoraires estimé à 74 500 € HT. Le Maître d'Ouvrage délégué sera rémunéré par acomptes trimestriels ou annuels, en fonction de l'avancement de l'opération et des jalons définis dans la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes du projet de convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget annexe de l'eau potable, chapitre 75 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-144842-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MOAD AEP Prades-le-Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Commune de Saint-Drézéry - ZAC Les Mazes - Programme des équipements Publics relatif à la desserte en eaux usées - Avenant n°1 à la convention de financement des équipements - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 27 mai 2013 la commune de Saint-Drézéry a décidé de créer la ZAC Les Mazes.

La commune a confié l'aménagement et l'équipement des terrains de cette ZAC à la SAS Saint-Drézéry Aménagement par le biais d'une concession d'aménagement par délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013.

Par délibération n°12656 du 27 novembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a instauré une convention de financement des équipements publics d'assainissement des eaux usées avec l'aménageur et la commune.

La convention signée le 16 décembre 2014 a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre par l'aménageur :

- de sa participation financière aux travaux nécessaire à la desserte de la ZAC ;
- d'incorporation des réseaux d'eaux usées créés au sein de la ZAC dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le montant de la participation figurant dans la convention initiale correspondait à :

- une participation au financement de la station d'épuration de 143 871 € pour 130 logements

Ce montant doit être actualisé au nombre réel de 131 logements réalisé, soit 144 977,70 €.

- une participation à hauteur de 45 % des travaux externes à l'opération permettant la desserte de l'opération, estimés à 500 000 €, soit 225 000 € à charge de l'aménageur.

Ce dernier montant doit être ajusté au montant réel des travaux de 426 498,27 €, soit une participation de l'aménageur de 191 924,22 €.

En outre, l'Aménageur a réalisé pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole 4 extensions de réseaux d'eaux usées à proximité immédiate du périmètre de l'opération, permettant le raccordement de 17 habitations existantes. Le montant de ces travaux s'élève à 114 339,50 € HT selon le décompte transmis par l'aménageur et validé par la Métropole. Ce montant viendra en déduction du montant restant dû.

L'aménageur ayant déjà procédé à un premier paiement de 112 500 € et compte-tenu de l'ensemble des éléments évoqués ci-dessus, le montant restant dû est ainsi de 110 062,42 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de financement des équipements publics d'assainissement des eaux usées de la ZAC des Mazes ;
- de dire que les recettes sont inscrites au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 13 ;
- d'autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150154-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n1 CONVENTION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale Eau - Convention de coopération décentralisée avec l'Établissement de Coopération Intercommunale de la vallée de l'Arghen au Maroc - Convention programme et conventions financières dans le cadre du projet de mobilisation des eaux souterraines pour Zahlé (Liban) - Mission à Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre du projet Kiffa Eau - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

En parallèle des actions extérieures d'attractivité internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : Une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : deux projets en cours (Rufisque et Copalim).

Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2015. A partir de 2021, elle pourra être renforcée puis élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique.

Le souhait est d'inscrire naturellement Montpellier Méditerranée Métropole au centre d'une nouvelle donne Nord-Sud : une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau Agronomie – auprès des élites du Sud avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte / adaptation au changement climatique.

Ce faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

Dans le domaine de l'eau, sur la base du fonds Eau et dans l'attente d'un appel à projets pour le soutien des ONG et associations, il s'agit d'approuver :

- Le projet de convention de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement de Coopération Intercommunale de la Vallée de l'Arghen (MAROC), avec comme partenaire associatif : EXPERTS SOLIDAIRES ;
- Le projet de convention financière avec l'association APIEU-CPIEU pour la troisième phase du projet de préservation des ressources en eau pour la ville de Zahlé, plaine de la Beeka au LIBAN,
- L'organisation d'une mission en 2021 à Nouakchott, capitale de la MAURITANIE, dans le cadre de l'instruction par l'Agence Française de Développement du projet « Kiffa Eau ».

Projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la Vallée de l'Arghen - Maroc

Le projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau avec l'intercommunalité de la Vallée de l'Arghen au Maroc consiste à réaliser des points d'eau potable, des systèmes d'assainissement, un dispositif pilote de retenue des eaux, des actions destinées à améliorer la gestion de l'eau dans la Vallée, des actions d'accompagnement technique et de sensibilisation des populations locales sur l'eau et l'environnement.

Il se situe dans une Vallée accompagnée par la première Agence de l'eau marocaine, en association avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Il s'inscrit dans la continuité de deux projets soutenus financièrement par la Métropole et portés par Montaud en 2016 et Saint-Drézéry en 2018.

Ainsi en 2018, les maires de l'Arghen ont rencontré à Montpellier la Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, la directrice de la Direction Eau et Assainissement de la métropole, le responsable de la Régie des Eaux, le syndicat mixte Garrigues-Campagne ainsi que des maires de la Métropole. C'est sur la base de cette rencontre avec les élus français que les maires de la Vallée de l'Arghen ont décidé la création d'un Établissement de Coopération Intercommunale (ECI), un des tous premiers au Maroc.

Une convention cadre de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ECI de la Vallée de l'Arghen est ainsi proposée, avec comme première convention d'application, une convention programme dans le domaine de l'eau avec l'association Experts Solidaires.

Le projet « *Gestion Intégrée de la Ressource en Eau dans la Vallée de l'Arghen (Province de Taroudant, Région Souss Massa, Royaume du Maroc)* » a les objectifs suivants :

- **Améliorer l'accès à l'eau potable et renforcer les méthodes d'assainissement dans les villages ruraux** par la construction de 3 réseaux ; Développer les capacités de maintenance des systèmes ; Améliorer la connaissance des habitants sur l'usage de l'eau et de l'environnement ;
- **Développer la gestion intégrée de la ressource en eau** pour une utilisation toujours plus performante de cette dernière, pour tous les usages, eau potable, eau agricole, valorisation des eaux usées traitées ; Améliorer la résilience face aux changements climatiques ; Développer l'infiltration des eaux de pluies et la protection face aux événements climatiques extrêmes (crues...) ; Appuyer la volonté d'une prise de décision de tous les acteurs locaux via un renforcement du Comité Local de l'Eau ;
- **Renforcer l'ECI de la Vallée de l'Arghen** fédérant les besoins de tout le bassin versant de l'Arghen par des projets plus ambitieux, faisant intervenir plusieurs territoires, renforcer les liens entre la Métropole de Montpellier, les communes de la Vallée et la province de Taroudant.

Calendrier prévisionnel sur 3 ans :

- Le démarrage du projet est prévu en avril 2021 ;
- La mise en service en novembre 2023 - février 2024 ;
- La fin du projet, inaugurations en mars 2024.

Plan de financement : coût du projet : 1 100 000 € TTC

- Montpellier Méditerranée Métropole : 150 000 € soit 13,6 % ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 400 000 € soit 36,4 % ;
- Département de l'Hérault : 30 000 € ;
- Autres (Fondation SIWA-FGTO notamment) : 14 553 € soit 1,3% ;
- Établissement de Coopération Intercommunale de l'Arghen : 475 446 € soit 43,2 % ;
- Experts solidaires (Valorisation d'expertises) : 30 000 € soit 2,7 %.

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur Experts solidaires est proposée pour la phase 1 du projet, à hauteur de 50 000 € TTC.

Amélioration et pérennisation de la gestion de l'eau à Zahlé et dans la Bekaa - Liban :

Le projet porté par l'APIEU sur le territoire de la municipalité de Zahlé au Liban, a pour objectif de contribuer à l'amélioration et la pérennisation de la gestion de l'eau dans la ville de Zahlé (60 000 habitants) et dans plaine de la Bekaa, par la préservation des eaux souterraines. En effet, le doublement de la population de la Bekaa dû à l'afflux de réfugiés syriens depuis quelques années aggrave une pression déjà très forte sur les ressources souterraines. La multiplication des forages privés depuis les années 60 a entraîné un tarissement définitif ou saisonnier de sources et d'affluents du fleuve Litani, entraînant un recours encore accru à l'exploitation des eaux souterraines. L'abaissement du niveau de trois des principaux aquifères de la Bekaa alertait en 2013 les spécialistes sur les risques de leur dégradation irréversible et nécessite une réorganisation urgente mais aussi durable de la gestion de l'eau.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Aider à la prise de décision pour le développement d'infrastructures adaptées aux possibilités hydrogéologiques et aux réalités sociales ;
- Fédérer les acteurs autour de l'objectif de préservation des ressources et éviter les conflits latents à travers la concertation ;
- Formuler sur la base de cette expérience pilote à Zahlé des recommandations méthodologiques et d'organisation institutionnelle en matière de gestion des ressources en eau au Liban.

Les deux premières phases du projet ont fait l'objet de deux conventions en 2017 et 2019.

La présente convention financière concerne la troisième phase du projet.

Les objectifs de cette troisième phase sont de :

- Contribuer à la promotion de l'agro-écologie comme pratique protectrice de la ressource en eau souterraine sur le territoire de Zahlé
- Capitaliser et valoriser l'expérience de coopération entre la Municipalité de Zahlé et de l'Etablissement des Eaux de la Bekaa autour du Schéma Directeur de Zahlé sur le volet ville perméable
- Mettre en place et communication autour de la plateforme de données partageables sur l'eau et l'aménagement à Zahlé sur le site de l'EEB

Plan de financement : coût du projet 115 861 € TTC

- Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse : 43 000 € soit 37% ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 16 861 € soit 15% ;
- Département de l'Hérault : 10 000 € soit 9% ;
- Région Occitanie : 10 000 € soit 9% ;
- Etablissement des Eaux de la Bekaa : 36 000 € soit 31 %.

Poursuite de l'instruction au guichet FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales) par l'Agence Française de Développement du projet KIFFA EAU avec Municipalité de Kiffa - Mauritanie.

Le projet de coopération décentralisée « *Kiffa Eau* » avec la municipalité de Kiffa, deuxième agglomération de Mauritanie après Nouakchott, la capitale, a pour objectif principal l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la municipalité de Kiffa.

Le Projet Kiffa Eau a démarré suite à la mise en place du Fonds Eau par la Métropole de Montpellier en 2015 et a fait l'objet de 3 délibérations. Il est soutenu financièrement par l'Agence de l'eau et en attente de fonds de l'Agence Française de Développement (AFD).

Le dossier est actuellement en instruction FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales françaises) et s'articule autour de deux volets :

- **Volet 1 :** Le Financement de la recherche de ressources en eau dans les grès d'Aïoun, dans la perspective d'être un levier d'activation d'un projet Banque Mondiale (qui financerait l'ensemble des infrastructures sous réserve de la disponibilité de la ressource). Montpellier Méditerranée Métropole s'engagerait à accompagner la municipalité de Kiffa dans ses démarches de plaidoyer auprès des bailleurs.
- **Volet 2 :** Accompagnement de la municipalité de Kiffa dans le renforcement de leurs capacités sur la gestion des réseaux d'eau potable et la gestion de l'assainissement.

Ce projet favorise le rayonnement de la politique Eau et Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, de ses partenaires techniques et financiers. De nombreux acteurs du territoire ont été associés lors du montage du projet et le seront sur la suite : Régie des Eaux, pôle Aquavalley, associations locales, experts eau, bureaux d'études etc... Les projets de solidarité internationale et de coopération décentralisée bénéficient à l'économie du territoire de la Métropole (bureaux d'études, entreprises, instituts de recherche, enseignement supérieur...).

Cette coopération permet à la Métropole de s'inscrire dans les programmes d'échange et de valorisation mutuelle sur le pourtour méditerranéen, parmi lesquels le « *Dialogue 5+5 sur la méditerranée occidentale* ». C'est un projet particulièrement soutenu par l'Etat français, car très peu de projets de solidarité internationale sont menés en Mauritanie, dans un contexte d'instabilité de l'Etat et de nécessité de faire émerger des gouvernements locaux.

Le démarrage du projet est prévu en septembre 2021, la mise en service en septembre 2024 - inaugurations en octobre 2024.

Dans le cadre de l'instruction par l'AFD du projet, un rapport d'évaluation du projet a été rendu. Il est ainsi demandé que la Métropole ajuste le projet selon les recommandations de l'AFD et selon les résultats d'une mission à réaliser sur place avant octroi des fonds (les fonds sont bloqués par l'AFD jusqu'en mars 2021).

L'objectif de cette mission est de rencontrer les partenaires et de préciser les engagements de chacun. Il s'agit également de redéfinir le budget du projet. Les dates prévisionnelles de la mission à Nouakchott sont prévues du 23 au 30 janvier 2021 sous réserve des conditions sanitaires et sécuritaires. Il est proposé une participation d'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que de trois agents de la Métropole. Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 10 000 €. La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention cadre de coopération décentralisée avec l'Etablissement de Coopération Intercommunale de la Vallée de l'Argen au Maroc et de la convention programme afférente ;
- d'approuver les termes des conventions financières avec Experts Solidaires et l'APIEU-CPIE ;
- d'approuver l'organisation d'une mission en 2021 à Nouakchott (Mauritanie) du 23 au 30 janvier 2021 et la participation d'un élu et de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la prise en charge financière des frais de missions estimée au maximum à 10 000 euros sur la base des frais réels ;
- de dire que les dépenses sont inscrites budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 67 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149930-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre de coopération 3M-ECI vallée Arghen
- convention programme eau 3M- ECI Arghen-Experts Solidaires
- convention financière 3M-Experts Solidaires
- convention financière 3M-APIEU CPIEU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Ressources en eau et agroécologie - Étude de besoin d'une ligne de triage collective de céréales bio et légumineuses sur le secteur Ouest de la Métropole - Convention de projet tutoré d'étude d'élèves ingénieurs de l'Institut Agro de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a défini en 2014 une politique stratégique agro écologique et alimentaire visant à répondre à plusieurs finalités. Au vu de l'actualité sanitaire, de nouveaux enjeux émergent et viennent renforcer la nécessité :

- du développement d'une agriculture respectueuse de son environnement et de ses ressources naturelles ;
- d'accroître la résilience alimentaire de la Métropole.

Pour parvenir à répondre à ces enjeux, les actions publiques doivent permettre :

- d'encourager le développement de l'agriculture biologique, qui a un faible impact sur la qualité de l'eau et la biodiversité ;
- de relocaliser nos filières alimentaires, en accompagnant les collectifs agricoles dans l'acquisition d'outils de transformations.

Le projet FIBANI, porté transversalement par la Métropole depuis 2019 vise à accompagner le développement de cultures à faibles niveaux d'impacts, et plus globalement à encourager le développement de toutes les étapes de structuration de filières.

Sur la plaine Ouest de la Métropole, des agriculteurs ont décidé d'innover en cultivant de nouvelles variétés de céréales bio (céréales meunière locales), de tester de nouvelles cultures (légumineuses), de transformer leurs produits pour capter la valeur ajoutée (farines, pâtes). Une initiative encourageante, disruptive, que la puissance publique doit accompagner en cohérence avec un projet alimentaire territorial.

Un collectif d'agriculteurs céréaliers s'est constitué afin d'être accompagné dans la réflexion de leur structuration d'une filière de transformation de leur produit brut en farine et autres produits dérivés de farine. En effet, la transformation nécessite plusieurs étapes dont le triage. Il consiste à sélectionner les différents types de grains qui composent un mélange et à nettoyer les céréales de leurs impuretés. Cette étape essentielle permettra de développer leurs débouchés commerciaux, de répondre aux normes de qualités, et de renforcer la présence de ces filières de diversification sur le territoire.

Afin de répondre à leurs demandes et en cohérence avec le projet FIBANI qui bénéficie de soutien public (AERMC, Région), il convient d'étudier plus précisément ce besoin en aire de triage collective par des enquêtes. Cette étude permettra de mieux cibler le besoin exprimé territorialement, de comprendre les enjeux techniques, et de pouvoir ainsi envisager un accompagnement public à un investissement dans ce type d'outil collectif de structuration de filières.

L'établissement d'enseignement supérieur, l'institut d'Agro, qui forme chaque année à Montpellier de nombreux élèves ingénieurs agronomes, détient un pool d'étudiants capable de réaliser ce type d'études et d'accompagner la Métropole dans ce projet. Ainsi la Métropole propose que cette étude soit réalisée dans le cadre d'un projet finalisé de quatre élèves du Master Territoires, Ressources : Politiques Publiques et Acteurs (TerPPA).

Le montant du budget prévisionnel maximal s'élève à 1 000 € TTC (frais administratifs et de gestion inclus). La Métropole doit indemniser les apprenants des divers frais entraînés par la réalisation du projet finalisé et versera également à l'établissement d'enseignement les frais administratifs et de gestion, d'un montant forfaitaire de 200 €.

Ce projet agricole vise la résilience alimentaire et à renforcer des filières agricoles en Agriculture biologique, afin de développer une agriculture 0 phyto sur la plaine Ouest. Il est rappelé que la plaine Ouest est une zone très vulnérable par rapport à sa ressource en eau. En effet, le bassin versant de la plaine Ouest (Mosson) se déverse dans des milieux récepteurs que sont les lagunes palavasiennes, qui sont polluées et il est important de reconquérir leur qualité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention mémoire de projet finalisé avec l'institut d'Agro et les élèves ingénieurs, afin que le projet d'aire de triage collective soit étudié dans les prochains mois et fasse l'objet d'un rapport ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 11 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148085-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de projet tutoré

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Agroécologie et alimentation - Modification de la délibération n°M2020-284 - Partenariats 2020 - Avenant à la convention Let's Food Cities - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-107, du 29 mars 2018, dans le cadre de sa politique en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable, le Conseil de Métropole a approuvé les termes d'une convention cadre de partenariat et de financement avec l'association loi 1901 Let's Food Cities pour la période 2018-2020.

Le 18 décembre 2019, la délibération n°M2019-781 a autorisé la signature d'un avenant à la convention cadre et le versement d'une subvention de 1 700 € pour l'année 2020.

Afin de renforcer l'action de l'association et d'apporter à la Métropole des retours d'expériences et de bonnes pratiques françaises et étrangères, en consolidant notamment sa coopération avec Fès (Maroc) sur la thématique de l'alimentation durable, il a été convenu de renforcer le soutien apporté par la Métropole par une nouvelle subvention de 2 300 €, portant donc le montant total à 4 000 € pour l'année 2020.

Le Conseil de Métropole, par délibération n°M2020-284 du 12 octobre 2020, a attribué à l'association Let's Food Cities une subvention d'un montant de 4 000 €, au lieu des 2 300 € devant effectivement être versés. Il convient donc de corriger le montant attribué par la délibération du 12 octobre 2020 ainsi que l'avenant à la convention alors adopté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la modification de la délibération n°M2020-284 et de son annexe, l'avenant à la convention de partenariat 2018-2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et Let's Food Cities ;
- d'approuver l'attribution d'une subvention de 2 300 € à l'association Let's Food Cities au lieu des 4 000 € initialement inscrits ;
- d'approuver les termes du nouvel avenant à la convention de partenariat 2018-2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149793-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 2020 - LetsFoodCities-3M-17Decembre-2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnim AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - RMCF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Renaud CALVAT, en date du 10 décembre 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14/12/2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente pour le service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'Autorité Organisatrice des réseaux publics de Distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de chaleur et de froid a été transférée de la Ville de Montpellier vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux. Le délégataire est la SERM et le réseau est dénommé Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

La SERM est une société anonyme d'économie mixte locale, dont la Ville est présidente, et est actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de la Métropole de Montpellier (28,73%), de la Ville de Palavas les flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%).

Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid est donc présent uniquement sur la Ville de Montpellier et se compose de 5 sites de production existants (Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, Universités) et 4 en développement (Beausoleil, Nouveau Saint Roch, Mogère et EAI).

Il alimente 287 clients en chaud et 91 en froid, cela représente 1,665 millions de M² soit 15 314 équivalents logements.

En termes de ressource énergétique, une mutation forte s'est opérée depuis 10 ans pour la production de chaleur : le charbon lozérien a été remplacé par le gaz puis par le bois énergie, la chaleur fatale et la géothermie de surface. Le réseau public de chaleur et de froid a ainsi été labellisé en 2018 et 2019 Eco-réseau pour saluer ses performances économiques et environnementales. Il est alimenté en énergie renouvelable à hauteur de 70% pour la production de chaleur dont plus de 80% de bois, et à 100% pour le froid (90% en électricité garantie d'origine renouvelable, 2% en biomasse et 7% en biogaz). Le RMCF offre ainsi aux usagers une énergie décarbonée à un coût maîtrisé et avec une sécurité d'approvisionnement.

Un avenant n°5 a été établi en janvier 2020 afin d'amplifier encore le recours aux énergies renouvelables et de récupération dans les nouveaux projets de réseaux du plan quinquennal de travaux 2017/2021 conformément à la stratégie du Plan Climat Air Energie Territorial. Ce programme d'investissement prévoit notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beau Soleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur du quartier de l'EAI vers le quartier Croix d'Argent et la création d'un réseau basé sur la valorisation de la ressource géothermale la Mogère.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

En 2019, les ventes de chaleur se maintiennent au-delà du seuil des 100 GWh annuels mais sont en baisse de 1 %, malgré la tendance météorologique favorable, avec 107 198 MWh de chaleur vendue en 2019. Cette baisse est consécutive à des mesures de gestion énergétique chez des abonnés importants ayant procédé à des travaux d'économie d'énergie. A noter une baisse des consommations du centre commercial d'Odysseum (-400MWh), consécutive aux mouvements de manifestation de l'automne 2019 et de nombreux samedis à activité réduite.

Les ventes de froid diminuent de 10 % à 35 906 MWh, malgré un été chaud et deux épisodes caniculaires de 5 jours fin juin et fin juillet. Cette diminution est liée à la baisse drastique des consommations du centre Commercial du Polygone, du fait de ses travaux de restructuration (-1800 MWh), et à une baisse généralisée chez les abonnés de type ludiques (Patinoire -250 MWh, Aquarium -240 MWh) et commerciaux (Odysseum -860 MWh).

Les ventes d'électricité pour l'année 2019 sont en légère baisse avec 26 048 MWh, suite à un dysfonctionnement ponctuel de la centrale du Polygone en décembre 2019.

12 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2019 (7 en fourniture de chaleur seule, et 5 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de plus de 100 000 m²,

Principaux moyens mis en œuvre

Le coût des frais de personnel et des charges de structure est de 1 409 k€ en 2019 contre 1 316 k€ en 2018, soit une augmentation de 7,10 %. Pour l'exercice 2019, 1,35 ETP sont affectés en plus à la gestion du RMCF soit un total de 11,2 ETP.

Cette augmentation des moyens est justifiée par le développement commercial et la préparation des nouveaux projets d'investissements conformément au plan quinquennal des travaux mais aussi par la sécurisation du système de données comptables. Les opérations du RMCF ont été transférées sur le logiciel GO7 commun à toutes les activités du groupe SERM/SA3M et les immobilisations et les subventions sont désormais gérées avec le logiciel SALVIA.

La qualité du service public

Suite à un audit de surveillance réalisé en février 2019 pour l'ensemble des activités énergie de la SERM et de ses filiales, il a été renouvelé les certifications ISO 9001 et ISO 50001 confirmant la performance du système de management de l'énergie mis en place.

En 2019, 38 réclamations sont recensées, dont 26 relatives à la chaleur et 12 au froid. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements entraînant un déficit de la production par rapport à la demande sur le réseau froid. Ces points font l'objet d'actions correctives.

La grille tarifaire

Pour 2019 et conformément aux dispositions de l'avenant n°2 et n°4 du contrat de Délégation de Service Public le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le prix moyen de la chaleur vendue en 2019 est en hausse de 2 % (81,78 € TTC/MWh contre 79,80 € TTC en 2018).

Le prix moyen du froid est également en hausse de 7 % à 123,62 € TTC/MWh (115,33 € TTC en 2018).

Cette hausse du prix moyen s'explique notamment par la baisse des ventes en volumes (-10%) qui fait augmenter mécaniquement la part fixe de l'abonnement dans le prix moyen global.

La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% à partir de 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2019, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 1 879 K€ en hausse de 461 K€ soit 127%. Le résultat courant avant impôts s'élève à 821 K€ contre 361 K€ en 2018. Le résultat financier s'élève à -438 K€ et s'améliore +84 K€. Le résultat exceptionnel de 1 947 K€ progresse de +302 K€ soit +18%, ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau.

Les produits d'exploitation à 16 917K€ sont en hausse de +2% par rapport à 2018 (+328 K€), mais cette augmentation n'est pas en lien avec le chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2019 est en effet quasiment stable et atteint 15 938 K€ contre 16 076 K€ en 2018, (-0,86%).

Les ventes de chaleur, représentant 52% du chiffre d'affaires, sont en hausse de +2 % soit +160 K€ passant de 108 170 MWh à 107 198 MWh en 2019.

Les ventes de froid représentant 23 % du chiffre d'affaires diminuent de -3,83 % soit -147 k€ passant à 35 906 MWh contre 39 951 MWh en 2018, malgré un été chaud et deux épisodes

Les ventes d'électricité, représentant 25% du chiffre d'affaires, sont en baisse de -3,67% avec 26 048 MWh produits contre 26 428 MWh en 2018.

Les charges d'exploitation de 15 658 K€ sont en baisse de -0,31% soit -48K€ par rapport à 2018.

Les achats d'énergie et fluides diminuent de - 0,92% soit -70 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +312 K€ (soit +17,82%) est compensée par la baisse des achats de gaz de -362 K€ (soit -9,7%).

Les charges d'exploitation techniques progressent de +5% soit +93 K€.

En 2019, un budget important de 1 349 k€ a été consacré au gros entretien de l'ensemble des équipements.

Concernant les investissements du plan quinquennal 2017-2021, 5,8 M€ de travaux ont été réalisés à fin 2019 soit 17% des prévisions relatives à l'avenant 5. 80% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, les grisettes, Port Marianne). On note un retard sur le démarrage des investissements des nouveaux réseaux liés notamment au décalage des projets d'aménagements concernant certaines ZAC.

IV) Conclusion et perspectives

Malgré une baisse du niveau des volumes de ventes de chaleur et de froid, le résultat d'exploitation 2019 et le résultat net après impôt sont excédentaires, en lien notamment avec une bonne maîtrise des charges. Les droits de raccordements représentent 46% du résultat avant impôts.

Le réseau chaud est toujours en développement notamment sur la partie historique avec les raccordements prévus en 2020 de nouveaux abonnés structurants comme l'Université de Richter (+2840 MWh) et le Palomaya à Port Marianne (+850 MWh), mais également avec le démarrage du nouveau réseau desservant la Clinique Beausoleil (+1070 MWh), au total une hausse de 6,9% des ventes de chaleur était attendue en 2020. De même en froid, le retour à un fonctionnement normal du centre commercial du Polygone ainsi que le raccordement de nouveaux abonnés tels que le Néos ou le Palomaya et le démarrage des installations de la clinique Beausoleil devait conduire à une augmentation des consommations de froid de 8%.

Compte tenu du contexte sanitaire en lien avec l'épidémie de Covid 19, finalement c'est une baisse importante des consommations des bureaux, commerces et établissements publics, et des retards dans le raccordement des projets immobiliers qui sont constatés. Les volumes de ventes de chaleur devraient être impactés de - 16% et celles de froid à hauteur de -24% par rapport aux prévisions.

Enfin, la perspective de réalisation du plan quinquennal de travaux confortera l'engagement du réseau de chaleur et de froid public dans le développement des énergies renouvelables et de récupération et contribuera à l'atteinte des objectifs de neutralité carbone du Plan Climat Air Energie Territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20201217-149566-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - ENEDIS-EDF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31/07/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur CALVAT, en date du 10/12/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur AUDRIN en date du 14/12/2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

La distribution d'électricité est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'utilisation de réseau public de distribution d'électricité (TURPE). Enedis est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) d'électricité desservant 95% du territoire français. Les 5% restants sont desservis par des entreprises locales de distribution (ELD). Enedis, dont les missions sont décrites dans l'article L.322-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution d'électricité qui achemine l'électricité des réseaux de transport vers les consommateurs finaux. EDF, dont les missions sont définies à l'article L.337-7 du Code de l'énergie, est le concessionnaire associé à ENEDIS avec à sa charge la fourniture de l'électricité au Tarif Réglementé de Vente (TRV).

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'Autorité Organisatrice des réseaux publics de Distribution d'Energie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique d'électricité a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

Il existe actuellement 9 contrats de concession pour la distribution des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe par la Métropole avec le concessionnaire Enedis –EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier sur lez, Montpellier et Pérols ;
- Un contrat est en gestion déléguée au Syndicat Hérault Energie avec le concessionnaire Coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML) pour 2 communes de la Métropole, à savoir Grabels et Montaud ;
- Un contrat est en gestion déléguée au Syndicat Hérault Energie avec le concessionnaire Enedis-EDF pour les 22 autres communes de la Métropole.

Les dates d'échéances des sept contrats en gestion directe s'échelonnent de juin 2021 à février 2028.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau pour les 7 contrats de concession

Avec une démographie en constante évolution sur le territoire, l'activité de développement de la distribution d'électricité se poursuit à un rythme soutenu, le nombre de clients se situe à 226 822 dont environ 60% au TRV. De même, le gisement photovoltaïque se confirme avec l'augmentation du nombre d'installations de production d'énergie renouvelable qui se raccordent au réseau électrique, et il est dénombré 1 311 producteurs raccordés au réseau.

Les principales caractéristiques du réseau de distribution d'électricité pour les 7 concessions sont les suivantes :

- 6 postes sources (biens propres d'Enedis) ;
- 1 503 postes de transformation (HTA/BT) ;
- 886 km de réseau moyenne tension HTA (dont 10% a plus de 40 ans) ;
 - o 3% aérien ;
 - o 8% souterrain CPI (câble papier imprégné) ;
 - o 89% souterrain câble synthétique ;
- 1 521 km de réseau basse tension BT (dont 25% a plus de 40 ans) ;
 - o 2% souterrain CPI Cu ;
 - o 5% aérien fil nu ;
 - o 5% souterrain neutre périphérique ;
 - o 6% souterrain CPI Alu ;
 - o 15% aérien torsadé ;
 - o 67% souterrain synthétique.

Il subsiste 341 km (14%) de réseau de technologie identifiée comme incidentogène (aérien fil nu, CPI, neutre périphérique). Un point d'inquiétude est le rythme de renouvellement qui semble lent compte tenu des enjeux locaux.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

Les investissements s'élèvent à 19,4 M€ en 2019 dont 6,6 M€ dédiés aux raccordements de clients, 3,7 M€ pour les moyens d'exploitations propres à Enedis et la logistique pour l'ensemble de la direction régionale, 3,3 M€ pour le déploiement des compteurs communicants LINKY et 1,2 M€ pour les déplacements d'ouvrages. Si l'investissement global est conséquent, la part relative dédiée exclusivement au renouvellement du réseau électrique est plus faible, 3,5 M€ à comparer à la valeur actualisée de remplacement des équipements de la concession qui est estimée à 423 M€. Il est à noter que le stock de provisions pour renouvellement est de 32,7 M€.

C/ La qualité du service public

La continuité de service public, mesurée via un indicateur nommé Critère B, est actuellement de bonne qualité avec un temps de coupure inférieur à la moyenne nationale. Toutefois ce critère est variable d'une commune à l'autre et une tendance légèrement haussière se dessine. Il est à noter que près de la moitié des interruptions longues sont liées à l'usure des équipements et que 14% des réseaux sont d'une technologie reconnue comme incidentogène.

Par ailleurs, le délai moyen pour réaliser un branchement simple (sans adaptation de réseau) passe de 55 jours en 2018 à 76 jours en 2019.

L'Accompagnement Energie, lancé par EDF début 2010, permet d'apporter une solution personnalisée à tout client qui informe EDF de sa difficulté à payer sa facture d'électricité. En 2019, 8 645 conseils énergie ont été apportés contre 11 159 en 2018.

D) La grille tarifaire

Le modèle concessif d'Enedis est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de Régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par Enedis pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau d'électricité.

Ainsi le tarif d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité (TURPE5) est entré en vigueur au 1er août 2018 pour une période de 3 ans. Il donne lieu à chaque date d'anniversaire à une évolution tarifaire résultant de l'application de la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie établissant ce tarif. On note une augmentation moyenne du TURPE 5 de 3,04% au 1^{er} août 2019.

Le chèque énergie mis en place en 2018 et généralisé en 2019, permet aux ménages ayant des difficultés financières, de bénéficier d'une réduction sur leur facture d'électricité afin de lutter contre la précarité énergétique. Le nombre de clients pour lesquels un chèque énergie a été pris en compte au cours de l'exercice 2019 est de 12 647.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter que le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont pour plus de 79 % issues de clé de répartition (nombre de clients, kWh distribués, investissements, ...).

Compte tenu de l'usage intensif de clé et de rupture régulière de présentation, les comptes ne constituent pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. Il est à souligner qu'Enedis transmet, d'année en année, davantage d'informations permettant de mieux comprendre le compte d'exploitation. Toutefois, cela ne permet pas encore une compréhension totale et des points de vigilance subsistent tels que les provisions pour renouvellement positionnées sur un compte en attente ou les origines de financements.

Concernant les produits du compte d'exploitation, qui s'élèvent à 86,8 M€, il est cohérent que la principale recette provienne à 76 % de l'acheminement de l'électricité. Il est à noter que les recettes liées aux raccordements s'élèvent à 3,5 M€.

Concernant les charges d'exploitation, qui s'élèvent à 71,5 M€, le premier poste de charges, à hauteur de 24%, est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Le montant est affecté par clef à la concession au prorata des consommations. Le deuxième poste de charges, intitulé « autres consommations externes » rassemble les achats de matériels, de prestations de travaux, la location et la maintenance des locaux, il se situe à 13,6 M€ soit 19% du total. Les autres charges comprennent notamment le personnel direct (8,4 M€ soit 12%).

Pour mémoire, la redevance de fonctionnement R1, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, coordination des travaux etc, versée à Métropole de Montpellier est de l'ordre de 72 k € par an. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'électricité est de l'ordre de 305 k€.

IV) Conclusion et perspectives

Le service public de la distribution de l'électricité est essentiel pour toutes les activités du territoire métropolitain, la Métropole est donc attentive à la préservation voire l'amélioration de la bonne qualité de service constatée. Une vigilance est en conséquence attendue sur les investissements en renouvellement de réseaux et d'ouvrages consentis par ENEDIS en prenant notamment en compte la vulnérabilité du territoire aux événements climatiques violents, inondations, canicules, ... dont la fréquence augmente.

De même, le délégataire fournit des éléments financiers qui chaque année se précisent, pour autant, la collectivité n'est pas encore en mesure d'apprécier et de contrôler les comptes à la maille de la concession. La poursuite du travail engagé par ENEDIS pour limiter l'établissement des comptes par clé est donc nécessaire.

Enfin, les énergies de réseau et l'électricité en particulier ont un rôle de premier ordre à jouer dans la transition énergétique du territoire conformément au Plan Climat Air Energie en cours de finalisation, que ce soit pour l'intégration des énergies renouvelables telle que le photovoltaïque, la rénovation énergétique des bâtiments, la résorption de la précarité énergétique ou encore le déploiement de la mobilité électrique. La Métropole souhaite inscrire ces éléments dans son dialogue avec le concessionnaire Enedis et l'analyse des compte-rendu annuels d'activité.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaitera engager les discussions avec ENEDIS pour un nouveau contrat de concession à l'échelle du territoire des 31 communes, en s'appuyant sur le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen des Compte-Rendu Annuel des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis-EDF au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149646-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Réseau de distribution publique de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession de distribution de gaz naturel portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Renaud CALVAT, en date du 10/12/2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 14/12/2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue responsable du service public de distribution d'énergie au niveau local. Pour l'exercice de cette mission, elle est qualifiée « d'autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Énergie » (AODE). Ainsi, la compétence de distribution publique de gaz a été transférée des communes vers la Métropole qui est devenue propriétaire de ces réseaux.

La distribution de gaz naturel est en situation de monopole régulé en France. La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès au réseau de distribution de gaz. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français.

GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre GRDF et Montpellier Méditerranée Métropole.

- 1 seule commune ne possède pas de réseau de distribution publique de gaz, il s'agit de MONTAUD.
- 7 des 30 communes desservies avaient délégué au Syndicat Hérault Energies (SHE) leur pouvoir d'autorité concédante. Au 1er janvier 2015, le contrat regroupant ces 7 communes (BEAULIEU, COURNONSEC, GRABELS, RESTINCLIERES, SAINT-BRES, SAINT-GEORGES-D'ORQUES, SUSSARGUES) a été transféré de Hérault Energies à la Métropole.
- Pour les 23 autres communes, les contrats de concession individuels avec GRDF ont été transférés à la Métropole.

Les dates d'échéances de ces contrats s'échelonnent de 2021 à 2044 avec le 18 février 2022 l'échéance des contrats de Clapiers, Montpellier, Saussan et Vendargues.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre total de clients est de 90 914 sur le territoire de la Métropole dont 62 684 sur la Ville de Montpellier. 97% des clients sont du secteur résidentiel et représentent 58% des consommations de gaz.

Après une érosion continue du nombre de points de livraison (PDL) ce dernier a rebondi en 2017 et se maintient depuis. Les évolutions des usagers de la concession de Montpellier montrent que :

- les usages du gaz de type cuisson et ECS (eau chaude sanitaire) se développent ;
- le chauffage individuel au gaz est en léger retrait depuis 2015. Il s'agit là d'un point de vigilance dans un contexte de réchauffement climatique et de politique de rénovation des thermiques des bâtiments.

Concernant les prestations réalisées auprès des usagers, le nombre de mise en service reste important (15%) et démontre une forte mobilité des usagers de la concession. Avec la fin des tarifs réglementés de vente de gaz, on note que le taux de changement de fournisseur s'accélère en 2019.

Sur l'ensemble des concessions, 73 935 compteurs communicants ont été installés depuis le début du déploiement soit 81% du parc. A partir de 2020, les compteurs seront considérés et immobilisés comme des biens de retour au même titre que les canalisations, les branchements, les ouvrages de distribution en collectif, et les postes. Par contre, le système informatique reste considéré comme un bien propre de GRDF.

Les principales caractéristiques du réseau de distributions de gaz sont les suivantes :

- 63 postes de détente
- 1 216 robinets de réseau
- 8 498 branchements collectifs
- 1 403 km de canalisations dont 1394 km alimentés en Moyenne Pression et 9 650 mètres alimentés en Basse Pression. La Moyenne pression permet de disposer d'un réseau plus sûr et d'une capacité de desserte plus importante. La résorption du réseau BP est prévue à terme, en accompagnement des opportunités de travaux sur la voirie.

Si les nouveaux branchements individuels de gaz sont cartographiés, GRDF n'a pas constitué d'inventaire technique des branchements d'immeubles individuels en exploitation. Un axe de progrès attendu serait le complément de l'inventaire pour ces branchements individuels.

Le réseau de gaz est relativement jeune (environ 20 ans), toutefois il subsiste des portions en cuivre ainsi que des branchements et conduites d'immeubles en plomb qui nécessitent la programmation d'un renouvellement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre

En 2019, 7,6 M€ ont été investis sur l'ensemble du territoire de la Métropole, avec :

- 2,3 M€ pour la mise en place de compteur communicant GAZPAR
- 2,1 M€ pour la modernisation des ouvrages dont le renouvellement de réseau en fonte ductile
- 1 M€ pour le développement
- 855 k€ pour le déplacement d'ouvrages
- 1,3 M€ pour d'autres investissements dont le Système Informatique

Le programme de maintenance réalisé par GRDF, conformément aux exigences réglementaires, est le suivant :

- 389 kms de réseau surveillés
- 31 postes maintenus
- 821 robinets de réseau contrôlés
- 1294 robinets collectifs visités

Ce programme de maintenance a permis de détecter 120 fuites qui ont fait l'objet d'une maintenance corrective.

C/ La qualité du service public

En matière de distribution de gaz, une sensibilité accrue concerne la sécurité des personnes.

Le nombre total d'incidents s'élève à 2 319 en 2019, en amélioration par rapport à 2018 (2 412), notamment liée à la baisse du rythme de renouvellement des compteurs. En effet, le programme national de remplacement a permis de détecter et traiter des micro fuites, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter proportionnellement le nombre d'incidents déclarés par rapport aux années antérieures.

En 2019, 99.5% des interventions de sécurité gaz ont été réalisées en moins de 60 minutes sur le territoire de la Métropole. L'analyse des 13 interventions de sécurité réalisées hors délais en 2019 sur le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, dont 11 interventions sur la commune de Montpellier a été présentée. Toute intervention Sécurité réalisée dans un délai supérieur à 60 minutes fait l'objet d'une fiche d'analyse.

39 dommages aux ouvrages des concessions sont à déplorer dans le cadre de travaux réalisés par des tiers. Une convention sécurité industrielle a été signée en 2017 afin de réaliser des actions de sensibilisation pour diminuer ce type d'incident.

La mesure de la satisfaction des clients est réalisée à la maille régionale et se décompose comme suit :

- Raccordement : 93,3%
- Mise en Service : 87,6%
- Dépannage : 93,8%

En 2019, les clients ont effectué 732 réclamations dont 367 pour des problématiques de retard ou absence de publications de relevés semestriels.

D) La grille tarifaire

Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. La CRE (Commission de régulation de l'Energie) détermine, par délibération, un revenu autorisé qui permet de couvrir l'ensemble des charges supportées par GRDF pour réaliser sa mission d'opérateur de réseau gaz.

Ainsi le tarif d'accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (ATRD5) est entré en vigueur au 1er juillet 2016. Ce tarif est ensuite révisé annuellement. Au 1er juillet 2019, il a augmenté de 0,51% par rapport au tarif en vigueur au 1er juillet 2018. Cela représente en moyenne 26% de la facture type d'un client résidentiel.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

La présentation du compte de résultat de la concession résulte de la déclinaison des principes de calcul du tarif par la CRE. Il s'agit donc d'une image déduite du modèle national et non d'un compte de résultat basé sur des données comptables réelles. Ainsi les recettes ne sont pas déterminées en fonction de la réalité des factures encaissées sur le territoire, par ailleurs les charges font principalement l'objet de clés de répartition issues des données nationales. Compte tenu également de la péréquation qui s'applique au niveau national, les comptes de la concession exprimés dans le CRAC ne permettent donc pas de porter une appréciation sur le niveau réel de la rentabilité de la concession.

En 2019, le montant total des recettes perçues est de 22,4 M€ dont 21 M€ pour les recettes liées à l'acheminement du gaz naturel (représentant 94% des recettes). Seules les recettes de prestations sont considérées comme natives, toutes les autres sont issues de clé de répartition au niveau national, régional,

infrarégional et local.

En 2019, le montant total des charges est de 25,7 M€ dont 13,5 M€ pour les charges d'exploitation. Concernant les charges de personnel représentant 46% des charges totales, celles-ci sont sujet à des fluctuations d'une année sur l'autre. A noter que l'organisation régionale de GRDF a été modifiée, impactant la plupart des agences à maille d'intervention régionale, ce qui a engendré une certaine évolution des montants affectés à chacune des concessions en 2019 par rapport aux années antérieures. Par ailleurs, la seule charge native des concessions locales sont les redevances de concession. La redevance R1 est une redevance de fonctionnement, ayant pour objet de financer les dépenses annuelles de l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission de contrôle de l'exécution de la concession, conseils aux usagers, conciliation en cas de litige entre les consommateurs finals et le concessionnaire, coordination des travaux etc. Le montant annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole est de l'ordre de 200 000 € par an. La redevance d'occupation du domaine public (RODP) est versée par le gestionnaire de réseau à la Métropole doté de la compétence voirie en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz. Le montant annuel est de l'ordre de 63 000 €. Toutes les autres charges sont déduites via l'application de clé de répartition sur les données nationales.

Les comptes ne constituent donc pas un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire ni d'analyse de la rentabilité de la concession. On évoquera toutefois l'affichage d'un résultat en déficit de 3,3 M€ et une contribution à la péréquation appliquée à hauteur de 5 M€.

IV) Conclusion et perspectives

Le réseau de distribution public de gaz, présent sur 30 communes de la Métropole, est un outil relativement jeune et fiable. De plus, l'exigence en matière de sécurité vis-à-vis des personnes est un souci permanent de GRDF.

Un point de vigilance est la baisse probable des consommations de chauffage sur le territoire, entraînant une baisse de recettes qui viendrait dégrader le résultat d'exploitation de la concession.

Toutefois, compte tenu de la méthode économique utilisée pour établir le compte d'exploitation, la Métropole n'a pas la possibilité de connaître le réel équilibre économique en lien avec son territoire.

La pérennité du réseau reste un enjeu majeur dans le contexte de transition énergétique autour de la mobilité décarbonée avec le développement du BioGNV. Par ailleurs, les procédés du type Power to gaz, qui sont actuellement en expérimentation, permettront d'améliorer le taux d'intégration des énergies renouvelables intermittentes.

C'est dans ce contexte que Montpellier Méditerranée Métropole souhaitera tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire. Le nouveau contrat de concession devra s'appuyer sur le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ainsi que le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du compte-rendu annuel des 24 concessions de distribution publique de gaz déléguée à GRDF au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20201217-149499A-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRAC 2019 7 communes
- CRAC 2019 Baillargues
- CRAC 2019 Castelnau le lez
- CRAC 2019 Castries
- CRAC 2019 Clapiers
- CRAC 2019 Courdonterral
- CRAC 2019 Le CRès
- CRAC 2019 Fabrègues
- CRAC 2019 Jacou
- CRAC 2019 Juvignac
- CRAC 2019 Lattes
- CRAC 2019 Lavérune
- CRAC 2019 Montferrier sur lez
- CRAC 2019 Montpellier
- CRAC 2019 Murviel les Montpellier
- CRAC 2019 Pérols
- CRAC 2019 Pignan
- CRAC 2019 Prades le lez
- CRAC 2019 Saint Drézéry
- CRAC 2019 Saint Genies des Mourgues
- CRAC 2019 Saint Jean de Védas
- CRAC 2019 Saussan
- CRAC 2019 Vendargues
- CRAC 2019 Villeneuve les Maguelone

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°11 - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Aux termes d'une convention du 23 Octobre 1968 approuvée par le Préfet de l'Hérault le 26 Novembre 1968, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), la gestion et l'exécution des travaux d'extension du marché d'intérêt national (MIN) de Montpellier.

Cette convention, modifiée depuis par dix avenants, arrive à expiration le 31 décembre 2028.

Suivants les délibérations en date du 22 octobre 2002 et du 20 mai 2003, la Ville de Montpellier a transféré le MIN à la Métropole.

Le MIN joue un rôle structurant pour son territoire et plus largement à l'échelle du territoire du pôle métropolitain. Il se situe à la convergence de plusieurs politiques publiques clés : politique agroécologie et alimentaire, politique des mobilités et en particulier de logistique urbaine, politique de développement économique, politique d'urbanisme commercial. Plus particulièrement, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique agro écologique et alimentaire durable.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir l'économie locale des entreprises rencontrant des difficultés économiques et financières et perturbations liées à la Covid-19, qui nécessitent un ajustement contractuel de la concession opérée au sein du MIN et donnée en gestion à la SAEML SOMIMON.

Conformément à l'article L. 3135-1 du Code de la Commande publique, l'avenant n°11, a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre du dispositif de soutien à l'économie locale des concessionnaires du MIN dont l'activité se trouve impactée par la crise d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid19.

Ce soutien prend la forme d'une exonération de 50 % des redevances relatives aux deux périodes de confinement ou périodes de restrictions liées aux conditions sanitaires accordés aux concessionnaires exerçant leurs activités principales sur le MIN et éligibles selon les termes de l'avenant présenté.

Par ailleurs une exonération de 50 % est appliquée pour les concessionnaires qui ont repoussé leurs installations sur le MIN et n'ont pu démarrer leurs activités lors du premier confinement.

Enfin, une exonération de 50% sera appliquée sur la durée correspondant aux deux périodes de confinement ou périodes de restrictions liées aux conditions sanitaires pour les entreprises de la halle Horticole.

Afin d'indemniser le délégataire du préjudice subi au regard de la perte de résultats en lien avec ces aides à l'immobilier d'entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole consent à réaliser une compensation par diminution exceptionnelle de la redevance 2020 versée par la SOMIMON dans le cadre du contrat de délégation de services public. Cette réduction est estimée à environ 100 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°11 au contrat de DSP relatif à l'exploitation du MIN ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150068-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_exonerations_loyers_Covid_19_modifs_9dec20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Déléataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP MIN portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN, en date du 8 décembre 2020 ;
- une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 9 décembre 2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat

La Ville de Montpellier a confié la gestion du Marché d'Intérêt national à la SOMIMON par convention de concession en date du 23 octobre 1968. Cette convention, modifiée par 10 avenants, arrive à échéance le 31 décembre 2028.

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux cotés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Marie MASSART.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du marché d'intérêt national de Montpellier, à travers notamment la réalisation d'entretien et de travaux rendus nécessaires par son évolution.

En 2019, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- la filière agroalimentaire,
- la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés),
- la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...),
- l'activité horticole,
- l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Un nombre conséquent de concessionnaires sont également accueillis au sein du MIN sur des espaces privatifs en location par la SOMIMON. On dénombre pour 2019 67 concessionnaires et 10 dans le cadre du pôle de transformation. On note 9 agrandissements sur l'année ; par ailleurs 5 nouveaux opérateurs se sont installés.

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (Mona dessert, Fraich Frites, Le Bon Goût). Ce pôle accueille 10 entreprises en 2019.

Depuis 2018, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants ...). Ce projet a permis de préciser les événements organisés par la Métropole et les actions engagées dans le cadre de l'année 2017-2018 de l'Agroécologie et de l'Alimentation Durable.

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence "Bon & Local".

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société est de 17 salariés au 31/12/2019 dont le directeur général mis à disposition par SCET GE, et deux personnes du Groupement d'Employeur (un chargé de créance (20%), et un responsable qualité (40%).

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique en menant une politique agro-écologique et alimentaire innovante. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « ville respirable » de la Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « les derniers kilomètres » en ville.

Depuis 2017, la démarche BOCAL (comme Bon et Local) a été lancée en collaboration avec le MIN, avec le déploiement d'une plateforme interactive des circuits alimentaires de proximité permettant d'identifier facilement les lieux où s'approvisionner en produits locaux. Dans la continuité, fruit d'un travail partenarial conduit depuis 2015, une charte de la transition agro écologique et alimentaire a été co-rédigée et signée le 7 octobre 2019 par les partenaires de la démarche, dans le cadre de la matinée Grand Public du Pacte de Milan.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage en faveur de l'alimentation durable à travers le Monde et a pris l'engagement de mettre en place des actions concrètes sur l'alimentation durable en signant le Pacte de Milan autour de 6 axes prioritaires. Le MIN participe à cette initiative à travers des actions visant à réduire le gaspillage alimentaire ; par l'accueil des acteurs transformant les produits alimentaires locaux.

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1er janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2019 avec environ 1% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2019, le résultat net global est déficitaire de -13 K€.

Les produits totaux représentent 3 153 K€ (en hausse de +35 K€, +1%) pour un total de charges de 3 178K€ (soit -86K€ et -3%) ; le résultat net de l'exercice est déficitaire de -13 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 178 K€.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3 M€ en légère hausse par rapport à 2018 (soit + 37 K€, soit + 1 %), dont 719 K€ pour la filière fruits et 655 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 28 K€ soit + 4%) et 606 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de +27 K€ soit +5%. La hausse des produits s'explique principalement par la hausse des redevances des concessionnaires implantés sur le MIN avec une évolution de +46K€ concernant le pôle transformation et de +28K€ sur le secteur alimentaire.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 46% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La part de la plateforme frigorifique représente quant à elle 20% du chiffre d'affaires.

L'augmentation des charges est principalement liée à l'évolution des dotations aux amortissements et provisions de +20%, avec une vigilance accrue sur les créances douteuses de la société en lien avec des concessionnaires en difficultés financières.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2019 les travaux ont été réalisés pour 742 K€ dont 325K€ investis sur l'année (pôle transformation et fermeture carreau producteur, cases supplémentaires), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

A noter, la poursuite des travaux de gros entretien et d'adaptation aux demandes des entreprises notamment au sein du pôle de transformation alimentaire.

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve à la croisée des chemins de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation, de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Si l'exercice est déficitaire cette année, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN,

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville).

Pour les perspectives 2020, un dispositif d'aide au paiement des loyers à destination des entreprises occupant les bâtiments du MIN particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 est mis en œuvre par la Métropole par l'intermédiaire de la SOMIMON.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - CRAC 2019 - Avenant n°4 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

La signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz. Le montant global de l'opération a été initialement évalué à 5 152 K€ TTC.

Deux premiers avenants à la convention de mandat ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. Le montant total de la rémunération a été porté à 320 K€ HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K€ HT hors révisions.

S'agissant des travaux, les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016 pour un montant de travaux arrêté à 1 309 860 € HT.

Pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération dont le montant a été estimé par le maître d'œuvre à 1,85 M€ HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'Exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de Projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018 à la suite de la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

La dévolution des marchés de travaux correspondants a fait l'objet de deux procédures distinctes.

La première procédure de consultation lancée en avril 2018 pour l'attribution du marché de fourniture des torchères selon la procédure concurrentielle avec négociation. À l'issue de l'analyse, et après information de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (soit – 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre DE 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'Exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, la deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Les marchés correspondants ont été attribués début 2019 pour un montant global de 1 321 996 € HT.

Les demandes d'autorisations administratives relatives au Porter à Connaissance dans le cadre de l'Autorisation d'Exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de ladite autorisation, et à la demande de Permis de Construire Modificatif ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention desdites autorisations avant le démarrage des travaux programmés à la fin du premier semestre 2019.

La fabrication des torchères a été lancée à l'été 2019 et leur installation sur la plateforme créée a été faite début 2020. Les travaux de constitution du nouveau réseau biogaz ont démarré concomitamment. Leur achèvement initialement prévu fin du 1^{er} semestre 2020 a été retardé à début 2021 par la survenance de l'épidémie Covid-19 et la mise en œuvre des nécessaires vérifications de la conformité technique des ouvrages.

La durée du mandat de maîtrise d'ouvrage doit être prorogée en conséquence jusqu'à cette date (hors Année de suivi de Parfait Achèvement) pour tenir compte de cette nouvelle échéance prévisionnelle dans le cadre d'un avenant n°4, révisé pour tenir compte des nouveaux délais et sans incidence financière. Cet avenant n°4 précise par ailleurs qu'il n'est pas possible pour la SERM de souscrire une police Constructeur non réalisateur (CNR) seule, cette garantie étant prévue dans le seul cadre d'une police Dommages Ouvrages dont la souscription par la SERM pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas prévue au mandat.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2019, aucun versement d'avances n'a été réalisé, le montant des avances versé au 31 décembre 2019, s'élevant à 550 K€. 24 K€ HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 282 K€ HT à la même échéance.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2019 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 2 500 K€ TTC, dont 301 K€ au titre de l'exercice 2019.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté à 5 263 K€ TTC, en augmentation de 92 K€ TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2018 et ce afin de prendre en compte le maintien d'un poste « aléas » à hauteur de 100 K€ HT pour la poursuite des travaux et les éventuelles nouvelles répercussions de l'épidémie de Covid-19.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2019 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- d'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°4 au marché complémentaire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-146965-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02127_Avenant n° 4_VD-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Transports - Exercice 2021

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre au Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques GIHP de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer une première attribution suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
693	GIHP - GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	675 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 938.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- d'approuver les termes de la convention ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Emilie CABELLO.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150595-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2021

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre au Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole de fonctionner dès le début de l'année il est proposé d'allouer une première attribution suivant le tableau ci-dessous :

CODE	STRUCTURE	TYPE	ATTRIBUÉ
6922	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE MONTPELLIER 3M CASSC	Fonctionnement	392 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- d'approuver les termes de la convention ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE,

M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150598-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Affectation de subventions pour l'exercice 2021 - première partie :

Nom de l'association	Nature	Montant
BASKET LATTES MONTPELLIER ASSOCIATION	Fonctionnement	470 000 €
MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	440 000 €
MONTPELLIER HANDBALL (SAS)	Fonctionnement	553 315 €
MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	Fonctionnement	315 000 €
MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	Fonctionnement	458 212,50 €
MONTPELLIER RUGBY CLUB (ASSOCIATION)	Fonctionnement	450 000 €
MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (SA)	Fonctionnement	587 398,50 €
MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (ASSOCIATION)	Fonctionnement	146 250 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE U.C. NATATION (3MUC)	Fonctionnement	187 825 €

MONTPELLIER WATER POLO	Fonctionnement	185 000 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	Fonctionnement	124 000 €
MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Fonctionnement	12 250 €
MONTPELLIER XIII	Fonctionnement	2 500 €
AQUALOVE SAUVETAGE	Fonctionnement	5 367 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE	Fonctionnement	2 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement	10 000 €
ASPTT TENNIS MONTPELLIER	Fonctionnement	6 250 €
MONTPELLIER TRIATHLON	Fonctionnement	15 000 €
BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	10 000 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOË KAYAK UC	Fonctionnement	25 000 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	Fonctionnement	37 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE FUTSAL	Fonctionnement	10 000 €
MONTPELLIER GRS	Fonctionnement	25 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
 - d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
 - d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
 - d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-152098-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer une première attribution suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Fonctionnement		220 000 €
213	THEATRE DES TREIZE VENTS	Fonctionnement		350 000 €
265	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OONM	Fonctionnement		6 665 000 €
980	ASSOCIATION DU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	Fonctionnement		222 000 €
1620	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	Fonctionnement		736 191 €
1666	STAND'ART	Fonctionnement		83 125 €
2156	MONTPELLIER DANSE	Fonctionnement		769 025 €
3746	ASSOCIATION UNI'IONS	Projet	FESTIVAL ARABESQUES	104 536 €
6919	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		250 000 €
TOTAL				9 399 877 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

Structure	Type	Attribué
MoCo MONTPELLIER CONTEMPORAIN	Fonctionnement	1 700 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657381, chapitre 933.

Structure	Type	Attribué
DOMAINE D'O	Fonctionnement	1 500 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657363, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 30 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Laurent JAOU, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149905-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAUL, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique - Exercice 2021

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer une première attribution suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Fonctionnement		72 500 €
		Projet	RENOV'ENERGIE & GUICHET UNIQUE	150 000 €
TOTAL				222 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150590-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries - Acquisition du terrain d'assiette et passation d'un protocole transactionnel avec le Groupement Foncier Agricole du domaine de Ferrières - Lieudit les Arbousiers - Parcelle cadastrée D163 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de gestion des déchets, la Communauté d'agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et le Groupement Foncier Agricole (GFA) du domaine de Ferrières ont conclu successivement le 4 août 2006 et le 3 avril 2012 deux conventions de bail pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés non dangereux (ISDND), sise sur la parcelle D 163, d'une superficie de 101 688 m², dont il est propriétaire, sur le territoire de la commune de Castries au lieudit l'Arbousier

La première convention a permis l'exploitation d'un casier n°1 et la seconde d'un casier n°2.

L'emprise foncière de ces conventions porte respectivement sur le foncier du casier n° 1, d'une superficie estimée à 7,5 ha, soit une zone d'enfouissement d'une superficie de 3,55 ha et une zone réservée à des aménagements annexes d'une superficie de 3,95 ha, et sur le foncier du casier n° 2, d'une superficie de 2,5 ha, comprenant une zone d'enfouissement de 1,4 ha. Sur cette assiette foncière, des bureaux et locaux techniques ont été édifiés par la Métropole pour les besoins de l'exploitation.

L'exploitation de l'ISDND a été initialement autorisée par le Préfet de l'Hérault par arrêté n° 2008-I-098B du 18 janvier 2008 pour le casier n°1, puis par arrêté du Préfet de l'Hérault du 25 novembre 2013 n° 2013- I-2234A pour le casier n°2. L'exploitation du casier n°1 a cessé le 21 mai 2014 et celle du casier n°2 le 30 novembre 2019.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013, un programme de suivi post-exploitation est prévu pour une période d'au moins trente ans, comprenant les contrôles concernant le biogaz et son traitement par combustion, les rejets d'eaux pluviales intérieures, le traitement des lixiviats et la surveillance dans l'environnement. Les deux conventions précitées prévoient pendant toute la durée du suivi de post-exploitation, le règlement au profit du GFA d'une redevance d'indemnisation correspondant notamment à l'immobilisation du terrain pendant cette période de post-exploitation. Cette redevance est fixée à 0,75 € HT la tonne au titre du casier n°1 et 0,83 € HT la tonne au titre du casier n°2 sur la base du tonnage annuel de 83 000 tonnes autorisé pour chaque casier, redevance soumise à révision.

Les conventions prévoient en outre qu'à leur expiration, les constructions édifiées reviendront à titre gratuit au propriétaire dès constatation de la cessation d'exploitation et qu'un bail sera conclu entre ce dernier et la Métropole, pour la même durée réglementaire du suivi post-exploitation, portant sur les bâtiments nécessaires audit suivi, soit au minimum le local technique d'une surface de 25 m² et tout autre local si nécessaire.

Ce bail sera consenti sur la base d'une valeur locative annuelle de marché constatée à la date de la convention de 150 € de charges locatives du mètre carré.

Le montant des sommes dues par la Métropole au GFA, durant la période d'au minimum trente ans, s'élève en conséquence, avant révision à la somme totale de 4 046 700 €, se décomposant comme suit :

- 112 500 € correspondant au montant de la location de la partie des bâtiments nécessaires au suivi post-exploitation,
- 1 867 500 € correspondant au montant de l'indemnisation au titre du casier n°1,
- 2 066 700 € correspondant au montant de l'indemnisation au titre du casier n°2.

Le GFA ayant émis le souhait de vendre la parcelle cadastrée D 163, et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitant faciliter l'accomplissement de ses obligations post-exploitation, en se libérant de celles contractées à l'égard du GFA propriétaire, les parties se sont rapprochées pour envisager les suites à donner. Au terme de ces échanges, les parties ont convenu de conclure une transaction en application des articles L.423-1 du Code des relations entre le public et l'administration et 2044 et suivants du Code civil. Elle a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Métropole s'engage à se porter acquéreur de l'assiette foncière de l'ISDND et à indemniser pour solde de tout compte le GFA.

Cette assiette est donc constituée du bien immobilier partiellement bâti cadastré section D n°163 d'une superficie de 10 ha 16 à 88 ca, comprenant pour les besoins de l'exploitation un bâtiment à usage de bureaux et locaux techniques d'une surface d'environ 283 m². La cession est consentie moyennant le prix de 530 000 €, conformément à l'avis des services fiscaux délivré le 13 juillet 2020. Le protocole transactionnel a également pour objectif de résilier les conventions antérieures signées par les parties et d'éteindre les obligations des précédentes conventions, notamment celles de la Métropole de verser les redevances d'indemnisation. La Métropole versera ainsi au GFA l'indemnité de 134 900 € due au titre de l'année 2020 ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour solde de tout compte de 1 958 590 €, destinée à compenser le montant total des sommes auxquelles il était en droit de prétendre selon les termes desdites conventions pour leur durée résiduelle.

Le montant total à verser s'établit donc à 2 623 490 €, en ce compris le prix de cession de la pleine propriété du sol, bâtiments et installations, et les indemnités dues au titres des conventions de bail pour la période post-exploitation résiduelle.

Par ailleurs, le GFA consent à Montpellier Méditerranée Métropole une servitude de passage pour les piétons et tous les véhicules, dont véhicules lourd sur une partie de la parcelle cadastrée D 164 restant la propriété du GFA, et notamment l'accès au transformateur et à l'armoire électrique nécessaire au fonctionnement des installations. Une servitude de passage des canalisations souterraines sera également instituée.

Les engagements respectifs ainsi conclus conduisent par ailleurs les parties à renoncer à tout recours ou contestation passés, présents ou à naître sur l'objet de la présente transaction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la signature d'un protocole transactionnel avec le GFA du Domaine de Ferrières, moyennant le versement de l'indemnité de 134 900 € au titre de 2020 et d'une indemnité due pour la durée résiduelle de suivi post-exploitation de l'ISDND de 1 958 590 € et engageant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à l'acquisition du terrain d'assiette et installation de l'ISDND ;
- de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée D 163 d'une superficie de 101 688 m² environ moyennant le prix de 530 000 € conformément à l'évaluation de France Domaine du 13 juillet 2020 ;
- d'autoriser la constitution d'une servitude de passage pour la circulation des véhicules et des piétons sur la parcelle cadastrées D 164, restant propriété du GFA du Domaine de Ferrières, ainsi qu'une servitude de passage de canalisations souterraines ;
- de dire que l'acte authentique réitérant la vente et les servitudes de passage sera confié aux bons offices de l'Office Notarial de Baillargues, aux frais de la Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 9 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150116-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ProtocoleV3 - C3M 17-12-20 VPN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Développement Économique - Exercice 2021

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Afin de permettre aux associations et autres structures du territoire de fonctionner dès le début de l'année, il est proposé d'allouer une première attribution suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MLJ3M	Fonctionnement	316 545 €
4115	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	1 139 915 €
TOTAL			1 456 460 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150582-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Règlement intérieur du Conseil de Métropole - Mandat 2020-2026 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application du Code général des collectivités territoriales, et notamment des articles L.2121-8 et L. 5211 - 2, l'élaboration d'un règlement intérieur est obligatoire dans les intercommunalités comprenant au moins une commune de plus de 1 000 habitants. Ce document doit être approuvé dans les six mois qui suivent l'installation de l'organe délibérant.

A la suite du renouvellement du Conseil de Métropole en date du 15 juillet 2020, il convient donc d'établir un règlement intérieur.

Son objet est d'établir les règles de fonctionnement interne de l'Assemblée délibérante et d'autres organes métropolitains, tels que les commissions ou le bureau, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le règlement intérieur du Conseil de Métropole pour le mandat 2020-2026 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-136410-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement intérieur 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARISSON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix
Contre : 0 voix
Abstentions : 2 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

ORGANISMES	REPRÉSENTATIONS
Commission d'Appel d'Offres SA3M	Nicole MARIN-KHOURY
Collège de déontologie	<i>Direction des Affaires Juridiques</i> Benjamin DI GRAZIA (titulaire) Roxane ROBERT (suppléante) <i>Pôle Ressources Humaines et relations Sociales</i> Laurence BONNET (titulaire) Lucas VERCHER (suppléant) <i>Secrétariat Général</i> Laurent CHALVIDAN (titulaire) Pauline REDONDIN (suppléant)
Domaine d'Ô	2 représentants de l'administration Le Directeur Général des Services Le Directeur Général Adjoint à la Culture

COLLÈGES	REPRÉSENTATIONS Titulaire Suppléant
Collège Arthur Rimbaud (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA Christophe BOURDIN
Collège Camille Claudel (Centre)	Marie MASSART François VASQUEZ
Collège Clémence Royer (Centre)	Tasnime AKBARALY Séverine SAINT MARTIN
Collège Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Marie MASSART
Collège Croix d'Argent	François VASQUEZ Yves BARRAL
Collège Fontcarrade (Centre)	Mikel SEBLIN Roger-Yannick CHARTIER

Collège François Rabelais (Mosson)	Mikel SEBLIN Clara GIMENEZ
Collège Gérard Philipe (Prés d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY François VASQUEZ
Collège Jeu de Mail (Hôpitaux Facultés)	Agnès SAURAT Christian ASSAF
Collège Joffre (Centre)	Boris BELLANGER Michel ASLANIAN
Collège Les Aiguerelles (Prés d'Arènes)	Mikel SEBLIN Roger-Yannick CHARTIER
Collège Les Escholiers de la Mosson (Mosson)	Christophe BOURDIN Clare HART
Collège Les Garrigues (Mosson)	Clare HART Christophe BOURDIN
Collège Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY Yves BARRAL
Collège Simone Veil (Cévennes)	Christian ASSAF Michel ASLANIAN

LYCÉES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
BTP CFA de l'Hérault (Mosson)	Christian ASSAF Manu REYNAUD
Cité Scolaire Françoise Combes (Centre)	Fanny DOMBRE-COSTE
Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Jean-Jacques Rousseau - EREA - (Cévennes)	Hind EMAD Maryse FAYE
Lycée Agricole Frédéric Bazille - Agropolis (Hôpitaux-Facultés)	Agnès SAURAT Christian ASSAF
Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Clara GIMENEZ
Lycée Jules Guesde (Cévennes)	Clara GIMENEZ Marie MASSART
Lycée Joffre (Centre)	Charles SULTAN Julie FRECHE
Lycée Jean Mermoz (Centre)	Hervé MARTIN Tasnine AKBARALY
Lycée général et technologique Jean Monnet (Mosson)	Sébastien COTE Clara GIMENEZ
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Emilie CABELLO Laurent NISON
Lycée des Métiers de l'éco-construction et du bâtiment Léonard de Vinci (Mosson)	Véronique BRUNET Hind EMAD
Lycée professionnel Jules Ferry (Cévennes)	Radia TIKOUK Véronique BRUNET
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Manu REYNAUD Hervé MARTIN

A l'issue d'un vote à main levée, ces propositions sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150309-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modifications - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour le mandat 2020-2026, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-802 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/jour) pour les frais de repas.

En cas de revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel, celle-ci sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole ès qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, participation à des événements dans le cadre de leurs délégations...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° M2019-802 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris *intra-muros*, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris *intra-muros*, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/jour) pour les frais de repas.

La future revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 2123-18 et L. 5211-14 du Code général des collectivités territoriales, et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :

Dans le cadre de mission ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite maximale des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits correspondants sont imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-151596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Ressources - Budget - Clôture du Budget annexe transport - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur la gestion de la Métropole des exercices 2013 et suivants a été présenté au Conseil de Métropole du 23 novembre 2020.

Dans ce rapport, la CRC souligne que parmi les budgets annexes de la Métropole existant et relevant de nomenclatures SPIC, le budget « transport » (M43) concerne un service public concédé au travers d'une délégation de service public : aussi son individualisation était-elle facultative. Elle précise qu'il n'est pas démontré que ce budget annexe puisse soutenir par lui-même le développement et l'entretien du réseau et que sa création a fait perdre en lisibilité la situation financière de la Métropole pour une compétence où l'équilibre n'est pas une obligation.

Ce budget, qui porte un service public essentiel, est structurellement déséquilibré et nécessite un financement du budget principal. Avec le portage du coût d'investissement de la ligne 5 de tramway à venir, et les choix tarifaires faits, l'apport des ressources du budget principal sera déterminant.

La thématique transport étant intimement liée au budget principal, il est proposé la clôture du budget annexe transport au 31 décembre 2020.

Les résultats de clôture du budget annexe devront être constatés au compte administratif et seront transférés au budget principal.

L'actif net du budget devra également être intégré au budget principal.

La reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal et l'intégration des résultats du compte administratif 2020 au budget principal devront être réalisés après le vote du compte administratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la clôture du budget annexe transport au 31 décembre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Ressources - Budget principal et budgets annexes - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2021 - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Président est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs et conformément à l'article L.5217-10-9 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, sont retracées dans les tableaux suivants :

A noter que le montant des crédits provisoires du budget principal a été calculé en agrégeant les crédits 2020 du budget principal et du budget annexe transport.

Budget Principal

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
930	Services généraux	42 757 888	42 757 888
931	Sécurité et salubrité publique	21 726 403	21 726 403
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	98 521 763	98 521 763
934	Santé et action sociale	550 188	550 188
935	Aménagement des territoires et habitat	29 255 968	29 255 968
936	Action économique	19 466 115	19 466 115
937	Environnement	116 207 825	116 207 825
938	Transports	144 838 928	144 838 928
940	Impositions directes	23 337 349	23 337 349
943	Opérations financières	11 245 000	11 245 000
946	Transferts entre les sections	87 638 563	87 638 563
Total		595 545 990	595 545 990

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	3 745 012	3 745 012
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 058 500	3 058 500
65	Autres charges de gestion courante	552 479	552 479
66	Charges financières	2 700 500	2 700 500
67	Charges exceptionnelles	674 808	674 808
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 982 000	9 982 000
Total		20 713 298	20 713 298

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	5 250	5 250
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000	45 000
65	Autres charges de gestion courante	1 000	1 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 900	5 900
Total		58 150	58 150

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	672 500	672 500
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 000	105 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 000
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 000	8 000
Total		786 500	786 500

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
011	Charges à caractère général	1 020 250	1 020 250
012	Charges de personnel et frais assimilés	118 500	118 500
65	Autres charges de gestion courante	64 080	64 080
67	Charges exceptionnelles	85 786	85 786
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 500	7 500
Total		1 296 116	1 296 116

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2021, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2021, est retracée dans les tableaux suivants :

A noter que le montant des crédits provisoires du budget principal a été calculé en agréant les crédits 2020 du budget principal et du budget annexe transport.

Budget Principal

Fonction et Libellé		Crédits votés en 2020		1/4*	1/3*	Ouverture de crédits 2021
900	Services généraux	hors AP	8 098 293	2 024 573		4 746 191
		en AP	8 164 853		2 721 618	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	1 327 393	331 848		331 848
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	15 894 959	3 973 740		15 137 160
		en AP	33 490 259		11 163 420	
904	Santé et action sociale	hors AP	23 000	5 750		5 750
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	28 649 337	7 162 334		19 801 716
		en AP	37 918 144		12 639 381	
906	Action économique	hors AP	6 568 544	1 642 136		6 232 124
		en AP	13 769 965		4 589 988	
907	Environnement	hors AP	13 782 642	3 445 661		8 756 541
		en AP	15 932 642		5 310 881	
908	Transports*	hors AP	112 006 435	76 226 609		112 011 732
		en AP	107 355 369		35 785 123	
921	Taxes non affectées	hors AP	2 913 141	728 285		728 285
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%) *	hors AP	53 990 000	53 087 000		53 087 000
925	Opérations patrimoniales	hors AP	36 905 273	9 226 318		9 226 318
926	Transferts entre les sections	hors AP	40 515 715	10 128 929		10 128 929
Total			537 305 965	167 983 183	72 210 411	240 193 594

Budget annexe Assainissement

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020		1/4*	1/3	Ouverture de crédits 2021
13	Subventions d'investissement	hors AP	99 000	24 750		24 750
16	Emprunts et dettes assimilées (100%)*	hors AP	5 023 059	5 023 059		5 023 059
20	Immobilisations incorporelles	hors AP	412 122	103 031		103 031
21	Immobilisations corporelles	hors AP	214 536	53 634		53 634
23	Immobilisations en cours	hors AP	18 897 127	4 724 282		6 726 682
		en AP	6 007 200		2 002 400	
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	hors AP	3 020 000	755 000		755 000
041	Opérations patrimoniales	hors AP	111 000	27 750		27 750
Total			33 784 044	10 711 505	2 002 400	12 713 905

Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
13	Subventions d'investissement	3 000	750
21	Immobilisations corporelles	18 133	4 533
Total		21 133	5 283

Budget annexe Parking :

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
20	Immobilisations incorporelles	10 000	2 500
21	Immobilisations corporelles	2 519 303	629 826
Total		2 529 303	632 326

Budget annexe Eau Potable

Chapitre	Libellé	Crédits votés en 2020	Ouverture de crédits 2021
20	Immobilisations incorporelles	1 547 070	386 768
21	Immobilisations corporelles	2 435 551	608 888
23	Immobilisations en cours	1 662 809	415 702
Total		5 645 430	1 411 358

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150972-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Contrat territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2020 - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Le Contrat de Plan État-Région (CPER 2014-2020) et le Contrat Territorial (CT 2018-2020) constituent le cadre de négociation entre l'État, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre de projets structurants pour le territoire.

Le Contrat Territorial (2018-2021) conclu entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole en juillet 2019 intègre les projets du Contrat de Plan État Région financés par la Région Occitanie. L'enjeu de ces contrats est d'obtenir un effet de levier pour l'investissement local et de concentrer les investissements sur des projets stratégiques pour notre territoire. Ces contrats cadre fixent des objectifs stratégiques pluriannuels communs et font l'objet d'actions indicatives.

Concernant le Contrat Territorial approuvé par délibération n°M2019-373 du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019, des Programmes Opérationnels (PO) sont votés annuellement par la commission permanente de la Région Occitanie et le Conseil de Métropole. Ceci a fait l'objet d'échange techniques avec les élus et les services des deux collectivités. Ils permettent de définir les crédits alloués à chaque projet en fonction de leur envergure et des échéances de réalisation.

La maîtrise d'ouvrage de ces projets est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole ou les partenaires de la collectivité.

Ces projets sont engagés durant l'année concernée. Les plans de financements sont prévisionnels, ils ne deviendront définitifs qu'après instruction technique des dossiers par les partenaires financiers. Ainsi l'inscription au PO ne vaut pas engagement.

Les plans de financement ne sont qu'indicatifs et doivent se rapprocher le plus possible de la réalité. Seule fait foi la décision d'attribution par les financeurs sous forme d'arrêtés attributifs de subvention ou de convention financière.

Le montant total des projets engagés en 2020 s'élève à 59 680 802 € (hors financement de 440 millions d'euros concernant la Ligne 5 de tramway en cours d'instruction), dont 15 427 053 € de financements prévisionnels par la Région Occitanie, et 16 641 568 € de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les objectifs et la mise en place du Programme Opérationnel 2020 pour les projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de la Métropole concernées ou les partenaires de la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 28 voix

M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Mikel SEBLIN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150273-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PO 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Épidémie de Covid-19 - Étalement des charges pour les dépenses exceptionnelles relatives à la crise sanitaire - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire du COVID-19 impactent fortement les budgets 2020 des collectivités territoriales et dans le but de préserver les équilibres budgétaires, le législateur a adapté le cadre comptable.

Ainsi, la circulaire du 24 août 2020 relative au traitement budgétaire et comptable des dépenses des collectivités territoriales, des groupements et de leurs établissements publics liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 aménage l'instruction budgétaire et comptable M57. Elle prévoit la possibilité d'étaler sur plusieurs exercices comptables les dépenses exceptionnelles telles que les dépenses de nettoyage et désinfection des locaux, d'achats de masques, d'aide au secteur économique mis en œuvre par les communes et leur groupement pour faire face à la crise sanitaire du Covid-19. Les aides ou subventions reçues pour financer ces achats doivent être déduites du montant des charges à étaler.

L'opération comptable consiste à transférer le montant total de ces charges en section d'investissement, puis à amortir chaque année une part de ces charges par une dépense en section de fonctionnement.

Cet étalement est soumis à l'autorisation de l'Assemblée délibérante. Aussi, il est proposé de fixer la durée d'étalement de ces charges à 5 ans, durée maximale autorisée par la loi.

Les mandats du budget principal éligibles à l'étalement sont détaillés en annexe à la délibération et représentent les montants suivants :

	Montant mandaté en 2020	Subventions reçues	TOTAL	Montant de l'étalement
Aide économique	910 064,00	-	910 064,00	182 012,80
Achat de masques	3 020 613,04	350 000,00	2 670 613,04	534 122,61
TOTAL	3 930 677,04	350 000,00	3 580 677,04	716 135,41

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'étalement des charges 2020 listées en annexe pour une durée de 5 ans ;
- de dire que le montant des charges 2020 s'élève à 3 580 677,04 € et le montant de l'étalement à 716 135,41 € ;
- de dire que les crédits nécessaires à la passation de ces opérations d'ordre sont prévus au budget principal 2020 et seront inscrits aux budgets des exercices suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste des mandats

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les tarifs métropolitains présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2021 ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

Les modalités de fixation des tarifs :

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les typologies des tarifs :

- **Taxe** : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance** : deux redevances sont distinguées : **La redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple). Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Economie, innovation et attractivité
- Transports et mobilités
- Développement durable et aménagement du territoire
- Environnement et gestion des déchets
- Assainissement collectif et non collectif
- Cohésion sociale
- Sports
- Culture
- Autres

ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE

1. BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

PEPINIERES D'ENTREPRISES ET MONTPELLIER INTERNATIONAL BUSINESS INCUBATOR

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dévolu au développement des entreprises est également constitué du MIBI. (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales ou françaises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le BIC propose un accompagnement sur 2 volets :

- L'offre immobilière dans ces trois bâtiments, qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de bureaux, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.
- L'accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

En septembre 2020, le BIC de Montpellier a été retenu par la Mission French Tech comme incubateur partenaire du dispositif « French Tech Tremplin ». A ce titre il pourra accueillir en incubation jusqu'à deux entreprises répondant aux critères de l'appel à candidature. Ce programme d'incubation spécifique fera l'objet d'une facturation dans les limites prévues par le dispositif French Tech Tremplin.

Ces accompagnements sont considérés comme un investissement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière

symbolique, la contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de la Métropole.

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

En 2021, les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 0.66% (source Insee IRL T2 2020). Les prestations hors énergie et hors tabac qui varient en fonction de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois décèleront de -0,1 %. Les prestations liées au coût de l'énergie s'atténuent de -7,1 % pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE, mois d'août 2020).

Certaines prestations telles que les services accès parking sous-sol, location de salle, domiciliation sociétés non hébergées, le service courrier des sociétés hébergées, badge d'accès etc... ne correspondant pas au prix réel pratiqué sur le territoire métropolitain, la revalorisation n'a pas été appliquée et les tarifs sont restés à l'identique des tarifs 2020.

Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2021, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette dernière date.

a. CAP ALPHA

Redevance d'occupation hors charges	m ² /mois	m ² /an
Redevance de base		
bureau*	12,82 €	153,87 €
Plateau tertiaire *	10,48 €	125,72 €
Atelier type 1 *	5,80 €	69,55 €
Atelier type 1 équipé *	8,01 €	96,07 €
Atelier type 2 *	4,64 €	55,67 €
Atelier type 2 équipé *	6,85 €	82,19 €
Laboratoire BIOTECH *	11,79 €	141,48 €
Plateau BIOTECH *	12,03 €	144,36 €
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau *	13,70 €	164,38 €
Plateau tertiaire *	11,21 €	134,48 €
Atelier type 1 *	6,19 €	74,31 €
Atelier type 1 équipé *	8,57 €	102,83 €
Atelier type 2 *	4,97 €	59,67 €
Atelier type 2 équipé *	7,32 €	87,82 €
Laboratoire BIOTECH *	12,62 €	151,49 €
Plateau BIOTECH *	12,87 €	154,49 €
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau (hors charge)	14,74 €	176,89 €
Plateau tertiaire	12,04 €	144,49 €
Atelier type 1 *	6,66 €	79,94 €
Atelier type 1 équipé *	9,21 €	110,46 €

Atelier type 2 *	5,34 €	64,05 €
Atelier type 2 équipé *	7,87 €	94,45 €
Laboratoire BIOTECH *	13,56 €	162,75 €
Plateau BIOTECH *	13,83 €	166,00 €
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,58 €	78,94 €
Charge à ajouter (*)	20%	

LOCATION DES SALLES	Tarif
par 1/2 journée salle de réunion	67,83 €
Par 1/2 journée salle de conférence	120,96 €

b. CAP OMEGA

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	Tarif	
	m²/mois	m²/an
Redevance de base		
Bureau (hors charge)	13,19 €	158,25 €
Charge à ajouter (*)	20 %	
Durée de séjour supérieure à 36 mois		
Bureau (hors charge)	14,09 €	169,13 €
Charge à ajouter (*)	20 %	
Durée de séjour supérieure à 48 mois		
Bureau (hors charge)	15,18 €	182,15 €
Charge à ajouter (*)	20 %	
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,58 €	78,93 €

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	67,83 €

HEBERGEMENT LAUREAT FRENCH TECH TICKET H.T	mois	an
Incubation – French tech tremplin	996,50 €	11 958,00 €

c. MIBI

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	m²/mois	m²/an
Bureau (redevance de base)	14,09 €	169,13€
Charge à ajouter (*)	20 %	
Bureau Jeune Entreprise Innovante Etrangère accompagnée BIC (conditions financières identiques à Cap Omega)	13,19 €	158,25 €
Charge à ajouter (*)	20 %	
Bureau projet d'entreprise (durée de 4 à 12 mois maximum)	6,58 €	78,93 €
REDEVANCE BUREAU DE PASSAGE	Tarif /jour	
Bureau de passage équipé (redevance de base toutes charges comprises)	16,20 €	

LOCATION DES SALLES DE REUNION	Tarif
Par 1/2 journée	67,83 €

BATIMENTS DU BUSINESS INNOVATION CENTRE – SERVICES

Le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché.

a. CAP ALPHA

	Tarif
ENERGIE	
Atelier et laboratoire BIOTECH avec compteur EDF (contrat souscrit par occupant)	contrat EDF
Bureau (forfait par m² et par mois)	1,53 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs: abonnement mensuel	29,89 €
Plateau tertiaire avec sous compteurs (1e KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,20 €
EAU	
Ateliers (1e m3) selon relevé sous compteurs	réel distributeur
Laboratoires BIOTECH (1e m3) selon relevé sous compteurs	réel distributeur
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,82 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité -diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton :	0,29 €
Reliure Assemblage la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel	21,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% de frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,82 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,59 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel

	opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,75 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U = 4cm)	8,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multimédia	réel opérateur
SERVICES LIES AUX LOCATION DE SALLES	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
BADGE D'ACCES	
L'unité	13,00 €
SIGNALÉTIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	62,94 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,41 €
Remplacement spots (l'unité)	7,71 €
Remplacement clé (l'unité)	9,07 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participation entreprise aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga (par personne)	9,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	125,00 €
PARTICIPATIONS ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	35,00 €
Accompagnement	900,00 €
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 000,00 €

b. CAP OMEGA

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (1e KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,20 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,53 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €

Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,82 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,29 €
Reliure Assemblage la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIÉTÉS HÉBERGÉES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	21,00 €
DOMICILIATION SOCIÉTÉS NON HÉBERGÉES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPÉDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,82 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €
Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,59 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,75 €
HEBERGEMENT SERVEURS	
Par mois par unité rackable (1U=4cm)	8,00 €
SERVICES LIÉS AUX LOCATIONS DES SALLES DE RÉUNION	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	
BADGE D'ACCES PÉPINIÈRE	
L'unité	13,00 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	132,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	62,94 €
REMISE EN ÉTAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,41 €

Remplacement clé (l'unité)	41,46 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap oméga (par personne)	9,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise participante)	125,00 €
PARTICIPATION ACCOMPAGNEMENT (CREATION D'ENTREPRISES)	
Frais de dossier porteur de projet	35,00 €
Accompagnement	900,00 €
Participation des entreprises ne s'implantant pas sur le territoire de la Métropole	12 000,00 €

c. MIBI

	Tarif
ENERGIE	
Module avec relevé compteur (le KW – réel EDF plus frais de gestion)	0,20 €
Module sans relevé compteur (forfait par m²/mois)	1,53 €
SERVICE REPROGRAPHIE	
Photocopie noir et blanc/unité	0,06 €
Photocopie couleur de 1 à 100/copies/mois	0,77 €
Photocopie couleur de 101 à 500/copies/mois	0,59 €
Photocopie couleur de 501 à 1000/copies/mois	0,41 €
Photocopie couleur > 1000/copies/mois	0,29 €
Papier copieur A4/80 g (ramette 500 feuilles)	8,82 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 4,5 à 8 mm	0,11 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 10 à 12,5 mm	0,18 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre 16 à 28 mm	0,41 €
Peigne à relier à l'unité - diamètre > 28 mm	0,76 €
Couvertures à l'unité : PVC ou carton	0,29 €
Reliure assemblage la page	0,11 €
SERVICE COURRIER SOCIETES HEBERGEES	
Abonnement mensuel (collecte et relevage)	21,00 €
DOMICILIATION SOCIETES NON HEBERGEES	
Abonnement mensuel	30,00 €
EXPEDITION COURRIERS/COLIS	
Tarifs postaux en vigueur + 5% frais de service	
TELEPHONE	
Consommation	réel opérateur
Abonnement mensuel :	
Ligne téléphonique	4,82 €
Poste analogique	2,91 €
Poste numérique	5,73 €

Réservation de numéro au départ entreprise par ligne/par mois	9,59 €
TELECOPIE	
Emission (la taxe de téléphone)	réel opérateur
Réception (la page)	0,12 €
INTERNET	
Liaison haut débit symétrique (débit non garanti) connexion permanente (forfait mensuel)	41,75 €
HEBERGEMENT SERVEURS / OPERATEURS	
Par mois par unité rackable (1U= 4cm)	8,00 €
SERVICES LIES AUX LOCATIONS DES SALLES DE REUNION	
gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	25,00 €
Remise en état salle (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	37,00 €
CONFERENCE MULTIMEDIA	
Consommation communication multi media	réel opérateur
BADGE D'ACCES PEPINIERE	
L'unité	13,00 €
ACCES PARKING SOUS SOL	
Abonnement annuel	132,00 €
SIGNALETIQUE	
Extérieure/intérieure (forfait)	62,94 €
REMISE EN ETAT DES LOCAUX PAR M² AU SOL	
Nettoyage simple de la surface occupée	6,00 €
Remise en état complète (nettoyage approfondi, peinture, décapage sol...)	11,00 €
AUTRES PRESTATIONS	
Remplacement néons (l'unité)	6,41 €
Remplacement clé (l'unité)	41,46 €
INTERVENTION GARDIEN (déclenchement d'alarme)	
L'intervention	37,00 €
DIVERS	
Participations entreprises aux manifestations conviviales organisées par le BIC Cap Alpha/Cap Oméga et le MIBI (par personne)	9,00 €
INCUBATION VIRTUELLE (Prix annuel payable d'avance) Comprend :	
Domiciliation (service abonnement courrier annuel : 21,00 X 12)	252,00 €
Frais de réexpédition du courrier forfait 210,00 euros à renouveler si épuisé	210,00 €
Frais de télécommunication, renvoi d'appel, réservation numéro de téléphone forfait 315,00 euros à renouveler si épuisé	315,00 €
Frais de gestion forfait annuel 105,00 euros HT	105,00 €
PRIX TOTAL :	882,00 €
PARTICIPATION AUX FORMATIONS DIRIGEANTS	
Participation rencontres thématiques (par personne)	26,00 €
Jour formation (par entreprise participante)	125,00 €
Forfait prestation formation (séminaires, salons, congrès) (par entreprise)	125,00 €

2. LA FRENCH TECH

L'Espace French Tech est un espace d'information et de promotion de l'innovation et du numérique et des métiers qui y sont associés auprès des professionnels et du public. Il permet aux acteurs de l'écosystème

French Tech de disposer d'un lieu de rencontre et de partage des connaissances, favorable à la créativité et à l'innovation.

Il accueille également des personnes en recherche d'emploi et/ou en création d'entreprise, notamment dans le domaine du numérique, afin de leur donner accès à un espace équipé de postes multimédia.

La gestion de l'espace French Tech est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole. Dans ce cadre, il a été décidé de repositionner l'ancienne « Cyberbase » dans cet espace. Les agents de l'ancienne Cyberbase et leurs missions au sein de l'espace French Tech devront permettre, à terme, de rapprocher les utilisateurs de l'espace multimédia du monde de l'entreprise mais également de garantir la bonne utilisation quotidienne de ce lieu.

Pour ce qui concerne l'animation du lieu, des discussions ont d'ores et déjà été engagées auprès d'organismes intéressés par le lieu : clusters du numérique, pôles de compétitivité, associations et centres de formation... Plusieurs projets d'événements, d'ateliers sont en cours d'élaboration en collaboration avec l'écosystème French Tech.

Au final, l'espace French Tech sera à la fois un espace ouvert au public en journée, aux horaires actuels d'ouverture de l'espace multimédia (8h30-17h30), et disponible au-delà aux associations et entreprises qui souhaiteraient le privatiser pour y organiser des événements et ateliers. Cette mise à disposition garantit de fait l'animation du lieu par les acteurs les plus directement impliqués dans la French Tech Montpellier.

L'espace pourra être mis à disposition gratuitement pour des événements d'intérêt public local, liés au numérique et à l'innovation, et portés par des associations, pôles de compétitivité, organismes publics, ... présents sur le territoire de la Métropole.

LOCATION DES SALLES DE REUNION

	Tarif - HT
Salle 15 places – par ½ journée – pour le secteur privé	65,00 €
Salle 15 places – par ½ journée – pour les autres secteurs	50,00 €
Salle 8 places – par ½ journée – pour le secteur privé	35,00 €
Salle 8 places – par ½ journée – pour les autres secteurs	27,00 €

Les entreprises hébergées dans les étages de l'hôtel French Tech bénéficient d'un accès gratuit aux salles de réunion, sous conditions préalables de réservation.

PRIVATISATION DE L'ESPACE

	Tarif - HT
Privatisation de 17h30 à 21h30 en semaine – forfait	150,00 €
Privatisation ½ journée en semaine, avec fermeture de l'Espace collaboratif au public – forfait	200,00 €
Privatisation journée en semaine, avec fermeture de l'Espace collaboratif au public – forfait	300,00 €
Privatisation journée le week-end – forfait	250,00 €
Privatisation 2 journées le week-end – forfait	400,00 €
Gardiennage en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil (par heure)	20,00 €
Remise en état de l'Espace (nettoyage, repositionnement mobilier) forfait	60,00 €

Les entreprises hébergées dans les étages de l'hôtel French Tech bénéficient d'une possibilité de

privatisation à tarif préférentiel (50% des tarifs ci-dessus). Elles doivent, au même titre que les autres entreprises, faire une demande préalable de réservation et signer une convention de sous-occupation temporaire des lieux.

3. ATELIER RELAIS PRADES DE LEZ

Les Ateliers-Relais, situés au Nord de Montpellier, dans la ZAE Les Baronnes à Prades-le-Lez, ont vocation à soutenir l'activité économique sur le territoire de la Métropole. Ils permettent à la Métropole d'accompagner le développement des petites entreprises en proposant une offre immobilière adaptée à leurs activités.

Le bâtiment d'une surface d'environ 1 100 m² est la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et a pour vocation d'accueillir des activités artisanales, industrielles, et de services.

Il se compose de :

- 9 ateliers de 112 m² environ
- 1 atelier de 225 m²

Chaque lot est composé d'une porte sectionnelle, d'une hauteur sous-plafond de 3,37 m, de sanitaires et de douches. Certains ateliers sont climatisés.

Les ateliers seront proposés pour une durée de 36 mois (renouvelable une fois).

REDEVANCE D'OCCUPATION et CHARGES	Tarif	
	m ² /mois	m ² /an
Atelier non climatisé		
Pour la première année d'occupation :		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	4,58 €	
Pour les 6 mois suivants	5,00 €	
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	
A partir de la première année d'occupation :	5,42 €	65,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €
Atelier climatisé		
Pour la première année d'occupation :		
Pour les 6 premiers mois d'occupation	6,25€	
Pour les 6 mois suivants	6,67 €	
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	
A partir de la première année d'occupation :	7,08 €	85,00 €
Charges à ajouter (<i>comprend la taxe foncière</i>)	1,67 €	20,00 €

TRANSPORTS ET MOBILITES

1. BORNES DE RECHARGE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer sur le territoire une offre d'**Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE)**.

Afin d'atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs, les principaux pôles générateurs de déplacements ont été équipés :

- Les abords de l'Hôtel de Ville et de l'Hôtel de Métropole avec des bornes rapides (soit une recharge de véhicule en moins de 30 mn) ;
- Les pôles d'échange de Saint-Roch, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, La Mogère avec des bornes accélérées (recharge du véhicule en 2-3 h) ;
- L'ensemble des zones d'activités avec des bornes accélérées ;
- Les parkings tramway et relais, par le déploiement de bornes accélérées.

	Tarif
Carte d'abonnement	12,00 €

Facturation maximale: 15€	Borne de recharge normale ou accélérée		Borne de recharge rapide	
Borne de recharge normale ou accélérée	Abonné	Non abonné	Abonné	Non abonné
Frais de connexion *, **	1,50 €	3,00 €	2,00 €	4,00 €

* Borne de recharge normale ou accélérée : 1ère heure comprise

** Borne de recharge rapide: 15 premières minutes comprises

Charge, facturée à la minute	Abonné	Non abonné	Abonné	Non abonné
	1ere heure gratuite		1er 1/4 d'heure gratuit	
Coût de la minute supplémentaire	0,025 € de 7h à 21h Gratuit de 21h à 7h		0,067 €	

2. PARKINGS : ARCEAUX ET HÔTEL DE VILLE

ABONNEMENTS / PARKINGS >	Arceaux	Hôtel de Ville
RESIDENTS		
Abonnement mensuel résident	60,00 €	60,00 €
Abonnement mensuel résident nuit + dimanche et JF	15,00 €	
Abonnement mensuel résident nuit + week-end		40,00 €
TRAVAIL		
Abonnement mensuel travail	100,00 €	100,00 €
Abonnement mensuel travail jour L/V (6h/22h)		80,00 €
TOUS USAGES		
Abonnement mensuel petit rouleur	25,00 €	

Horaires :

Jour : de 7h00 à 19h00

Nuit : de 19h00 à 7h00

TARIFICATION AU QUART D'HEURE					
Durée	Arceaux			Hôtel de ville	
	Jour	12h-14h	Nuit	Jour	Nuit
00:15	0,90 €	0,20 €	0,30 €	0,90 €	0,30 €
00:30	1,30 €	0,30 €	0,50 €	1,30 €	0,50 €
00:45	1,70 €	0,40 €	0,70 €	1,70 €	0,70 €
01:00	2,10 €	0,50 €	0,90 €	2,10 €	0,90 €
01:15	2,60 €	0,60 €	1,10 €	2,60 €	1,10 €
01:30	3,10 €	0,70 €	1,30 €	3,10 €	1,30 €
01:45	3,60 €	0,80 €	1,50 €	3,60 €	1,50 €
02:00	4,10 €	0,90 €	1,70 €	4,10 €	1,70 €
02:15	4,60 €		1,90 €	4,60 €	1,90 €
02:30	5,10 €		2,10 €	5,10 €	2,10 €
02:45	5,60 €		2,30 €	5,60 €	2,30 €
03:00	6,10 €		2,50 €	6,10 €	2,50 €
03:15	6,60 €		2,70 €	6,60 €	2,70 €
03:30	7,10 €		2,90 €	7,10 €	2,90 €
03:45	7,60 €		3,10 €	7,60 €	3,10 €
04:00	8,10 €		3,30 €	8,10 €	3,30 €
04:15	8,50 €		3,50 €	8,50 €	3,50 €
04:30	8,90 €		3,70 €	8,90 €	3,70 €
04:45	9,30 €		3,90 €	9,30 €	3,90 €
05:00	9,70 €		4,10 €	9,70 €	4,10 €
05:15	10,10 €		4,30 €	10,10 €	4,30 €
05:30	10,60 €		4,50 €	10,60 €	4,50 €
05:45	10,90 €		4,70 €	10,90 €	4,70 €
06:00	11,30 €		4,90 €	11,30 €	4,90 €
06:15	11,70 €		5,10 €	11,70 €	5,10 €
06:30	12,10 €		5,30 €	12,10 €	5,30 €
06:45	12,50 €		5,50 €	12,50 €	5,50 €
07:00	12,90 €		5,70 €	12,90 €	5,70 €
07:15	13,20 €		5,90 €	13,20 €	5,90 €
07:30	13,50 €		6,10 €	13,50 €	6,10 €
07:45	13,80 €		6,30 €	13,80 €	6,30 €
08:00	14,10 €		6,50 €	14,10 €	6,50 €
08:15	14,40 €		6,70 €	14,40 €	6,70 €
08:30	14,70 €		6,90 €	14,70 €	6,90 €
08:45	15,00 €		7,10 €	15,00 €	7,10 €
09:00	15,30 €		7,30 €	15,30 €	7,30 €
09:15	15,60 €		7,50 €	15,60 €	7,50 €
09:30	15,90 €		7,70 €	15,90 €	7,70 €
09:45	16,20 €		7,90 €	16,20 €	7,90 €
10:00	16,50 €		8,10 €	16,50 €	8,10 €
10:15	16,80 €		8,30 €	16,80 €	8,30 €
10:30	17,00 €		8,50 €	17,00 €	8,50 €
10:45	17,10 €		8,70 €	17,10 €	8,70 €
11:00	17,20 €		8,90 €	17,20 €	8,90 €
11:15	17,30 €		9,10 €	17,30 €	9,10 €

11:30	17,40 €		9,30 €	17,40 €	9,30 €
11:45	17,50 €		9,50 €	17,50 €	9,50 €
12:00	17,60 €		9,70 €	17,60 €	9,70 €

3. PARKING SOUTERRAIN « LE VICARELLO »

Ce parking comprend sur un seul niveau 64 places. Aucune présence de personnel ne sera assurée de façon permanente. Il est donc géré par télégestion, via un système déporté et une astreinte 24H/24H, 7Jours/7.

ABONNEMENT MENSUEL	DUREE	TARIF
Abonnement mensuel travail*	5 jours sur 7 du Lundi au Vendredi Ou du Mardi au Samedi	55,00 €
Abonnement mensuel résident**	7 jours sur 7	55,00 €

* destiné principalement aux personnes qui travaillent sur Castelnau (commerçants, salariés)

** sur production d'un justificatif de domicile

PARKING	Tarif
Première heure de chaque demi-journée	GRATUIT
Plage horaire de 12H à 14H	GRATUIT
Dimanche de 7H à 13H	GRATUIT
Dimanche après 20H*	GRATUIT
A compter de la 2ème heure de stationnement	1,20 €/heure supplémentaire

* lors d'ouvertures ponctuelles pour les manifestations et les spectacles

4. PARKING « LE PREVOST »

Le parking « Le Prévost », situé sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, de par sa situation de bord de mer, mérite des tarifs cohérents avec sa praticité.

Les tarifs seront applicables pendant la période d'exploitation définie par arrêté métropolitain portant période d'occupation annuelle des exploitants de lot de plage ou par défaut du 1er avril au 30 septembre :

Catégorie	PLAGE HORAIRE	
	08h00 à 18h00	18h00 à 20h00
Véhicule	5,00 €	2,50 €
Deux-roues	2,50 €	1,25 €

Il est en outre possible d'acquérir une carte de 20 entrées (en vente sur place) au prix de 75,00€.

5. DROITS DE STATIONNEMENT TAXI

Les taxis paient une redevance à l'autorité compétente (Montpellier Méditerranée Métropole) sur les deux communes sur le territoire desquelles le stationnement est le cas échéant payant : Montpellier et Castelnau-le-Lez.

	Unité	Tarif
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Montpellier	trimestre	115 €
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi Castelnau-le-Lez	semestre	90 €

6. RAMPES D'ACCES PERSONNE A MOBILITE REDUITE (PMR)

	Tarif
Surface, tarif au m2	37,00 €

DEVELOPPEMENT DURABLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. RESEAU ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION

Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-1 à L.47 et R.20-51 à R.20-54 détermine les redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées (RODP télécom) ;

Conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation et aux droits de passage sur le domaine public routier et non routier ;

Conformément aux articles L 45-9 et 47 du code des postes et communications électroniques qui prévoient que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance (RODP) au profit des communes. Le montant de cette redevance, revalorisée annuellement, est calculé sur la base du patrimoine implanté en domaine public (linéaire d'artères, antennes, pylônes et autres installations).

	Artères* (en € / km)		Autres installations (cabine téléphonique sous répartiteur) (€ / m2)
	Souterrain	Aérien	
Domaine public routier	40,73 €	54,30 €	27,15 €
Domaine public non routier	1 357,56 €	1 357,56 €	882,42 €

* s'entend par "artère" : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre - dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports

2. INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE TRES HAUT DEBIT

Le déploiement du réseau de fibre optique métropolitain répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouvert à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires, conformément à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique dans les ZAE - compétence M3M	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise	100,00 €
Frais d'accès au service - raccordement d'une entreprise, ou parc d'activité économique en dehors des parcs d'activités M3M à partir du réseau communautaire	Prise optique dans le local technique du site	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Prise	150,00 €
Frais d'accès au service - liaison fibre (PFON et IRU)	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités.	/	150 € / extrémité

Abonnement	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 24H . Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	15,00 €
Abonnement fibre optique d'une entreprise en parc d'activité économique équipé par la M3M (fibre optique noire) GTR 4H. Avec hébergement dans le NRO ou l'armoire de rue associé(e) à la zone.	Prise optique dans le local technique de l'entreprise	Nœud de raccordement optique ou armoire de rue	Prise, tarif par mois	30,00 €

Locations	Point de livraison client final	Point de livraison operateur	Type de tarification	Tarif
Location fourreaux internes ZAE sous compétence Métropole aux opérateurs	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue, chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tarif au mètre linéaire, par an	2,00 €
Location fourreaux internes ZAC sous compétence Métropole aux opérateurs	/	chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Tirage autres câbles, par mètre linéaire	0,90 €
			Tirage de fibre, par mètre linéaire	1,60 €
Collecte fibre entre ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
Collecte fibre entre armoire ZAE et NRO	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
Collecte fibre mairie	/	Nœud de raccordement optique	Forfait, par an	1 105,00 €
GFU intercommunal - Location de paire de fibre noire aux communes	Prise optique dans le local technique du site	/	Par mètre linéaire, par paire et par an	0,30 €
Location paire de fibre noire aux opérateurs et aux membres de GFU	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Par mètre linéaire, par paire et par an	2,44 €
IRU 3 ans	Chambre de tirage ou branchement particulier en fonction de la disponibilité	Nœud de raccordement optique, armoire de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	Mètre linéaire, tarif pour la durée de l'IRU	5,12 €
IRU 5 ans	Chambre de tirage ou branchement	Nœud de raccordement optique, armoire	Mètre linéaire, tarif pour la	7,32 €

	particulier en fonction de la disponibilité	de rue ou chambre de tirage en fonction des disponibilités	durée de l'IRU	
--	---	--	----------------	--

Frais d'accès	Point de livraison client final	Point de livraison opérateur	Type de tarification	Tarif
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique – ½ baie	/	/	Emplacement, par mois	100,00 €
Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique – 1 baie	/	/	Emplacement, par mois	200,00 €

Forfait de maintenance	Type de tarification	Tarif
Garantie de temps de rétablissement de (en % du tarif)	4 heures	20 %
	8 heures	10 %
	12 heures	Inclus dans le tarif

Remarques :

L'ensemble de ces tarifs sont exprimés en **euro hors taxe**

La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixée à 1 an, quel que soit le service.

Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur

Les frais de maintenance pour PFON sont obligatoires.

Le paiement s'effectuera à la date d'anniversaire de la convention

La tarification sera révisée au 1er Janvier de l'année. Les éventuelles modifications sur les mises à disposition en cours seront prises en compte à partir de cette date

La redevance d'usage d'IRU devra être payée d'avance à la date de début de services. Des frais de maintenance seront facturés annuellement pour les GTR 4H et 8H. Cette offre est proposée sous réserve de faisabilité technique et d'accord de la Métropole.

3. REFACTURATION DE TRAVAUX POUR LE COMPTE D'UN TIERS : VOIRIE ET RESEAUX

Dans la continuité et le respect des dispositifs communaux, les services techniques de la Métropole réalisent pour le compte de tiers des travaux sur la voirie et les réseaux suite aux demandes exprimées ou contrôlent des travaux réalisés par les tiers sur le domaine public métropolitain, ses accessoires et ses équipements.

Ces travaux concernent majoritairement des raccordements aux réseaux ou des créations d'accès riverain (création d'entrée charretière, raccordement au réseau d'eau pluvial, réfection de tranchée, ...) à la suite

d'une autorisation d'urbanisme, permis de construire ou déclaration de travaux.

Par ailleurs, la Métropole est aussi amenée à refacturer aux tiers responsables le montant des travaux nécessaires à la réparation des sinistres affectant la voirie et les espaces publics métropolitains. Les dépenses engagées peuvent être mises à la charge des tiers responsables, lorsqu'ils sont identifiés, via leur assureur.

Pour ce faire, les modalités ci-après sont proposées :

- Lorsque les travaux sont confiés à des entreprises titulaires de marchés de Montpellier Méditerranée Métropole, il est fait application pour la refacturation, des bordereaux de prix unitaires des marchés utilisés, y compris de l'actualisation de ces prix tel que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières des marchés.
- Lorsque les travaux sont réalisés en régie par les moyens propres de la Métropole, ils sont refacturés en intégrant le coût de la main d'œuvre, du matériel et des matériaux utilisés pour réaliser la prestation attendue.

La refacturation s'établit sur la base du montant total, hors taxe, des dépenses réellement engagées et exécutées. Il est proposé que le tarif intègre une majoration fixée à 8% du montant total des travaux tel que défini ci-dessus et correspondant au coût de mobilisation des agents pour assurer le suivi du dossier de sinistre et le contrôle d'exécution des travaux.

	Taux
Majoration appliquée sur le montant total des travaux, en % (Correspond à la mobilisation des agents, au contrôle d'exécution des travaux)	8%

4. OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RÉSEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de **0,035€/mètre**.

Le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer ladite redevance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de **0,35€/mètre**.

Le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 modifie le régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et modifie le code général des collectivités territoriales (NOR: INDI0200125D Version consolidée au 02 juin 2020). La formule appliquée pour le calcul de l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité sera : **0,686 x Population - 19498**

	Unité	Tarif
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz	mètre	0,035 €
Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz	mètre	0,35 €
Occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité	Population	0,686 x Population - 19498

5. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION D'EAU TEMPEREE

	Unité	Tarif
Occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'eau tempérée	mètre	4,00 €

6. AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Depuis le 1er janvier 2015, la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage est dévolue à Montpellier Méditerranée Métropole.

a. Les aires de Grands passage des gens du voyage

Pour rappel, le règlement intérieur des aires de grands passages de Montpellier Méditerranée Métropole stipule, en conformité avec le Décret n°2019-171 du 5 mars 2019, que le preneur s'engage à verser une somme de 3 € (trois euros) par jour et par véhicule de « vie principale » en compensation de l'occupation du terrain, de la consommation de l'eau potable, de la consommation électrique et du ramassage des ordures ménagères.

Une caution de 300 € est versée lors de l'état des lieux. Elle est restituée en fin de séjour, sous condition d'absence de dégradation ou de dépôts sauvages et de la libération totale de l'aire.

b. Les aires d'accueil permanente des gens du voyage

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à emplacements individualisés :

Un Etat des lieux écrit et signé des 2 parties est établi à l'arrivée et au départ des usagers.

Le dépôt de garantie est fixé à 100 euros. Le paiement des fluides et des redevances s'effectue sous la forme de prépaiement auprès du Gestionnaire aux heures d'ouverture.

La redevance pour un emplacement est de 3 euros par jour :

- Le coût du m3 d'eau est fixé à 2.95 euros
- Le coût du kw/h est fixé à 0.141 euros

Tarifs et modalités de paiement pour les aires à commodités collectives soumis à forfait :

Règlement des redevances journalières forfaitaires tous les Vendredi pour la semaine écoulée, et au moment du départ.

La redevance est fixée à 5 euros par jour par caravane ou véhicule aménagé.

La redevance est fixée à 2.50 euros par caravane supplémentaire sur le même emplacement et appartenant au titulaire de la première caravane ou à son conjoint. Cette disposition nécessite l'accord du Gestionnaire. Le dépôt de garantie est fixé à 40 euros.

Dérogations tarifaires :

Les usagers propriétaires de leur caravane présentant la carte d'invalidité bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement. Les usagers de plus de 60 ans bénéficiant des minimas sociaux bénéficieront d'un abattement de 50% sur la redevance de l'emplacement.

c. Les terrains familiaux des gens du voyage

Le paiement des fluides s'effectue après relevé des compteurs en fin de mois. Le coût du m3 d'eau est fixé à 3.33 euros. Le coût du kw/h est fixé à 0.141 euros

ENVIRONNEMENT ET GESTION DES DECHETS

1. PLATFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS A GRAMMONT

La plateforme de traitement de déchets verts de la Métropole est située sur le domaine municipal de Grammont à Montpellier. Elle accueille les déchets verts issus des points de propreté, ceux des particuliers, ceux des entreprises d'espaces verts, et ceux des services techniques des communes membres.

Les particuliers bénéficient d'une franchise de 300 kg. Les apports des services techniques des communes membres, ainsi que ceux des points de propreté sont admis sur le site en franchise totale.

	Taux TVA	Tarif HT	Tarif TTC
Admission et traitement, prix à la tonne	10 %	33,64 €	37,00 €
Perte ou casse de la carte d'accès	10 %	9,09 €	10,00 €

2. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENLEVEMENT DE DECHETS, DE REPARATIONS

La facturation interviendra en réparation suite au déploiement de prestations compensatoires pouvant comprendre des frais d'enlèvement, d'élimination, de nettoyage et de remise en état. Elle sera faite sur la base du coût réel toutes taxes comprises des prestations réalisées telles que facturées à la Métropole.

Les coûts d'enlèvement ou d'intervention de nettoyage sont établis sur une base horaire et dépendront de la durée d'enlèvement du dépôt. Les coûts d'élimination dépendent de l'unité de traitement adaptée aux déchets enlevés et seront facturés à la tonne.

	Unité	Tarif
Elimination	tonne	Coût réel selon le traitement
Enlèvement/intervention de nettoyage, facturé par heure, en € HT	heure	Coût réel des prestations réalisées tel que facturé à la Métropole par le prestataire chargé de la prestation de remise en état. (A minima 140,00 €)

3. REDEVANCE SPECIALE : DECHETS NON MENAGERS ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS (DMA)

Afin de prendre en compte le cas particulier des sites d'implantation de dispositifs de pré collecte regroupant plusieurs producteurs de déchets assimilés et d'encourager à la réduction et au tri des déchets.

	Tarif
Déchets non recyclables, par litre	0,0295 €
Déchets recyclables (en mélange, bio déchets), par litre	0,019 €
Verre, par tonne	60,00 €

4. ESPACES VERTS

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarif
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241,00 €
Poterie petit modèle : vandalisme, accident, vol	U	682,00 €

Poterie grand modèle : vandalisme, accident, vol	U	962,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières : vandalisme, accident, vol	U	602,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarif
Forfait général : déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118,00 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarif
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	18,50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%
Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarif
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

Cf. en annexe le barème de dommage causés aux arbres

ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un service public d'assainissement collectif (SPAC) sur son territoire.

La redevance d'assainissement collectif est destinée à couvrir l'ensemble des charges du service métropolitain. Il comprend la part « collectivité » destinée à financer les investissements et la rémunération des exploitants, définie par les trois contrats d'affermage attribués par délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et entrés en vigueur le 1er janvier 2015.

Le mode de tarification retenu est un tarif monôme ne comprenant qu'une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube consommé.

Le montant de la part « collectivité » de la redevance à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de chaque commune est déterminé par différence avec les parts délégataires contractuelles en vigueur.

La part « collectivité » doit permettre notamment de financer les projets d'investissement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élevant pour l'exercice 2020 à 24,7M€.

	Unité	Tarif HT
Assainissement collectif	m ³	1,39 €

Par ailleurs, le service public d'assainissement est amené à refacturer des travaux de branchements

	Tarif
Travaux de branchement	coût réel des travaux sur la base des marchés en vigueur au moment de la réalisation des prestations

2. PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) est destinée à remplacer la participation pour le raccordement à l'égout (PRE), participation d'urbanisme liée au permis de construire, supprimée à compter du 1er juillet 2012, afin de permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées.

Basée sur la surface de plancher, cette participation est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article

L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles :

- neufs réalisés postérieurement à la mise en service du réseau de collecte,
- existants déjà raccordés au réseau public, lorsqu'ils effectuent des travaux ayant pour effet d'induire des eaux usées supplémentaires,
- existants non raccordés au réseau public lorsqu'un nouveau réseau est construit et vient les desservir

Le montant de cette participation est, en tout état de cause, plafonné à 80% du coût de fourniture et de pose

d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, diminué, le cas échéant, du coût de réalisation de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement, en application de l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique.

	Unité	Tarif
Domestiques	m²	19,91 €
Assimilés domestiques	m²	9,43 €
Forfait activités d'hébergement	lit	1 991,20 €
Forfait (division de bâti)	/	995,60 €

3. LA REDEVANCE POUR REJETS NON DOMESTIQUES

Le décret 2000-237, modifié par le décret 2007-1339, a réformé la facturation des services d'eau et d'assainissement.

Transposé à l'article R.2224-19-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il prévoit l'application d'un tarif spécifique aux usagers non domestiques qui doit être établi :

- En fonction de paramètres spécifiques au rejet prenant en compte notamment l'importance, la nature, les caractéristiques du déversement, et la quantité d'eau rejetée,
- Sur la base du tarif ordinaire appliqué à tous les usagers du service d'assainissement, éventuellement corrigé à l'aide de coefficients tenant compte « du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement ».

La mise en œuvre de ce dispositif réglementaire vient accompagner la politique de l'assainissement en faveur de la reconquête des milieux naturels en incitant à la réduction des pollutions à la source.

C'est pourquoi, par la délibération n°8758 du 23 mars 2009, le Conseil Communautaire a adopté des modalités d'application du tarif non domestique sur son territoire.

La redevance est ainsi applicable à tout établissement détenteur d'un arrêté d'autorisation de déversement. L'assiette de facturation retenue est le volume rejeté. Un coefficient correctif de pollution prend en compte les valeurs mesurées au droit du rejet des principales substances polluantes connues.

Les modalités de calculs sont présentées en annexe.

4. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC) sur son territoire. Ce service assure le contrôle des installations neuves et existantes ainsi que l'information auprès des usagers pour la bonne gestion de leurs installations.

Un règlement de service, approuvé par délibération n°6829 du 16 décembre 2005, modifié par la délibération n°10334 du 28 juillet 2011, fixe les conditions techniques, administratives et tarifaires de l'exercice du service et de ses relations aux usagers.

	Tarif
Contrôle diagnostic initial des installations existantes	64,60 €
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien d'une installation existante	154,50 €

Contrôle diagnostic dans le cadre d'un acte de vente	154,50 €
Contrôle de conception et d'implantation d'une installation neuve ou réhabilitée	86,10 €
Contrôle de bonne exécution des travaux pour une installation neuve ou réhabilitée	86,10 €

LA COHESION SOCIALE

1. LE SERVICE TELEALARME

Montpellier Méditerranée Métropole propose un système d'assistance d'urgence de téléalarme, destiné aux personnes à mobilité réduite comme aux personnes âgées. Grâce à ce dispositif, en cas de problème, et sur simple pression d'un pendentif, les secours sont immédiatement alertés.

Le service est relié au centre de traitement des alertes des pompiers de Montpellier qui se mettent immédiatement en contact avec l'utilisateur, dès qu'un signal est émis, et peuvent intervenir très rapidement en cas de besoins.

L'accessibilité au service de téléalarme traduit toujours la politique de solidarité mise en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que tout trimestre commencé est dû (hormis en cas de décès). La prestation prend fin à la restitution de l'émetteur et du transmetteur. En cas de non restitution du matériel, il sera facturé à l'abonné ou aux héritiers.

Catégorie	Ressources par trimestre	par mois
1	Moins de 2 030 €	Gratuit
2	2 031 à 2 470 €	6,00 €
3	2 471 à 2 883 €	12,00 €
4	2 884 à 3 746 €	21,00 €
5	3 747 à 4 568 €	38,00 €
6	Plus de 4 568 €	50,00 €

Prestation	Forfait
Forfait installation	24,50 €
Perte du pendentif	120,00 €
Perte du bracelet	170,00 €
Détérioration ou perte du transmetteur	250,00 €

LES SPORTS

1. LE RESEAU DES PISCINES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Depuis la rentrée 2017, un système de vente en ligne permet l'achat et le rechargement de certaines prestations directement sur le site internet. L'utilisateur dispose d'un compte utilisateur lui permettant de suivre ses différents achats.

Précision sur les tarifs appliqués :

- La gratuité d'accès concerne les enfants de 0 à 3 ans inclus.

- Toutes les entrées achetées à la Piscine Olympique d'Antigone, à l'exception des abonnements horaires, sont valables dans tous les établissements du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Toutes les activités (aquagym, aquabike, aquaforme...) sont facturées à la séance.
- Concernant les stages collectifs et les cours de natation, les tarifs sont déterminés en fonction du coefficient familial, sur présentation d'une attestation de la Caisse d'Allocations Familiales de moins de trois mois.
- Un tarif à destination des familles nombreuses est applicable, à partir de trois enfants, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales. Ce tarif famille nombreuse est valable individuellement pour chaque membre d'une même famille. De plus, ce tarif réduit sera facilement contrôlable par la présentation d'une carte nominative avec photo. Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable. Application du tarif réduit pour chaque membre de la famille individuellement.
- Un lecteur disponible à la banque d'accueil de chaque établissement permet la possible présentation en caisse d'un ticket à code barre ou QR code sur smartphone.

a. PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE

▪ Entrées (valables 24 mois)

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,80 €	2,40 €
Entrée adulte	5,20 €	4,40 €
Tarif réduit entrée *	2,90 €	2,60 €
10 entrées enfants	24,20 €	20,30 €
10 entrées adultes	39,10 €	33,80 €
Tarif réduit 10 entrées *	27,30 €	24,10 €
Abonnement 10h	26,30 €	22,50 €
Abonnement 20h	46,00 €	39,70 €
Tarif réduit abonnement 10h *	22,50 €	19,30 €
10 entrées comités d'entreprises	31,10 €	
10 abonnements 10h comités d'entreprises	221,80 €	
Abonnement trimestriel enfants	62,60 €	53,60 €
Abonnement trimestriel adultes	126,40 €	109,30 €
Tarif réduit abonnement trimestriel adultes *	88,50 €	76,50 €
Création de carte abonnement ou remplacement	2,00 €	
Bonnets de bain	2,00 €	

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ Forfaits familles

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	13,20 €	10,60 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	13,70 €	11,90 €

* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse

délivrée par la CAF.

▪ **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	2,40 €	2,00 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,40 €	2,00 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (50 m) *	14,00 €	12,00 €
Clubs sportifs (25 m) *	7,00 €	6,00 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance)*	33,00 €	32,00 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

b. CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE

	Tarif
Tarif accès journalier (de 15h à 17h30)	1,00 €

Ce tarif est applicable du 5 juillet au 20 août 2021.

Bassins extérieurs :

▪ Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	10,90 €	8,80 €
Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13,40 €	11,40 €
Clubs sportifs (dimanche)	22,30 €	20,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) *	30,60 €	29,40 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

c: AUTRES PISCINES DU RESEAU

▪ Entrées (valables 24 mois)

	Normal	Pass Métropole
Entrée enfant (0 à 3 ans inclus)	GRATUIT	GRATUIT
Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,60 €	2,20 €
Entrée adulte	3,20 €	2,70 €
Tarif réduit entrée *	2,70 €	2,20 €
10 entrées enfants	19,80 €	16,60 €
10 entrées adultes	23,60 €	19,80 €
Tarif réduit 10 entrées *	19,60 €	16,60 €
10 entrées comité d'entreprise	18,70 €	
Abonnement trimestriel enfant	21,40 €	18,20 €
Abonnement trimestriel adulte	31,30 €	26,80 €
Tarif réduit Abonnement trimestriel adulte *	21,40 €	18,20 €
Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,00 €	
Bonnets de bain	2,00 €	

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ Forfaits familles

	Normal	Pass Métropole
Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	9,10 €	7,20 €
Forfait famille nombreuse : 2 adultes et 3 enfants (à partir de 4 ans) *	11,40 €	9,10 €

* Au-delà de trois enfants, le tarif enfant est applicable, sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la CAF.

▪ **Tarifs groupes - centres de loisirs sans hébergement et accueils de loisirs sans hébergement**

	Hors Métropole	Métropole
Enfant	1,90 €	1,60 €
Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	1,90 €	1,60 €

▪ **Tarifs horaires de location de lignes d'eau - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche) *	6,90 €	5,80 €
Clubs sportifs (25 m) (dimanche) *	18,20 €	17,10 €
Etablissements d'enseignement ou de formation (sans surveillance) 25 m *	15,30 €	14,70 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

▪ **Tarifs horaires de location petit bassin - clubs et association sportives**

	Normal	Pass Métropole
Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,60 €	11,40 €
Autres clubs (hors dimanche)	28,40 €	23,10 €
Clubs sportifs (dimanche)	38,60 €	34,10 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux.

PRESTATIONS DES MAITRES-NAGEURS SAUVETEURS

Afin d'assurer la sécurité des clubs sportifs et/ou groupes venant pratiquer la natation, Montpellier Méditerranée Métropole propose une prestation de maître-nageur sauveteur (MNS) au sein du réseau des piscines. Les créneaux horaires peuvent varier en fonction de la demande et le coût de cette prestation est refacturé sous la forme d'un tarif par heure ou par demi-heure.

Piscine olympique d'Antigone et autres piscines de la Métropole :

	Normal	Pass Métropole
1 heure	25,10 €	24,60 €

* Le tarif 1/2 heure correspond au tarif horaire divisé par deux

AUTRES TARIFS EN VIGUEUR DANS L'ENSEMBLE DES PISCINES DE LA METROPOLE

Cours de natation

	QF>900		450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *		QF≤450	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Cours collectifs enfants natation à la saison	140,30 €	119,40 €	112,20 €	95,40 €	89,80 €	76,40 €
Cours collectifs enfant (à partir du 1 ^{er} janvier)	91,20 €	77,60 €	72,90 €	62,00 €	58,30 €	49,60 €
Cours collectifs adultes à la saison	192,30 €	163,40 €	153,80 €	130,80 €	123,10 €	104,60 €
Cours collectifs enfant (1 séance)	125,00 €	106,20 €	100,00 €	85,00 €	80,00 €	68,00 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

Stages collectifs vacances scolaires

	QF>900		450 > QF ≥ 900 Ou tarif réduit *		QF≤450	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Stages collectifs enfants (3 séances)	16,70 €	14,20 €	13,30 €	11,30 €	10,70 €	9,10 €
Stages collectifs enfants (4 séances)	21,80 €	18,50 €	17,50 €	14,80 €	14,00 €	11,80 €
Stages collectifs enfants (5 séances)	27,80 €	23,70 €	22,30 €	18,90 €	17,20 €	15,10 €
Stages collectifs adultes (3 séances)	21,30 €	18,10 €	17,00 €	14,50 €	13,60 €	11,60 €
Stages collectifs adultes (4 séances)	27,80 €	23,20 €	22,20 €	18,90 €	17,80 €	15,10 €
Stages collectifs adultes (5 séances)	35,50 €	29,90 €	28,40 €	24,20 €	22,80 €	19,40 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.

▪ **Tarif a la séance des activités**

	Tarif normal		Tarif réduit *	
	Normal	Pass Métropole	Normal	Pass Métropole
Aquagym, Aquaforme, Aquafitness, Aquagym cardio..	7,00 €	6,00 €	4,50 €	3,80 €
Aquabike	7,50 €	6,50 €	4,70 €	4,00 €

* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, personnes en situation de handicap et leur accompagnateur. Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois.
Toutes les activités sont facturées à la séance.

2. LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Montpellier Méditerranée Métropole possède un réseau d'équipements sportifs et de loisirs structurants qui permet aux associations et aux publics jeunes, adultes et seniors de pratiquer un très large éventail de sports individuels ou collectifs.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement sollicitée par des associations ou sociétés qui souhaitent utiliser ses installations sportives pour y organiser des événements divers (matches internationaux, phases finales de championnats, galas, séminaires, rencontres, salons, etc.).

Le tarif de location du Stade de la Mosson, du Stade d'honneur du complexe de rugby, du Palais des sports René-Bougnol et de la Piscine Olympique d'Antigone concerne exclusivement les manifestations sportives.

Ces tarifs comprennent l'éclairage et le chauffage. La sécurité incendie, la sécurité des personnes et des installations ainsi que le nettoyage seront à la charge du demandeur.

Equipements et espaces	Unité	Tarifs
Complexe sportif Yves du Manoir - GGL Stadium	Jour	15 000,00 €
Piscine Olympique d'Antigone	Jour	15 000,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98"	Jour	12 000,00 €
Palais des sports René-Bougnol	Jour	6 000,00 €
Gymnase Lou Clapas	Jour	3 000,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade Eric-Béchu + vestiaires	Jour	1 500,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 1 + vestiaires	Jour	500,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Terrain synthétique n° 2 + vestiaires	Jour	500,00 €
Palais des sports René-Bougnol - Salle de réception Branko-Karabatic	Jour	2 000,00 €
Palais des sports René-Bougnol - Salle de réception Branko-Karabatic	Demi-journée	1 000,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Salle de réception	Heure	200,00 €
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Loge (capacité : 15 places)	Heure	100,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Grande loge (capacité : 30 places)	Heure	150,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Moyenne loge (capacité : 18 places)	Heure	125,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Petite loge (capacité : 12 places)	Heure	100,00 €
Complexe sportif Yves-du-Manoir - Espace de réception et annexes	Heure	350,00 €
Palais des sports René-Bougnol - Salle de réception Branko-Karabatic	Heure	180,00 €
Complexe sportif Jules-Rimet - Club house	Heure	50,00 €

Il convient de prévoir la possibilité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder la gratuité pour des manifestations d'intérêt général.

Au regard des contraintes inhérentes à la gestion des équipements, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve également le droit de ne pas louer ses installations pour une durée déterminée.

Les demandes d'utilisation devront être adressées à la Direction des Sports au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être indiqué de manière précise l'objet et la nature de l'événement concerné ainsi que les espaces souhaités.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Une convention sera alors signée précisant les conditions et modalités d'exécution.

LA CULTURE

1. CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL

Tarifs des pré-inscriptions pour les nouveaux élèves :

	METROPOLE	HORS METROPOLE
Hors Temps Scolaire (H.T.S)	20 €	40 €
Horaires aménagés	Gratuit	Gratuit
Classes passerelles (suite Démon)	Gratuit	Gratuit

Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité hors temps scolaire (HTS) :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
(A1) Cours Musique, Danse, Théâtre, <i>Tarif normal - hors classes préparatoires</i>	40 €	250 €	290 €	80 €	500 €	580 €
(A2) Cours Musique, Danse, Théâtre - <i>Tarif social** - hors classes préparatoires</i>	40 €	100 €	140 €			
Classes passerelles (suite Démon)	Gratuit	Gratuit	Gratuit			
Classes préparatoires - <i>Tarif normal</i>	40 €	250 €	290 €	40 €	250 €	290 €
Classes préparatoires - <i>Tarif social**</i>	40 €	100 €	140 €	40 €	100 €	140 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire ***	gratuit	100 €	100 €	80 €	500 €	580 €

* *Frais de dossier* : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

** *Tarif social* : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

*** *2ème enfant au conservatoire* : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité pour les cursus spécifiques hors temps scolaire (HTS) :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus spécifiques (B1)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire**	Gratuit	100 €	100 €	80 €	500 €	580 €
Tous Cursus Spécifiques - <i>Tarif social</i> (B2)	40 €	100 €	140 €			
Offres spécifiques (C)	40 €			80€		
Chœur d'application (D)	20 €			40€		

* *Frais de dossier* : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

**** 2^{ème} enfant au conservatoire** : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

B1- Cursus spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Auditeur libre.

B2 - Tarif social : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

C - Offres spécifiques : Orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI

Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité horaires aménagés :

	-METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus Musique et/ou Danse -Tarif normal (E1)	Gratuit			Gratuit		
2ème discipline Hors temps Scolaire (HTS)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €

* **Frais de dossier** : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

Tarifs trimestriels des droits de location :

Les paiements s'effectuent : au 1er Octobre, 1er Janvier, 1er Avril et 1er Juillet.

	METROPOLE		HORS METROPOLE
	1ère et 2ème années	3ème année et suivante(s)	1ère, 2ème, 3ème années et suivante(s)
Tarif normal	36 €	90 €	210 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire *	18 €	45 €	
Tarif social (revenus non imposables)	18 €	45 €	

***2^{ème} enfant au conservatoire** : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

Intégration du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

2. LE RESEAU DES MEDIATHEQUES

La carte de lecteur donne accès à l'ensemble du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle est individuelle, nominative et obligatoire pour emprunter des documents et pour l'accès à certains services sur place (multimédia, autoformation, vidéo, jeux...).

Les tarifs des services à la population appliqués dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole figurent ci-dessous :

▪ Habitants du département de l'Hérault

Plein tarif	10,00 €
Tarif Pass'Agglo ou Pass Métropole	8,00 €
Tarif Passeport Multimédia (1) sur présentation du Pass'Agglo ou Pass Métropole	10,00 €
Tarif de base couples (applicable si les 2 personnes ont plus de 26 ans chacune) (2)	18,00 €
Tarif réduit : couples avec le Pass'Agglo ou Pass Métropole	15,00 €
Tarif réduit 18 - 25 ans	5,00 €
Enfants jusqu'à 18 ans, titulaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi (3)	GRATUIT
Collectivités	50,00 €
Complément Couples (tarif de base) (2)	8,00 €
Complément Couples avec Pass'Métro	7,00 €
Consultation occasionnelle (vidéo, multimédia et jeux) (4)	6,00 €
Complément Passeport Multimédia (pour tarif Pass'Agglo ou Pass Métropole individuel)	2,00 €

(1) Passeport Multimédia

Dans le cadre du développement de la lecture publique à l'échelle du territoire, la carte dite « Passeport Multimédia » permet l'élargissement de l'accès aux habitants de la Métropole de Montpellier à d'autres médiathèques communales de la Métropole. Il fait l'objet d'une harmonisation des tarifs de chacune des communes avec ceux du réseau et d'une convention bipartite.

(2) Le tarif de couple : *s'applique aux deux membres du couple, sur leur carte individuelle : le 1^{er} membre règle « le tarif de base » et le second verse le complément, ce qui équivaut au tarif « de base couples ».*

(3) Condition d'application de la gratuité aux demandeurs d'emploi et allocataires de minimas sociaux
L'usager devra présenter les justificatifs requis le jour de l'inscription ou du renouvellement de l'abonnement.

- Pour les demandeurs d'emploi, l'attestation devra être datée du mois en cours.

- Pour les allocataires des minimas sociaux, l'application de la gratuité est strictement conditionnée par la présentation de justificatifs. Ainsi une personne handicapée ne touchant pas l'AAH ou titulaire d'une carte d'invalidité ne peut prétendre à la gratuité.

- Pour les demandeurs d'asile, la nouvelle allocation remplaçant l'ATA (attestation temporaire d'attente), délivrée par Pôle Emploi est remplacée par l'ADA (allocation pour demandeur d'asile) après instruction du dossier de demande d'asile par l'OFII. Le justificatif à demander est l'attestation de demandeur d'asile délivrée par la Préfecture, qui peut aussi faire office de pièce d'identité.

(4) Consultation occasionnelle vidéo et multimédia

Ce tarif est ouvert à toute personne qui souhaite accéder ponctuellement à un poste de consultation vidéo individuel, à un poste multimédia ou à une console de jeux vidéo, dans l'ensemble du réseau.

Il est valable 2 mois, renouvelable sans limite et s'applique donc principalement aux usagers de passage : il remplace le forfait temporaire pour la consultation sur place.

Pas de justificatif de domicile, ni photo d'identité. Mentionner « CPLA » (consultation sur place) à l'emplacement de la photo.

▪ **Habitants hors département**

Plein tarif individuel	70,00 €
Plein tarif collectivités	110,00 €

Pièces à fournir lors de l'inscription ou du renouvellement

Pour la 1ère inscription

- 1 photographie d'identité récente
- 1 pièce d'identité (pour les enfants : pièce d'identité ou livret de famille)
- 1 justificatif de domicile de moins de 3 mois (loyer, téléphone, EDF) et 1 justificatif de la résidence principale pour les étudiants
- Le Pass' Agglo ou le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la Métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux : RSA, ASS, AAH, ASI, ASPA, ADA
- Pièces justificatives pour les demandeurs d'emploi : attestation d'inscription à Pôle Emploi datant du mois en cours
- Autorisation parentale écrite pour les enfants de moins de 14 ans (formulaire disponible sur place ou sur le site internet des médiathèques).

Pour un renouvellement de carte d'abonné

- Justificatif de domicile de moins de 3 mois.
- Pièces justificatives pour les minimas sociaux et les demandeurs d'emploi
- Le Pass' Agglo ou le Pass Métropole pour les usagers habitant dans la métropole souhaitant bénéficier des tarifs préférentiels

▪ **Vente d'articles**

Carte postale simple	0,80 €
Carte postale double	1,30 €
Coffret cartes	20,00 €
Coffret cartes (prix libraires)	14,00 €
Catalogues du 19ème siècle (à l'unité)	65,00 €
La Fontaine	5,00 €
16ème siècle	8,00 €
20 ans de bibliophilie	20,00 €
Sabatier d'Espeyran	32,00 €
Arnal	23,00 €
Femmes à l'époque des empereurs de Chine	39,00 €
Léo Malet revient au bercail	29,00 €
Affiche Un art d'exception : reliures des années 1800-1940	2,00 €
Clé USB 1Go	8,00 €

Reproduction (5)

Carte photocopie neuve	
10 unités	2,00 €
50 unités	6,00 €
Photocopies ou impression format A4	0,10 €
Photocopies ou impression format A3	0,20 €
Numérisation : sortie N&B format A4 - par page	0,50 €
Image de la Bibliothèque numérique fournie sur CD	20,00 €
Photocopies ou impression format A4 couleur	0,20 €
Photocopies ou impression format A3 couleur	0,40 €
Numérisation : sortie Couleur format A4 - par page	0,20 €
Numérisation : sortie N&B format A3 - par page	0,30 €
Numérisation : sortie couleur format A3 - par page	0,30 €

(5) L'exonération des droits d'utilisation des documents patrimoniaux est accordée :

- aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

Divers

Carte perdue	5,00 €
Amende (par document et par jour de dépassement)	0,05 €
Remboursement des documents perdus, endommagés ou volés	Prix d'achat dans V-Smart
Remboursement DVD perdus, endommagés ou volés (forfait)	30,00 €
Sac Réseau des Médiathèques	GRATUIT

DROITS D'UTILISATION DES DOCUMENTS PATRIMONIAUX (6)

Publication de livres et périodiques

Reproduction partielle ou intégrale d'un ouvrage : 1 ^{er} cliché	30,00 €
2 ^{ème} cliché	15,00 €
3 ^{ème} au 10 ^{ème} cliché	7,50 €
11 ^{ème} au 20 ^{ème} cliché	1,50 €
A partir du 21 ^{ème} cliché	0,80 €
Reproduction d'un document isolé	30,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque édition ; il doit être renouvelé à l'occasion de chaque édition.
Mention obligatoire à faire figurer sur l'ouvrage : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».
Dépôt gratuit de deux exemplaires de l'ouvrage à la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole.

Audiovisuel – Multimédia – Publicité

Prix fixé par image	100,00 €
---------------------	----------

Le versement des droits est fixé pour chaque utilisation ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle utilisation.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Exposition : exposition d'images reproduisant des documents Patrimoniaux conservés à la Médiathèque Centrale

Prix fixé par image exposée	20,00 €
Exposition permanente (forfait 5 ans)	500,00 €

Le versement des droits est fixé pour chaque exposition ; il doit être renouvelé à l'occasion de toute nouvelle exposition.

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole »

Décor (exposition, musée, boutique...)

Prix fixé par image utilisée	1 000,00 €
------------------------------	------------

Mention obligatoire à faire figurer pour tout document reproduit : « Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ».

(6) L'exonération des droits d'utilisation des documents patrimoniaux est accordée :

- aux services et établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux communes de la métropole sur la demande du Maire ou de l'Adjoint à la Culture ;
- aux donateurs de la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- aux demandes portant sur les publications scientifiques valorisant les fonds patrimoniaux de la médiathèque, tirées à moins de 400 exemplaires.

3. LE MUSEE FABRE

▪ Entrées individuelles

	Collections permanentes	Hôtel Sabatier D'Espeyran	Collections permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	Expositions temporaires hiver	Expositions temporaires été
Tarif normal		4,00 €	7,00 €	8,00 €	10,00 €
Pass'agglo/metropole		3,00 €	6,00 €	7,00 €	9,00 €
Tarif réduit (1)		2,50 €	5,00 €	6,00 €	8,00 €
Billet famille*		9,00 €	15,00 €	17,00 €	21,00 €
Audioguide**			3,00 €	3,00 €	3,00 €

* Billet famille : forfait valable pour 1 à 2 parents avec 1 à 5 enfants.

** et tous les autres dispositifs de médiation et d'aide à la visite (visioguides, etc.).

L'achat simultané de 10 billets ou plus pour la même prestation donne droit au tarif réduit.

▪ Visites guidées individuelles

Collections	Hôtel Sabatier	Collections	Expositions	Expositions
-------------	----------------	-------------	-------------	-------------

	permanentes	D'Espeyran	permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	temporaires hiver	temporaires été
Tarif normal	8,00 €	8,00 €		11,00 €	13,00 €
Pass'agglo/metropole	7,00 €	7,00 €		8,00 €	10,50 €
Tarif réduit (2)	5,50 €	5,50 €		7,00 €	9,50 €
Visite en famille ***	5,00 €	5,00 €		6,00 €	7,00 €

*** Visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés de leurs parents.

▪ **Visites guidées de groupes (à partir de 8 pers et jusqu'à 25)**

	Collections permanentes	Hôtel Sabatier D'Espeyran	Collections permanentes + Hôtel Sabatier D'Espeyran	Expositions temporaires hiver	Expositions temporaires été
Tarif normal	200,00 €	200,00 €		230,00 €	230,00 €
Tarif réduit (3)	100,00 €	100,00 €		115,00 €	115,00 €

Application de la gratuité pour les établissements scolaires et centres aérés de Montpellier Méditerranée Métropole

▪ **Guides externes**

	TARIF
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

▪ **Carte individuelle nominative**

Tarif normal	30,00 €
Pass'agglo/métropole	26,00 €
Tarif réduit (4)	15,00 €
Tarif étudiant	9,00 €

▪ **Carte établissement**

Ecoles hors Métropole, crèches, centres de loisirs	30,00 €
--	---------

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE

▪ **Carte abonnement 4 visites guidées par an**

Cet abonnement annuel donne droit à 4 visites guidées par an (3 visites guidées expositions temporaires ou expositions au fil des collections + 1 visite guidée parcours permanent) à des groupes entre 8 et 25 personnes amenés par des structures porteuses d'un projet spécifique*.

Carte abonnement 4 visites guidées par an	30,00 €
---	---------

*Les structures et établissements bénéficiaires devront mener des activités d'accompagnement, d'insertion sociale ou professionnelle dans un but non lucratif.

Ils devront avoir intégré la pratique culturelle ou artistique comme un axe majeur de leur objet social.

La souscription à cet abonnement sera soumise à l'appréciation préalable par les services du musée Fabre.

La demande sera adressée par écrit au Service des publics du musée Fabre qui en appréciera l'éligibilité en concertation avec la direction du musée.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (organisation

administrative, projet, objectifs, financement).

Le musée Fabre s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

ADULTE	Tarif normal	8,00 €
	Pass'agglométropole	7,00 €
ENFANT	Tarif normal	6,00 €
	Pass'agglométropole	5,00 €

DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Entrée individuelle gratuite:

- Le 1^{er} dimanche du mois pour les collections permanentes (l'entrée dans l'exposition temporaire reste payante au tarif habituel);
- Lors des journées européennes du patrimoine, de la nuit des musées, des journées nationales de l'archéologie (site archéologique Lattara-musée Henri Prades), et de la nocturne étudiante (musée Fabre). Hors expositions temporaires, dans le cas du musée Fabre ;
- Enfants de moins de 6 ans ;
- Personnes de moins de 18 ans résidant dans la Métropole sur présentation d'un justificatif de domicile ;
- Etudiants (carte d'étudiant en cours de validité), dont étudiants de l'ESBAMA, pour l'entrée dans les collections permanentes, et pour les expositions temporaires ;
- Volontaires du Service Civique pour les collections permanentes sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois * ;
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité;
- Conservateurs du patrimoine et membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Guides conférenciers (carte professionnelle);
- Guides conférenciers et guides interprètes de l'office du tourisme de Montpellier (carte professionnelle) ;
- Journalistes titulaires de la carte de presse ;
- Visiteurs munis de la carte Pass'Pro Hérault le Languedoc (seulement pour le musée Henri Prades - site archéologique Lattara);
- L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 14h et 18 h.

(1) Tarif réduit pour les entrées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Volontaires du Service Civique pour les expositions temporaires du musée Fabre sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Personnel de Montpellier Méditerranée Métropole sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;

- Visiteurs munis du Pass' Multisites du Réseau des Sites d'Exception en Occitanie (musée Henri Prades seulement).

(2) Tarif réduit pour les visites guidées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Visiteurs munis d'une carte d'abonnement annuel ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans ;
- Etudiants (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois (RSA, AAH, etc.) * ;
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis du Pass' Multisites du Réseau des Sites d'Exception en Occitanie (musée Henri Prades seulement).

(3) Tarif réduit pour les visites guidées de groupes sur réservation :

- Etudiants (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité.

(4) Tarif réduit pour l'abonnement annuel :

- Moins de 26 ans ;
- Enseignants, animateurs sociaux, assistantes maternelles agréées, sur présentation de la carte professionnelle ;
- Puéricultrices, auxiliaires puéricultrices, sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire).

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LES SALLES DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre dispose de plusieurs espaces, qui sont proposés à la location (hall Buren, cour Vien, auditorium).

Plusieurs formules sont proposées : conférence, réception, visite privée ou encore privatisation du musée (les visites guidées privées des collections permanentes ou des expositions temporaires sont incluses dans les formules jusqu'à 150 personnes). Les tarifs varient en fonction de l'espace loué et du nombre de personnes accueillies.

Formules de location	Espace loué	Tarif location demi-journée	Tarif location journée
CONFERENCE à l'auditorium de 1 à 120 personnes *	Auditorium	1 600 €	2 000 €
RÉCEPTION de 1 à 100 personnes* Visite privée comprise dans la	Cour Vien ou hall Buren	3 000 €	

formule			
RÉCEPTION de 101 à 200 personnes* Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	4 000 €	
RÉCEPTION de 201 à 350 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	5 000 €	
RÉCEPTION de 1 à 700 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Cour Vien ou hall Buren	7 000 €	
CONFÉRENCE ET RÉCEPTION de 1 à 100 personnes * Visite privée comprise dans la formule	Auditorium + cour Vienou Auditorium + hall Buren	4 500 €	
CONFÉRENCE ET RÉCEPTION au-delà de 100 personnes* Visite privée comprise dans la formule	Auditorium + cour Vienou Auditorium + hall Buren	5 300 €	
VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) de 1 à 100 personnes		1 300 €	
VISITE PRIVEE (LIBRE OU GUIDEE) de 101 à 200 personnes		2 000 €	
MUSÉE PRIVÉ (mise à disposition des espaces de réception pendant un jour de fermeture) Visite privée comprise dans la formule	Auditorium, cour Vien, hall Buren	10 000 €	20 000 €

Des coûts de gardiennage supplémentaire pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur

***Capacité d'accueil :** La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant des jauges maximums de chaque espace. Cette capacité d'accueil sera précisée par le Musée Fabre pour chaque demande de location ou mise à disposition, en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

La mise à disposition à titre gratuit pourra être accordée pour les associations et manifestations, à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La demande devra être faite au minimum 3 mois avant l'évènement.

En cas d'acceptation, la mise à disposition d'espace du musée fera l'objet d'une convention d'occupation à titre gracieux.

LE SERVICE PHOTO DU MUSEE FABRE

Le musée Fabre propose un service de reproduction photographique d'œuvres.

Les tarifs varient en fonction du format d'utilisation de l'œuvre à reproduire (droits de reproduction).

▪ **Grille tarifaire de la reproduction d'une œuvre**

	Tarif
Fichier numérique HD	20,00 €
Prise de vue	70,00 €

▪ **Montant des droits de reproduction**

○ **Pour ouvrage destiné à l'édition**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	60,00 €	45,00 €
½ page	90,00 €	70,00 €
1 page	130,00 €	80,00 €
double page	200,00 €	110,00 €
1ère de couverture	300,00 €	150,00 €
4ème de couverture	200,00 €	110,00 €

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

○ **Pour une exposition temporaire ou une parution scientifique**

	Couleur	Noir & blanc
¼ de page	40,00 €	30,00 €
½ page	60,00 €	50,00 €
1 page	90,00 €	50,00 €
double page	130,00 €	75,00 €
1ère de couverture	200,00 €	100,00 €
4ème de couverture	130,00 €	75,00 €

+ remise de deux exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif

	Tarif
catalogue en ligne avec accès gratuit (72 dpi maximum)	Gratuit
chercheur usage privé / mémoire (72 dpi maximum)	Gratuit

○ **Pour les produits dérivés**

	Tarif
Carte postale-marque page : - 1000 unités	100,00 €
Carte postale-marque page : de 1000 à 5000 unités	225,00 €
Carte postale-marque page : + 5000 unités	350,00 €

○ **Pour usage commercial (affiche, poster, documentaires, publicité [sauf télévision])**

	Couleur	Noir & blanc
Reproduction	800,00 €	450,00 €

+ remise d'exemplaires du support réalisé (nombre variable selon le type de support)

o Pour usage télévisuel publicitaire

	Tarif
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (France)	1 500,00 €
Spot télévisuel de 30 secondes pour un an (Monde)	4 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (France)	3 500,00 €
Spot télévisuel d'une minute pour un an (Monde)	9 500,00 €

o Pour usage télévisuel documentaire

	Tarif
France et Monde : 1 visuel	130,00 €
France et Monde : 2 visuel	180,00 €
France et Monde : 3 visuel	220,00 €
France et Monde : 4 visuel	260,00 €
France et Monde : 5 visuel	300,00 €

o Pour usage dans un CD-ROM

	Tarif
Usage pédagogique (n&b et couleur)	100,00 €
Usage commercial (n&b et couleur)	400,00 €

+ remise d'un ouvrage en justificatif

o Pour usage sur un site Internet

	Tarif
éducatif	Gratuit
commercial	2 500,00 €

Les conditions de règlement de la facture et d'utilisation des visuels HD sont présentées en annexe

4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

		COLLECTIONS PERMANENTES	COLLECTIONS PERMANENTES ET/OU SITE ARCHEOLOGIQUE	EXPOSITIONS TEMPORAIRES
VISITE DU MUSEE				
Entrée individuelle (donne accès au musée Henri Prades, ne donne pas accès au site archéologique, accessible seulement en visite guidée)	Tarif normal	3,00 €	-	4,00 €
	Pass'agglo/ métropole	2,50 €	-	3,00 €
	Tarif réduit (1)	2,00 €	-	2,50 €
	Billet famille	7,00 €	-	9,00 €
	Audioguide	1,00 €	-	1,00 €
Visite guidée individuelle (sur réservation uniquement)	Tarif normal	-	5,00 €	6,00 €
	Pass'agglo/ métropole	-	4,50 €	5,50 €
	Tarif réduit (2)	-	4,00 €	5,00 €
	Billet famille	-	11,00 €	13,00 €
Visite guidée Groupe (sur réservation pour les groupes à partir de 8 personnes)	Tarif par personne	-	4,00 €	5,00 €
<i>Billet famille : forfait valable pour 1 à 2 parents avec 1 à 5 enfants. L'achat simultané de 10 billets ou plus pour la même prestation donne droit au tarif réduit.</i>				

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA		
Carte individuelle nominative	Tarif normal	30,00 €
	Pass'agglo/métropole	26,00 €
	Tarif réduit (3)	15,00 €
	Tarif étudiant	9,00 €
ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO- EDUCATIFS (prix par enfant participant)		
Visite libre	Enfants métropole	Gratuit
	Hors métropole	0,50 €
Visite guidée et animation historique	Enfants métropole	Gratuit
	Hors métropole	1,00 €
Ateliers	Enfants métropole	2,30 €
	Hors métropole	3,00 €

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers vacances scolaires	Tarif normal	3,00 €
	Pass'agglo/métropole	2,30 €
Anniversaire au musée	Tarif normal	6,00 €
	Pass'agglo/métropole	5,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Tarif normal	50,00 €

DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Entrée individuelle gratuite

- Le 1er dimanche du mois ;
- Lors des journées européennes du patrimoine, de la nuit des musées, des journées nationales de l'archéologie (Site archéologique Lattara- Musée Henri Prades), et de la nocturne étudiante (musée Fabre). Hors expositions temporaires, dans le cas du musée Fabre
- Enfants de moins de 6 ans ;
- Personnes de moins de 18 ans résidant dans la Métropole sur présentation d'un justificatif de domicile
- Etudiants de moins de 26 ans, dont étudiants de l'ESBAMA, du CRR, de l'Ecole d'Architecture (carte d'étudiant en cours de validité) pour l'entrée dans les collections permanentes, et également, pour les expositions temporaires
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées
- L'accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité
- Conservateurs du patrimoine et membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité
- Guides conférenciers et guides interprètes du Ministère de la Culture, de la Communication et du Tourisme (carte professionnelle)
- Guides conférenciers et guides interprètes de l'office du tourisme de Montpellier (carte professionnelle)
- Journalistes (carte professionnelle)
- Visiteurs munis de la carte Pass' Pro Hérault le Languedoc (musée Henri Prades seulement)
- L'invité du porteur de la carte d'abonné, le dimanche entre 14h et 18h

(1) tarif réduit pour les entrées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors de la Métropole de Montpellier ;
- Personnel de la Métropole de Montpellier sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire, carte prof.) ;
- Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis d'un billet d'entrée pour un des musées du Réseau des musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs; - Visiteurs munis de la City Card.

(2) tarif réduit pour les visites guidées individuelles :

- Achat simultané de 10 entrées ou plus ;
- Visiteurs munis d'une carte d'abonnement annuel ;

- Enfants et adolescents de 6 à 18 ans résidant hors métropole de Montpellier ;
- Etudiants de moins de 26 ans, dont étudiants de l'ESBAMA, du CRR, de l'Ecole d'Architecture (carte d'étudiant en cours de validité) ;
- Demandeurs d'emplois sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois ;
- Bénéficiaires de minimas sociaux sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois (RSA, AAH, etc.) ; *
- Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées ;
- 1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;
- Amis du Musée Fabre sur présentation de la carte de membre en cours de validité ;
- Membres du Groupement des Amis des Musées de la Région Occitanie sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité ;
- Visiteurs munis d'un billet d'entrée pour un des musées du Réseau des musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs ; - Visiteurs munis de la City Card
- Visiteurs munis du Pass campagne des Gîtes de France Hérault (dans la limite de 2 adultes et 3 enfants).

(3) tarif réduit pour l'abonnement annuel :

- Moins de 26 ans
- Enseignants, animateurs sociaux, assistantes maternelles agréées, sur présentation de la carte professionnelle
- Puéricultrices, auxiliaires puéricultrices, sur présentation d'un justificatif (bulletin de salaire).

(4) gratuite pour les activités pédagogiques pour établissements scolaires et socio-éducatifs :

Pour les écoles de la ville de Lattes (musée Henri Prades uniquement)

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LES SALLES DU MUSEE HENRI PRADES

Si le planning d'utilisation du lieu et la nature de l'occupation le permettent, il est possible de mettre à disposition gratuitement la salle de conférence dans le cadre d'une organisation de conférence ou d'une projection audiovisuelle gratuite sur un sujet historique ayant un rapport avec le musée archéologique, à l'exclusion de tout autre type de manifestation.

LOCATION D'ESPACES	Unité	Tarif
Salle de conférence ou cafétéria	jour	350 €
Salle de conférence + jardin + cafétéria	jour	1 000 €

LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, il convient de modifier la liste des produits à la vente relative aux ouvrages, aux bijoux, aux reproductions et jeux ainsi qu'aux cartes postales et affiches les prix de vente s'échelonnant de 0,50 € à 215 €.

De nouvelles références ont été ajoutées à la tarification 2020 afin d'offrir au public une plus large gamme d'ouvrages, de cartes postales et d'objets.

Les ouvrages

Auteurs	Titres	Prix de vente
Adrien Bostmambrun	Thermes et aqueducs en Gaule romaine	6,00 €
Albert BERTRAND, François MICHEL	Via Domitia et autres voies terrestres de la Narbonnaise	6,00 €
Anne-Lise Baylé	Archéotour. Un Tour de France de l'Archéologie	19,99 €
Bénédicte BAZAILLE	Ma petite mythologie- collection Boscher	9,90 €
CAROZZA L. et MARCIGNY C.	L'âge de bronze en France	20,30 €
Collectif	revue l'Archéologue n°131 / Voies romaines et vieux chemins de Gaule	8,80 €
Collectif	BD "HAGARD, enquêteur de l'histoire - Tome 1 - Le mystère des coupeurs de tête	12,00 €
COULON G	les voies romaines en Gaule	26,00 €
DE PANAFIEU Jean-Baptiste	les Encyclopes : Préhistoire des hommes	14,95 €
Emmanuel GHEQUIERE	Le Mésolithique en France Archéologie des derniers chasseurs cueilleurs	23,00 €
FATTINI Stéphanie et LEDU Stéphanie	L'histoire de l'art, de Cro-Magnon jusqu'à toi : De l'homme de Cro-Magnon jusqu'à toi	14,90 €
Florence DUPONT	La femme romaine antique	6,00 €
Françoise RACHMUEHL	Les métamorphoses d'Ovide	15,50 €
Gérard COULON	les voies romaines en Gaule (grand format)	22,40 €
Homère	L'Odyssée	4,50 €
Jean Pierre VERNANT	L'univers, les dieux, les hommes ; récits grecs des origines	8,30 €
I. HAYAUX DU TILLY	Carte de la Gaule ancienne indiquant l'ancienneté et l'importance relatives des voies romaines: : d'après les itinéraires d'Antonin et de la table de Peutinger	7,20 €
Laurent OLIVIER	César contre Vercingétorix	26,00 €
LEDU Stéphanie	Les Cro-magnons (mes p'tits docs)	7,60 €
LEDU Stéphanie et HUE Caroline	L'histoire de la vie, du big-bang jusqu'à toi	14,90 €
LEDU Stéphanie et HUE Caroline	L'histoire de l'Odyssée	14,90 €
LUCCISANO Silvio	l'année des 4 empereurs - Mai 69	17,00 €
LUCCISANO Silvio et JL RODRIGUEZ	Gergovie la victoire	17,00 €
LUCCISANO Silvio et JL RODRIGUEZ	Alésia, l'ultime espoir	19,50 €
M. LAME FLEURY	La mythologie racontée aux enfants	14,50 €
Martial MONTEIL	la France gallo-romaine	23,00 €
Meryl Ducros	Les Spectacles dans l'Empire romain	6,00 €
Meryl Ducros	Les Gladiateurs dans l'Empire romain	6,00 €
MIRZA Sandrine	Questions réponses l'Egypte ancienne	7,40 €
Nathan JEUX	Questions réponses HISTOIRE plateau avec jeu	12,00 €

Nicolas Mengus	Érotisme et mauvais œil	6,00 €
Patricia Crété	Mythologie Les héros grecs	12,50 €
Philippe STEELE	Questions réponses L'Egypte des pharaons	7,40 €
Pierre HERMANN	Itinéraires des voies romaines de l'Antiquité au Haut Moyen-Âge	34,50 €
Pierre-Albert CLEMENT et Marc DUMAS	La Via Domitia, découverte d'une voie antique des Pyrénées aux Alpes	14,90 €
RACHMUEHL Françoise	Héroïnes et héros de la mythologie grecque	10,00 €
Rina VIERS	DVD / les origines de l'alphabet et sa diffusion en Méditerranée	12,00 €
Romain PIGEAUD	tout savoir sur la Préhistoire	9,95 €
Sophie de Mullenheim	Dis pourquoi ? Spécial mythologie 7-10 ans	14,50 €
Sophie MARVAUD	L'espion de Rome	8,00 €
Stations routières en Gaule romaine	Architecture équipement et fonctions (Gallia 73,1)	59,00 €
Stéphanie Ledu et Eric Gasté	Les dinosaures	7,60 €
Vincent CARPENTIER	le moyen age à petits pas	13,50 €
Yves Buffetaut	Les Grecs en Gaule	10,00 €

▪ Ouvrages dépôt vente

Auteurs	Titres	Prix de vente
ADAL - Alexandrine GARNOTEL, Guy BARRUOL, Claude RAYNAUD et Jérôme HERNANDEZ	MAGUELONE, archéologie d'une île de la lagune languedocienne 39-2019	30,00 €

▪ Les bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
AU FIL DU TEMPS	Bague à double spirale	5,00 €
	Bracelet perles de verre à ocelles (coloris assortis)	8,50 €
	Pendeloque boucles d'oreilles	9,50 €
	Boucles d'oreilles de la période gallo-romaine bleu et blanc	11,50 €
	Barrette à cheveux	15,00 €
	Bracelet doré réglable gallo-romain à dble spirale	15,00 €
	Bracelet gallo-romain à tête de serpent	21,50 €
	Bracelet de perles période romaine vert et blanc	25,50 €
	Bracelet de perles période romaine bleu et blanc	25,50 €
	Bracelet de bras gallo-romain à tête de serpent	28,00 €
BRITISH MUSEUM	Boîte à crayons "Momie" (modèles assortis)	5,50 €
ENARRO Boutique	Boucles d'oreilles Amphora aventurine	28,00 €
	Boucles d'oreilles Vinalia, améthyste ou grenat	28,00 €
	Boucles d'oreilles Vinalia, lapis lazuli	28,00 €
	Boucles d'oreilles Tresta jaspe rouge	21,50 €

	Boucles d'oreilles Crotalia	22,00 €
	Boucles d'oreilles Amphora lapis lazulis	28,00 €
	Collier lunule	27,00 €
	Boucles d'oreille Tetra améthyste	24,00 €
	Collier 3/1 perles et jaspé rouge	25,50 €
	Collier 3/1 perles et améthyste	30,00 €
	Torque pour pendentif	5,00 €
SILICYBINE	Bracelet gaulois bleu en verre vert et filets bleus	25,50 €

▪ Jeux et gadgets

Fournisseur	Titres	Prix de vente
MSM	Mini bloc	1,60 €
MSM	Jeux quizz de l'Antiquité	5,50 €
Discovery jeux / COSYS	Le jeu de l'évolution : l'Antiquité	16,00 €

▪ Cartes postales et affiches

Cartes postales	0.50 € /unité
-----------------	---------------

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
Association Alphabets	Alphabets méditerranéens	10,00 €

▪ Les denrées

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
Taberna Romana	Betacium	4,50 €
	Moutarde Palladius	4,20 €
	Olives aux épices Samsa	4,50 €
	Dattes aux épices Phoenix	4,50 €
	Sel sachet 200 g Salyen	4,50 €
	Apruna	4,50 €

▪ Les objets

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
L'atelier des verriers	Aiguillère petit modèle coloris assortis	16,50 €
	Aiguillère grand modèle coloris assortis	27,00 €
	Coupelle à cotes coloris assortis	18,00 €
	Bouteille carrée coloris assortis	16,50 €
	Aryballes coloris assortis	16,50 €
	Vase poire côtelé coloris assortis	15,50 €
	Bouteille rectangle coloris assortis	16,50 €
	Verre coloris assortis	9,50 €
François CIVEYREL	Lampe à huile N°15 Eros Dauphin	10,00 €

7. ECOLOTHEQUE

a. L'accueil de loisir sans hébergement (ALSH)

L'Écolothèque est le Centre d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) de la Métropole regroupant l'activité de l'Accueil de loisirs pour les enfants de 4 à 12 ans, du Centre de ressources pour les écoles, du programme ÉcoMétropole pour les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'accueil des centres médico-sociaux et des crèches pour les personnes en situation de handicap et la petite enfance.

Sa mission est d'éveiller, sensibiliser les enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique.

L'Accueil de loisirs reçoit en moyenne 120 enfants par jours les mercredis et les vacances scolaires. Plus de 1000 enfants fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

Les revenus pris en compte

- **Pour les allocataires de la Caisse d'Allocation Familiales (CAF)**, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO).
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaire 10% ou frais réel (source dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers.
- **Pour les travailleurs indépendants** : les bénéfices industriels et commerciaux (source dernier avis d'imposition).

Modalités de calcul et tarifs de l'Accueil de Loisir Sans Hébergement (ALSH)

Le tarif journée, par enfant, est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel de la famille, avant abattement. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus. Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Tarif Journée entière (sans repas) = Salaire mensuel du foyer avant abattement X (taux d'effort/ 20 jours)

Nombre d'enfants	Taux d'effort
1	11,14%
2	10,14%
3	9,12%
4	8,10%
n	12,16%-n%
Famille hors possession Pass Métropole	Application du tarif des ressources mensuelles plafond communiquées par la CAF (en 2021 = 5 800€) * Taux d'effort / 20 jours
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur
Demi-journée (en % du prix de la journée)	60%
Repas (goûter inclus)	5,40 €
Goûter	0,65 €

b. Groupes extérieurs sous convention

Dans l'exercice de ses missions d'éveil, de sensibilisation des enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique, l'Écolothèque est amenée à refacturer aux groupes extérieurs les interventions et les frais administratifs.

Groupes extérieurs (sous convention)	Tarif Pass' Métropole
Intervention sur des projets d'éducation par Intervenants spécialisés (tarif à l'heure)	65,00 €
Forfait annuel (frais administratif, temps de préparation, charges entretien des locaux). Accueil hebdomadaire d'un groupe de 12 personnes maximum, hors période vacances scolaires. Convention annuelle avec la Métropole sur la base d'un projet éducatif ou thérapeutique	178,00 €

c. Programme ÉcoMétropole

L'objectif du programme EcoMétropole est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales auprès de tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

Par délibération en date du 25 janvier 2018 a été approuvée l'intégration du programme ÉcoMétropole au schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'action de la coopérative auprès des communes.

Par délibération en date du 6 juin 2018, ont été approuvées les modifications suivantes :

- La mise en place d'une contribution forfaitaire à arrêter avec le groupe de travail pour figurer dans les tarifs de l'Écolothèque soumis à approbation et la possibilité de résilier le protocole par notification avec accusé de réception.
- L'évaluation des coûts supportés par la Métropole pour le programme ÉcoMétropole est estimée par le comité technique du programme entre 1700 et 2000 euros par commune ou entre 30 000 et 40 000 par an.

Il est demandé aux communes signataires du protocole de partenariat une contribution financière de 178 euros, en cohérence avec la contribution forfaitaire déjà en œuvre des autres conventions de partenariat de l'Écolothèque.

Cette contribution prend effet avec la signature du nouveau ou du renouvellement du protocole de partenariat.

ÉcoMétropole (sous convention)	Tarif Pass' Métropole
Contribution forfaitaire annuelle aux coûts du programme ÉcoMétropole (coordination, appui technique et pédagogique, déplacement, petites fournitures).	178,00 €

AUTRES

1. LA FOURRIERE ANIMALE

La convention de groupement de commandes, conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée (fusion entre Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau), les Communes de Mauguio et de Palavas-les-Flots, et les prestations objet du marché d'exploitation concernent pour les animaux errants :

- Leur récupération et leur conduite dans les locaux de la fourrière ;
- Leur accueil ;
- La recherche du propriétaire et si nécessaire la pose d'un procédé d'identification;
- Leur inspection sanitaire et vaccination ;
- Leur garde au sein des équipements de la fourrière pendant la durée légale ;
- Leur cession au refuge ou euthanasie en fonction de leur état sanitaire.

Prise en charge des animaux	Tarif
Récupération et conduite	100,00 €
Pose d'un procédé d'identification	90,00 €
Inspection sanitaire et vaccination	60,00 €
Garde 1er jour	21,00 €
Jour supplémentaire	12,00 €
Recherche du propriétaire	10,00 €
Frais de dossier	10,00 €

2. SALLE METROPOLITAINE

LA SALLE FERNAND PELLOUTIER

Au sein de l'hôtel de Métropole, place Zeus, se situe une salle de réunion « Fernand Pelloutier », dédiée à différentes manifestations, ainsi que d'une salle de projection équipée de matériel audiovisuel et située à l'entresol.

Plein tarif	Pass'Métropole	Demi-tarif*	Forfait de base**
1 287,00 €	1 158,00 €	643,00 €	51,00 €

Les modalités suivantes s'appliquent :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ; les organisations syndicales internes à la collectivité.

***demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Une réduction de 10% est appliquée pour les détenteurs de la carte Pass' Métropole.

Les tarifs comprennent l'équipement des salles, l'éclairage, le chauffage ainsi que l'assistance technique.

Un dépôt de garantie, fixé à 1 800 euros T.T.C, doit être perçu à la signature du contrat de location.

Horaires de location : soit de 9h00 à 19h00 soit de 14h00 à minuit.

Les demandes d'utilisation devront être adressées par écrit à la Direction du Protocole, au moins un mois avant la date souhaitée. Il devra être mentionné de façon précise et sans ambiguïté la nature de la manifestation.

Lors de chaque demande de location, le règlement intérieur sera porté à la connaissance des utilisateurs afin qu'ils puissent se conformer à sa stricte utilisation. Un contrat de location sera alors signé précisant les conditions et modalités d'exécution.

MISE A DISPOSITION DE SALLES A TITRE GRATUIT POUR LES CANDIDATS ET/OU PARTIS POLITIQUES DANS LE CADRE DES CAMPAGNES ELECTORALES

Montpellier Méditerranée Métropole, dans un souci de soutenir l'expression démocratique et multipartite, propose de mettre à disposition, dans le cadre de l'ensemble des scrutins départementaux, régionaux, nationaux ou à portée internationale, des salles aux candidats et/ou aux partis politiques en faisant la demande.

Les dispositions de l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) à savoir « *des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation* » sont applicables aux EPCI en vertu de l'article L.5211-3 de ce même code.

La mise à disposition de locaux appartenant au domaine public de l'EPCI en vue de l'organisation de réunions politiques de candidats à une élection politique ne relève pas d'une autorisation d'occupation du domaine public. Dès lors, les dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, selon lesquelles toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, ne sont pas applicables.

Cette mise à disposition sera donc accordée à titre gratuit, dans la limite d'une salle par candidat et par tour de scrutin, sans que cela ne contrevenne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L.52-8 du Code électoral. Les salles mises à disposition le seront en fonction du nombre de participants estimé et transmis à la Métropole par le candidat, parmi les salles du patrimoine métropolitain pouvant en faire l'objet.

3. MOBILISATION D'UN AGENT

Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

Mobilisation d'un agent	Unité	Tarif
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	24,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	48,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les tarifs proposés par la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-151203-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Barème dommages aux arbres
- Assainissement
- Fabre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel - Adhésion 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole constitue et utilise des traitements de données à caractère personnel. Elle veille en la matière à maintenir sa conformité au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD). Elle souhaite en particulier établir une veille active et échanger avec les acteurs également concernés, engagés et experts en matière de protection des données personnelles.

C'est pourquoi, elle souhaite adhérer à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP) dont le siège social est localisé à Paris.

L'objet de cette association est notamment:

- de promouvoir et développer une réflexion quant au statut et aux missions des correspondants à la protection des données personnelles ;
- de favoriser les échanges entre les membres pour identifier et favoriser les meilleures pratiques professionnelles ;
- de favoriser toutes relations avec la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et avec tout autre instance française et européenne qui contribue à la protection des données à caractère personnel ;
- d'assurer une veille (technique, juridique, managériale, ...) sur les enjeux relatifs aux statuts et aux missions des correspondants à la protection des données personnelles et de les mettre à la disposition du public ;
- de favoriser et de développer les relations avec le monde universitaire et les grandes écoles ;
- de rédiger tout document relatif à l'objet de l'Association et de formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles.

L'AFCDP compte aujourd'hui plus de 1700 entités adhérentes, dont plus de 300 d'entre elles issues du secteur public.

Le montant annuel pour l'adhésion s'élève à 450 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AFCDP pour un montant de 450 € ;
- de dire que les crédits sont prévus au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149351-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARDILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Reconduction des Services Communs - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création la Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Un certain nombre de services communs entre la Métropole et la Ville de Montpellier ont ainsi été créés.

Ces services communs concernent les directions suivantes : Direction Générale, Cabinet, Chauffeurs, Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, Direction Organisation Etudes Evaluation, Direction du Contrôle de Gestion Externe, Direction des Finances, Protocole et Accueil, Direction du Secrétariat Général, Direction des Relations Internationales, Direction de la Culture, Direction des Relations Presse, Direction de la Communication, Direction des Moyens Généraux et Bâtiments (parc auto), le Département Développement et Aménagement Durable du Territoire ainsi que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales. Il a également été constitué entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier un service commun de Département Solidarité et Vivre Ensemble.

Les conventions de services communs signées entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS précisaient être établies pour la durée du mandat et expirer au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Il était également prévu de les reconduire de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

Il convient donc de reconduire l'ensemble de ces conventions de services communs et modifier leur durée. En effet, l'ensemble des conventions de services communs sont reconduites sans limitation de durée. Elles pourront néanmoins être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment.

La décision de dénonciation fera l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3^{ème} mois suivant cette information.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la reconduction de l'ensemble des conventions de services communs tels que présentée ci-dessus ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150203-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DEPARTEMENT SOLIDARITE ET VIVRE ENSEMBLE.pdf
- Reconduction convention Services Communs 1.pdf
- Reconduction convention Services Communs 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Réforme des congés bonifiés - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n° 2020-851 et l'arrêté du 2 juillet 2020 publiés au Journal officiel du 4 juillet 2020 ont modifié le régime des congés bonifiés des fonctionnaires titulaires. Le décret modifie notamment la durée et la périodicité du congé. En effet, la bonification de 30 jours qui s'ajoutait au congé annuel est supprimée. La durée minimale de service ininterrompue pour l'ouverture du droit passe de 36 à 24 mois. La durée maximale du congé bonifié ne peut dorénavant excéder 31 jours consécutifs.

Par ailleurs, le décret modifie également la prise en charge des frais de transport. Le montant maximum du revenu du conjoint, du concubin ou du partenaire d'un pacte civil de solidarité pour la prise en compte de son voyage est exprimé à présent en euros et non plus par référence à l'indice brut de l'échelon 1 de l'échelle C1. Cette condition s'appréciant au regard du revenu fiscal de référence de l'année civile précédant l'ouverture du droit à congé bonifié de l'agent.

Seuls les frais de transport aérien entre la métropole et les territoires d'outre-mer sont pris en charge. Est donc exclue la prise en charge des frais occasionnés par des déplacements annexes (bus, taxi, navette, ...).

Les congés bonifiés sont accordés aux agents disposant de centres d'intérêts matériels et moraux dans les Départements d'Outre-mer. Cependant les critères permettant de définir ces centres d'intérêts ne sont pas explicitement définis dans les textes et la jurisprudence est très restrictive en la matière.

Aussi il est proposé, que les congés bonifiés soient accordés au travers d'un faisceau d'indices concordants permettant d'encadrer les centres d'intérêts matériels et moraux. Conformément à la circulaire du 03 janvier 2007 (n° FP2129), il convient de définir des critères principaux et des critères complémentaires et de convenir que pour que les congés bonifiés lui soient attribués l'agent doit remplir cinq critères cumulatifs dont trois principaux dans la liste suivante :

Critères principaux	Critères complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> - Lieu de naissance des parents dans les DOM, - Naissance de l'agent dans les DOM, - Durée de la scolarité dans le DOM supérieure à la durée de la scolarité dans la métropole, - Lieu de mariage de l'agent dans les DOM, - Naissances des enfants de l'agent dans les DOM, 	<ul style="list-style-type: none"> - domicile des père et mère ou à défaut des parents les plus proches, - domicile avant l'entrée dans l'administration, - propriété ou locations de biens fonciers situés outre-mer (inscription au rôle des contributions ou sur les listes électorales, quittances de loyer), - inscription sur une liste électorale en outre-mer, - possession d'un compte bancaire ou postal, - demande de mutation dans le département d'outre-mer, - scolarité effectuée dans les DOM par les enfants de l'agent, - sépulture des parents, - fréquence des voyages et durée des séjours dans le territoire considéré hors congés bonifiés, - bénéfice antérieur d'un congé bonifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la modification des dispositions relatives aux congés bonifiés telles que décrites ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150921-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Postes permanents :

I- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnées dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe II « Confirmations de postes » de la présente délibération.

II- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 2 ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des transformations et confirmations de postes cités en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149620-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

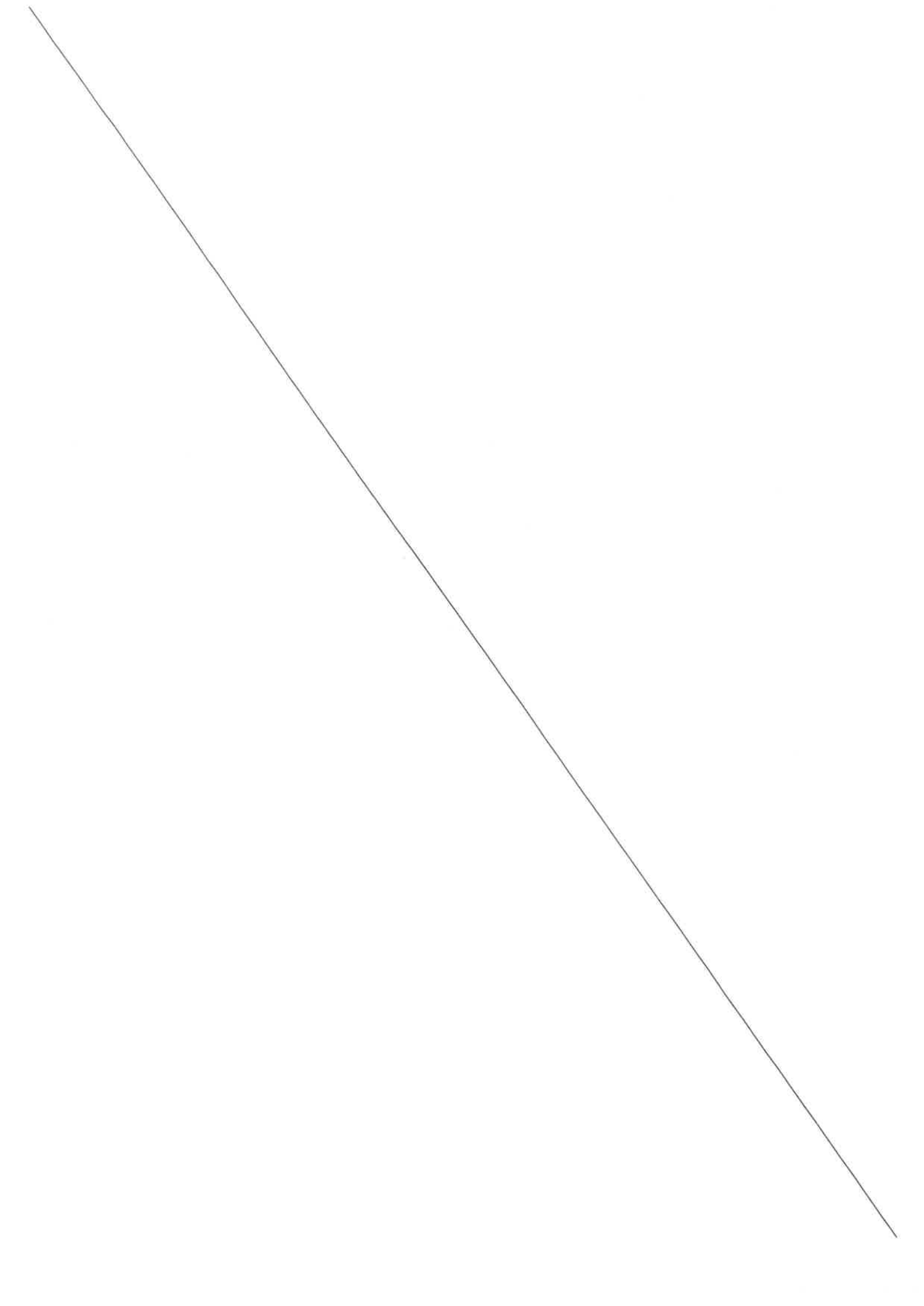
Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 transformations

- Annexe 2 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Logement d'abord - Etude-action pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale aux fins de loger les ménages en difficulté - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ADAGES pour l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental logement d'abord. Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

L'axe 2 du plan d'action Logement d'abord de Montpellier Méditerranée Métropole prévoit le développement de l'offre de logements accessibles aux ménages dont la situation sociale rend difficile l'accès ou le maintien dans un logement, au regard d'une situation métropolitaine de forte tension dans le parc locatif qu'il soit public ou privé.

Une étude action a été engagée en 2019 par l'Association Départementale d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés (ADAGES), avec le soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Fondation Abbé Pierre. Elle vise l'étude des conditions d'une meilleure production de logements sociaux ou très sociaux dans le parc privé sur le département de l'Hérault, incluant l'élaboration de pistes pré-opérationnelles.

Montpellier Méditerranée Métropole, impliquée dans ce travail depuis le démarrage est sollicitée pour contribuer avec la CAF au financement de la prolongation de la démarche, sur 9 mois (mai 2020 à janvier 2021), afin d'aboutir à des propositions très concrètes potentiellement applicables immédiatement.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole, qui est proposée à hauteur de 3 840 €, doit permettre à la Métropole de préfigurer une action de captation de logements à vocation sociale dans le parc privé, pour les proposer à des ménages en difficulté via des opérateurs associatifs agréés par la Préfecture au titre de la maîtrise d'ouvrage d'insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider d'attribuer une subvention d'un montant de 3 840 € à l'ADAGES ;
- d'approuver le projet de convention afférent, qui fixe notamment les conditions de versement de la subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION LDA ETUDE ADAGES 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :
Stéphanie JANNIN

Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 1 Ouverture d'un lieu d'accueil de jour multi partenarial à destination des familles - Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économie ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

L'action 1 consiste à casser la reproduction de la pauvreté en créant un lieu multi partenarial pour les familles sans aucun logement. Appuyées par les services de l'Etat et accompagnées d'un réseau de partenaires locaux, il est visé un accompagnement significatif des personnes en situation de pauvreté sur leur territoire grâce à une utilisation optimisée des dispositifs existants et des moyens dédiés alloués dans le cadre du partenariat avec l'Etat.

La réflexion menée avec les acteurs du territoire sur la mise en place des maraudes mixtes, ainsi que le diagnostic réalisé sur les besoins des familles à la rue et en habitat très précaire et les ressources existantes a révélé la nécessité d'un lieu ressource permettant aux familles d'accéder sur un même lieu à un ensemble de services adaptés et ciblés.

A cette fin un appel à candidatures auprès des acteurs associatifs dans le secteur social pour créer une structure accueil de jour de type « Maison des Familles » a été organisé. Il s'agit d'ouvrir un 4^{ème} accueil de jour à Montpellier, orienté vers l'accueil des familles vivant à la rue, en squat ou en bidonville. Celui-ci, en plus des prestations de base offertes par un accueil de jour sera enrichi d'autres services spécialisés dans l'accueil des familles (PMI, maraudes mixtes, actions de soutien à la parentalité, CAF, consultation de planification familial, cuisine solidaires pour les familles à l'hôtel...). Le porteur de projet porte le partenariat, la recherche de lieu, la mise en synergie des acteurs et des besoins ainsi que la cohérence dans l'occupation des lieux et l'accueil des familles et femmes isolées. L'Etat (Direction Départementale de la Cohésion Sociale - DDCS) assurera pour sa part le financement de l'accueil de jour (Budget Opérationnel du Programme - BOP - 177). Une commission de décision a étudié les dossiers le 3 décembre 2020, rassemblant les services de l'Etat et de Montpellier Méditerranée Métropole, et a décidé d'attribuer le portage du 4^{ème} lieu d'accueil à l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ).

Aussi, il est proposé la signature d'une première convention avec l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse, porteur de projet, afin de commencer l'action dès l'année 2020.

Le montant du concours apporté à cette structure pour 2020 est de 95 000 € (47 500 € sur crédits délégués de l'Etat et 47 500 € sur fonds propres de Montpellier Méditerranée Métropole), ce qui lui permettra de débiter par la recherche de lieu et la mise en synergie des différents acteurs partenariaux de cette plateforme multi accueil.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 95 000 € (dont 47 500 € sur crédits délégués de l'Etat) à l'ALPJ pour le portage du 4^{ème} lieu d'accueil multi partenarial dans le cadre de l'action 1 du Plan Pauvreté ;
- d'approuver les termes du projet de convention d'attribution de subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149225-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION STRATEGIE PAUVRETE ACTION 1 LIEU D'ACCUEIL MULTIPARTENARIAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUÏ, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Conventions avec trois structures proposant un service de douches - Pause/Issue, Secours Catholique de l'Hérault et Croix Rouge de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économique ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

La présente délibération concerne la mise en œuvre dès 2020 de l'action 2 visant un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité.

Les services des administrations et les associations du territoire ont en effet constaté que les personnes à la rue accèdent difficilement à l'hygiène. Les douches des trois accueils de jour et des deux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) situés à Montpellier sont très fréquentées et le temps d'attente décourage certaines personnes. En outre, les femmes accèdent insuffisamment à ces services car leur aménagement dans un des CAARUD (service fermé depuis l'épidémie de COVID) ne permet pas une séparation physique des femmes et des hommes.

L'action 2 de la stratégie de lutte contre la pauvreté pour 2020 recouvre 3 interventions complémentaires dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'hygiène : la distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches, l'augmentation du nombre de maraude du bus « la bulle – douche nomade » ainsi que l'amélioration à l'accès des douches existantes. Les deux premières interventions ont d'ores et déjà fait l'objet d'une validation en Conseil de Métropole du 23 novembre 2020.

La présente délibération concerne l'amélioration de l'accès aux douches existantes. Le but est qu'un plus grand nombre de sans domicile fixe puisse accéder aux douches et que celles-ci soient en capacité d'accueillir le public dans de bonnes conditions. De plus, de nombreuses personnes se présentent avec du linge hors d'état ou extrêmement dégradé. Il y a lieu de leur permettre de pouvoir accéder à un service de laverie et/ou à des biens de première nécessité en plus de leur accès douche, et d'augmenter les capacités de bagagerie pour qu'ils puissent ranger leur linge et affaires importantes.

Pour ce faire, il est proposé l'attribution en 2020 d'une subvention à chacune des trois associations suivantes, pour un total de 60 000 €, dont 30 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 30 000 € sur fonds propres de la Métropole :

- Le Secours Catholique de l'Hérault : 20 000 € ;
- L'association Issue – Pause : 32 000 € ;
- La Croix Rouge : 8 000 €.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'attribuer une subvention à chacune des trois associations précitées pour un montant total de 60 000 € (dont 30 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- d'approuver les termes des projets de conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149252-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ISSUE PAUSE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM
- CONVENTION SECOURS CATHOLIQUE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM
- CONVENTION CROIX ROUGE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également, comme prévu par la législation, sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS. La présente délibération vise à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les aides indirectes du FSL.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Ces actions concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions de rénovation*, dans un but de réhabilitation des logements, ou de favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Elles ont concerné 2749 ménages en 2019 pour le territoire métropolitain.

Le budget prévisionnel 2021 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir 21 structures sur le territoire de la Métropole (19 associations et 2 CCAS), pour un montant total de subventions attribuées de 1 903 536 €, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès ou de maintien.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure, définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution du concours du Fonds Métropolitain de Solidarité pour le Logement pour un montant global d'aide de 1 903 536 € ;
- d'approuver les termes des projets de convention afférentes à intervenir avec chacun des organismes concernés, qui définissent notamment les modalités de versement des subventions sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Clare HART, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148956-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 21 Conventions aides directes FSL

- Tableau subventions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier pour la gestion financière et comptable du FSL - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative au droit au logement, modifiée par la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 dont l'article 1 dispose que *« toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a le droit à une aide de la collectivité dans les conditions fixées par la loi pour accéder à un logement décent et indépendant, où s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques »*.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

La compétence FSL est venu compléter son action sur la planification, la production, et l'amélioration de l'offre de logement en s'adressant directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Grâce au transfert du FSL, la Métropole peut désormais agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent un montant prévisionnel de 2 100 000 € au budget du FSL pour 2021 (somme identique aux années précédentes) pour environ 5 000 aides individuelles annuelles. Le FSL finance en outre des actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs. En 2020, 21 organismes (19 associations et 2 CCAS) ont passé convention avec la Métropole pour un total de 1 914 785 € de subventions attribuées.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » se composant de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de participations volontaires des autres partenaires (fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CCAS, CAF).

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

Depuis 2018, la Métropole a confié la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Une convention de gestion, signée annuellement, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain.

La CAF de l'Hérault, gestionnaire financière et comptable du FSL, assure donc le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et met en place les prêts afférents. Elle réalise les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remet mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

La Métropole entend confier à nouveau la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault pour 2021, objet de la présente délibération et de la convention afférente.

Cette délégation de la gestion financière et comptable à la CAF de l'Hérault est proposée pour un an, renouvelable par avenant financier pour une durée de 3 ans maximum. Pour l'année 2021, le montant prévisionnel de la participation de la Métropole s'élève à 2 474 864 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de délégation de gestion financière et comptable du FSL entre la CAF de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148954-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CAF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement - Avenant à la convention 2020 avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, au regard des transferts de compétences prévus par la loi NOTRe, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève du territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Pour rappel le Fonds de Solidarité Logement s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement directement aux particuliers d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit pour l'accès à un logement ou le maintien dans celui qu'ils occupent en cas de difficultés. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Le budget 2020 du FSL métropolitain permet cette année d'apporter un concours financier à 19 associations et deux CCAS pour les actions d'insertion par le logement que ces organismes conduisent.

Parmi ceux-ci, l'association UDAF 34 a signé une convention avec la Métropole, dont les objectifs d'accompagnement sont atteints et même dépassés à ce jour. Avec les deux confinements et la baisse des ressources du public concerné, l'association a été sur-sollicitée pour mettre en œuvre les mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) qui lui sont confiées dans un but de prévention des expulsions locatives. L'UDAF accompagne notamment les familles au tout début de la procédure d'expulsion et au tribunal lors des assignations afin de prévenir une détérioration des situations.

La présente délibération concerne l'approbation d'un avenant à la convention 2020 intervenue avec l'UDAF 34, pour un complément de subvention à hauteur de 20 068 €, à même de porter à 603 le nombre de mois d'accompagnement des ménages dans le cadre des mesures d'ASLL à réaliser par l'association en 2020, contre 487 initialement.

Cette augmentation de la subvention accordée à l'UDAF est financée par redéploiement de crédits du FSL3M non mobilisés cette année au titre des actions d'insertion par le logement du fait de la crise sanitaire, et n'aura pas d'incidence sur la participation de la Métropole au fonds.

Organisme	Nature de la prestation	Public concerné	Financement
UDAF	<p>Mettre en œuvre des Mesures d'accompagnement social lié au logement (prévention des expulsions, accédants /propriétaires) 301 mois + 36</p> <p>150 mois maintien</p> <p>Avenant : +116 mois prévention expulsion</p>	<p>Bénéficiaires du RSA et/ou de leurs ayants droit représentant plus de la moitié du public accueilli</p> <p>Pour l'ensemble des actions, une priorité sera donnée aux ménages avec enfants.</p> <p>Sur l'ensemble du territoire Métropolitain</p>	<p>Subvention initiale avant avenant : 79 415 €</p> <p>Complément de subvention prévu par avenant : 20 068 €</p> <p>Montant total : 99 483 €</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution à l'UDAF 34 d'une subvention complémentaire d'un montant de 20 068 € du FSL3M pour la réalisation de mesures d'ASLL supplémentaires en 2020 ;
- d'approuver le projet d'avenant à la convention initiale afférent, qui précise notamment les conditions de versement de cette subvention complémentaire sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149061-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL3M - AVENANT 2020 - CONVENTION UDAF 34

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Villes et Territoires Occitanie - Mise en place d'une démarche évaluative expérimentale - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la pleine et entière compétence en matière de politique de la Ville aux côtés d'autres compétences telles que le développement économique, traduisant ainsi la volonté d'œuvrer à la cohésion sociale du territoire et à l'égalité des chances.

Une attention particulière est portée sur le pilier « *développement de l'activité économique et de l'emploi* » du contrat de ville 2015 - 2022. Ce dernier se structure à travers la mise en place du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) qui est un dispositif local, partenarial et innovant dont l'enjeu vise à favoriser l'emploi et l'insertion des habitants des quartiers politique de la ville de Montpellier.

Au même titre que l'élaboration et la mise en œuvre, l'évaluation des contrats de ville fait partie intégrante de la démarche projet et de la politique de la ville. Celle-ci est d'ailleurs inscrite dans la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

A l'échelle locale, Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires, ont mis en place une démarche visant à évaluer à mi-parcours le contrat de ville. Ainsi, un travail partenarial et participatif important a été mené en 2018-2019, autour de rencontres, de débats, qui ont abouti à des recommandations. Ces recommandations ont contribué à ajuster le cadre stratégique et opérationnel à travers un nouvel avenant, dit protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR). Aussi, une évaluation finale sera conduite avant l'échéance de la fin du contrat de ville en 2022 pour tirer les conclusions du fonctionnement et des résultats du contrat de ville.

Dans la suite logique de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier et de ce qu'elle a généré comme questionnements, réflexions, débats et pistes de travail en particulier sur le pilier développement économique et emploi, il est proposé d'engager une dynamique partenariale visant à bâtir un dispositif de suivi et d'évaluation partagé d'actions structurantes sur le champ de l'emploi et de l'entrepreneuriat à Montpellier.

Créé en 2012, Villes et Territoires Occitanie est le centre ressources régional dédié à la politique de la ville et la cohésion territoriale. Il a pour objet principal d'informer, d'outiller et de mettre en réseau sur les questions de cohésion sociale et territoriale. Il investit également le champ de l'observation et l'évaluation en organisant, notamment, dès 2017 des temps d'échanges sur l'évaluation des contrats de ville à mi-parcours.

De par son expertise sur les questions évaluatives, Villes et Territoires Occitanie (centre ressources régional) conduira cette démarche évaluative expérimentale sur Montpellier dans une logique de co-construction en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et les principales institutions signataires du contrat de ville, les opérateurs notamment de la création d'entreprises et leurs bénéficiaires.

Villes et Territoires propose que l'action poursuive les objectifs suivants :

- mesurer les effets sur les bénéficiaires d'actions structurantes mises en œuvre dans le domaine du développement économique et de l'emploi du contrat de ville,
- produire une méthodologie partenariale et des outils qui soient potentiellement déployables sur d'autres actions ou programmes d'actions du contrat de ville et de politique publique de droit commun (modélisation de la démarche évaluative et essaimage de bonnes pratiques),
- partager et diffuser l'ensemble de la démarche évaluative expérimentale à l'échelle régionale dans une logique de pratique inspirante,

Cette démarche mobilisera les partenaires suivants :

- l'ensemble des institutions membres du comité technique Podem : Etat, Conseil Régional Occitanie Pyrénées Méditerranée, Conseil Départemental de l'Hérault, Caf de l'Hérault, Ville, CCAS, Bpi France Création, CCI, CMA...) et acteurs concernés (notamment associations de proximité) ;
- les opérateurs et bénéficiaires de l'action ou programme d'accompagnement vers l'entrepreneuriat et/ou vers l'emploi retenu pour la démarche évaluative.

Une convention d'attribution de subvention fixera les modalités de partenariat et de suivi ainsi que de versement de la subvention d'un montant de 15 000 € à Ville et Territoires Occitanie, qui portera l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation d'une subvention de 15 000 €, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE-UEI déc 2020 .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Avenants n°2 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2022, dont l'avenant opérationnel a été signé en juillet 2016, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Renforcer l'accessibilité aux services et équipements ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants.

A cette fin, et pour participer à cet objectif, la Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de TFPB des 4 bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de la Ville de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA, SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs.

Auparavant, et ce depuis 2001, l'abattement de TFPB à hauteur de 30% bénéficiait aux bailleurs sans contrepartie particulière. La loi de finances pour 2015 est venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville (obligation pour les bailleurs de signer le contrat de ville pour bénéficier de l'abattement) avec une volonté de mieux contrôler l'utilisation qui en est faite par les bailleurs sociaux.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Les 4 bailleurs ont produit un bilan annuel de l'utilisation de cet abattement au titre des années 2016, 2017 et 2018. Ces bilans ont fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage des financeurs du contrat de ville, instance de pilotage de la démarche.

Un premier avenant a été signé fin 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020.

Le contrat de ville a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par avenant (appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques) signé en décembre 2019. Les mesures fiscales qui lui sont associées (dont les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB) étant donc également prorogées, un nouvel avenant à la convention initiale de ces dernières est proposé afin de prendre en compte les programmes d'actions pour la période 2021 et 2022 et entériné la prorogation du contrat de ville.

Ces programmes d'actions sont déclinés quartier par quartier. Les programmes d'actions pour l'année 2022 feront l'objet d'une clause de revoyure avec l'ensemble des signataires afin d'affiner leur contenu en fonction des orientations stratégiques des partenaires, et notamment sur :

- La médiation sociale / la tranquillité publique ;
- Les actions de développement social et d'insertion par l'économie : soutien aux opérateurs de terrain, projets de proximité favorisant le vivre ensemble et le respect / la sensibilisation à l'environnement urbain / régie de quartier ;
- Les actions d'amélioration du cadre de vie et du lien social en articulation avec le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU 2), en particulier sur les interfaces espaces publics / espaces privés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les avenants n°2 aux 4 conventions initiales signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et quatre bailleurs sociaux (ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA, SFHE) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Hervé MARTIN, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149443-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 Hérault Logement.doc
- Avenant n°2 convention TFPB ACM.doc
- Avenant n°2 convention TFPB ERILIA.doc
- Avenant n°2 convention TFPB SFHE.doc
- ACM Habitat Programme Prévisionnel 2021 2022.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 HERAULT LOGEMENT.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 HERAULT LOGEMENT.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 2022 ACM
- PLAN ACTIONS 2021 ERILIA.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 ERILIA.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 SFHE.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 SFHE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil d'Agglomération devenu Conseil de Métropole a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAEML SFMA par délégation de service public.

L'article 22 « *dispositions tarifaires* » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires.

Sur l'évolution des tarifs relatifs au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, il est proposé de ne pas augmenter le tarif général 2021.

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML SFMA, réuni en séance du 9 novembre 2020, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2021.

Au regard du niveau actuel de la tarification des prestations, des fournitures et du résultat de l'exercice 2019 de la société, pour la cinquième année consécutive, il est proposé au Conseil de ne pas augmenter le tarif général 2021 des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, exploités par la SAEML SFMA.

Sur la modification de la grille tarifaire, il est proposé d'approuver les ajustements proposés par le délégataire.

L'architecture dudit tarif a fait l'objet d'adaptations opérationnelles par l'ajout de cinq nouveaux libellés de facturation permettant la création de gravure de grande lettre ainsi que la modification de trois prestations ajoutant, à la réalisation de faire-part de décès, la possibilité de réaliser également des cartes de remerciements :

- Gravure sur site grande lettre classique or, 10 € la lettre ;
- Gravure sur site grande lettre classique peinte, 9 € la lettre ;
- Gravure ciseaux sur site grande lettre classique or ou argent, 15 € la lettre ;
- Gravure ciseaux sur site grande lettre classique peinte, 15 € la lettre ;
- Ajout de la possibilité de gravure lettre argent ;
- Réalisation de 25 faire-part de décès ou 25 cartes de remerciements ;
- Réalisation de 50 faire-part de décès ou 50 cartes de remerciements ;
- Réalisation de 100 faire-part de décès ou 100 cartes de remerciements.

De plus les modifications portent sur la gamme de cercueils afin de se recentrer sur une gamme plus adaptée aux choix des familles endeuillées :

- Suppression du cercueil modèle TRINANON chêne massif, gamme inhumation ;
- Suppression du cercueil modèle HOMMAGE pin massif, gamme crémation ;
- Ajout du cercueil modèle OCCITAN, chêne massif, gamme inhumation.

Le tarif spécifique réservé aux collectivités n'a fait l'objet d'aucun aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la nouvelle grille tarifaire des services des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole, applicable à partir du 1^{er} janvier 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149386-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TG 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Complexe funéraire - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12578 en date du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société SFMA, l'exploitation et la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 9 décembre 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes en date du 8 décembre 2020.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole. La compétence « pompes funèbres » est une compétence non exclusive de la Métropole, c'est une activité fortement concurrentielle ; alors que la compétence « crématorium » est une compétence exclusive de la Métropole, la concurrence est à taille plus régionale : Béziers, Nîmes, Sète, ...

Le délégataire est la société dédiée « SFMA » SAEML, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 82.64% aux côtés d'autres actionnaires privés. Le capital de la société inchangé en 2019 s'élève à 1 210 K€.

La délégation s'étend du 01/01/2015 au 31/12/2029, soit une durée d'exploitation de 15 ans. L'année 2019 porte donc sur la 5^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Au sein d'un environnement fortement concurrentiel, la société SFMA affiche une part de marché stable à hauteur de 49.5%.

La part de marché obsèques à 49,50% (49,60% en 2018), démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec 1 844 cercueils vendus, 1 030 urnes, 2 165 admissions en salons funéraires et 2 344 crémations (en hausse par rapport à 2018 avec respectivement 1 800 cercueils vendus, 958 urnes, 2 176 admissions en salons funéraires et 2 148 crémations) ; à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 134 nouvelles adhésions sur l'exercice 2019 et 1 528 contrats actifs au 31 décembre 2019.

B/ L'organisation et la qualité de service rendus aux usagers :

1. Les effectifs :

L'effectif de la société SFMA est de 49 équivalents temps pleins, dont 5 fonctionnaires mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. Plusieurs corps de métier sont présents sur le site du complexe funéraire pour accompagner les familles tout au long de l'organisation des obsèques. En 2019, il a été constaté le départ du Directeur Général ainsi que celui de la Directrice Administrative et Financière (en retraite).

La volonté principale est d'organiser avec qualité et dans le plus grand respect l'hommage à rendre à chaque défunt.

2. Qualité de service :

La qualité de service est évaluée au travers des enquêtes de satisfaction qui permettent de générer un indice qualité de 8.43/10 et 99% des familles recommandent le service à leurs proches ; par ailleurs il faudra noter le renouvellement de la certification « NF services funéraires – organisation d'obsèques ».

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité déléguée.

Le tarif général 2019 n'a pas fait l'objet d'une revalorisation. Depuis 2016, aucune augmentation tarifaire n'a été prise en compte. La grille tarifaire se décompose en 9 rubriques et comporte 250 tarifs.

L'obligation réglementaire de dépôt d'un devis type dans la commune d'implantation ainsi que les communes de plus de 5 000 habitants, est respectée.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2019, le résultat s'élève à 603 K€, en baisse de 5.3% par rapport à 2018 ; réparti pour 23% sur l'activité « pompes funèbres » (139 K€) et 77% sur l'activité « crémation » (464 K€).

Le chiffre d'affaires, stable, s'élève à 6 087K€ et se répartit de la manière suivante :

- 71% pour l'activité « pompes funèbres » (4 390 K€ contre 4 520 K€ en 2018, soit -3%) ;
- 26% pour l'activité « crémation » (1 601 K€ contre 1 506 K€ en 2018, soit +6%) ;
- 2% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Les charges d'exploitation, conformes à 2018, s'élèvent à 5 178 K€. Elles se composent pour 46.7% des frais de personnels (2 419 K€) ; pour 22% des achats de marchandises et de consommables ; 12% des services extérieurs (sous-traitance, assurance, entretien, promotion, ...) ; pour 10.3% de la redevance versée à la Métropole.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 533 K€ (527 K€ en 2018), soit 8.8% du chiffre d'affaires.

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 72 K€ pour 2019, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 100 K€ par an soit 1 500 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 3.3K€ de matériels informatiques sur 2019 ; 364 K€ depuis le début du contrat soit 77% de l'objectif de réalisation à fin 2019.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 3 M€ sur la totalité du contrat ; dont 200 K€ de reprise de matériel et véhicule de la régie, 1130 K€ d'investissements au cours de la DSP et 2 M€ pour la mise en œuvre d'un projet d'extension.

Après la mise aux normes des installations de filtrations des effluents du crématorium et l'installation d'un troisième appareil de crémation en 2018 pour plus d'1.2 M€, l'année 2019 s'est focalisée sur la rénovation de salons culturels ainsi que l'acquisition de matériels industriels d'exploitation pour 91 K€. Les dépenses d'investissements s'élèvent à 2 064 K€ à fin 2019. L'objectif du contrat (hors extension) est déjà atteint.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 4 392 K€ (3 789 K€ en 2018). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

IV) Conclusion et perspectives

Au cours de l'année 2020, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet les équipes ont été sollicitées par différents acteurs ou prescripteurs en recherche d'information ou de solutions funéraires. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 44 décès causés par le virus en mars et avril 2020. Sur octobre et jusqu'au 23 novembre 2020, c'est désormais 72 obsèques liées à la Covid-19 qui ont été organisées.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de plusieurs nouveaux salons funéraires afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium au titre de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149391-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Logement - Observatoire Local des Loyers (OLL) - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Afin de disposer d'une connaissance du marché locatif privé précise, complète et homogène, et de pouvoir accompagner plus finement les politiques publiques du logement, le Ministère du Logement et de l'Egalité des Territoires a mis en place, en 2013, à titre expérimental, un réseau national d'observatoire locaux des loyers, à l'échelle des agglomérations et sur 19 sites pilotes, parmi lesquels figure la Métropole de Montpellier. Grâce à son expérience acquise initialement dans le cadre du suivi de l'observatoire départemental des loyers de l'Hérault, l'ADIL 34 a été retenue pour mettre en œuvre cette mission sur le périmètre de Montpellier Méditerranée métropole, élargi à Sète Agglopôle, compte tenu des forts enjeux résidentiels auxquels est confrontée cette partie du territoire héraultais.

L'Observatoire Local des Loyers (OLL) de la Métropole est par ailleurs le support nécessaire à la mise en œuvre technique de l'expérimentation de l'encadrement de loyers telle que prévue par l'article 140 de la loi ELAN, pour laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a fait acte de candidature pour le territoire de la commune de Montpellier. Dans le cadre de l'encadrement des loyers, l'OLL, qui a obtenu l'accord du CRHH du 8 décembre 2020 pour l'agrément de l'Etat, identifie les loyers médians qui serviront de référence pour l'établissement de l'arrêté préfectoral d'encadrement des loyers à Montpellier.

Afin de rendre ces loyers médians les plus fiables possibles, la collecte des données doit être renforcée. Ce sont ainsi plus de 12 600 références qui doivent être collectées en 2021, au lieu des 7 800 prévues pour une collecte hors encadrement des loyers. Cette « sur-collecte » génère ainsi un surcoût important pour le fonctionnement de l'OLL.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole participe financièrement aux dépenses de l'OLL à hauteur de 122 000 € pour l'année 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder à l'ADIL 34, une subvention totale de 122 000 € pour la mise en œuvre de l'ensemble de ses missions au titre de l'Observatoire Local des Loyers du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'année 2021 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150078-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ADIL_convention_2021-version délibération déc20.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' Le Clos de la Licorne ', rue Antoine Rédier à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 10 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Clos de la Licorne », Rue Antoine Rédier à Castries. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Caremoli Miramond.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 109 578 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115319.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 109 578 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115319, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148811-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat n°115319.pdf

- Conv_GE_Promologis_Le Clos de la Li.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLE, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 9 logements sociaux - Résidence Art campus - 235 avenue Paul Bringuier à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Art Campus », située 235 avenue Paul Bringuier à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain CAREMOLI – MIRAMOND.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 929 168 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°115719.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 929 168 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°115719, constitué de 3 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148700-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- contrat de prêt n°115719

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 17 logements locatif sociaux - Résidence ' Clinique Saint-Jean ' - 36 avenue Buisson Bertrand à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de L'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 17 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Clinique Saint-Jean », situés 36 avenue Buisson Bertrand à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier, comprend 17 logements financés par un Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A+ Architecture.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 768 260 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°115842.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention. L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 768 260 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°115842, constitué de deux lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148877-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE ACM Clinique Saint Jean_Mtp.docx
- contrat de prêt signé n°115842

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 10 logements sociaux - Résidence ' NEW 123 ' - Avenue de Palavas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la société FDI Foncière - Délibération n°14969 du 2 novembre 2017 - Modification - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14969 du 2 novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé sa garantie pour le remboursement de la somme de 937 500 € représentant 75 % d'un prêt d'un montant total de 1 250 000 € souscrit par la société FDI Foncière auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements locatifs sociaux, résidence « New 123 », 123 bis avenue de Palavas à Montpellier.

En raison de l'arrêt du chantier pendant la période du premier confinement liée à l'épidémie de COVID-19, la livraison des logements a pris du retard et a été reportée à fin septembre 2020. FDI Foncière a dû signer un avenant de prorogation du contrat de prêt de 6 mois supplémentaire pour la phase de préfinancement portant la période de préfinancement de 24 mois à 30 mois.

Il est proposé de modifier les caractéristiques financières du prêt pour prendre en compte cette prorogation, comme suit :

- Les caractéristiques financières du prêt consenti par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon sont les suivantes (délibération du 2 novembre 2017) :

Désignation	PLS
Montant du prêt	1 250 000 €
Durée	42 ans dont période de réalisation du prêt : de 3 à 24 mois dont période d'amortissement : 40 ans
Périodicité des échéances	trimestrielle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,36 %
Profil d'amortissement	amortissement progressif
Remboursement Anticipé	Indemnité forfaitaire calculée sur les montants remboursés par anticipation et égale à $K * 0.80\% * (N/365)$ où K = le capital remboursé par anticipation et N = le nombre de jours compris la date de valeur du remboursement anticipé et la date de la dernière échéance du prêt (date d'extinction du prêt telle que déterminée au jour de l'entrée en amortissement). Indemnité forfaitaire comme indiqué ci-dessus sur la base du capital remboursé par anticipation et frais de gestion de 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €.
Révisabilité du taux et des charges de remboursement	En fonction de la variation du taux de rémunération du Livret A

- Les nouvelles caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon à prendre en compte sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	1 250 000 €
Durée	42 ans et 6 mois dont période de réalisation du prêt : de 3 à 30 mois dont période d'amortissement : 40 ans
Périodicité des échéances	trimestrielle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,36 %
Profil d'amortissement	amortissement progressif
Remboursement Anticipé	Indemnité forfaitaire calculée sur les montants remboursés par anticipation et égale à $K * 0.80\% * (N/365)$ où K = le capital remboursé par anticipation et N = le nombre de jours compris la date de valeur du remboursement anticipé et la date de la dernière échéance du prêt (date d'extinction du prêt telle que déterminée au jour de l'entrée en amortissement). Indemnité forfaitaire comme indiqué ci-dessus sur la base du capital remboursé par anticipation et frais de gestion de 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3 000 €.
Révisabilité du taux et des charges de remboursement	En fonction de la variation du taux de rémunération du Livret A

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la modification de la délibération n°14969 du 2 novembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148821-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Impulse ', 1 rue François Mireur à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Impulse », 1 rue François Mireur, à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur COGEDIM comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 537 720 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115320.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total 537 720 € souscrit par le l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115320, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148793-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat Prêt Impulse n°115320.pdf
- Conv_GE_Promologis_Impulse.docx
- Perspective Impulse.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' LORCAËE ' - 705 rue de Saint-Hilaire à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « LORCAËE », 705 rue de Saint-Hilaire à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Sogeprom Sud Réalisations, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain ZATT-N-SAT.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 854 529 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115725.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention. L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 854 529 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°115725, constitué de 2 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN,
Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148435-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Lorcaee_Localisation.pdf
- Conv_GE_ACM_Lorcaee_MTP1604335384192-1.docx
- Contrat de prêt signé LORCAEE 115725.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 32 logements sociaux - Résidence ' La Coustaude ', Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 32 logements locatifs sociaux neufs, résidence « LA COUSTAUDE », Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur CORIM comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAi). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain DGLA Sud.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 718 700 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115528.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total 3 718 700 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115528, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148799-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_Promologis_La Coustaude.docx
- Promologis_contrat_La_Coustaude.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 90 logements sociaux - Résidence ' La Fabrique ' - Lotissement "La Fabrique" à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 90 logements locatifs sociaux neufs, résidence « La Fabrique », Lotissement "La Fabrique" macro-lots 2 et 3 à Fabrègues. Le programme comprend 58 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 32 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain Garcia-Diaz.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 899 575 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°114914.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 8 899 575 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°114914, constitué de 5 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-147398-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FABREGUES Contrat CDC 114914.pdf

- Conv_GE_FDI_La_Fabrique_Fabregues1605181702714.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 7 logements en location-accession - Résidence ' Simone Veil ', ZAC des Saurèdes lot V à Castries - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise 7 logements en location-accession, résidence « Simone Veil », ZAC des Saurèdes lot V à Castries. Ce programme, comprend 7 logements financés en Prêt Social de Location Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet montpellierain CoO architectes.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 945 702 € souscrit auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, filiale de Crédit Mutuel ARKEA, pour financer cette opération dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Objet	PSLA
Montant	945 702 €
Commission d'engagement	0.10% du montant emprunté
Durée d'amortissement	5 ans
Taux d'intérêt	Taux variable : E3M + marge 0,80 %. L'index est flooré à 0
Base de calcul des intérêts	Nombre de jours exact /360 jours
Amortissement	In fine
Périodicité	Trimestrielle

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, soit 5 ans. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'établissement ARKEA Banque Entreprises et institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, l'établissement ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels de tout projet de réforme de la présente délibération.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

L'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 945 702 € souscrit par l'Emprunteur auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la construction de 7 logements en location-accession, résidence « Simone Veil », ZAC des Saurèdes lot V à Castries ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et ACM Habitat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148774-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE Simone Veil.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 17 décembre 2020
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-749	Décision relative à la conclusion d'un avenant à la convention de PUP "La Fabrique" sur la commune de Fabrègues	418
MD2020-803	Décision relative au marché M8C0004EP de support et maintenance de la suite applicative SMARTGEO - Avenant de transfert	421
MD2020-824	Décision relative à la désaffectation du chemin rural dit de Castries - Commune de Vendargues	423
MD2020-842	Décision relative à la modification du Règlement Intérieur du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR)	425
MD2020-848	Décision relative à une autorisation d'ester en justice dans le cadre de la ligne 5 de tramway - Résidence Le Calliope	427
MD2020-862	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise THE BEAST MAKERS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	429
MD2020-893	Décision relative à un avenant n°3 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains	432
MD2020-899	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société ' Sogeprom Sud réalisation ' pour une opération sise 160 rue de Puech Villa sur la commune de Montpellier (Parcelle TC0002P lot2) - Autorisation de signature	435
MD2020-900	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise agricole individuelle Crance - Location d'une partie d'un local sur le Domaine de Viviers	438
MD2020-901	Décision relative au marché n°5056EA18 - Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages - Avenant n°1 - Autorisation de signature	440
MD2020-902	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société KARLAB pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	442
MD2020-904	Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération de réhabilitation du pavillon ouest et de traitement des façades de l'Agora, Cité internationale de la danse - Avenant n°2 - Autorisation de signature	445
MD2020-911	Décision relative à l'accès gratuit aux collections du musée dans le cadre du parcours jeu Fabre & the City 2	448
MD2020-914	Décision relative au marché subséquent n°M0C0038EP - Travaux de renouvellement des couches de roulement - RM65 - Giratoire du Parc d'Activités du Salaison à Vendargues - Attribution	450
MD2020-917	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	453
MD2020-924	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	456
MD2020-925	Décision relative à la vente de deux véhicules de collecte de déchets propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole à la société Languedoc Matériels	459

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 17 décembre 2020
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-926	Décision relative au mécénat de Bienmanger.com en soutien à l'acquisition de l'œuvre de Yan Pei-Ming L'impossible rencontre (2019)	461
MD2020-927	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour la fourniture et la livraison de mobilier destiné au nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional	463
MD2020-930	Décision relative au marché subséquent n°M0D0048EP - Travaux d'aménagement du carrefour giratoire RM610 - RM54 à Saint Génies des Mourgues - Attribution	465
MD2020-932	Décision relative au droit de préemption urbain - propriété de Monsieur SANCHEZ Jean-Pierre - avenue du Docteur Fourcade - Montpellier - parcelle DO 51 - exercice du droit de préemption	467
MD2020-935	Décision modificative relative au marché n°5221DC18 - Maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran	470
MD2020-936	Décision relative au marché subséquent n°M0D0028EP - Travaux de tourne à droite route de la foire/RM21 à Pérols - Attribution du marché	472
MD2020-938	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Iveco modèle 35C12 immatriculée EH-891-LP - Hôtel des ventes de Montpellier	475
MD2020-939	Décision relative au marché n°M0C0023DS - Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	477
MD2020-941	Décision relative au marché M9D0094EA - Travaux de terrassement et de Génie Civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - Lot 1 : travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - Avenant n°1	479
MD2020-942	Décision relative à la modification par avenant du marché n°0B0071DC de fourniture de matériel audiovisuel pour le réseau des médiathèques	481
MD2020-943	Décision relative à une déclaration préalable de travaux concernant le Centre Funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole - Complexe Funéraire de Grammont	483
MD2020-944	Décision d'ester en justice "Requête indemnitaire TA - SAS BOISSON"	485
MD2020-947	Décision relative au marché n°M0C0009EP - Travaux préparatoires et dévoiement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues - Avenant n°1 - Autorisation de signature	487
MD2020-949	Décision d'ester en justice " Requête n°2004406-8 TA - Frédéric MARTINEZ"	489
MD2020-951	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès de LA BANQUE POSTALE	491
MD2020-952	Décision relative à l'agrément de la société CARBON 2000 dans la ZAC Parc 2000 2ème extension à Montpellier	495

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 17 décembre 2020
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-953	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec ACM Habitat pour une opération sise 160 rue de Puech Villa sur la commune de Montpellier-(Parcelle TC0002- lot1) - Autorisation de signature	497
MD2020-955	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB - Hôtel des ventes de Montpellier	499
MD2020-956	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé CR-664-FV - Hôtel des Ventes de Montpellier	501
MD2020-957	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C2 immatriculé 82-AQW-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	503
MD2020-958	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	505
MD2020-959	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Clio 2 immatriculé 887-ADC-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	508
MD2020-960	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ANATOSCOPE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	510
MD2020-961	Décision relative à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI - Avenant n°7	513
MD2020-964	Décision relative au marché subséquent N°5023A01 - Travaux de requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas - Avenant N°1 - Autorisation de signature	516
MD2020-966	Décision relative au marché n°M9D0101EP Logiciel de gestion des DT/DICT LOT 1 Réponses pour les réseaux au format SIG Attribution	518
MD2020-967	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	520
MD2020-969	Décision relative au marché n°M0B0089EP - Logiciel de gestion des DT/DICT pour déclarations et réponses au format non SIG - Attribution	523
MD2020-970	Décision relative à un marché n° M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition -Ancienne usine de production d'eau potable de PORTALY - commune de Montpellier	525
MD2020-972	Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - Occupation illicite ancienne route de Vauguières Montpellier"	528
MD2020-973	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEREEMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	530
MD2020-977	Décision relative au mandat d'études préalables à l'aménagement des sites Naussargues - Mijoulan - Bel Air sur les communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques - Avenant n°2	533
MD2020-978	Décision relative au mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison sur la communes de Vendargues - Avenant n°6	535

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 17 décembre 2020
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-979	Décision relative à l'agrément de candidature de la société HULMO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	538
MD2020-980	Décision relative à l'attribution du marché ' d'architecte urbaniste ' dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air - Communes de Juvignac, de Saint Georges d'Orques et Grabels - Attribution	540
MD2020-981	Décision relative à l'attribution du marché ' de programmiste ' dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air - Communes de Juvignac, de Saint Georges d'Orques et Grabels - Attribution	543
MD2020-983	Décision relative à la conclusion d'avenants aux marchés de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M)	546
MD2020-984	Décision d'ester en justice "Assignment TGI - ALLIANZ IARD"	550
MD2020-985	Décision relative au marché N°5194AT18 - Travaux de requalification de la partie basse de l'avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques - Lot n°2 - réseaux humides - Avenant N°1 - Autorisation de signature	552
MD2020-988	Décision d'ester en justice "requête TA - Expulsion - Aire d'accueil Gens du Voyage Lattes"	554
MD2020-992	Commune Le Crès - Exercice du droit de préemption urbain - Acquisition de l'ancien site de LIDL pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques	556
MD2020-994	Décision relative au marché subséquent N°M9D0102AT - Travaux de réaménagement de l'avenue Champ des Moulins à Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	559
MD2020-995	Décision relative à l'engagement de conserver à l'aire de remplissage et de lavage collective de Cournonterral la même affectation pendant une durée minimale de cinq ans sur l'îlot 14 de la ZAC de Cannabe.	562
MD2020-996	Décision relative au marché n°M0B0085VD de nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole sur les sites de Pignan, Vendargues et Grammont - Attribution	564
MD2020-999	Décision d'ester en justice " Référé mesures utiles TA - Société SWIMMER"	567
MD2020-1000	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle BT n°14 Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas	569
MD2020-1010	Décision relative à un don de Monsieur Stéphane BORDARIER de deux de ses oeuvres : Sans Titre, 1991 - Acrylique, encre de chine, pigments et colle sur toile et IX. 2000 (3), 2000 - Huile sur toile	572
MD2020-1015	Décision relative au don de Monsieur Didier Malka d'une œuvre de Filippo VITALE (Naples, vers 1585/1590 - id., 1650), Judith et Holopherne, vers 1635, huile sur toile	574
MD2020-1024	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°12 - Lot 163 Route de Mende à Montpellier	576

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 17 décembre 2020
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-1028	Décision relative au marché n°5042 de maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un stockage en ligne sur le réseau d'assainissement unitaire du bassin versant du ruisseau des vaches à Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	579
MD2020-1032	Décision relative au marché n°M0B0093HP - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place et le suivi de l'observatoire du logement étudiant de Montpellier Méditerranée métropole - Attribution	581
MD2020-1037	Décision relative à un marché n°M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues	584
MD2020-1043	Décision relative au marché n°3647 - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature	587
MD2020-1069	Décision relative à la mise à disposition de personnel auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo	590



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un
avenant à la convention de PUP "La
Fabrique" sur la commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°2018-347 en date du 27 juillet 2018 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS « GGL Aménagement » ;
- VU la convention de PUP signée le 13 décembre 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société GGL Aménagement.

Considérant :

- que la convention de PUP signée le 13 décembre 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS « GGL Aménagement », fait apparaître à l'article 4 un apport foncier de la société SAS « GGL Aménagement » auprès de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce dernier était constitué des parcelles cadastrées AE0098 (812 m² environ), AE0095 en partie (504 m² environ), AE0200 (380 m² environ), pour une superficie totale égale à 1696 m², dont la valorisation s'élève à 180 816€.
- la réalisation des études de maîtrises d'œuvre relatives aux travaux liés au programme d'équipements publics à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, figurant à l'article 3 de la convention de PUP précitée.
- dans le cadre des études précitées, il apparaît après arpentage des numéros des parcelles, que la superficie de celles-ci et le montant de la valorisation correspondant à l'apport foncier de la société SAS « GGL Aménagement » ont évolués.
- que dans le document d'arpentage réalisé le 29/11/2019, l'apport foncier de la société SAS « GGL Aménagement » intègre les parcelles cadastrées AE0256 (420m²), AE0279 (504m²) et AE0264 (287m²), pour une superficie totale égale à 1211 m² dont la valorisation est égale à 117 166€.
- que l'article 4 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer les évolutions de l'apport foncier de la société SAS « GGL Aménagement » en ce qui concerne les nouveaux numéros cadastraux des parcelles, leurs superficies et la valorisation de l'apport foncier.
- que l'article 5 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer l'évolution du montant hors taxes de l'opération incluant les coûts fonciers, celui-ci s'élevant à 2 832 012€ H.T. Le montant de la participation à la charge de pétitionnaire est égal à 2 012 797€ H.T, incluant un montant foncier valorisé à hauteur de 117 166€.
- que l'article 7 de la convention initiale doit être modifié pour intégrer le nouveau montant de la participation numéraire de la société SAS « GGL Aménagement » qui s'élève à un montant de 1 895 631€ H.T.
- qu'il y a lieu de signer un avenant pour intégrer l'ensemble des évolutions par rapport à la convention initiale ci avant décrites.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention de projet urbain partenarial relatif à l'opération « La Fabrique » doit être signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SAS « GGL Aménagement », dont le projet est annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : Les modifications apportées à la convention initiale de PUP concernent les articles 4, 5 et 7 de la convention initiale précitée.

ARTICLE 3 : Le montant du programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du présent avenant à la convention de PUP est estimé à 2 832 012€.

ARTICLE 4 : La participation de la société SAS « GGL Aménagement » est égale à 2 012 797€ H.T et intègre un apport foncier estimé à 117 166€.

ARTICLE 5 : Le présent avenant ne modifie pas l'objet de la convention de PUP initiale.

ARTICLE 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Autorise toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer l'avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial initiale et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13 NOV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 13 NOV. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant à la convention de PUP initiale "La Fabrique"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8C0004EP
de support et maintenance de la suite
applicative SMARTGEO - Avenant de
transfert**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-598 attribuant le marché M8C004EP relatif au support et à la maintenance de la suite applicative SMARTGEO à l'entreprise GISMARTWARE, pour un montant global et forfaitaire de 15 200 euros HT et pour un montant annuel maxi de 30 000 € HT pour la partie à bons de commande. Ce marché est conclu pour une durée de 4 années.

Considérant :

- qu'à la suite du rachat de la société GISMARTWARE par la société CIRIL GROUP entraînant une transmission universelle de patrimoine, il convient d'acter par voie d'avenant le transfert du marché M8C0004EP de GISMARTWARE, titulaire initial, à CIRIL GROUP, nouveau titulaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché de support et de maintenance de la suite applicative SMARTGEO avec l'entreprise GISMARTWARE, avenant n°1 sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avt signé entreprise
- Pièces rachat
- TUP GiSmartware - PV GSW Declaration Liquidation sans dissolution.pdf
- TUP GiSmartware - PV Decision CIRIL GROUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation du
chemin rural dit de Castries - Commune
de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code rural et notamment ses articles L. 161.10 et L. 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU la délibération du Conseil D2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière »,
- VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Vendargues n°91-2015 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-822 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Vendargues dans le domaine public métropolitain,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDERANT :

- que le chemin rural dit « de Castries » sis sur les communes de Vendargues et Castries n'est plus utilisé par le public, puisqu'il ne dessert que les parcelles appartenant à la société PROVEND,
- qu'une enquête publique devra être organisée conformément aux dispositions des articles R161-25 à R 161-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le principe de désaffectation du chemin Rural dit « de Castries » sur les communes de Vendargues et Castries est approuvé.

ARTICLE 2 : L'enquête publique sera organisée conformément aux articles L161.10 et R161-25 à R 161-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 6 NOV. 2020**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



2 6 NOV. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **2 6 NOV. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du
Règlement Intérieur du Conservatoire à
Rayonnement Régional (CRR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que le règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole nécessite différents ménagements induits par l'accroissement du nombre d'élèves et l'évolution des cursus proposés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les modifications suivantes, proposées par la direction du CRR et présentées aux déléguées des enseignants, sont apportées au règlement du CRR :

- Modification du nombre de représentants au Conseil d'Etablissement
- Création de pôles et de domaines pédagogiques afin de renforcer la concertation
- Accroissement des amplitudes des périodes d'inscription,

- Mise en place d'un tirage au sort pour les entrées en éveil musique et danse (déjà expérimenté en juin 2020 avec l'accord de la DCP)

ARTICLE 2 : Ce règlement est applicable pour l'ensemble des personnels et dans tous les sites et espaces qui sont sous la responsabilité de la Direction du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce règlement entrera en vigueur à compter de la date du caractère exécutoire de la présente décision sans qu'une durée d'application soit définie. Il pourra être à nouveau modifié afin de suivre l'évolution des modalités de fonctionnement du CRR.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le règlement intérieur visé par les modifications indiquées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRR MONTPELLIER 3M REGLEMENT INTERIEUR 11 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une autorisation d'ester
en justice dans le cadre de la ligne 5 de
tramway - Résidence Le Calliope**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération du conseil n°M2020-98 du 15 juillet 2020 attribuant les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway aux fins d'indemnisation du syndicat des copropriétaires de la Résidence « LE CALLIOPE ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense dans ces affaires devant les juridictions judiciaires compétentes en première instance ou en appel.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VINSONNEAU-PALIÈS NOY GAUER & associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe Transports de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PPA
- pv

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec l'entreprise THE BEAST MAKERS
pour l'occupation de locaux au sein du
bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI ;

CONSIDERANT :

- que l'entreprise THE BEAST MAKERS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI ;

- que l'activité de l'entreprise THE BEAST MAKERS répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise THE BEAST MAKERS pour la location des modules B1.27 (14,40 m²) et B1.28 (22,20 m²) situés au 1^{er} étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 octobre 2023.

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise THE BEAST MAKERS pour la surface de 36,60 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 512,40 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2020.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

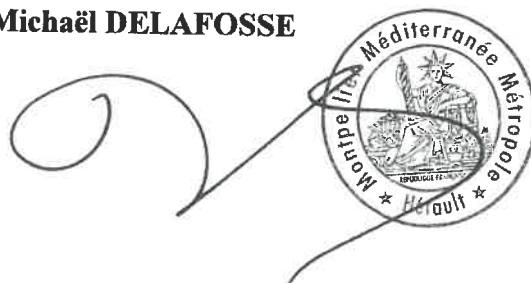
ARTICLE 5 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention d'occupation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°3 au
mandat d'études préalables de faisabilité
pour la réalisation de nouveaux
équipements sportifs métropolitains**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la décision n°D2016-966 du 13 janvier 2017 relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,
- VU la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- VU la décision n°MD2019-192 du 6 mars 2019 relative à un avenant n° 1 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,
- VU la décision n°MD2019-636 du 22 octobre 2019 relative à un avenant n° 2 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de sa compétence en aménagement, entretien et construction d'équipements sportifs sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité engager une réflexion pour la relocalisation de deux équipements sportifs structurants d'échelle métropolitaine, à savoir le stade de football de la Mosson à Montpellier, et le Palais des sports de handball René-Bougnol à Montpellier,
- que les études de faisabilité menées dans le cadre de la tranche ferme du mandat ont permis de définir les premières conditions urbaines, juridiques et économiques de réalisation du stade de football,
- que par avenant n°1 du 22 mars 2019, le mandat initial a été prorogé, la tranche 2 affermie et la salle de sport dédiée prioritairement à l'accueil du handball retirée,
- que par avenant n°2 du 5 décembre 2019, il a été décidé de réaliser des études complémentaires, prenant en compte le porté à connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole d'une proposition de plan d'exposition au bruit actualisé qui obère la réalisation de logements sur la ZAC 1 de l'opération d'aménagement de Cambacérès et qui a conduit à rechercher une localisation alternative,
- que ces études ont partiellement été engagées et que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que des sites potentiels d'accueil alternatifs à celui jusqu'à présent envisagé soient étudiés,
- qu'il est ainsi nécessaire de prolonger la durée du mandat pour reprendre et finaliser les études selon les demandes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que par voie de conséquence, la convention doit être modifiée afin de prolonger la durée du mandat pour une durée supplémentaire de 4 mois, portant la durée totale de ladite convention de mandat à 46 mois,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), fixant la durée totale du mandat à 46 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV, 2020

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSAF



Publiée le : 09 NOV, 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 NOV, 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01-10-20 SA3M 2934 Avenant 3 VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec la société ' Sogeprom Sud
réalisation ' pour une opération sise 160
rue de Puech Villa sur la commune de
Montpellier (Parcelle TC0002P lot2) -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière » ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2020-182 du 15 septembre 2020 relative à la délimitation du périmètre de PUP Puech Villa ;

CONSIDERANT :

- La Déclaration Préalable n°20M1203 déposée en date du 22/09/2020 par Sogeprom Sud Réalisation sur une emprise foncière d'environ 3977,20 m², constituée par la parcelle cadastrée TC0002p lot 2 située au 160 rue Puech Villa à Montpellier;
- le projet porté par Sogeprom Sud Réalisation a pour objet la réalisation d'un projet d'environ 89 logements libres collectifs pour une surface de plancher totale de 4 979,10 m².
- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public et qu'il est situé dans le périmètre du PUP Puech Villa approuvé par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sogeprom Sud Réalisation, dont le projet est annexé à la présente décision et qui s'inscrit dans le périmètre du PUP Puech Villa approuvé par la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de la participation exigible auprès de Sogeprom Sud Réalisation s'élève à 579 238 € HT dont 34 800 € en apport en nature de terrain non bâti et 544 438 € HT en apport en numéraire.

ARTICLE 3 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 03 NOV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03 NOV. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 7 10 20 Projet de PUP SOGEPROM Puech villa.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire entre Montpellier Méditerranée
Métropole et l'entreprise agricole
individuelle Crance - Location d'une partie
d'un local sur le Domaine de Viviers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- CONSIDERANT** que l'entreprise agricole individuelle de Monsieur Johan CRANCE, sise Domaine de Cassagnole, chemin de Bellevue, 34820 Assas, a besoin de locaux pour y mener des activités agricoles,

- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux inoccupés sur le Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34 830),

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec l'entreprise individuelle agricole Crance, représentée par Monsieur Johan CRANCE en tant que gérant.

ARTICLE 2 : Le bail précaire concerne la location d'une partie d'un local appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, situé Domaine de Viviers à Jacou (34 830), sur la parcelle cadastrée AV 0003. La surface louée est d'environ 62 m².

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti et accepté à pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable une fois un an.

ARTICLE 4 : Le bail précaire fixe un loyer annuel de 50 euros.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail précaire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 NOV. 2020

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 13 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 NOV. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet location Crance 2020-21.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5056EA18 -
Prestations topographiques associées aux
travaux sur les réseaux humides et leurs
ouvrages - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2018-856 du 14 novembre 2018 autorisant la signature du marché n°5056EA18 Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages au groupement SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE/SARL CABINET PAGES dont le mandataire est la société SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE

PELORCE sise 134 rue de Font Caude, marché conclu sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la décision n°MD2020-670 du 03 septembre 2020 autorisant la dépense sur l'ensemble des budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU le courrier informant du changement de dénomination sociale de la SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE devenue dGEMA SELAS de Géomètres Experts sans modification de coordonnées ni des numéros d'identification SIREN et SIRET ;

CONSIDERANT :

- que des prix nouveaux sont intégrés au BPU.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5056EA18 de Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages avec le groupement dGEMA SELAS de Géomètres Experts / SARL CABINET PAGES dont le mandataire est la société dGEMA SELAS de Géomètres Experts sise 134 rue de Font Caude. Cet avenant n°1 est sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23,

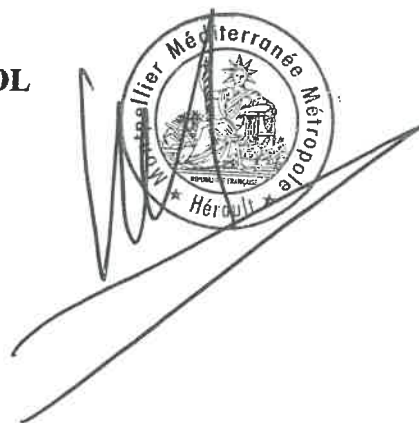
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

The image shows a large, stylized signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem. The signature is written over the stamp and extends to the right.

Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5056 - Avenant 1 signé dGEMA + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
KARLAB pour une extension de la surface
de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;
- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI ;

CONSIDERANT :

- que l'entreprise KARLAB a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise KARLAB pour la location du B1.4 (28,30 m²) communicant avec le B1.3 (14.70 m²) qu'elle occupe au 1^{er} étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02 afin d'accueillir de nouveaux effectifs et d'organiser ses activités selon les nouvelles normes sanitaires.

ARTICLE 2 : A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société KARLAB passe de 14,70 m² à 43,00 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de la nouvelle surface (43,00 m²) est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation fixé au 31 juillet 2023.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société KARLAB est de 602,00 €, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avenant.

Montpellier, le 14 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT EXTENSION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché de maîtrise
d'œuvre pour l'opération de réhabilitation
du pavillon ouest et de traitement des
façades de l'Agora, Cité internationale de
la danse - Avenant n°2 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et au Patrimoine Historique » ;

- VU la décision n°MD2019-65 attribuant le marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de l'Agora de la Danse de Montpellier, au groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Frédéric FIORE Architecte du Patrimoine sise à Montpellier, pour un montant de 49 335 euros HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises) et une durée de 15 mois ;

- VU la décision n°MD2020-537 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de l'Agora, Cité internationale de la danse, conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Frédéric FIORE, Architecte du Patrimoine, sise à Montpellier, portant la durée du marché à 39 mois ;

CONSIDÉRANT :

- qu'au terme des premières études, l'Avant-Projet Définitif a été rendu par la maîtrise d'œuvre. Il permet d'arrêter le coût prévisionnel des travaux et la répartition par lots ;

- qu'à ce stade, le coût prévisionnel des travaux a été estimé par la maîtrise d'œuvre à 484 409,53 € HT, valeur juin 2020. Cette évolution du coût prévisionnel des travaux est liée d'une part à l'évolution des fonctionnalités attendues pour le projet, et d'autre part à la prise en compte des particularités de ce bâtiment à forte valeur patrimoniale, partie intégrante d'un ensemble bâti classé monument historique. La bonne intégration architecturale du pavillon ouest à l'ensemble architectural de l'Agora de la Danse à l'issue des travaux, implique la nécessité de procéder à la restauration des façades du pavillon jumeau lui faisant face, ainsi que du grand emmarchement monumental situé dans l'axe de l'édifice. Il a été également nécessaire de prendre en compte l'impact des mesures sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19 sur le coût des travaux ;

- que cet avenant fixe le forfait définitif de rémunération conformément à l'article 6.4 de l'acte d'engagement / cahier des clauses particulières du marché, cet article constituant une clause de réexamen précise et sans équivoque au sens de l'article 139 1° du décret n°2016-360 applicable au présent contrat, permettant sa modification, quel qu'en soit le montant.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'adopter l'Avant-Projet (AVP) conformément aux termes de la loi MOP n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre publique, et de fixer le coût prévisionnel des travaux (CPT) à 484 409,53 € HT (val. Juin 2020).

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M8B0006DC de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du pavillon ouest et le traitement des façades de l'Agora de la Danse de Montpellier, au groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est la société Frédéric FIORE Architecte du Patrimoine sise à Montpellier, arrêtant le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre à 65 395,29 € HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

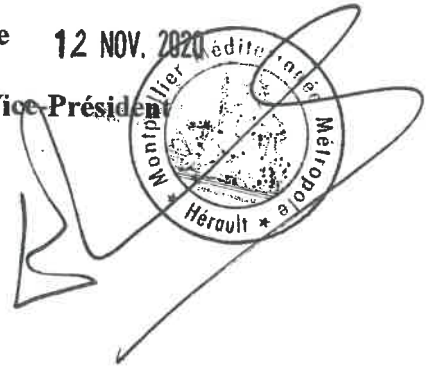
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant mentionné ci-avant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2
- Avenant n°2
- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accès gratuit aux
collections du musée dans le cadre du
parcours jeu Fabre & the City 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-328 en date du 12 octobre 2020 donnant délégation au Président par le Conseil de Métropole de prendre toute décision pour établir le règlement des jeux concours organisés par la collectivité, incluant ou non des prix de quelque nature que ce soit ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la Culture et du Patrimoine Historique, ;
- VU la délibération n°2019-777 du 27 décembre 2019 autorisant la signature de la grille tarifaire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant :

- que la participation au parcours jeu Fabre & the City 2 favorise l'accès à la connaissance des collections et de l'histoire du musée Fabre à un nouveau public,

- que le dispositif numérique Fabre & the City 2 se doit être un vecteur à la fréquentation physique du musée Fabre,
- que la diversification du public et le développement de la fréquentation sont des enjeux majeurs du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser l'accès gratuit aux participants du parcours jeu Fabre & the City 2 ayant réalisé les 3 missions proposées par le jeu.

ARTICLE 2 : de dire qu'un justificatif délivré par l'application doit être présenté à l'accueil du musée dans les 15 jours après son obtention pour bénéficier de l'accès gratuit

ARTICLE 3 : autoriser toute personne à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 09 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M0C0038EP - Travaux de
renouvellement des couches de roulement -
RM65 - Giratoire du Parc d'Activités du
Salaison à Vendargues - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ; ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que les travaux de renouvellement des couches de roulement sur la RM65 – Giratoire du Parc d'Activités du Salaison à Vendargues sont nécessaires ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie et routes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 5 jours calendaires (la période de préparation de 30 jours est non-comprise).
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
- qu'après analyse, le groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO, dont LAUTIER MOUSSAC est le mandataire, N°5 Zone d'Activités Peire Plantade –RD 226 – 30190 MOUSSAC, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M0C0038EP – Travaux de renouvellement des couches de roulement sur la RM65 – Giratoire du Parc d'Activités du Salaison à Vendargues au groupement LAUTIER MOUSSAC / FAURIE / TPSO, dont LAUTIER MOUSSAC est le mandataire pour un montant de 52 360 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 5 jours calendaires (la période de préparation de 30 jours est non-comprise).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SOLEGE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2015 passée entre la Métropole et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du en date du 31 décembre 2019,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 8 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que la société SOLEDGE a trouvé une solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole, mais que les travaux de construction ont été retardés par la crise sanitaire Covid-19, les futurs bureaux ne seront disponibles qu'au premier trimestre 2022.

- que la convention arrive à échéance, la société SOLEDGE a sollicité la prorogation de son contrat pour une durée complémentaire de douze mois. Cette prorogation permettra d'éviter deux déménagements successifs engendrant des frais financiers non négligeables.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1^{er} novembre 2020 jusqu'au 31 octobre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface totale de 104,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 244,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1^{er} NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 1^{er} NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2020-917 prorogeant l'occupation de locaux pour la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société E-
TUMBA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique »,
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 2 octobre 2017 passée entre la Métropole et la société E-TUMBA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 22 février 2018,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 12 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial international et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société E-TUMBA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société E-TUMBA pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1^{er} novembre 2020 jusqu'au 31 octobre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société E-TUMBA pour la surface totale de 64,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 780,41 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

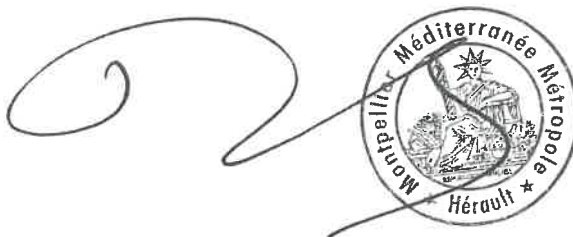
Publiée le : 14 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2020-924 prorogeant l'occupation de locaux pour la société E-TUMBA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de deux
véhicules de collecte de déchets propriétés
de Montpellier Méditerranée Métropole à
la société Languedoc Matériels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet »

CONSIDERANT :

- que le renouvellement d'un nombre important de véhicules de collecte de déchets nécessite la vente des véhicules réformés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les engins immatriculés AC036BQ et BQ033ZV, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, sont cédés à la société Languedoc Matériels – 3 Impasse des Eglantiers ZAC DE MAUMARIN - 34920 LE CRES

ARTICLE 2 : La vente, en l'état, est conclue pour les montants par véhicules suivant :

- AC036BQ pour un montant de 1 500 €
- BQ033ZV pour un montant de 2 500 €

Soit un total de 4 000 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 3 : La transaction sera conclue par la signature d'un certificat de cession au profit de la société Languedoc Matériels qui procèdera alors à l'enlèvement des engins sur les sites de collecte de Vendargues.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer le certificat de cession des engins ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au mécénat de
Bienmanger.com en soutien à l'acquisition
de l'œuvre de Yan Pei-Ming *L'impossible*
rencontre (2019)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président délégué dans le domaine « Culture et Patrimoine historique »,

CONSIDERANT :

- que le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur du triptyque *L'Impossible rencontre* (2019), œuvre de Yan Pei-Ming (Shanghai, 1960), en dépôt au musée jusqu'en juillet 2021 ;
- que le musée Fabre souhaite faire appel à la générosité d'entreprises locales, régionales et nationales et à celle de particuliers grâce à une campagne de souscription publique pour financer l'acquisition de l'œuvre ;

- que la société Bienmanger.com, représentée par son président Monsieur Julien CAPLAT, souhaite faire un don pour l'achat de l'œuvre de Yan Pei-Ming (Shanghai, 1960), *L'impossible rencontre* (2019) pour un montant de 1 000 € (mille euros).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de 1 000 € (mille euros) de la société Bienmanger.com représentée par Monsieur Julien CAPLAT pour l'achat de l'œuvre de Yan Pei-Ming (Shanghai, 1960), *L'impossible rencontre* (2019).

ARTICLE 2 : Que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les actes relatifs à ce don et notamment la convention de mécénat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention mécénat_musée Fabre_Bienmanger_V2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour la
fourniture et la livraison de mobilier
destiné au nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

- Considérant :

- qu'en vue de l'ouverture du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu d'équiper le nouveau bâtiment en mobiliers divers ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), qui propose une gamme de services et équipements et diversifiés et adaptés aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition et la livraison de mobilier destiné au nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant total de 262 077,12 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M0D0048EP - Travaux d'aménagement
du carrefour giratoire RM610 - RM54 à
Saint Génies des Mourgues - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que la réalisation de travaux d'aménagement du carrefour giratoire RM610 – RM54 à Saint Génies des Mourgues est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 195 jours calendaire dont 45 jours de préparation ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 % ;

- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, ZI LA BISTE – 34670 - BAILLARGUES, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M0D0048EP – Travaux d'aménagement du carrefour giratoire RM610 – RM54 à Saint Geniès des Mourgues à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant de 654 915,13 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 195 jours calendaire dont 45 jours de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 NOV, 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGNE



Publiée le : 10 NOV, 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV, 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au droit de préemption
urbain - propriété de Monsieur SANCHEZ
Jean-Pierre - avenue du Docteur Fourcade
- Montpellier - parcelle DO 51 - exercice du
droit de préemption**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 29 juillet 2020, envoyée par Maître Pascal SOUCHE, notaire à Pérols, reçue en Mairie de Montpellier le 04 août 2020, concernant la vente par Monsieur SANCHEZ Jean-Pierre d'une parcelle bâtie, située avenue du Docteur Fourcade cadastrée section DO n°51, au prix de 600 000 €,
- VU l'avis de France domaine.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- qu'aux termes de l'article L.5217-2 (I-2-b) du Code général des collectivités territoriales, la métropole exerce de plein droit la compétence organisation de la mobilité notamment la création et l'aménagement de voirie ;
- que cette parcelle est classée en zone 4U1-3 au PLU de la commune, zone à destination activités économiques,
- la nécessité d'assurer le renouvellement urbain de ce secteur à vocation d'activités économiques, afin d'accueillir des entreprises assurant le développement d'une véritable façade urbaine économique le long de l'A 709 pour constituer une vitrine commerciale majeure en entrée de ville ;
- que la desserte de cette section de la rue du Docteur Fourcade présente un caractère étroit et sans visibilité, en particulier au droit de cette parcelle en virage et que cette desserte doit être améliorée en l'état puis pour répondre au renouvellement urbain de la zone ;
- que la parcelle objet de la présente déclaration d'intention d'aliéner est nécessaire à la réalisation du projet envisagé;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section DO n°51 sur la commune de Montpellier, propriété de Monsieur SANCHEZ Jean-Pierre

ARTICLE 2 : Le prix de vente proposé n'est pas acceptable, il est décidé de préempter au prix révisé de 297 500 € conformément à l'avis des domaines.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 03 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 03 NOV. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative au marché
n°5221DC18 - Maintenance multitechnique
des bâtiments et installations techniques du
musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières
Sabatier d'Espeyran

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°MD2019-405 attribuant le marché n°5221DC18 de maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du Musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran à l'entreprise SME (Services Maintenances Energie), sise 505 rue Louis Lépine, 34 000 Montpellier ;

CONSIDÉRANT :

- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant le marché n°5221DC18/1 de maintenance multitechnique des bâtiments et installations techniques du Musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran seront imputées sur le Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M0D0028EP - Travaux de tourne à
droite route de la foire/RM21 à Pérols -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que des remontées de files sur la rue de la Foire ne sont pas régis par des feux de circulation routière ;
- qu'il est nécessaire de créer un « tourne à droite » à l'intersection de l'avenue Georges Frêche et la rue de la Foire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILON, Route de Lodève – 34990, présente l'offre la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M0D0028EP – Travaux de création d'une voie de tourne à droite route de la Foire/RM21 à Pérols à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 192 615 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 3 mois hors période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Iveco
modèle 35C12 immatriculée EH-891-LP -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Iveco modèle 35C12 immatriculé EH-891-LP ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ce véhicule Iveco vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Ivéco modèle 35C12 immatriculé EH-891-LP et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 6 NOV. 2020**

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : **1 6 NOV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 6 NOV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M0C0023DS
- Fourniture de produits de traitement de
l'eau pour les piscines de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des éléments apportés dans le mémoire technique (60%),
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%).
- qu'après analyse, la société Somedi, sise 1135, rue Pierre Causse, à Montpellier (34080), présente une offre économiquement avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°M0C0023DS « Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société Somedi, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 100 000 € H.T.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} décembre 2020 ou de sa notification si elle intervient après cette date, pour une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSAË



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché M9D0094EA -
Travaux de terrassement et de Génie Civil
pour la construction et la réparation
d'ouvrages hydrauliques et de berges de
cours d'eau - Lot 1 : travaux de
terrassement pour la construction et la
réparation d'ouvrages hydrauliques et de
berges de cours d'eau - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

- VU la décision n°MD2020-207 du 12 mars 2020 attribuant le marché n° M9D0094EA Travaux de terrassement et de Génie Civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau lot 1 travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau à l'entreprise BUESA sise Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS CEDEX, marché sans minimum ni maximum conclu pour 1 an reconductible 3 fois ;

CONSIDERANT :

- que des prix nouveaux doivent être intégrés au Bordereau de Prix Unitaires ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M9D0094EA Travaux de terrassement et de Génie Civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau lot 1 travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau avec l'entreprise BUESA sise Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS CEDEX, avenant n°1 sans incidence financière ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 13 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 13 NOV. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0094EA-A - avenant 1 signé BUESA + PJ.doc.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la modification par
avenant du marché n°0B0071DC de
fourniture de matériel audiovisuel pour le
réseau des médiathèques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération du conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° n°2020-0300 en date du 6 août 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et au patrimoine historique »,

- CONSIDERANT qu'il convient de modifier par avenant n°1 joint à cette décision le marché n°M0B0071DC attribué par décision n° MD2020-833 en date du 19 octobre 2020 à la société SUD MEDIA SYSTEM domiciliée à 360, avenue des compagnons 34170 Castelnau-Le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché M0B0071DC est modifié par l'avenant n°1 joint à cette décision. Cet avenant vise à modifier l'article 2.2 de l'AE CCP afin de modifier les BPU initiaux et ainsi de permettre l'achat de fournitures non commercialisées à la date de notification dudit marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant modif BPU PS5.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une déclaration
préalable de travaux concernant le Centre
Funéraire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Complexe Funéraire de
Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, Conseillère Métropolitaine, dans le domaine « Complexe funéraire et cimetière intercommunal » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du Complexe Funéraire de Grammont situé avenue Albert Einstein sur la parcelle RK 0016 à Montpellier ;
- la nécessité d'agrandir une ouverture existante afin de créer un espace suffisant pour faciliter la maintenance des installations de crémation, ainsi qu'un changement de menuiseries et de volets extérieurs ;
- la nécessité de déposer une déclaration préalable pour réaliser ces travaux d'agrandissement d'une ouverture existante et la pose d'une menuiserie et d'un volet roulant adapté.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant l'agrandissement d'une ouverture existante ainsi que la pose d'une menuiserie et d'un volant roulant, le tout situé au Complexe Funéraire de Gramont, avenue Albert Einstein, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête indemnitaire TA - SAS BOISSON"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, vice-président délégué dans le domaine de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

- le rapport de Monsieur Didier SEMENE expert en date du 17 septembre 2018 établissant la responsabilité de la société BOISSON à la suite du remplacement de la pompe à chaleur du Musée Archéologique,
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement au remplacement de la pompe à chaleur du musée archéologique par la SAS Boisson.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M0C0009EP
- Travaux préparatoires et dévoiement de
réseaux en préparation des travaux de
l'aménagement du carrefour RD610-RD54
à Saint Génies des Mourgues - Avenant n°1
- Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2020-317 du 12 mai 2020 attribuant le marché M0C0009EP – Travaux préparatoires et dévoiement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues à l'entreprise EUROVIA ;

CONSIDERANT :

- que le marché M9B0063AT a été établi dans le but de dévier les réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues ;
- que la création de la longrine permettant d'accueillir le portail du Carrier, a nécessité une étude de dimensionnement non prévu au BPU ;
- que l'évacuation de déchets en filière déchets non dangereux est nécessaire ;
- que la mise en œuvre d'un merlon de protection tout autour de la zone décapée est nécessaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché M0C0009EP – Travaux préparatoires et dévoiement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Geniès des Mourgues sans incidence financière ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1.pdf
- Annexe n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice " Requête
n°2004406-8 TA - Frédéric MARTINEZ"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, vice-président délégué dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant :

- la requête n°2004406-8 en date du 9 octobre 2020 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Frédéric MARTINEZ tendant à la désignation d'un expert aux fins de déterminer l'origine des désordres subis sur sa parcelle, cadastrée CA n°360 sise sur la commune de Clapiers, résultant du ruissellement et de l'écoulement des eaux pluviales ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004406-8 par Monsieur Frédéric Martinez ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PHELIP ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un Emprunt de 10
millions d'euros auprès de LA BANQUE
POSTALE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).
- Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des « Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes » ;

- VU l'offre établie par la Banque Postale en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé ;

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, et après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LPB-2020-11 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 10 000 000 euros (Dix millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants ;

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 01/01/2042 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 14/12/2021 ;

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une seule tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000 EUR
Durée du contrat de prêt :	21 ans et mois (dont 1 an de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

o Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	1 an, soit du 14/12/2020 au 14/12/2021
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR 12 mois.
Minimum de versement :	150 000 EUR
Taux d'intérêt annuel:	index €STER post-fixé assorti d'une marge de 0.74%
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'intérêts : périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : autorisé
Revolving: oui
Montant minimum du Remboursement : 150 000 EUR

o Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 14/12/2021 au 01/01/2042

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 14/12/2021 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche sur index EURIBOR.

Montant : 10 000 000 EUR
Durée d'amortissement: 20 ans et 1 mois
Taux d'intérêt annuel: à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêt appliqué au décompte est déterminé de manière préfixée comme suit : Index EURIBOR 12 mois, assorti d'une marge de + 0,60 %
Base de calcul des intérêts: nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement Et d'intérêts: périodicité annuelle
Mode d'amortissement: constant
Remboursement anticipé: autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive.
Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation.
La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète.
Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,30%.
Option passage à taux fixe: Oui, possible au plus tôt à la date de mise en place de la tranche sur index EURIBOR, ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure sans frais, sous réserve du respect des conditions indiquées dans les conditions générales des contrats de prêt de La Banque Postale. Les intérêts à taux fixe sont décomptés sur des mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours. Après le passage à taux fixe, le remboursement anticipé est autorisé à une date d'échéance d'intérêts.
En cas de passage à taux fixe, la base de calcul des intérêts sera 30/360. Le remboursement par anticipation est autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
Commissions: Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt, payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire, soit 5 000 € (cinq mille euros).
Commission de non utilisation de 0.10% appliquée aux sommes disponibles non tirées au titre de la phase de mobilisation

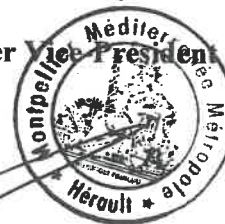
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet est à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 NOV. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 23 NOV 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat - Conditions générale - CG-LBP-2020-11.pdf
- Contrat - Conditions particulières

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de la société
CARBON 2000 dans la ZAC Parc 2000
2ème extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier : la société civile de construction vente CARBON 2000, représentée par Monsieur Pascal BRUNEL, est candidate à l'acquisition des lots 5, 6, 9 et 10 de 5 232 m² pour la réalisation d'un programme de promotion mixte d'activités et de bureaux de 4 241,44 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 250 m². Le programme projette un effectif total de 100 à 120 emplois à 3 ans ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société CARBON 2000 ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **06 NOV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 NOV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec ACM Habitat pour une
opération sise 160 rue de Puech Villa sur la
commune de Montpellier-(Parcelle
TC0002- lot1) - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2020-182 du 15 septembre 2020 relative à la délimitation du périmètre de PUP Puech Villa.

CONSIDERANT :

- Le bailleur social ACM Habitat a un projet de construction de logements sociaux sis 160 rue Puech Villa sur la parcelle cadastrée TC 002 lot 1 d'une surface de 1588 m², telle que décrite dans la déclaration préalable n°20M1203 déposée en date du 22/09/220 par Sogeprom Sud Réalisation ;

- le projet porté par ACM Habitat a pour objet la réalisation d'un projet d'environ 50 logements collectifs pour une surface de plancher totale de 3540m² ;
- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public et qu'il est situé dans le périmètre du PUP Puech Villa approuvé par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat, dont le projet est annexé à la présente décision et qui s'inscrit dans le périmètre du PUP Puech Villa approuvé par la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant de la participation exigible auprès d'ACM s'élève à 177 000 € HT.

ARTICLE 3 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 NOV. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Oct20 Projet de PUP ACM Puech villa VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Berlingo immatriculé CV-985-SB - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;

- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
Kangoo immatriculé CR-664-FV - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé CR-664-FV ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé CR-664-FV et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
modèle C2 immatriculé 82-AQW-34 -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C2 immatriculé 82-AQW-34 ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën modèle C2 immatriculé 82-AQW-34 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020

Monsieur le Président


Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ECOMNEWS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération :
 - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,

- **VU** la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 novembre 2019,
- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial international, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société ECOMNEWS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de six mois à compter du 1^{er} décembre 2020 et jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOMNEWS pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 901,33 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Clio 2 immatriculé 887-ADC-34 -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;

CONSIDERANT

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Clio 2 immatriculé 887-ADC-34 ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Clio 2 immatriculé 887-ADC-34 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.


ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ANATOSCOPE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération :
 - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,

- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 22 novembre 2016, passée entre la Métropole et la société ANATOSCOPE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 7 septembre 2020,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 21 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise ANATOSCOPE a entamé des recherches immobilières, en lien avec le service Implantation des Entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole, mais que celles-ci ne se sont pas encore concrétisées,
- que la convention précitée arrive à échéance et que la société ANATOSCOPE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ANATOSCOPE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} décembre 2020 et jusqu'au 30 novembre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ANATOSCOPE pour la surface de 178,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 695,85 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

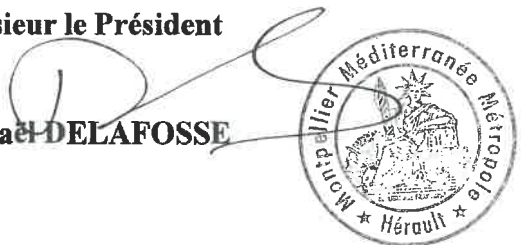
ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ANATOSCOPE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention
d'occupation du domaine public conclue
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société ECOCLIMASOL pour une
réduction de la surface de ses locaux au
sein du bâtiment MIBI - Avenant n°7**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique » ;

- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} juillet 2019 ;

CONSIDERANT :

- que l'entreprise ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL pour la restitution du module B0.24 d'une surface de 14,60 m² situé au rez-de-chaussée du bâtiment MIBI afin d'organiser ses activités selon les nouvelles normes sanitaires.

ARTICLE 2 : A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société ECOCLIMASOL passe de 43,90 m² à 29,30 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de la nouvelle surface (29,30 m²) est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation initiale fixé au 31 août 2021.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOCLIMASOL est de 383,83 €, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avenant.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 7.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
N°5023A01 - Travaux de requalification de
l'avenue Clémenceau à Saint Jean de
Védas - Avenant N°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision n°MD2018-759 attribuant le marché n°5023A01 à l'entreprise Colas Midi Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34430), pour un montant de 629 036,97 euros HT et pour une durée de 29 semaines, période de préparation comprise.

CONSIDÉRANT :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux complémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux de requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché subséquent n°5023A01 avec l'entreprise Colas Midi Méditerranée d'un montant en plus-value de 92 395,23 euros HT portant le nouveau montant du marché à 721 432,20 euros HT et prolongeant le délais d'exécution de 6 semaines portant la durée d'exécution total du marché à 35 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

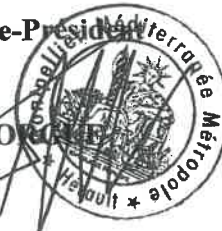
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant N°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 NOV. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFONT



Publiée le : **25 NOV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 NOV. 2020**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- AVENANT 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0101EP
Logiciel de gestion des DT/DICT LOT 1
Réponses pour les réseaux au format SIG
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU l'approbation formulée en Commission d'Appel d'Offres en date du 15 septembre 2020 pour l'attribution du lot n°1 du marché n°M9D0101EP à l'entreprise SOGELINK ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'équiper Montpellier Méditerranée Métropole d'un logiciel de gestion des documents réglementaires DT/DICT ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes divisé en 2 lots ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du montant du DQE : 40 %
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 60 %
- qu'après analyse, le lot n°2 a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général ;
- qu'après analyse, l'entreprise SOGELINK, Les portes du Rhône – 131 chemin du Bac à Traille – 69647 Caluire Cedex présente l'offre la plus avantageuse pour le lot n°1 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le « Lot 1 : Réponses pour les réseaux aux format SIG » de l'accord-cadre à bons de commandes n°M9D0101EP – Logiciel de gestion des DT/DICT, au candidat SOGELINK, sans minimum et avec un maximum annuel de 30 000 € HT. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois ;

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ODESYO au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération :
 - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.
- VU la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 décembre 2017, passée entre la Métropole et la société ODESYO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 octobre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 29 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial et de stabilisation budgétaire, perturbée par l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société ODESYO a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ODESYO pour une période de douze mois à compter du 1^{er} décembre 2020 et jusqu'au 30 novembre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ODESYO pour la surface de 89,61 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 254,54 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0089EP
- Logiciel de gestion des DT/DICT pour
déclarations et réponses au format non
SIG - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'équiper la Métropole de Montpellier d'un logiciel de gestion des documents réglementaires DT/DICT ;

- que le lot 2 du marché n°M9D0101EP – Déclarations et réponses pour les réseaux au format non SIG a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du montant du DQE : 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise SOGELINK, Les Portes du Rhône – 131, chemin du Bac à Traille – 69647 Caluire Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°M0B0089EP – Logiciel de gestion des DT/DICT pour déclarations et réponse au format non SIG au candidat SOGELINK, sans minimum et avec un maximum annuel de 44 500 € HT, pour une période maximale de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

09 NOV, 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



10 NOV, 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 NOV, 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets
et amiante avant démolition -Ancienne
usine de production d'eau potable de
PORTALY - commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- qu'une mission de diagnostics déchets et amiante avant démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de Portaly sur la commune de Montpellier est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché en procédure adaptée. Le marché est conclu pour une durée allant de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la phase 1 jusqu'à la réception des travaux de démolition soit encore la date de remise par le titulaire du formulaire de récolement;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SOCOBAT Expertises - ARC SAS sise chemin du Charrol 69300 CALUIRE présente l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M0B0027EA - Étude de diagnostics déchets et amiante avant démolition -Ancienne usine de production d'eau potable de PORTALY commune de Montpellier à l'entreprise SOCOBAT Expertises -sise à CALUIRE pour un montant estimatif de 60 745 € HT.

Le marché est conclu pour une durée allant de la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la phase 1 jusqu'à la réception des travaux de démolition soit encore la date de remise par le titulaire du formulaire de récolement.


Les délais d'exécution ou de livraison des prestations du présent marché sont établis comme suit :
Phase 1 : Par dérogation à l'article 13 du C.C.A.G. -PI, les délais d'exécution ou de livraison des prestations du marché sont de 3 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Phase 2 : Par dérogation à l'article 13 du C.C.A.G. -PI, les délais d'exécution ou de livraison des prestations du marché démarrent à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux de démolition et jusqu'à la remise par le titulaire du formulaire de récolement.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 20.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le **26 NOV. 2020**
Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 26 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice "Requête Cour
d'Appel de Montpellier - Occupation
illicite ancienne route de Vauguières
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, vice-président délégué dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant :

-La déclaration d'appel déposée près la Cour d'Appel de Montpellier par Monsieur CHELU Florin et Autres contre la décision du Tribunal judiciaire n°20/30938 rendue le 10 septembre 2020 ordonnant leur expulsion des parcelles cadastrées SR n°4, 29,30 et 31 sises ancienne route de Vauguières à Montpellier ;

-qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier consécutivement à l'appel déposé par Monsieur Florin CHELU et Autres ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SEREEMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération :
 - autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
 - autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,

- VU la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2015, passée entre la Métropole et la société SEREEMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 21 octobre 2020,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 29 octobre 2020,

CONSIDERANT :

- que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19, et par la suite un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme, ont retardé la société SEREEMA dans ses recherches immobilières,
- que la convention précitée arrive à échéance et que la société SEREEMA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEREEMA pour une période de six mois à compter du 1^{er} décembre 2020 et jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SEREEMA pour la surface de 119,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 799,80 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEREEMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
préalables à l'aménagement des sites
Naussargues - Mijoulan - Bel Air sur les
communes de Juvignac et Saint Georges
d'Orques - Avenant n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M portant sur les études préliminaires à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues / Bel Air ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études signé en date du 17 février 2020 actant de

l'allongement de sa durée de 12 mois ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire, parallèlement aux études engagées par l'EPF relative au devenir du secteur de l'Orée de Montpellier, de coordonner les intervention et d'engager une approche programmatique et urbaine d'ensemble, intégrant les services aux habitants et aux entreprises ;
- Qu'il convient d'intégrer à la mission déjà engagée une action foncière pré-opérationnelle auprès des entreprises du parc d'activités du Mijoulan pour préparer les conditions d'un renouvellement rapide de l'offre foncière auprès des entreprises dans le cadre d'une future opération de requalification ;
- Qu'il convient de passer un avenant n°2 à la convention de mandat actant de l'allongement de sa durée de 24 mois sans évolution sur le montant total du mandat ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au contrat de mandat préalable à l'aménagement des sites Naussargues – Mijoulan – Bel Air, sur les communes de Juvignac et Saint- Georges d'Orques conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ;

ARTICLE 2 : de dire que le terme du mandat d'études préalables est fixé au 20 février 2023 ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études et de
réalisation pour la requalification du parc
d'activités du Salaison sur la communes de
Vendargues - Avenant n°6**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1^{er} avril 2010 au bénéfice de la SA3M portant sur les études et la requalification du parc d'activités économiques du Salaison à Vendargues ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études signé en date du 08 septembre 2014 relative à la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable ;

- VU l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études signé en date du 17 août 2015 relative à la modification de l'enveloppe financière prévisionnelle, en intégrant des aléas en phase de travaux de rénovation du réseau d'eau potable et à la prorogation d'un an de la durée du mandat liée à l'augmentation du volume des travaux et aux nouvelles études pré opérationnelles à conduire ;
- VU l'avenant n°3 à la convention de mandat d'études signé en date du 05 décembre 2016 relative à la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € HT du mandataire, liée à l'engagement et au suivi des études préalables au réinvestissement urbain de la façade RD 613-610 ainsi qu'au traitement de l'interface entre le parc d'activités du Salaison et les zones habitées voisines et la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 4^{ème} trimestre 2019 afin d'intégrer la poursuite des études de requalification de la façade sur les RM 613 et 610 ;
- VU l'avenant n°4 à la convention de mandat d'études signé en date du 26 juin 2018 relative à la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 77 000 € HT du mandataire, liée à l'accompagnement des entreprises du parc d'activités et à la création d'une plate-forme numérique à l'attention des entreprises ;
- VU l'avenant n°5 à la convention de mandat d'études signé en date du 17 février 2020 prolongeant le mandat jusqu'au 31 décembre 2020.

CONSIDERANT :

- qu'il convient à la fois d'achever les travaux de requalification de la dernière section de la rue de la Marbrerie et de l'impasse de la Calade pour finaliser l'ensemble des travaux prévus au présent mandat et de mettre au point la stratégie opérationnelle de la façade urbaine sur la RM 613 ;
- qu'il convient en conséquence de passer un avenant n°6 à la convention de mandat actant de l'allongement de sa durée jusqu'au 31 décembre 2021 et la prise en compte d'une rémunération complémentaire de 15 000 € HT du mandataire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°6 au contrat de mandat études et la requalification du parc d'activités économiques du Salaison à Vendargues conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : De dire que le terme du mandat est fixé au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°6 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 NOV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant n°6

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société HULMO dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société HULMO, représentée par Monsieur Gianni NARDONE a pour activité le design, la fabrication en sous-traitance, la revente et la commercialisation d'équipements domestiques pour particuliers et professionnels.
Elle est candidate à la location du lot B10A-1 de 25 m², répartis comme suit : 12 m² de parties privatives, 9 m² quotepart de l'espace bureau partagé du lot et 4 m² environ de parties communes du bâtiment, à compter du 2 novembre 2020, conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 21/12/2021.
L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société HULMO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- demande de décision

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
' d'architecte urbaniste ' dans le cadre des
études préalables à l'aménagement des
sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air -
Communes de Juvignac, de Saint Georges
d'Orques et Grabels - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M portant sur les études préliminaires à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues / Bel Air ;

- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études signé en date du 17 février 2020 actant de l'allongement de sa durée de 12 mois ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études relatives à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan / Bel Air, de désigner un architecte urbaniste pour disposer d'un plan guide sur l'ensemble du périmètre de projet intégrant notamment l'emprise de la résidence « l'Orée de Montpellier » assurant ainsi la cohérence globale du projet dans le temps et dans l'espace ;
- que dans ces conditions, une procédure d'accord-cadre à bons de commande de prestations intellectuelles pour une durée maximum de 84 mois a été ouverte conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation ;
- que cette mission s'organise dans le cadre d'un accord cadre à bon de commande pour un montant maximal de 215 000 € HT ;
- que les critères de jugement étaient les suivants : valeur technique pour 60 %, prix pour 40 % ;
- qu'après analyse, le groupement BPA Architecture (1^{er} cotraitant) / ARCADI (2^{ème} cotraitant) représenté par leur mandataire SARL BPA Architecture présente l'offre économique la plus avantageuse ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à la désignation d'un architecte/ urbaniste au groupement BPA Architecture (1^{er} cotraitant) / ARCADI (2^{ème} cotraitant) représenté par leur mandataire SARL BPA Architecture, sis 36 avenue de Lodève, 34070 MONTPELLIER. Le marché est sans minimum et un montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande de 215 000 € HT. La durée du marché est de 84 mois à compter de l'ordre de service ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
' de programmiste ' dans le cadre des
études préalables à l'aménagement des
sites Naussargues/Mijoulan/Bel Air -
Communes de Juvignac, de Saint Georges
d'Orques et Grabels - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M portant sur les études préliminaires à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues / Bel Air ;

- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études signé en date du 17 février 2020 actant de l'allongement de sa durée de 12 mois ;

Considérant :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études relatives à l'aménagement des sites Naussargues / Mijoulan / Bel Air, de désigner un programmiste pour disposer, en lien avec la mission d'architecte urbaniste, d'un plan guide sur l'ensemble du périmètre de projet intégrant notamment l'emprise de la résidence « l'Orée de Montpellier » assurant ainsi la cohérence globale du projet dans le temps et dans l'espace ;
- que dans ces conditions, une procédure d'accord-cadre à bons de commande de prestations intellectuelles pour une durée maximum de 48 mois a été ouverte conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation ;
- que cette mission s'organise dans le cadre d'un accord cadre à bon de commande pour un montant maximal de 65 000 € HT ;
- que les critères de jugement étaient les suivants : valeur technique pour 60 %, prix pour 40 % ;
- qu'après analyse, le groupement Hank / Adéquation présente l'offre économique la plus avantageuse ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à la désignation d'un programmiste au groupement Hank / Adéquation, sis 200 avenue Jean-Jaurès, 69007 LYON. Le marché est sans minimum et un montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande de 65 000 € HT. La durée du marché est de 48 mois à compter de l'ordre de service ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 16 NOV. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16 NOV. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'avenants
aux marchés de travaux pour la
construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°01 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Colas – St Jean de Védas, pour un montant de 595 660,80 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°06B du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Laclau - Béziers, pour un montant de 235 088 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-073 attribuant le lot n°7 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise SBPR - Béziers, pour un montant de 279 880 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-073 attribuant le lot n°22 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise VIDELIO – Gennevilliers, pour un montant de 504 283 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-1113 attribuant le lot n°06A du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Gargini - Nîmes, pour un montant de 474 434,90 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-511 attribuant le lot n°10 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise EP3 - Marsillargues, pour un montant de 799 803 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-511 attribuant le lot n°11 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Cortina - Montpellier, pour un montant de 871 000 euros HT et pour une durée de 20 mois ;

Considérant :

- que des travaux supplémentaires sont rendus nécessaires pour le bon déroulement du chantier de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants aux marchés de travaux de réalisation du conservatoire à rayonnement régional avec :

- l'entreprise Colas – lot 1 : montant 69 531,09 € HT portant le nouveau montant du marché à 665 191,89 € HT ;
- l'entreprise Gargini – lot 06A : montant 2 154,87 € HT portant le nouveau montant du marché à 476 589,77 € HT ;
- l'entreprise Laclau – lot 06B : montant 1 878 € HT portant le nouveau montant du marché à 236 966 € HT ;
- l'entreprise SBPR – lot 07 : montant 30 205 € HT portant le nouveau montant du marché à 310 085 € HT ;
- l'entreprise EP3 – lot 10 : montant 81 212,27 € HT portant le nouveau montant du marché à 881 015,27 € HT ;
- l'entreprise Cortina – lot 11 : montant 77 767,50 € HT portant le nouveau montant du marché à 946 427,50 € HT ;
- l'entreprise Videlio – lot 22 : montant 90 870,18 € HT portant le nouveau montant du marché à 595 153,18 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 déc. 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Eric PENSO

Publiée le : 9 déc. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200901-148518-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9 déc. 2020

Réception en Préfecture : 9 déc. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant COLAS signé.pdf
- Avenant CORTINA signé.pdf
- Avenant EP3 signé.pdf
- Avenant GARGINI signé.pdf
- Avenant LACLAU signé.pdf
- Avenant SBPR signé.pdf
- Avenant VIDELIO signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Assignment TGI - ALLIANZ IARD"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, vice-président délégué dans les domaines de l'Administration Générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assigner près le Tribunal Judiciaire de Montpellier, la Compagnie Allianz Iard tendant à relever et garantir au titre de la garantie décennale la société Boisson des condamnations qui seront prononcées à son encontre dans le cadre de la décision de la juridiction administrative à intervenir et ce consécutivement aux désordres constatés au droit de la pompe à chaleur du musée archéologique Henri Prades de Lattes ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire près le Tribunal judiciaire de Montpellier tendant à la condamnation de la Compagnie Allianz Iard ;

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-paliès, Noy, Gauer et Associés ;

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché N°5194AT18 -
Travaux de requalification de la partie
basse de l'avenue des Jardins à Saint
Georges d'Orques - Lot n°2 - réseaux
humides - Avenant N°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de la « Voirie et de l'espace public » ;

- VU la décision n°MD2018-1163 attribuant le lot n°2 du marché n°5194AT18 à l'entreprise RAZEL BEC - Agence Languedoc – CS 20030 – 34433 Saint Jean de Védas - pour un montant de 653 267,50 euros HT et pour une durée de 39 semaines (hors période de préparation de 30 jours).

CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite à une géo-détection sur les réseaux, des investigations supplémentaires ont été nécessaires et ont engendré des travaux non prévus et indispensables à la bonne exécution des travaux sur les réseaux humides.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5194AT18 – Lot 2/réseaux humides avec l'entreprise RAZEL BEC d'un montant de 57 062,60 euros HT, portant le nouveau montant du marché toutes tranches confondues à 710 330,10 euros HT. Les délais sont prolongés de 2 semaines pour la tranche ferme et de 2 semaines pour la tranche optionnelle 1.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 NOV. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LATFORGUE



Publiée le : **25 NOV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 NOV. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "requête TA -
Expulsion - Aire d'accueil Gens du Voyage
Lattes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, vice-président délégué dans le domaine de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

- l'occupation sans autorisation de l'aire d'accueil de gens du Voyage sise sur la commune de Lattes par Madame Lolita GORGAN, Madame Montserrat ORNECH et Monsieur Roméo BERTHELOT ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de Madame Lolita GORGAN, Madame Montserrat ORNECH et Monsieur Roméo BERTHELOT.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Commune Le Crès - Exercice du droit de
préemption urbain - Acquisition de
l'ancien site de LIDL pour la réalisation
d'ouvrages hydrauliques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 portant création de la Zone d'Aménagement Différé « Le Camp Bertrand » et désignant la Commune de LE CRES comme titulaire du droit de préemption ;
- VU l'étude hydraulique du 21 mai 2016 réalisée dans le cadre des études préalables au réinvestissement urbain du secteur dit de la RM 613 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 3 août 2020, envoyée par Maître Jean-Luc NOUGUIER, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de LE CRES le 5 août 2020, concernant la vente par la société LIDL, d'un immeuble à usage commercial avec places de stationnement, situé chemin des Mazes, lieudit Le Maquet à LE CRES, cadastré section BE 24 et 46, au prix de 1.000.000 € plus 44.000 € HT d'honoraires de négociation à la charge de l'acquéreur ;
- VU la délibération de la Commune de LE CRES du 28 septembre 2020, déléguant à Montpellier Méditerranée Métropole le droit de préemption à l'occasion de l'aliénation de ce bien ;
- VU le constat dressé le 21 octobre 2020 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine ;

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;
- que les parcelles BE 24 et 46 sont concernées par la réalisation d'importants ouvrages hydrauliques le long de la voie ferrée Sète à Tarascon, ouvrages préalables à la requalification de la route métropolitaine 613, incluant la réalisation d'une ligne de Bus à Haute Niveau de Service (BHNS) ;
- que les travaux vont engendrer la déconstruction du bâtiment, la désimperméabilisation des parkings et voies de stationnement et la renaturation des espaces libres ;
- que la réalisation des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations relève de la compétence de la Métropole ;
- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, car elle est comprise dans l'emprise foncière destinée à la réalisation d'une série de bassins de rétention. Ces bassins de rétention des eaux sont nécessaires à la sécurisation du secteur afin de lutter essentiellement contre les ruissellements urbains ;
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société LIDL, un immeuble à usage commercial avec places de stationnement, situé chemin des Mazes, lieudit Le Maquet à LE CRES, cadastré section BE 24 et 46.

ARTICLE 2 : Compte tenu du caractère inondable du secteur et de la nécessité de démolir le bâtiment afin de permettre la réalisation d'ouvrages hydrauliques et la renaturation des espaces publics, le prix révisé d'acquisition du bien est fixé à 800 000 € plus 44.000 € HT d'honoraires de négociation à la charge de l'acquéreur dont le justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.


ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 NOV. 2020**

Monsieur le Président


Michaël DELATO



09 NOV. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 NOV. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
N°M9D0102AT - Travaux de
réaménagement de l'avenue Champ des
Moulins à Murviel-lès-Montpellier -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voirie et espace public » ;
- VU la décision n°MD2019-1176 attribuant le marché subséquent n°M9D0102AT – Lot 1 « 3M Ouest – Pôles Plaine Ouest, Piémonts et Garrigues et Littoral » de l'accord-cadre 5023AT17) relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue Champ des Moulins à Murviel-lès-Montpellier à la

Société Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433), pour un montant de 389 954,10 euros HT toutes tranches confondues ;

CONSIDERANT :

- que des modifications de quantités en moins-value, que l'ajout de prix nouveaux et que des travaux complémentaires sont nécessaires pour mener à bien les travaux ;
- que ces travaux entraînent une moins-value financière de 4,93 % soit un montant de 19 241,90 € HT, portant le nouveau montant du marché à 370 712,20 € HT toutes tranches confondues. Le délai d'exécution est prolongé en application des ordres de service n°1 à 9 de démarrage, d'arrêt et reprise de chantier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0102AT relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue Champ des Moulins à Murviel-lès-Montpellier avec la Société Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433), pour un montant en moins-value de 19 241,90 € HT soit 4,93 % en diminution.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1
- OS 1
- OS 2
- OS 3
- OS 4
- OS 5
- OS 6
- OS 7
- OS 8
- OS 9

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Gestion Intégrée de l'Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'engagement de
conserver à l'aire de remplissage et de
lavage collective de Cournonterral la
même affectation pendant une durée
minimale de cinq ans sur l'îlot 14 de la
ZAC de Cannabe.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2020-98 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la délibération n°M2019-765 relative à la réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides, sur les secteurs de Saint-Drézéry/Montaud, de Pignan/Saussan et de Cournonterral/Cournonsec/Fabrègues,
- VU les délibérations n°M2018-435 du 20 septembre 2018 et M2018-756 du 21 décembre 2018 en matière de Patrimoine et domanialité,
- **CONSIDERANT** que les bâtiments construits par une collectivité locale et exemptés de la taxe foncière sur les propriétés bâties en application du 1° de l'article 1382 du Code général des impôts, peuvent être exonérés de la taxe d'aménagement, à condition que la collectivité s'engage à conserver

à la construction la même affectation pendant une durée minimale de 5 ans à compter de l'achèvement de la construction,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à conserver l'aire de remplissage et de rinçage collectives pour pulvérisateurs agricoles de Cournonterral, qui sera située îlot 14 de l'opération dénommé ZAC de CANNABE, provisoirement cadastré section AV n° 30p et 31p à Cournonterral, pour une durée minimale de cinq ans à compter de l'achèvement de sa construction.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 NOV. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 24 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0B0085VD de nettoyage des locaux des
sites d'exploitation de la Régie de collecte
des déchets ménagers de Montpellier
Méditerranée Métropole sur les sites de
Pignan, Vendargues et Grammont -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;
- VU le rapport d'analyse des offres du 03 Novembre 2020;

CONSIDÉRANT :

- que la précédente procédure de marché n°M9B1050VD de nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole. (Pignan, Vendargues et Grammont) a été déclaré sans suite.

- qu'une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique a été lancée sous forme d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum annuel des 28 500 € HT (soit un maximum de 85 500 € H.T. pour 3 ans) passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique.

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
- la valeur technique, au regard du mémoire technique 60%
- le prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global forfaitaire 40%

- qu'après analyse, Société GIMN'S Région, 106, avenue Tolosane – 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0B0085VD de nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte des déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole. (Pignan, Vendargues et Grammont) à la Société GIMN'S Région pour un montant maximum annuel de 28 500 € HT soit un maximum de 85 500 € H.T. pour 3 ans (dont 24 724,48 € HT pour la partie forfaitaire annuelle de nettoyage des 3 sites) .

Le marché prend effet à compter du 1^{er} décembre 2020 ou de sa notification si celle-ci est ultérieure. Sa durée initiale est de 12 mois potentiellement renouvelable 2 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : 25 NOV 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- VALEUR TECHNIQUE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice " Référé
mesures utiles TA - Société SWIMMER "

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

- La nécessité d'ordonner à la société SWIMMER de libérer les locaux qu'elle occupe sans droit ni titre au sein de la piscine Olympique Antigone suite à la résiliation de la convention d'occupation du domaine public ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;


DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de la société SWIMMER des locaux qu'elle occupe sans droit ni titre au sein de la piscine olympique Antigone.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 18 NOV. 2020
Monsieur le Vice-Président
Jean-François AUDRIN

Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle BT n°14 Garrigue du Pont à
Saint Jean de Vedas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que 2 310 m² du bien immobilier situé Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas et cadastré section BT n° 14, appartenant à l'Indivision BRINGUIER, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 2 310 m² du bien immobilier (terrain en nature de friche) situé au Garrigue du Pont à Saint Jean de Vedas, cadastré section BT N°14, appartenant à l'Indivision BRINGUIER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 10 876 € (DIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie moyennant une indemnité de 924 € (NEUF CENT VINGT QUATRE EUROS), et prend effet à compter de sa signature par l'Indivision BRINGUIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 NOV. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PPA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un don de Monsieur
Stéphane BORDARIER de deux de ses
oeuvres : Sans Titre, 1991 - Acrylique,
encre de chine, pigments et colle sur toile et
IX. 2000 (3), 2000 - Huile sur toile**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice -Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Stéphane BORDARIER domicilié 10, chemin neuf 30210 Castillon du Gard, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres : *Sans Titre*, 1991, Acrylique, encre de chine, pigments et colle sur toile 199 x 224 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros) et *IX. 2000 (3)*, 2000, Huile sur toile, 198 x 203 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros). Ces œuvres ont reçu l'avis favorable de la commission scientifique régionale d'acquisition du 1^{er} octobre 2020.

DECIDE

- **ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Stéphane BORDARIER de deux de ses œuvres : *Sans Titre, 1991*, Acrylique, encre de chine, pigments et colle sur toile 199 x 224 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros) et *IX. 2000 (3)*, 2000, Huile sur toile, 198 x 203 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros).

- **ARTICLE 2** : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

- **ARTICLE 3** : Monsieur Éric PENSO, Vice-Président à la Culture, est autorisé à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

- **ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

19-11-20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 NOV. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation
- Visuel IX. 2000 (3).pdf
- Sans titre 1991.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur
Didier Malka d'une œuvre de Filippo
VITALE (Naples, vers 1585/1590 - id.,
1650), Judith et Holopherne, vers 1635,
huile sur toile**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Didier MALKA domicilié 88 bis, avenue Mozart, Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Filippo VITALE (Naples, vers 1585/1590 – id., 1650), *Judith et Holopherne*, vers 1635, huile sur toile 126 x 154 cm d'une valeur de 400 000 € (quatre cent mille euros). Cette œuvre a reçu l'avis favorable de Monsieur Stéphane LOIRE Conservateur général, Adjoint au directeur du Département des Peintures du Musée du Louvre.

DECIDE

- **ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Didier MALKA domicilié 88 bis, avenue Mozart, Paris, de l'œuvre de Filippo VITALE (Naples, vers 1585/1590 – id., 1650), *Judith et Holopherne*, vers 1635, huile sur toile 126 x 154 cm d'une valeur de 400 000 € (quatre cent mille euros).
- **ARTICLE 2 :** Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.
- **ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine historique, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- **ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 19-11-20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 23 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation .pdf
- Filippo Vitale, Giuditta e Oloferne, olio su tela, cm 126x154.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°12 - Lot 163 Route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que le lot de parking privatif n°163 au sein de la Copropriété « Résidence La RADIEUSE » au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastré section AS n° 12, appartenant à M. LAPERGUE Remy, est impacté dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway;
- que le lot de parking privatif n°85 au sein de la Copropriété « Résidence La RADIEUSE » au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastré section AS n° 12, appartenant à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, intéresse M. LAPERGUE Remy;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'échange de ce lot de parking privatif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole échange le lot de parking privatif n°163 au sein de la Copropriété Résidence La RADIEUSE au 1581 route de Mende à MONTPELLIER, sur la parcelle cadastré section AS n° 12, appartenant à LAPERGUE Remy, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway, contre le lot de parking privatif n° 85, au sein de cette meme copropriété.

ARTICLE 2 : L'échange est consenti **sans soulte**.

ARTICLE 3 : L'acte d'échange du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PPA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5042 de
maîtrise d'œuvre pour la mise en place
d'un stockage en ligne sur le réseau
d'assainissement unitaire du bassin versant
du ruisseau des vaches à Montpellier -
Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2018-680 du 10 août 2018 attribuant le marché n°5042 Maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un stockage en ligne sur le réseau d'assainissement unitaire du bassin versant du ruisseau des vaches à Montpellier à l'entreprise ARTELIA VILLE & TRANSPORT sise

18 rue Elie Pelas – Le Condorcet – CS 80132 – 13322 MARSEILLE CEDEX 16, pour un montant de 85 272 € HT.

- VU le courrier du 3 décembre 2019 informant du changement de dénomination sociale de la ARTELIA VILLE & TRANSPORT devenue ARTELIA sans modification des numéros d'identification SIREN et SIRET ;

CONSIDERANT :

- que des études supplémentaires ont été demandées en phase AVP suite à une modification du projet et ont entraîné une plus-value ;
- que des missions ont été supprimées compte tenu des modifications au projet.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 5042 Maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un stockage en ligne sur le réseau d'assainissement unitaire du bassin versant du ruisseau des vaches à Montpellier avec l'entreprise ARTELIA sise 16 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN, avenant n°1 d'un montant de 4 090 € HT. Le nouveau montant du marché est de 89 362 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

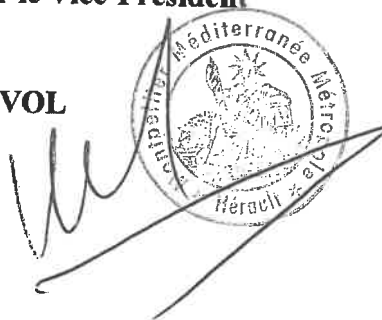
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 NOV. 2020**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **30 NOV. 2020**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5042 av signé ARTELIA + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M0B0093HP
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour la mise en place et le suivi de
l'observatoire du logement étudiant de
Montpellier Méditerranée métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI, en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI, dans le domaine de « l'Habitat du Logement et des Parcours Résidentiels » ;

CONSIDÉRANT :

- les enjeux autour de la connaissance du marché du logement étudiant sur la Métropole de Montpellier qui accueille près de 77 000 étudiants ; notamment en vue d'aider à la décision l'exécutif pour l'implantation de nouvelles résidences dédiées ;
- que la Métropole de Montpellier s'est engagée dans un processus de labellisation nationale de son observatoire du logement étudiant sous condition du lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création et la mise en oeuvre dudit observatoire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire de services pour une durée de 48 mois ;
- *- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Critère de la valeur technique – 70%
 - Critère prix – 30%
- qu'après analyse, l'entreprise Adéquation, Immeuble Dora Mar, 50 rue Ray Charles, 34 000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0B0093HP de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre et le suivi de l'observatoire du logement étudiant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Adéquation, pour un montant de 79 675 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2020, 2021, 2022 et 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 27 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport d'Analyse des Offres
- Rapport d'Analyse des Offres

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M9D0020EA - Travaux de création du
poste de refoulement dit "Fabrique Sud"
sur la commune de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que des travaux de création du poste de refoulement dit « Fabrique Sud » sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée ouverte pour une durée de 17 semaines pour le Lot 1 "Poste de refoulement" et de 16 semaines pour le lot 2 (base) "Canalisation de refoulement" dont 2 mois de préparation pour les 2 Lots ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse pour le Lot 1 "Poste de refoulement", l'offre de l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'après analyse pour le Lot 2 (base) "Canalisation de refoulement", l'offre de l'entreprise RAMPA TRAVAUX PUBLICS sise Parc Industriel Rhône Vallée Nord - 07250 LE POUZIN présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues :

- Lot 1 "Poste de refoulement" à la société SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE pour un montant de 249 800 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service. Sa durée est de 17 semaines dont 2 mois de préparation.

- Lot 2 (solution de base) "Canalisation de refoulement" à la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS sise Parc Industriel Rhône Vallée Nord - 07250 LE POUZIN pour un montant de 198 745 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service. Sa durée est de 16 semaines dont 2 mois de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3647 -
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage
pour l'acquisition et la mise en fonction
d'un outil de gestion patrimoniale pour les
réseaux d'eaux usées de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°D2016-576 du 04 août 2016 attribuant le marché n°3647 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SEGIC/ENTECH dont le mandataire est l'entreprise SEGIC INGENIERIE sise 7 rue des petits ruisseaux – 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, pour une durée de 36 mois et pour un montant de 60 515 € HT auxquels s'ajoutent maximum 10 000 € HT sur la base de bons de commande en fonction des prestations de la phase 5 réellement exécutées.

- VU la décision n°MD2019-535 du 17 juin 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3647 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SEGIC/ENTECH dont le mandataire est l'entreprise SEGIC INGENIERIE sise 7 rue des petits ruisseaux – 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, avenant sans incidence financière prolongeant la durée d'exécution du marché de 24 mois.

CONSIDERANT :

- que la crise sanitaire née de l'épidémie de COVID 19 a entraîné un surcoût ayant donné lieu à l'ordre de service n°3 qu'il convient de confirmer par avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 3647 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SEGIC/ENTECH dont le mandataire est l'entreprise SEGIC INGENIERIE sise 7 rue des petits ruisseaux – 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, avenant n°2 d'un montant de 2 045 € HT. Le nouveau montant du marché est de 62 560€ HT auxquels s'ajoutent maximum 10 000 € HT sur la base de bons de commande en fonction des prestations de la phase 5 réellement exécutées.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 11.

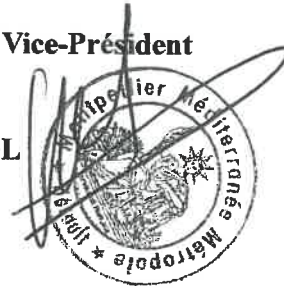
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 36747 avenant 2 signé SEGIC + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition de
personnel auprès de l'Établissement Public
de Coopération Culturelle, Montpellier
Contemporain, MoCo**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des ressources humaines et du dialogue social ;
- **CONSIDERANT** que 21 agents ont sollicité leur mise à disposition auprès de l'établissement public de coopération culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo,

D E C I D E

ARTICLE 1 : 21 agents sont mis à disposition, à leur demande, de l'établissement public de coopération culturelle, Montpellier Contemporain, MoCo du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : Ces fonctionnaires relèvent des cadres d'emplois suivants :

11 agents de catégorie A relevant des filières administrative et culturelle,

3 agents de catégorie B relevant des filières administrative et technique,

7 agents de catégorie C relevant des filières technique et administrative

ARTICLE 3 : Les fonctions exercées par les fonctionnaires précités se répartissent de la manière suivante :

1 directeur de ressources (catégorie A)

1 responsable administratif et financier (catégorie A)

9 professeurs d'enseignement artistique (catégorie A)

1 assistant d'enseignement artistique (catégorie B)

1 chargé du suivi budgétaire et comptable (catégorie B)

1 coordinateur technique (catégorie B)

3 assistants administratifs (catégorie C)

4 assistatns technique (catégorie C)

ARTICLE 4 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué au Ressources Humaines et au dialogue social est autorisé à signer les conventions de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 30 NOV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 NOV. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de mise à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2020-0407	Arrêté portant sur la mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Courmonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Vendargues	594
MAR2020-0410	Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)	598
MAR2020-0411	Madame Catherine RIBOT - Conseillère métropolitaine - Déléguée à l'éco-responsabilité des procédures publiques	600
MAR2020-0412	Arrêté portant sur la composition des membres de la commission de réforme pour Montpellier Méditerranée Métropole	602
MAR2020-0414	Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	605
MAR2020-0415	Arrêté portant désignation des Représentants au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole de Montpellier	608
MAR2020-0416	Représentation de M. le Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 9 décembre 2020	611
MAR2020-0417	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 28 décembre 2020 au 1er janvier 2021 inclus	613
MAR2020-0418	Représentation de M. le Président à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres du 22 décembre 2020	615
MAR2020-0420	Suppléance de Monsieur le Président par Monsieur le Premier Vice-Président du 19 au 27 décembre 2020 inclus	617



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant sur la mise à jour des Plans
Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes
de Baillargues, Beaulieu, Castries,
Cournonterral, Fabrègues, Grabels,
Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-
Montpellier, Prades-le-Lez, Restinclières,
Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des
Mourgues, Saint Jean de Védas et
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.152-7, L.153-8, L. 153-60, R.153-18 et l'article R.123-14 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.555-16, R.555-30, R.555-30-1 et R.555-31 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU les Plans Locaux d'Urbanisme des Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-

le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Vendargues ;

- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-007 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Baillargues ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-010 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Beaulieu ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-021 2018 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Castries ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-028 2018 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Courmonterral ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-031 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Fabrègues ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-037 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Grabels ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-040 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Lattes ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-060 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Montaud ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-063 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-067 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Murviel-les-Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-079 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Prades-le-Lez ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-085 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Restinclières ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-088 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Saint-Brès ;

- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-091 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Saint-Drézéry ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-094 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Saint-Geniès des Mourgues ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-097 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas ;
- VU l'arrêté préfectoral DREAL n°2018-34-109 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la Commune de Vendargues ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les Plans Locaux d'Urbanisme des Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint-Geniès-des-Mourgues, Saint Jean de Védas et Vendargues sont mis à jour pour reporter en annexe les arrêtés préfectoraux susvisés.

ARTICLE 2 : Les Plans Locaux d'Urbanisme mis à jour sont tenus à la disposition du public aux services urbanisme des Mairies de Baillargues (Place du 14 juillet – 34670 Baillargues), Beaulieu (3, place de la Mairie – 34160 Beaulieu), Castries (4 avenue de la Promenade – 34160 Castries), Cournonterral (12 Avenue Armand Daney – 34660 Cournonterral), Fabrègues (8 Rue Paul Doumer – 34960 Fabrègues), Grabels (1, Place Jean Jaurès – 34790 Grabels), Lattes (1 Avenue de Montpellier – 34970 Lattes), Montaud (Place de l'Eglise – 34160 Montaud), Montpellier (1 Place Georges Frêche – 34000 Montpellier), Murviel-lès-Montpellier (5 rue des Lavois – 34570 Murviel-lès-Montpellier), Prades-le-Lez (Place du _ mai 1945 – 34740 Prades-le-Lez), Restinclières (1 Place de la République – 34160 Restinclières), Saint-Brès (14, Place de la Ramade – 34670 Saint-Brès), Saint-Drézéry (Place Cambacérès – 34160 Saint-Drézéry), Saint Geniès des Mourgues (Place de l'Abbaye – 34160 Saint Geniès des Mourgues), Saint Jean de Védas (4 Rue de la Mairie – 34430 Saint Jean de Védas) et Vendargues (Place de la Mairie – 34740 Vendargues) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'au sein des mairies de Baillargues, Beaulieu, Castries, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Vendargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et les Directeurs Généraux des Services des Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Montaud, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Vendargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 déc. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 10/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-148968-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/12/20

Réception en Préfecture : 10/12/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté préfectoral n° DREAL 2018 34 007.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 010.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 021.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 028.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 031.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018-34-037.pdf
- Arrêté préfectoral n° DREAL 2018 34 040.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 060.pdf
- Arrêté préfectoral n° DREAL 2018 34 063.pdf
- Arrêté préfectoral n° DREAL 2018 34 067.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 079.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 088.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 085.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 091.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 094.pdf
- Arrêté préfectoral n°DREAL 2018 34 109.pdf
- Arrêté préfectoral n° DREAL 2018 34 097.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président au sein de la
Commission de Contrôle des Comptes
(CCC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux représentations du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020 portant composition de la Commission de Contrôle des Comptes de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN pour siéger au sein de la Commission de Contrôle des Comptes, en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission de Contrôle des Comptes en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-149074-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/12/20

Réception en Préfecture : 14/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Catherine RIBOT
Conseillère métropolitaine
déléguée à l'éco-responsabilité
des procédures publiques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président délégué à l'Administration Générale, à la Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Catherine RIBOT, Conseillère métropolitaine, reçoit délégation de fonction à l'éco-responsabilité des procédures publiques auprès de Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président délégué à l'Administration Générale, à la Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Catherine RIBOT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° M2020-98 du 15 juillet 2020 portant délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine RIBOT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-François AUDRIN.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine RIBOT et de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine RIBOT, de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-150144-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/20

Réception en Préfecture : 08/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Service Santé (DSP)

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant sur la composition des
membres de la commission de réforme
pour Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu les articles L.5211-9 et L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret Décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,
- Vu l'arrêté ministériel du 04 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière,
- Vu le décret 2008-1191 du 17 novembre 2008 relatif aux commissions de réforme et au comité médical supérieur dans la Fonction Publique de l'Etat, dans la Fonction Publique Territoriale et la Fonction Publique Hospitalière,
- Vu la délibération n°V2018-172 portant composition des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultations Paritaires du 03 mai 2018,
- Vu l'arrêté portant désignation des membres de la Commission Administrative Paritaire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le renouvellement du conseil Métropolitain.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Tout arrêté antérieur fixant la composition des membres de la Commission de Réforme de Montpellier Méditerranée Métropole est abrogé.

ARTICLE 2.

Les représentants désignés pour siéger à la commission de réforme sont :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Joël RAYMOND	Mme Maryse FAYE
	Mme Régine ILLAIRE
Mme Eliane LLORET	M. Roger CAIZERGUES
	M. Michel ASLANIAN

REPRESENTANTS DU PERSONNEL :

Catégorie A :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme Catherine LANDEMAINE	M. Grégory FARGAS
Mme Aurélie PALHOL	/

Catégorie B :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Laurent BERNARD	/
M. Stéphane BERTAUX	M. Gilles GUY

Catégorie C :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Abdelkader AMLOUK	Mme Shirley BABAUD
Mme Edwige HERNANDEZ	M. Denis SAVOYE

Article 3.

L'ensemble des membres de la commission est soumis aux obligations de secret et de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Article 4.

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-150580-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/20

Réception en Préfecture : 21/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
représentants du Comité Technique de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n° M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté n° MAR2020-0409 du 10 novembre 2020 portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018,
- Considérant le départ de la collectivité de Monsieur Jean-Philippe GERVAIS,

ARRETE :

Article 1 : L'arrêté n° MAR2020-0409 du 10 novembre 2020 est abrogé.

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants de la collectivité	
Membres titulaires (12)	Membres suppléants (12)
1. Michaël DELAFOSSE	1. Olivier NYS
2. Julie FRECHE	2. Radia TIKOUK
3. Joël RAYMOND	3. Michel ASLANIAN
4. Florence BRAU	4. Florence AUBY
5. Frédéric LAFFORGUE	5. Jean-François AUDRIN
6. Michelle CASSAR	6. Zohra DIRHOUSI
7. Eric PENSO	7. Benoît ZENOU
8. Clara GIMENEZ	8. Nathalie LEVY
9. François RIO	9. Yves BARRAL
10. Eliane LLORET	10. Catherine RIBOT
11. François VASQUEZ	11. Hervé MARTIN
12. Michel CALVO	12. Claudine VASSAS-MEJRI

Article 3 : La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants du personnel	
Membres titulaires (12)	Membres suppléants (12)
1. David FERNANDEZ	1. Stéphane FABRE
2. Robert TRINQUIER	2. Laëtizia VIDAL
3. Edwige HERNANDEZ	3. Guilhem LAGUARDA
4. Denis SAVOYE	4. Céline MILLET
5. Sandrine CAMPOS	5. Christel QUINTANA-BALLUET
6. Abdelkader AMLOUK	6. Marie Cécile CONESA
7. Laurent BERNARD	7. Grégory FARGAS
8. Shirley BARBAUD	8. Carole GILBERT
9. Ichem MOGHEL	9. Maxime LEGOUIC
10. Jean-Louis ESTEVE	10. François FOURES
11. Sabine BERGUA	11. Aurélie PALHOL
12. Hanane ZIANI	12. Nadia MEGHRAOUI

Article 4 :

Le Président du Comité Technique est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 03/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-151193-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/12/20

Réception en Préfecture : 03/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
Représentants au Comité d'Hygiène, de
Sécurité et des Conditions de Travail de la
Métropole de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Ville de Montpellier en date du 6 décembre 2018,
- Vu l'arrêté n° MAR2019-0111 du 20 février 2019 portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole

- Vu la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE, en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté n° MAR2020-0395 du 12 octobre 2020 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n° MAR2020-0395 du 12 octobre 2020 est abrogé.

Article 2 :

La liste des représentants de la collectivité du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est la suivante :

Liste des représentants de la collectivité	
<u>Membres titulaires (10)</u>	<u>Membres suppléants (10)</u>
<ol style="list-style-type: none">1. Michaël DELAFOSSE2. Julie FRECHE3. Joel RAYMOND4. Florence BRAU5. Frédéric LAFFORGUE6. Isabelle TOUZARD7. Eric PENSO8. Marie MASSART9. Sophiane MANSOURIA10. Claudine VASSAS-MEJRI	<ol style="list-style-type: none">1. François VASQUEZ2. Tasnime AKBARALY3. Olivier NYS4. Brigitte DEVOISELLE5. Jean-François AUDRIN6. Sylvie ROS-ROUART7. Serge DESSEIGNE8. Séverine SAINT MARTIN9. Benoît ZENOU10. Anne RIMBERT

Article 3 :

La liste des représentants du personnel au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est la suivante :

Liste des représentants du personnel	
<u>Membres titulaires (10)</u>	<u>Membres suppléants (10)</u>
1. Abdelkader AMLOUK, UNSA 2. Laurent BERNARD, UNSA 3. Fabrice PAGES, UNSA 4. Shirley BARBAUD, UNSA 5. Catherine LANDEMAINE, UNSA 6. Karine BERNARD, FO 7. Céline MILLET, FO 8. Patrick CORNELLES, SUD 9. Véronique PENARANDA, CFDT 10. Jean-Marc BARDIN, CGT	1. Sandrine CAMPOS, UNSA 2. Daniel BARCELO, UNSA 3. Ichem MOGHEL, UNSA 4. Gilles ZOZOR, UNSA 5. Philippe MAURY, UNSA 6. Rémy LASCOLS, FO 7. Stéphane BERTAUX FO 8. François FOURES, SUD 9. Nicolas SCHNELL, CFDT 10. Stéphanie BRUNET-BLASCO, CGT

Article 4 :

Le Président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-151196-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/20

Réception en Préfecture : 21/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président
à la présidence
de la Commission Consultative des
Services Publics Locaux (CCSPL)
du 9 décembre 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1413-1 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 15 septembre 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0367 du 9 octobre 2020 portant représentation du Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux peut désigner une personne appelée à le représenter ;
- **CONSIDERANT** l'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui se déroulera le 9 décembre 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour présider la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour la séance du 9 décembre 2020. Dans ce cadre et pour cette séance, Madame Michelle CASSAR est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 9 décembre 2020 uniquement.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-151638-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/12/20

Réception en Préfecture : 09/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 28 décembre 2020 au 1er janvier 2021
inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 28 décembre 2020 au 1^{er} janvier 2021 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, du 28 décembre 2020 au 1^{er} janvier 2021 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint ;

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-152229-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/12/20

Réception en Préfecture : 23/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président
à la présidence de la
Commission d'Appel d'Offres
du 22 décembre 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2 à L.1414-4 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) le 12 octobre 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0312 du 21 août 2020 portant représentation du Président à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission d'Appel d'Offres peut désigner une personne appelée à le représenter ;
- **CONSIDERANT** l'empêchement concomitant de Madame Catherine RIBOT et de Monsieur Renaud CALVAT lors de la Commission d'Appel d'Offres qui se déroulera le 22 décembre 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, conseillère métropolitaine, pour présider la Commission d'Appel d'Offres en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour la séance du 22 décembre 2020. Dans ce cadre et pour cette séance, Madame Fanny DOMBRE-COSTE est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de la Commission d'Appel d'Offres du 22 décembre 2020 uniquement.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-152238-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/12/20

Réception en Préfecture : 17/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Suppléance de Monsieur le Président par
Monsieur le Premier Vice-Président
du 19 au 27 décembre 2020 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Monsieur le Président, Michaël DELAFOSSE, du 19 au 27 décembre 2020 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président dans la plénitude de ses fonctions du 19 au 27 décembre 2020 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18/12/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-152311-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/20

Réception en Préfecture : 18/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2020-0111	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 9 rue Marioge - Parcelle KL 321	621
MAI2020-0116	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Fabrègues - Immeuble sis 41 rue Paul Doumer - Parcelle AD 214 - Interdiction d'habiter	624



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 9 rue Marioge
Parcelle KL 321

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la lettre d'information adressée à Madame Véronique Bouyssou, Syndic Bénévole, lui signalant les désordres sur le bâtiment sis 9 rue Marioge à Montpellier (34000), (parcelle KL 321), susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique et lui ayant demandé ses observations ;
- VU l'absence de réponse et vu l'aggravation des désordres mettant en cause la sécurité publique ;
- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Bernard BLANCO, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 22 mai 2020 afin de lever tout péril ;
- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité publique soit sauvegardée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndic bénévole de la copropriété représenté par Véronique Bouyssou, devra, dans un délai de **2 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

- Mise en place d'un étaielement à l'aplomb à chaque étage des éléments de marches déplacés
- Missionner un maître d'œuvre habilité en Patrimoine assisté d'un Bureau d'Etudes Structures afin d'effectuer :

- un diagnostic structurel du bâti
- un contrôle de la solidité et stabilité des murs et façades
- Conforter les deux façades par tirants transversaux et agrafages sur larges fissurations.

ARTICLE 2 : Le syndic bénévole de copropriété est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 3 : Faute pour le syndic bénévole de copropriété et les copropriétaires d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 4 : Si le syndic bénévole de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndic bénévole de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le syndic bénévole de copropriété et les copropriétaires seront redevables du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre du syndic bénévole de copropriété et des copropriétaires, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les articles R.511-15 à R.511-20 du code de la construction et de l'habitat.

Le syndic bénévole de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droits, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 21 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-151684-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/20

Réception en Préfecture : 21/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Fabrègues
Immeuble sis 41 rue Paul Doumer
Parcelle AD 214
Interdiction d'habiter

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
-
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
-
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
-
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
-
- VU le rapport dressé par Jacques Puch expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 30 novembre 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
-
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur Jean-Christophe SAUVAN demeurant 62 rue Liandier à Marseille (13008) propriétaire, parcelle cadastrée AD 214, sis 41 rue Paul Doumer à Fabrègues (34690) ;
-
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 41 rue Paul Doumer à Fabrègues (34690) concernant tout le bâtiment.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le propriétaire, Monsieur Jean-Christophe SAUVAN demeurant 62 rue Liandier à Marseille (13008) devra, à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

Première mesure urgente à prendre dans un délai d'une semaine :

- La condamnation du bâtiment et la pose de barrières à une distance de 3 mètres à partir de la façade de l'immeuble donnant sur l'intérieur de la cour et autour des murs de la tour.

Deuxième mesure urgente à prendre dans un délai de deux mois :

- Faire tomber les plafonds actuels de la terrasse couverte,
- Vérifier la solidité de la toiture, renforcer ou remplacer cette dernière,
- Renforcer le maintien de la citerne en place par un renforcement supplémentaire des poteaux,
- Vider la citerne (si présence d'eau) et couper son alimentation.
- Faire vérifier les parties de l'immeuble non examinées (toiture et plancher du logement du 1er niveau et la cage d'escalier)
- Faire intervenir un bureau d'étude qui établira un rapport préconisant les mesures à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux permettant soit de maintenir en place la citerne, soit de procéder à sa déconstruction.

ARTICLE 2 : Faute pour le propriétaire, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **l'immeuble doit être entièrement évacué**. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Si le propriétaire ou ses ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le propriétaire ou ses ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 18 déc. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-152209-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/12/20

Réception en Préfecture : 22/12/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

